Cahiers d'Etude et de Recherche

N°11/12 (ISSN 0298-7899) 1989 — 40FF, 16FS, 270FB

Dans la série "cours"

Les révolutions bourgeoises

Robert Lochhead

	Page
Préface	3
I. Traits généraux	5
II. La révolution des Pays-Bas 1566-1609	17
III. La révolution anglaise 1640-1660	33
IV. Les révolutions bourgeoises ont-elles existé?	59
Annexes	
Chronologie	4
Carte des Pays-Bas 1566-1609	20
Carte de la guerre civile en Angleterre	40
Extraits de textes de Voltaire, Guizot, Engels et Hill	66
Cartes de l'Europe en 1560 et 1860	62
Quelques personnages historiques qui méritent d'être plus connus	68
Guide de lecture et bibliographie	69

L'histoire des révolutions passées a un enjeu politique. Cela ressort clairement des polémiques sur la révolution française, à l'occasion de son bicentennaire. Une polémique analogue existe en Grande-Bretagne à propos de la Révolution anglaise de 1640-1660. La gauche, et les marxistes en particulier, se retrouvent à devoir défendre l'héritage humaniste et démocratique des 16e, 17e et 18e siècles qui s'est exprimé avec force dans les révolutions de cette époque.

La notion de révolution bourgeoise est centrale dans l'analyse marxiste de la société moderne. L'étude comparative des révolutions bourgeoises est indispensable pour analyser les particularités des divers Etats bourgeois d'Europe occidentale, auxquels elles ont donné naissance. D'ailleurs, que reste-t-il des valeurs démocratiques et égalitaires qu'elles ont proclamées? Les révolutions bourgeoises sont également une référence obligée de l'étude des révolutions dans le Tiers-Monde.

Ce cahier est une introduction à l'étude des révolutions bourgeoises. Il en présente les traits généraux, développe deux études de cas, les Pays Bas et l'Angleterre, peu connus du public francophone, illustrant la complexité des classes, des partis et des dirigeants qui ont fait ces révolutions. Il conclut par un aperçu sur les interprétations de la nature de ces révolutions, montrant la diversité de la tradition marxiste en la matière.

Robert Lochhead est né en 1950 à Berne (Suisse). Biologiste enseignant, il est membre du Parti socialiste ouvrier (section suisse de la Quatrième Internationale), militant du syndicat des services publics et conseiller communal élu sur la liste Alternative socialiste verte à Nyon, en Suisse. Il est l'auteur de nombreux articles, notamment sur l'écologie, publiés dans *La Brèche*. Il est un collaborateur de l'Institut International de Recherche et de Formation.

Bulletin de commande

Nom - Prénom : . . . . . .

Numéro et rue : . . . . . .

Commune : . . . . . Code postal : . . . . . Pays : . . . . . .

Ci-joint la somme de . . . . . pour :

* un abonnement à cinq numéros des CER (100 FF), à partir du numéro . . . . . .
* les numéros suivants des CER (20 FF, 25 FF ou 40FF par exemplaire; voir titres en page 2) : . . . . . .

Chèques libellés à l'ordre de P. Rousset, de préférence en francs français, tirables dans une banque située en France. Envoyer à CER, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Virements postaux à P. Rousset, CCP Paris 11 541 97 T. Paiements groupés : indiquer la somme pour les CER. Eviter les eurochèques.

reg. 12.942
copie 1 13
12168

CAHIERS d'étude et de recherche

Les révolutions bourgeoises

•

Robert Lochhead

William Hogarth, Quelques uns des principaux habitants de la lune : Royauté, Episcopat et Loi, 1724

IIRF Library

numéro double 11/12 1989 — *40FF, 16FS, 270FB*

Institut International de Recherche et de Formation

LOC

CAHIERS D'ETUDE ET DE RECHERCHE
NOTEBOOKS FOR STUDY AND RESEARCH

Les *Cahiers d'Etude et de Recherche/Notebooks for Study and Research* (CER/NSR) sont publiés dans le cadre des activités de l'Institut International de Recherche et de Formation/International Institute for Research and Education (IIRF/IIRE).

Ils comportent trois séries:

* La série **"cours"** : sont reproduits dans cette série des cours donnés dans le cadre de l'IIRF (et parfois d'autres institutions). On trouve dans les cahiers de cette série, outre la transcription du cours lui-même, un matériel de lecture complémentaire qui accompagne le texte principal.

* La série **"études"** : sont publiées dans cette série des études systématiques portant soit sur un pays et une expérience donnés, soit sur une thème particulier.
* La série **"dossiers et débats"** : sont présentés dans cette série un ensemble de documents, d'articles et d'interviews qui permettent de faire le point sur une question controversée.

Les mêmes textes paraissent en français, sous le titre *Cahiers d'Etude et de Recherche,* numérotés selon la séquence de publication française, et en anglais, sous le titre *Notebooks for Study and Research,* numérotés selon la séquence de publication anglaise.

Certains cahiers sont traduits en d'autres langues, notamment en espagnol. Pour plus d'informations sur leur disponibilité, écrire à la rédaction.

Nous invitons les lecteurs à nous faire part de leurs remarques concernant la présentation et le contenu des CER/NSR, en nous écrivant à l'adresse suivante :

IIRF/IIRE
Postbus 53290
1007 RG Amsterdam
Pays-Bas

Les CER/NSR parus et à paraître

■ **En français:**

♦ **disponibles :**

N°1 *La place du marxisme dans l'histoire,* par Ernest Mandel (série "études") (40 p. 20FF)
N°2 *La révolution chinoise - Tome I : La Deuxième révolution chinoise et la formation du projet maoïste,* par Pierre Rousset (série "études") (32 p. 20 FF)
N°3 *La révolution chinoise - Tome II : Le maoïsme à l'épreuve de la lutte de pouvoir,* par Pierre Rousset (série "études") (48p. 25FF)
N°4 *Sur la révolution permanente,* par Michael Löwy (série "études") (44 p. 20FF)
N°5 *Lutte de classe et innovation technologique au Japon depuis 1945,* par Muto Ichiyo (série "études") (48p. 25 FF)
N°6 *Le populisme en Amérique latine,* textes d'Adolfo Gilly, Helena Hirata, Carlos M. Vilas, PRT argentin présentés par Michael Löwy (série "dossiers") (40 p. 20FF)
N°7/8 *Plan, marché et démocratie : l'expérience des pays dits socialistes,* par Catherine Samary (série "cours") (64p. 40FF)
N° 9 *Les années de formation de la IVème Internationale,* par Daniel Bensaïd (série "cours") (48p. 25FF)
N°10 *Marxisme et théologie de la libération,* par Michael Löwy (série "études") (40p. 20FF)
N°11/12 *Les révolutions bourgeoises,* par Robert Lochhead (série "cours") (72p. 40FF)

♦ **prévus :**

Pays-Basque et Catalogne : deux guerres civiles, par Miguel Romero
Marxisme, féminisme et mouvement ouvrier, par Marijke Colle
L'Amérique latine aujourd'hui, par Sergio Rodriguez
L'économie capitaliste, par Jesus Albarracín
Ecologie et socialisme, par Jean-Paul Deléage
Problèmes de la transition au Nicaragua, recueil d'articles
Le stalinisme, par Ernest Mandel

■ **en anglais:**

Les numéros 1 à 10 des CER sont également parus en anglais sauf le numéro 4, traduction de deux chapitres de l'ouvrage de Michael Löwy, *The Politics of Uneven and Combined Development: The Theory of Permanent Revolution,* disponible chez Verso, Londres, 1981. Les NSR ont publié en numéro 4 une traduction de la première partie de l'ouvrage de Daniel Bensaïd, *Stratégie et parti,* disponible à La Brèche, Paris, 1987.

Abonnement : 5 numéros pour 100 FF, 40FS, 675FB
10 numéros pour 200FF, 80FS, 1350FB
(+20% pour envois par avion)

Chèques libellés à l'ordre de P. Rousset, de préférence en francs français tirables dans une banque **située** en France. Envoyer à CER, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Virements postaux à P. Rousset, CCP Paris 11 541 97 T. Eviter les eurochèques.

Cahiers d'étude et de recherche, périodique publié cinq fois par an. ISSN 0298-7899. Directeur de la publication: Pierre Rousset.
Administration: 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Imprimé par Rotographie. Commission paritaire: 68 604.

Préface

Ce cahier tire son origine du cours sur les révolutions bourgeoises donné dans le cadre des stages internationaux sur le marxisme à l'Institut International de Recherche et de Formation. Ce stage abordait plusieurs sujets où la notion de révolution bourgeoise intervient : réforme et révolution dans l'histoire de l'humanité, comment le Tiers Monde peut-il sortir du sous-développement, le véritable contenu des institutions parlementaires, et les tendances régressives apparues dans les Etats post-capitalistes. Ces questions étaient traitées notamment par le biais d'études marxistes classiques qui utilisaient souvent les révolutions bourgeoises comme point de départ de leur argumentation.

Ainsi, dans le *Manifeste communiste,* Marx fait un parallèle entre la révolution prolétarienne qui renversera le pouvoir de la bourgeoisie, et celle qui mit bas le pouvoir de l'aristocratie. Ainsi, dans les grands débats sur la stratégie socialiste en Europe occidentale et centrale, les partis ouvriers de masse ont dû revendiquer l'héritage de la révolution française en particulier, tout en dénonçant la manière dont les institutions issues de cette révolution garantissaient le pouvoir de la bourgeoisie. Dans les débats sur la révolution russe entre Plékhanov, Lénine et Trotsky, transparaît l'évocation des différentes étapes de la révolution française, du modérantisme girondin à la dictature de la Montagne. L'idée de révolution bourgeoise ou démocratique apparaît encore dans l'étude des voies de la révolution dans les pays d'Asie, notamment lorsque la théorie de la révolution permanente est élaborée par Trotsky. Enfin, lorsque les opposants à Staline ont cherché l'explication marxiste de la dégénérescence de l'Etat soviétique, c'est encore l'analogie avec les reculs de la révolution française vers des régimes élitaires et autoritaires, sous le Directoire et l'Empire, qui leur a servi de premier outil analytique.

Notons encore que les marxistes n'ont pas été les seuls à recourir à cette analogie. Les idéologues les plus extrêmes du nouveau conservatisme, comme Soljenitsine, expliquent la répression stalinienne par le désordre créé par la révolution russe, elle-même attribuée aux effets des idées déstabilisatrices de Marx, Rousseau, et même des courants anti-hiérarchiques du christianisme. Ainsi, les marxistes se retrouvent-ils devant le devoir de défendre l'héritage humaniste et démocratique des 16e, 17e et 18e siècles, qui s'est exprimé avec force dans les révolutions de cette époque.

Dans un registre plus pragmatique, les apôtres du capitalisme comme l'économiste américain Walt Rostow expliquent que les pays sous-développés se trouvent aujourd'hui dans une situation comparable à celle où les grandes démocraties bourgeoises riches (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) se trouvaient à la veille de leur essor industriel. Pour assurer leur développement, ils n'auraient donc qu'à adopter les mêmes institutions qui ont si bien réussi ailleurs. Le plus souvent, ces défenseurs de l'ordre capitaliste se gardent bien de rappeler quels bouleversements politiques et sociaux ont précédé l'essor économique de leur pays et quels avantages ceux-ci ont tiré de leur position de pionniers du capitalisme dans un monde précapitaliste.

Pour comprendre ces débats, il faut revenir sur ce que furent les révolutions bourgeoises, sur leur diversité et sur leurs traits communs, sur la fonction qu'elles ont eu d'accoucher de l'Europe capitaliste moderne. La seule ambition de ce cahier est de constituer un dossier informatif, fournissant un cadre de référence commun pour une étude plus approfondie de ces questions.

Tous ces thèmes ont été largement discutés à l'occasion des anniversaires célébrés récemment : tricentennaire de la soi-disant Révolution glorieuse (1688) en Grande-Bretagne, bicentennaires de la Déclaration d'Indépendance (1776) aux Etats-Unis, et de la Prise de la Bastille (1789) en France. Chacun délimite tout un champ de bataille idéologique où les partisans du progrès social ont un combat à mener.

Mais que ce soit pour approfondir l'étude comparative du développement économique, social et politique des différents pays ou pour relever le défi conservateur sur le terrain de l'opinion publique, il faut disposer de concepts clairs et d'un langage commun. C'est l'objectif modeste de ce cahier.

Après un chapitre I rappelant les traits généraux des révolutions bourgeoises, Robert Lochhead présente deux récits de cas : celui de la Révolution des Pays-Bas (1566-1609) (chapitre II) et celui de la Révolution anglaise (1640-1660) (chapitre III). Avec la révolution française de 1789, ce sont les trois grandes révolutions bourgeoises classiques selon Marx. Leur étude détaillée fournit l'occasion de découvrir deux révolutions peu connues du public francophone, de prendre de la distance par rapport à l'habitude de considérer la révolution française comme modèle de révolution bourgeoise, et de suggérer les complexités d'une analyse comparative. Enfin un chapitre IV est une introduction à quelques problèmes d'interprétation marxiste à la lumière des débats entre historiens marxistes et libéraux sur le concept même de révolution bourgeoise.

John Barzman
Pierre Rousset

✪ Merci aux élèves de 7AB2 et au directeur du Collège secondaire de Nyon-Marens de m'avoir donné l'occasion en 1981-1982 d'enseigner la période 1500-1800, pour mon plus grand plaisir. Merci aux éditeurs John Barzman et Pierre Rousset pour leur patience. Merci à ceux que j'aime de m'avoir encouragé et supporté durant ce long accouchement. Merci à Véronique Schmidt d'avoir dactylographié bien des manuscrits successifs. Je remercie pour leurs renseignements et leurs suggestions John Barzman, C.A. Udry, Herman Pieterson, Paul Leblanc, Wilfried Dubois, Ernest Mandel, Sébastien Guex, Jean-Pierre Renk, Keith Mann. Je n'ai pas toujours suivi leur avis et reste seul responsable du produit final. **R. L.**

Chronologie

Repères généraux	Révolutions en Europe	Révolutions sur les autres continents
	1158-1250 révolte anti-impériale des villes d'Italie du Nord	
1200-1300 premières réunions des Etats généraux	1200-1300 mouvement des communes, chartes communales octroyées par les souverains	
	1282 constitution démocratique à Florence	
1350-1450 grande peste	1291-1499 guerres d'indépendance des cantons suisses contre les Habsbourgs	
	1356-1358 tentative de prise du pouvoir en France par les Etats généraux (Etienne Marcel) et insurrection paysanne des "Jacques"	1368 l'insurrection paysanne des Turbans rouges met au pouvoir la dynastie Ming en Chine
	1381 révolte des paysans anglais	
	1419-1434 révolution hussite tchèque	
1492 les Caraïbes découvrent un certain Christophe Colomb		
1500 l'Europe a 50 millions d'habitants		
1517 début de la Réforme protestante		
1521 chute de Mexico		
	1525 guerre des paysans en Allemagne	
	1566-1609 révolution des Pays-Bas	
	1640-1652 révolution catalane	1622-1644 révoltes liées à la fin de la dynastie Ming et à l'avènement de celle des Mandchou
1618-1648 guerre de Trente Ans	1640-1660 révolution anglaise	
	1647 insurrections de Naples et Palerme	
	1648-1653 en France, crise révolutionnaire de la Fronde	
	1670-1671 révolte de Stenka Razine (Volga et Don)	
	1688 "Glorieuse Révolution" d'Angleterre	1689 rébellions à New York (Leisler), Boston et dans le Maryland
1700-1789 "Siècle des Lumières", révolution industrielle en Angleterre		1776-1783 révolution des Etats-Unis d'Amérique
	1785-1787 mouvement des patriotes aux Pays-Bas	1780-1782 révolte péruvienne de Tupac Amaru
	1789-1815 révolution française :	1791-1802 révolution de Saint-Domingue (jacobins noirs)
	1792 proclamation de la République	
	juin 1793-juillet 1794 gouvernement des jacobins "montagnards"	
	1795-1799 régime du Directoire	
1796-1815 "guerres napoléoniennes"	1799-1815 dictature de Napoléon Bonaparte	
	1795-1806 république batave	
1800 l'Europe a 200 millions d'habitants	1797-1802 république cisalpine	
	1798-1803 république helvétique	
	1808-1814 guerre d'indépendance espagnole	1810-1822 guerres d'indépendance de l'Amérique latine
	1812 Constitution libérale de Cadix	
	1830 révolution en France	
	1830 soulèvement belge	
	1830 insurrection polonaise	1837 rébellion canadienne
1847 *Le Manifeste communiste*	1847 les radicaux gagnent la guerre civile suisse	
	1848 révolution française	1851-1864 grande révolte chinoise des Taïpings
	1848-1849 révolutions allemande, italienne et hongroise	1857-1858 grande révolte indienne des Cipayes contre les Anglais
	1854-56 révolution en Espagne	1857-1867 révolution mexicaine (Reforma)
	1859-1870 guerres de l'Unité italienne	1861-1865 guerre de Sécession des Etats-Unis
	1864-1876 Première Internationale	1867-1889 restauration Meiji au Japon
	1868-1874 révolution en Espagne	
1870-1871 guerre franco-allemande	1871 Commune de Paris	
	1889 Fondation de la Deuxième Internationale	1905-1908 révolution iranienne
	1905 première révolution russe	1910-1920 révolution mexicaine
	1916 insurrection irlandaise	1911 proclamation de la république chinoise
1914-1918 Première Guerre mondiale.	1917 révolution russe	

Les révolutions bourgeoises

I. Traits généraux

GER N° 11/12

I. Que furent les révolutions bourgeoises?

Pour les marxistes, c'est une époque de neuf siècles de révolutions bourgeoises qui s'ouvre en Europe occidentale aux XIIe et XIIIe siècles avec le mouvement des communes et plus particulièrement la lutte des villes italiennes (les plus grandes et les plus riches de l'Europe d'alors) contre l'Empereur et sa noblesse allemande et italienne. Cette lutte victorieuse fait de l'Italie du Nord médiévale, non pas un Etat bourgeois, mais un archipel de républiques urbaines indépendantes où pendant trois siècles aucun pouvoir royal ne pourra prendre pied.

Cette longue époque culmine avec la révolution française de 1789-1815 et se clôt en Europe occidentale avec les révolutions de 1848, avec l'échec de la révolution allemande de 1848-1849.

Bien avant la révolution française s'intercalent, pour ne citer que les révolutions les plus marquantes : le mouvement d'indépendance de la Ligue des villes et communautés de montagne suisses au XIVe-XVe siècles; la crise révolutionnaire française de 1356-1358 qui va de la tentative de prise du pouvoir par les Etats généraux à l'insurrection paysanne des Jacques; la crise révolutionnaire anglaise de 1380-1381 marquée par cette pré-Réforme que fut le mouvement des "Lollards" et l'insurrection paysanne de Wat Tyler; la Guerre des paysans allemande de 1525 qui fut bien plus qu'une insurrection paysanne. La révolution des Pays-Bas de 1566-1609 est la première à fonder une espèce d'Etat bourgeois moderne. C'est la révolution anglaise de 1640-1660, apparemment échouée, qui enclenche la transformation pour la première fois des institutions d'un grand royaume. Par contre, les autres crises révolutionnaires contemporaines – la Fronde en France 1648-1653, la révolution catalane 1640-1652, les soulèvements de Naples et de Sicile de 1647 – ne parviennent pas à renverser l'absolutisme. L'Angleterre, principale puissance commerciale puis industrielle du monde pendant plus de deux siècles servira de modèle aux Philosophes des Lumières qui vont créer l'univers culturel de la révolution française.

A son apogée, cette vague transformatrice s'étend avec plus ou moins de succès et de participation populaire aux pays d'Europe occidentale et méridionale : révolutions liées à la révolution française débouchant sur des annexions (Belgique, Rhénanie) ou des républiques sœurs (batave, helvétique, cisalpine), indépendance de la Belgique (1830), insurrections et campagnes conduisant à l'unification de l'Italie (1848-49 et 1859-1870), série des révolutions de la péninsule ibérique tout au long du XIXe siècle (de la Constitution démocratique proclamée à Cadix en 1812 à la monarchie constitutionnelle établie par les Cortes en 1876).

Ce cycle de révolutions s'est étendu en dehors de l'Europe occidentale, dans ses colonies d'abord : c'est la révolution des treize Etats Unis d'Amérique de 1776-1783, la révolution dite des "Jacobins noirs" à Saint-Domingue/Haïti de 1791-1802, les mouvements d'indépendance de l'Amérique latine de 1809 à 1822.

Au Japon, l'Ancien Régime, seul système extra-européen à mériter vraiment la dénomination de féodal, au sens strict, confronté au défi mortel de l'expansionnisme européen et nord-américain, est renversé par la révolution Meiji de 1867-1889, véritable révolution bourgeoise. Ce cycle de révolutions se clôt par les révolutions mexicaine de 1910-1920 et russe de 1917 qui, chacune à sa manière différente, inaugure un autre chapitre, celui des révolutions dans les pays semi-coloniaux et sous-développés au siècle de l'impérialisme.

Ces révolutions ont rarement produit des résultats dénués d'ambiguïtés; plusieurs ont avorté ou ont été écrasées, en particulier celles qui injustement restées dans l'obscurité, ne sont pas citées souvent. Aucune pour autant n'est restée sans résultats profonds. Tout ce processus de neuf siècles, processus divers et touffu, a accouché des Etats bourgeois modernes.

Les révolutions bourgeoises ont éclaté sous l'effet des tensions que le développement de l'économie marchande, puis du capitalisme, au sein même de la société féodale, faisait subir à l'Ancien Régime féodal et absolutiste confronté à la limite de ses capacités d'adaptation.

Les classes et les partis qui furent les acteurs de ces révolutions n'ont le plus souvent pas disposé de programmes systématiques de réforme ou de transformation de l'Ancien Régime. Souvent les idéaux des classes insurgées s'exprimaient en termes de retour à un passé meilleur, d'ailleurs tout à fait mythique. A partir d'un ébranlement initial de l'Ancien Régime qui les prend au dépourvu, tous les acteurs ont défendu leurs intérêts particuliers et ont improvisé face à des événements qui se développaient progressivement et prenaient une dynamique que personne n'avait voulue ni prévue. Mais ce qui s'est imposé tant bien que mal en fin de compte, c'est l'extension croissante des rapports marchands d'abord, du capitalisme ensuite, dans tous les domaines de la vie économique, et le poids économique, social, et donc politique, croissant de la bourgeoisie aux dépens de la noblesse d'Ancien Régime.

Les transformation juridiques et institutionnelles qui caractérisent la transition de l'Ancien Régime à l'Etat bourgeois moderne peuvent être résumées comme suit :

1/ La libération des serfs de leur servitude personnelle et la commutation en argent, au lieu de corvées, de leurs redevances à leurs seigneurs.

2/ Le partage des fiefs des seigneurs en petites propriétés paysannes ou leur transformation directe en exploitations agricoles capitalistes.

3/ La transformation juridique du droit de propriété conditionnel, typique du régime féodal, en droit de propriété absolu, typique de l'économie marchande puis capitaliste.

4/ La suppression des privilèges de la noblesse et du pouvoir judiciaire et étatique des seigneurs dans leurs seigneuries.

5/ Des garanties juridiques de protection des personnes et de leur propriété contre l'arbitraire seigneurial et royal.

6/ La restriction du pouvoir et des propriétés foncières de l'Eglise et la liberté religieuse et de conscience. L'abolition de l'impôt payé à l'Eglise, la dîme.

7/ L'égalité devant la loi et la fin de l'accès privilégié de la noblesse aux charges officielles : "la carrière ouverte aux talents".

8/ La diminution, voire la suppression, des entraves institutionnelles à la libre activité des artisans, commerçants, manufacturiers et industriels, en particulier le libre achat de la force de travail et la libre vente des marchandises et services produits; la suppression de l'organisation corporative des métiers, des douanes intérieures.

9/ La diminution de la censure des idées.

10/ La rationalisation du découpage territorial, des poids et mesures, de l'enseignement, de la fiscalité, de la législation civile et pénale.

11/ La limitation du pouvoir royal, voire sa suppression, au moyen de représentations nationales élues, au suffrage censitaire d'abord, puis au suffrage universel.

Ces transformations n'ont nullement été réalisées de façon linéaire; selon les pays elles l'ont été dans des combinaisons, des formes et des rythmes différents. Certaines se sont réalisées petit à petit par le simple jeu du développement de l'économie de marché puis du capitalisme au sein de l'Ancien Régime. Certaines ont été réalisées par l'absolutisme dans ses réformes rationalisatrices, centralisatrices, mercantilistes.

Mais toutes les révolutions bourgeoises ont marqué leur accélération et ont eu pour contenu et pour enjeu, la mise en œuvre, ou la tentative de mise en œuvre de programmes de telles réformes, et les conflits de classes et de partis autour de ces programmes.

II. Quelques aspects de l'Ancien Régime d'Europe occidentale

1. Le féodalisme

La société féodale s'est stabilisée en Europe vers l'an mil. Elle était alors caractérisée par la division de la société en deux classes sociales :

- La quasi-totalité de la population est formée de paysans qui travaillent sur les terres des nobles et leur doivent parts de récolte et services en travail (corvées). Ces paysans ne sont pas libres, ils ne peuvent quitter la terre de leur seigneur : ce sont des serfs. Mais ils jouissent de droits et de garanties bien plus grandes que les esclaves. Les seigneurs ne peuvent pas les chasser de leurs terres.

- Quelques pour-cent de la population sont des nobles qui reçoivent d'un suzerain des terres, des fiefs, à condition de le servir militairement. Au sommet de la pyramide de la noblesse, il y a les rois des divers royaumes d'Europe.

"A côté" de ces deux classes fondamentales existait l'Eglise, institution plus ancienne que le féodalisme. L'Eglise constitue une vaste bureaucratie; elle est le plus grand propriétaire terrien. Sa hiérarchie est ouverte de façon privilégiée (mais non exclusive) aux nobles. L'Eglise fournit au féodalisme des justifications religieuses – une idéologie – et les intellectuels dont il a besoin.

Le féodalisme, de même qu'aucun autre mode de production, n'a jamais existé à l'état pur. Il s'est combiné à des rapports sociaux pré-existants tout en les marginalisant :

- marchands, voire capitalistes : les villes n'ont jamais été réduites à néant. C'est en Italie qu'elles sont restées les plus grandes en Europe occidentale. A la périphérie de l'Europe féodale, Venise est déjà une république marchande avant même la stabilisation du féodalisme.

- esclavagistes : dans le Sud méditerranéen.

- tribaux : dans l'Est et le Nord, par exemple en Ecosse et en Frise.

- "allodiaux": il y a des paysans libres, propriétaires de leurs terres et exempts de redevances féodales, un peu partout et beaucoup dans les régions de montagne.

L'Ancien Régime était une société très parcellisée, où le pouvoir était infiniment fragmenté en une myriade d'entités territoriales, seigneuries, elles-mêmes subdivisées, villes, couvents; avec un enchevêtrement juridique de titres de propriété, de chartes de privilèges, de traités d'alliances particulières. C'est dans les interstices nombreux de cet ordre social, jouant souvent les uns contre les autres, se laissant souvent jouer aussi, que la bourgeoisie a pu faire des villes, quand elles se sont développées, dès les XIe, XIIe et XIIIe siècles, des îlots républicains, se gouvernant elles-mêmes, jouissant d'une certaine indépendance.

Dès la fin du Moyen-Age, aux XVe et XVIe siècles, le féodalisme a perdu certains de ses caractères initiaux de par les transformations suivantes qu'a connues l'Europe occidentale :

- Dans leur majorité, les paysans ne sont plus des serfs. Personnellement affranchis, leurs redevances commutées en argent, ils sont devenus des tenanciers libres travaillant une terre qui appartient à un seigneur auquel ils paient des "cens annuels". Ces paysans "censiers" sont dits également "emphytéotes" parce que leur droit à leur terre est éternel et héréditaire mais relatif, chargé de "servitudes" ou de "droits féodaux" que sont les paiements au seigneur des "cens", des droits de mariage, de succession, etc.

La paysannerie est un ensemble très hétérogène : vrais serfs (il en reste même au XVIIIe siècle), censiers, mais aussi métayers, fermiers, petits propriétaires, domestiques, salariés agricoles, chômeurs et vagabonds ruraux.

Souvent, à l'issue de cycles de révoltes paysannes et avec le renforcement de l'appareil d'Etat royal, l'absolutisme, et la tendance à la disparition des suzerains intermédiaires, les seigneurs féodaux acquièrent de facto, puis parfois de jure, un droit de propriété absolu de leurs terres qui cessent donc à proprement parler d'être des fiefs puisque le fief était une espèce de prêt héréditaire en échange du service militaire.

Avec le développement de l'économie marchande, cette évolution entraîne que les liens féodaux de vassalage cessent en général d'être des obligations entre personnes pour devenir des obligations attachées à la terre. Se vendent et s'achètent des seigneuries avec les droits féodaux qui en font les revenus, mais se vend ou s'achète également la tenure d'un paysan censier. La terre devient marchandise, ce qu'elle n'était pas dans le féodalisme au sens strict du terme. La tenure censière tend également à faire place à des contrats courts de fermage ou de métayage.

2. La société urbaine d'Ancien Régime

Juridiquement est bourgeois le citoyen d'un bourg, d'une ville. (C'est dire que cette définition est différente de celle utilisée par les marxistes aujourd'hui, pour qui est bourgeois tout capitaliste, qu'il exploite le salariat à la ville ou à la campagne.)

La stratification sociale d'une ville d'Ancien Régime est typiquement la suivante de haut en bas :

1/ Les **patriciens** sont un petit nombre de familles, d'origine marchande ou financière le plus souvent, définies par un accès privilégié, officiellement inscrit, au gouvernement municipal. Ce sont les familles enregistrées sur une liste nominative. Les patriciens vivent noblement, certains sont anoblis, ils ont acquis des seigneuries à la campagne, parmi eux il y a des féodaux d'origine établis en ville, ils sont alliés par mariage à des nobles. Le patriciat est la crème de la bourgeoisie. Les patriciens sont souvent les bourgeois les plus riches, mais pas toujours.

2/ La grande majorité de la population urbaine est formée par la réunion des **corporations** de métiers : bouchers, marchands, maçons, drapiers, orfèvres, tanneurs, boulangers, brasseurs, bateliers, verriers, etc.

Sous le toit du maître artisan vivent non seulement sa femme et ses enfants, mais aussi des serviteurs et servantes, et surtout ses compagnons qui sont salariés mais sont membres de la corporation et peuvent ambitionner de devenir maîtres un jour, et ses apprentis dont les parents paient le maître pour leur donner leur formation.

Les maîtres artisans riches, et certains sont très riches, des marchands, des orfèvres, des banquiers, des bouchers, des drapiers, correspondent le plus directement au sens moderne du mot "bourgeois". Certains emploient plus de compagnons qu'ils n'en peuvent loger sous leur toit et ces compagnons, dont l'espoir de devenir maître s'amenuise, tendent à devenir de simples salariés; certains bourgeois possèdent de vraies manufactures, certains sont patrons de nombreux travailleurs à domicile.

La majorité des membres des corporations est pauvre mais avec une certaine aisance : petits maîtres artisans, boutiquiers, compagnons bien installés. Beaucoup possèdent dans les environs de la ville une propriété foncière non négligeable.

3/ Le **petit peuple** réunit les petits métiers artisanaux non organisés en corporations : petits marchands ambulants, porteurs d'eau; les serviteurs et les servantes; les ouvriers journaliers du bâtiment ou du port, les ouvriers des manufactures, les mendiants.

Jusqu'au premier tiers du XIXe siècle, les ouvriers, c'est-à-dire les salariés au sens moderne, restent une très petite minorité dans un océan de petits propriétaires.

Dans l'Ancien Régime et déjà au Moyen Age, les luttes sociales et politiques dans les villes ont été le plus souvent un conflit à trois :

- patriciens
- bons bourgeois des corporations, qu'on a appelé également l'oligarchie des corporations, et
- plébéiens comme on appelle le rassemblement hétéroclite de la base des corporations, les petits-bourgeois, et du petit peuple.

Il n'y a aucune limite précise séparant les bourgeois des plébéiens. Le plus souvent, bourgeois et plébéiens sont ensemble, souvent sous la direction de quelque brillant dissident du patriciat qui se dote d'une masse de manœuvre pour imposer quelque projet ou règlement de comptes. Parfois les plébéiens débordent les bourgeois. Cette lutte de classes et de couches a provoqué une alternance dans le temps entre des régimes municipaux exclusivement patriciens et des régimes municipaux plus démocratiques où le pouvoir est détenu par les corporations, c'est-à-dire généralement par leur élite. Cette alternance est entrecoupée d'épisodes assez courts plus démocratiques encore, de municipalités relativement plus plébéiennes, imposées par une insurrection plébéienne. C'est l'origine de la revendication du suffrage universel. Très souvent un compromis entre patriciens et corporations est durablement institutionnalisé par un gouvernement municipal constitué de plusieurs instances délibératives, une réservée aux patriciens, une autre aux délégués des corporations, avec une assemblée de citoyens plus large réunie de temps à autre, mais assez rarement.

Une révolte municipale plébéienne écartant les patriciens de la municipalité, une revanche des patriciens avec l'aide de la noblesse ou du pouvoir royal, ou par l'utilisation démagogique du petit peuple; des chefs de corporations mis au pouvoir par une révolte plébéienne finissant par s'y installer héréditairement, devenant patriciens à leur tour : voilà les rythmes des luttes de classes urbaines durant des siècles. Des luttes de salariés, il y en eut, avec des grèves, mais jamais jusqu'au premier tiers du XIXe siècle, il n'y eut de classe ouvrière jouant un rôle social et politique propre et autonome, distinct du mouvement général des plébéiens. Les villes ont une micie "bourgeoise" formée de bourgeois aisés.

Par l'entrée dans un patriciat municipal, par l'achat de terres, voire de seigneuries, les sommets de la bourgeoisie se sont durant des siècles sans cesse à nouveau intégrés dans la société féodale. C'est une platitude de dire que dans sa conscience individuelle,le bourgeois

rêvait non pas d'instaurer une république bourgeoise, mais tout simplement de devenir noble.

3. Les Etats généraux

Dès le XIIIe siècle, les rois ont convoqué à certains intervalles de temps, des assemblées de députés des trois "ordres" ou "Etats" : le premier c'est le clergé, le second la noblesse, le troisième ou "Tiers Etat", le reste de la population. Dans chacune des assemblées des deux premiers Etats, il y avait des places réservées de droit à des grands personnages : évêques, abbés, ducs, comtes, etc. Les délégués du bas-clergé, c'est-à-dire des curés de paroisse, et ceux de la petite noblesse étaient élus par une sorte de vote "démocratique" dans chaque région. Dans le Tiers Etat, seules certaines villes avaient le droit d'envoyer des députés. Selon le régime municipal de chaque ville le mode d'élection des députés était plus ou moins "démocratique". La grande masse de la population, les paysans, n'était pas du tout représentée. Seule la Suède avait une quatrième chambre, de députés des paysans, le "Quart Etat".

Chaque chambre délibérait séparément. Une décision était prise à la pluralité des chambres. Ainsi les votes étaient toujours 3 à 0, ou 2 contre 1. Officiellement, le roi ne pouvait créer un nouvel impôt ni supprimer une ancienne loi sans l'accord des Etats généraux. Suivant les royaumes et les époques, les Etats généraux étaient forts ou faibles. Forts quand le roi devait les convoquer souvent et qu'ils ne lui accordaient des subsides que s'il acceptait leurs conditions. Faibles quand le roi se passait d'eux.

Lors des séances des Etats généraux s'affrontent le roi qui veut plus de fonds et moins de contrôle, la noblesse qui veut être exemptée d'impôts (et y réussit dans plusieurs royaumes), la bourgeoisie qui veut limiter les impôts et pose des conditions à leur versement, exige d'en contrôler la perception et la dépense, exige une politique conforme à ses intérêts économiques. Bourgeoisie et noblesse se retrouvent parfois d'accord pour chercher à contrôler le gouvernement royal. Ce contrôle prenait la forme de comités permanents des Etats qui existèrent avec des pouvoirs variables dans divers royaumes. Un des plus puissants, et celui dont le titre a survécu jusqu'à nos jours, fut la "Généralité" de Catalogne.

La création au XIIIe siècle des Etats généraux marquait la reconnaissance par le roi, la noblesse et le clergé, seuls associés jusque là à la direction des affaires publiques, de l'importance et de la force de la bourgeoisie. En effet, le but du gouvernement royal étant d'obtenir des impôts, ses relations avec la bourgeoisie, qui devient lentement la classe qui possède et manipule les plus grandes richesses, sont décisives.

Riche, gouvernant les villes, contrôlant le crédit (rois et nobles sont de gros emprunteurs), contrôlant le commerce et les productions artisanales et manufacturières dont la société féodale ne saurait se passer, possédant des terres, voire des seigneuries, disposant d'une force de pression importante dans les Etats généraux, classe la plus instruite de la société, fournissant au roi fonctionnaires et parfois ministres, la bourgeoisie était dans l'Ancien Régime une classe sociale à la fois profondément intégrée et puissante. Ce n'était pas une classe opprimée. Subordonnée, mais pas opprimée. On peut dans une certaine mesure parler de la noblesse et de la bourgeoisie comme "les classes possédantes".

Il pouvait en aller autrement bien sûr de ces secteurs, d'abord minoritaires, de la bourgeoisie qui se lancent dans des affaires manufacturières et commerciales nouvelles et qui se heurtent à la sévère réglementation du marché dans l'Ancien Régime : marchandises qu'il est interdit d'importer, marchandises qu'il est interdit d'exporter, douanes intérieures, monopoles de certaines activités détenus par certains de droit, prix imposés, pourcentages de bénéfice obligatoires, lieux d'achat ou de vente imposés, lieux de travail imposés, règlements des corporations qui limitent le nombre des salariés autorisés, etc, etc. Ces bourgeois "modernes" sont une toute petite minorité qui se heurtent sans cesse aux cadres étroits du régime, et de plus en plus au fur et à mesure que leurs affaires prennent de l'ampleur. A moins que devenus puissants, ils n'obtiennent de l'administration royale quelque dérogation. Car des patriciens, voire des nobles, pour qui il est plus facile d'obtenir des dérogations, se lancent aussi dans des affaires "modernes".

La bourgeoisie d'Ancien Régime était très diverse. Mais il n'est pas possible d'en désigner une couche qui aurait souhaité une transformation de la société ou aurait poussé avec cohérence et constance dans une telle direction.

4. L'absolutisme

Un peu déjà dès les XIIe et XIIIe siècles, mais surtout entre les XVe et XVIIe siècles, le pouvoir royal s'est progressivement renforcé. Il s'est doté d'une bureaucratie, de tribunaux, de représentants en province distincts des grands seigneurs, d'impôts permanents, d'une armée permanente, d'une diplomatie. A partir du XVe et surtout au XVIe et XVIIe siècles, il a restreint les pouvoirs "étatiques" des nobles sur leurs terres et l'autonomie des villes. C'est ce qu'on a appelé l'absolutisme.

Si malgré des siècles de résistance armée et de complots, la noblesse a finalement accepté l'Etat absolutiste et y a même participé, c'est que le pouvoir royal s'est trouvé être indispensable pour protéger la noblesse contre :

- les soulèvements paysans dont la répression exigera de véritables armées,
- les tentatives de conquête des noblesses voisines,
- l'endettement.

La noblesse a pu résister à l'endettement grâce à la partialité des tribunaux et grâce aux pensions et cadeaux du roi, aux traitements de fonctions, civiles et militaires, dans l'administration royale. Pendant plusieurs siècles l'Etat absolutiste a prolongé l'existence de la noblesse en lui redistribuant ainsi des revenus prélevés au travers des impôts sur la paysannerie, mais aussi sur la bourgeoisie et le petit peuple urbain.

En outre le renforcement de l'absolutisme n'est pas antérieur aux révolutions bourgeoises, il en est

contemporain. Des accélérations du renforcement de l'absolutisme ont été la réaction à des tentatives d'instauration d'une monarchie constitutionnelle, ainsi en France par Charles V après 1355-1358, ou par Louis XIV après la crise révolutionnaire de la Fronde de 1648-1653. Le renforcement de l'absolutisme a servi ainsi de réponse au défi constitutionnel exprimé par les Etats généraux. La révolution française de 1789 et la révolution russe de 1917 ont renversé des vieux absolutismes en bout de course. Mais les révolutions des Pays-Bas de 1566-1609 ou anglaise de 1640-1660 ont renversé des absolutismes jeunes qui tentaient de se renforcer et qui ont déstabilisé le régime par leurs propres efforts de renforcement.

Note sur la Réforme protestante

Les révolutions des XVIe et XVIIe siècles se sont faites dans le langage de la Réforme protestante. Mais il serait tout à fait abusif de voir dans le protestantisme quelque chose comme l'idéologie de la bourgeoisie dans sa lutte contre le féodalisme. La Réforme protestante est un phénomène bien trop complexe pour être analysé dans le présent cahier.

Le contenu du protestantisme présente bien sûr des aspects qui le rattachent au développement de l'univers bourgeois au sein même de l'Ancien Régime. Mais comme tous les phénomènes religieux, et même tous les phénomènes culturels, la Réforme fut socialement et politiquement ambiguë. Elle a servi de drapeau religieux à toutes sortes de classes et de partis, et souvent à la noblesse. Les princes d'Allemagne du Nord et les rois de Scandinavie s'en sont servis pour renforcer leurs absolutismes faibles et tardifs aux dépens de l'Eglise trop puissante.

Mais il est vrai que la Réforme au XVIe siècle, comme les Lumières au XVIIIe , ont été une nouvelle culture qui a exprimé une certaine perte de légitimité de l'ordre établi des choses aux yeux de bien des classes sociales différentes et surtout aux yeux des intellectuels, et formulé des valeurs nouvelles, des conceptions nouvelles pour organiser la société, mais sans homogénéité aucune.

Les Lumières sont d'ailleurs directement les héritières de la Réforme. Elles ont en commun un rationalisme critique et une confiance dans la liberté de réflexion de l'individu. Les Lumières ont substitué un langage rationaliste laïque au langage religieux qui jusqu'alors avait été le seul langage dans lequel les humains en Europe débattaient de la société, exprimaient leurs préoccupations et leurs espoirs.

La place de l'Eglise était telle dans l'Ancien Régime que les révolutions bourgeoises devaient forcément se confronter au problème de la religion. La révolution anglaise de 1640-1660 fut la dernière à le faire dans des termes eux-mêmes religieux. Mais les termes laïques dans lesquels la révolution française l'aborda ne simplifièrent pas pour autant pour elle, le problème de l'Eglise et de la religion.

III. Les grands mécanismes des révolutions bourgeoises

Sous la diversité de leurs formes, des étapes et des détours, les révolutions bourgeoises révèlent quelques grands mécanismes communs. Le conflit des mêmes classes sociales produisit des manifestations semblables.

1. La crise de l'absolutisme et l'unanimité pour la monarchie constitutionnelle

Comme toutes les révolutions, les révolutions bourgeoises éclatent à la surprise générale de tout le monde, sans avoir réellement été voulues ni prévues par personne. Brusquement l'absolutisme ne réussit plus à gouverner comme avant et son autorité n'est plus acceptée comme avant. L'absolutisme tombe en crise sous le poids de contradictions lentement accumulées sur la longue durée, et le plus souvent par l'effet déclencheur d'un obstacle conjoncturel : crise économique, guerre perdue, banqueroute de l'Etat...

Les révolutions bourgeoises s'ouvrent par un ébranlement du pouvoir royal provoqué par un mouvement d'opposition général de toutes les classes de la société. Ce ne sont pas tellement les révoltes populaires, toujours sauvagement réprimées, qui firent trébucher dans un premier temps l'Etat royal, mais l'opposition et l'exigence de réformes manifestées par de larges secteurs des classes possédantes, dans la situation de grande crise et de tension de la société. Souvent cette exigence de réformes apparaît comme la volonté d'éviter par là des explosions sociales pires encore.

❶ Cette exigence de réformes participe également de l'emprise sur les esprits dans toutes sortes de couches sociales d'un vaste mouvement d'idées nouvelles qui acquiert une relative hégémonie, quoique confuse, et délégitime aux yeux de beaucoup l'ordre établi et met à nu les défauts de l'absolutisme. Le succès d'une nouvelle contre-culture, quoique plein d'ambiguïtés, prépare les esprits à des changements tout en les laissant espérer graduels, acceptés par la royauté elle-même dans un beau mouvement de réformes :

- au XVIe siècle la Réforme protestante;
- en Angleterre avant 1640 : le puritanisme et les "Lumières baconiennes" (du nom de Francis Bacon (1561-1626), philosophe humaniste protestant qui classifia les sciences et analysa les causes d'erreur, et développa une vision optimiste du progrès de la raison, des sciences et des techniques);
- au XVIIIe siècle avant la révolution française, les Lumières;
- au XIXe siècle, le libéralisme et l'exemple prestigieux de la révolution française.

❷ Face à l'absolutisme paralysé, une grande partie de toutes les classes de la société revendique une monarchie constitutionnelle limitant les pouvoirs du roi par ceux des Etats généraux. La réforme constitutionnelle est espérée et entreprise dans une relative ambiance d'unanimité nationale.

● *Pays-Bas 1566 :* opposition des grands féodaux

au renforcement de l'absolutisme; pétition de la noblesse pour une modération des poursuites contre les protestants ("compromis de la noblesse"); revendication générale de la réunion des Etats généraux.

● *Pays-Bas 1576 :* prise du pouvoir par les Etats généraux; approbation unanime de la "Pacification de Gand" et de la solution constitutionnelle qu'elle promet.

● *Angleterre 1640-1641 :* réunion du Parlement dans l'enthousiasme général et approbation unanime de la législation anti-absolutiste votée en 1641 par la Chambre des Communes.

● *France 1789 :* espoir général placé dans la réunion des Etats généraux; désir unanime d'une monarchie constitutionnelle; transformation des Etats généraux en Assemblée nationale; Déclaration des Droits de l'Homme; mise en chantier de la constitution.

● *Allemagne-Autriche 1848 :* soulèvements généraux de Vienne et Berlin en mars, réunion du parlement allemand à Francfort et de la Constituante à Vienne. Mise en chantier de la constitution.

2. Le rôle décisif des Etats généraux

Pour enclencher une vraie révolution qui soit plus qu'une vague de manifestations revendicatives et d'émeutes insurrectionnelles isolées, il faut que le relais soit pris par une institution qui à la fois puisse être un canal d'expression des insatisfactions et des revendications, et à la fois soit porteuse d'une légitimité traditionnelle qui en fasse un contre-pouvoir face au gouvernement royal. Contre-pouvoir qui peut légitimement entreprendre, s'il le faut sans l'accord du roi, de mettre en chantier des réformes constitutionnelles. C'est pourquoi la réunion ou la demande de réunion des Etats généraux, ou d'une assemblée nationale ou constituante, pour employer des termes plus modernes, a joué un rôle si décisif pour enclencher les révolutions bourgeoises. Dans la monarchie féodale européenne la prétention du roi de faire la loi faisait forcément courir un risque de contestation de ses prérogatives à chaque réunion des Etats généraux. Au Moyen-Age les rois ont pu utiliser les Etats généraux contre des grands barons séparatistes, mais les absolutismes se sont construits sur l'espacement, puis la suppression des Etats généraux. Il y avait un élément intrinsèquement républicain dans l'institution même des Etats généraux. La principale prérogative des Etats généraux était de voter les impôts. Depuis le Moyen-Age la bourgeoisie avait insisté sur cette prérogative avec le mot d'ordre : "Pas de taxation sans représentation". De là à nommer un comité permanent chargé de surveiller l'utilisation des impôts récoltés, il n'y avait qu'un pas qui a été souvent franchi ou envisagé; de là à revendiquer la représentation par les Etats généraux de tous les contribuables et l'élection démocratique des députés, il y avait une démarche que les plébéiens ont tenté de nombreuses fois à travers les siècles, mettant en route la longue marche vers le suffrage universel.

Dans la crise révolutionnaire aux Pays-Bas en 1566, le roi savait parfaitement ce qu'il faisait en refusant obstinément de réunir les Etats généraux malgré l'exigence unanime de cette réunion. En France, les derniers Etats généraux avant 1789 s'étaient réunis en 1614. Certaines revendications qui s'y étaient exprimées ne furent réalisées que par l'Assemblée constituante en 1789-1790. Durant la crise révolutionnaire de la Fronde de 1648-1653, et à la mort de Louis XIV en 1715, il ne manqua pas de voix pour réclamer la réunion des Etats généraux. Le gouvernement royal était parfaitement conscient du prix de toute réunion des Etats généraux et fit tout pour l'éviter.

3. Le ralliement des nobles oppositionnels

Toutes ces révolutions virent de ces grands, et moins grands, féodaux se révolter contre leur roi aux côtés de la bourgeoisie, des paysans et des plébéiens.

Ces grands seigneurs cherchèrent à chevaucher des mobilisations de masses pour les faire servir à leurs propres fins, principalement contrôler le gouvernement, et sauver ce qui pouvait être sauvé dans le bouleversement général. Dès que le mouvement sortit des limites modérées auxquelles ils voulaient le limiter, ils prirent leurs distances ou se retournèrent contre le mouvement révolutionnaire.

Il y avait dans la société féodale plusieurs raisons matérielles de la fréquente insubordination, de l'aventurisme et des divisions de la noblesse. Mais surtout, avec la généralisation croissante de l'économie monétaire et du capitalisme dans l'entièreté de la vie économique, une minorité de la noblesse s'est, dès le Moyen-Age, "embourgeoisée", a acquis des intérêts et des activités économiques semblables à ceux de la bourgeoisie.

Un compromis est matériellement possible entre noblesse et bourgeoisie, car leurs propriétés respectives ne se recoupent généralement pas. La base matérielle de ce compromis, c'est une défense conjointe de la propriété privée et des privilèges de la richesse face aux masses exploitées, avec un abandon par le noble de ses pouvoirs seigneuriaux sur ses terres dont il ne conserve ainsi "que" la propriété économique. Les nobles féodaux pouvaient devenir des propriétaires fonciers capitalistes. Beaucoup le sont devenus. C'est la base de l'abandon apparemment généreux de ses droits féodaux par la noblesse française la nuit du 4 août 1789, d'ailleurs sous la pression de l'insurrection paysanne.

4. L'armée royale peut-elle réprimer le mouvement?

La crise révolutionnaire ne peut durer et s'approfondir que parce que les forces de répression de l'absolutisme, qui ont écrasé tant d'insurrections paysannes et plébéiennes, sont conjoncturellement empêchées d'agir et/ou qu'elles se trouvent confrontées à des forces militaires qui défendent le mouvement social. C'est une situation de double pouvoir.

● *Pays-Bas 1566 :* le gouvernement de Bruxelles n'a guère de troupes professionnelles, la dissidence de la noblesse rend difficile la mobilisation des Bandes d'ordonnance nobles et les milices urbaines laissent faire les insurgés.

● *Pays-Bas 1576 :* l'armée royale faute d'être payée se mutine en masse. Les municipalités, les Etats provinciaux et les Etats généraux lèvent leurs propres troupes pour se défendre contre les pillages des régiments mutinés échappés à toute autorité.

● *Angleterre 1640-1642 :* l'armée royale est battue par les Ecossais et le roi n'a plus d'argent pour la payer. La milice bourgeoise de Londres prend la défense du Parlement contre la tentative de coup d'Etat du roi de janvier 1642. Les insurrections paysannes et plébéiennes en province freinent durant l'été 1642 la mobilisation par le roi de troupes basées sur la *gentry* (petite noblesse), et fournissent des nouvelles troupes à l'armée du Parlement. Dans la guerre civile les questions militaires sont les questions politiques. Le Parlement manque de cavalerie et d'officiers; en 1643 beaucoup d'officiers nobles désertent; mais la majorité modérée du Parlement refuse l'armement du peuple. Dès la fin 1642, Cromwell lève dans l'Est pour son propre compte une armée politisée formée de plébéiens et paysans aisés, avec des officiers nouveaux d'origine modeste. L'Armée Nouveau Modèle constituée à son exemple fait la différence et vainc l'armée royale en 1645.

● *France 1789 :* en juin la nouvelle municipalité de Paris a fondé une milice bourgeoise, la Garde nationale. En juillet les régiments des Gardes françaises avec lesquelles le roi tente de réprimer l'agitation parisienne fraternisent avec la population et se disloquent.

● *France 1792-1793* : la survie du régime face à l'intervention des puissances étrangères est mise en danger par la déficience de l'ancienne armée royale et la trahison de ses officiers nobles; elle est sauvée par la création de la nouvelle armée de la République issue notamment de la levée en masse de 1792-1793 incorporant à l'armée des sans-culottes politisés.

● *Allemagne-Autriche 1848-1849:* c'est par certains aspects un contre-exemple significatif. L'armée prussienne se tient d'abord à l'écart des événements mais reste intacte dans l'ensemble, quoique certaines unités fraternisent avec les insurrections, surtout les milices de réserve territoriales *(Landsturm)*. Les insurrections donnent naissance aux gardes nationales bourgeoises et aux légions académiques (ces dernières formées d'étudiants). Mais les gouvernements élus par l'Assemblée nationale de Francfort s'interdisent d'essayer de détacher de l'armée prussienne les éléments favorables à la révolution et de contester son état-major réactionnaire. L'armée prussienne écrasera en 1849 les insurrections démocratiques de Saxe et du Palatinat.

L'armée autrichienne est occupée en Italie, mais victorieuse là, puis renforcée par des troupes levées dans les régions slaves sous-développées, elle est disponible pour écraser l'insurrection de Vienne en octobre-novembre 1848 et l'insurrection hongroise en 1849 avec l'aide de l'armée de l'absolutisme russe.

5. Les classes possédantes débordées par l'explosion plébéienne et paysanne

Le mouvement de révolte des classes riches et l'effondrement, ou tout au moins la paralysie, du pouvoir royal, permettent au mécontentement longtemps contenu des classes pauvres, plébéiens des ville et paysans, d'exploser. Noblesse "frondeuse" et bourgeoisie sont poussées en avant puis débordées par un soulèvement populaire. De leur côté, le roi et le reste de la noblesse préparent la contre-révolution violente.

Un radicalisme politique populaire apparaît, réclamant l'abolition de la royauté, le suffrage universel, la réforme de la justice, de l'administration et de la fiscalité, une réforme agraire.

● *Pays-Bas : en 1566,* l'émeute des "iconoclastes"; puis *en 1577-1579,* les manifestations populaires qui forcent les Etats généraux à rompre avec le gouverneur du roi et à nommer le prince d'Orange lieutenant-général des Pays-Bas, les communes insurrectionnelles de Bruxelles, Gand, Bruges, Arras, Amsterdam.

● *Angleterre 1647-1650 :* la grande vague d'agitation des niveleurs.

● *France : en juillet 1789,* explosion de soulèvements paysans et de manifestations urbaines. *En 1791 :* les grandes manifestations lors de la fuite du roi à Varennes; les jacobins radicaux et leur programme politique. *Le 10 août 1792 :* l'insurrection des sans-culottes renverse l'Assemblée législative et le roi, et impose le suffrage universel et la république. *Le 2 juin 1793 :* l'insurrection renverse le gouvernement des girondins.

● *Allemagne-Autriche 1848-1849 :* les insurrections ouvrières à Vienne en mai et octobre 1848.

6. La mise en question de la propriété privée elle-même

Dans toutes les révolutions bourgeoises la mobilisation des plébéiens a toujours été perçue par les riches comme la menace que les pauvres allaient s'emparer de leurs richesses, comme une menace à leur propriété. Même quand les plébéiens n'avançaient à proprement parler aucune revendication remettant en question la propriété privée! Ce qui fut le plus souvent le cas puisque jusqu'à l'apparition sur la scène politique au XIXe siècle de la classe ouvrière, les plébéiens avaient eux-mêmes toujours été dans leur très grande majorité des petits propriétaires de leurs moyens de production. Par contre obligés, en ville en tout cas, d'acheter leur nourriture dont le prix quotidien a représenté durant des siècles d'Ancien Régime plus de la moitié de leurs revenus quotidiens. D'où la récurrence et l'importance des émeutes contre les hausses du prix du pain... et contre les boulangers. La misère créait en outre un danger latent de pillage.

Pour ce qui est des luttes sociales agraires, les attaques contre le droit de propriété des grands propriétaires fonciers, féodaux ou bourgeois, que représentaient les mouvements et revendications de leurs tenanciers sont assez claires, dans toutes les révolutions bourgeoises.

● Dans la *révolution des Pays-Bas* de 1566-1609, comme dans toutes les révoltes municipales dans l'Ancien Régime, les soulèvements plébéiens tendant à enlever la Municipalité aux patriciens, voire à l'oligarchie des corporations, remettaient en cause tous les avantages matériels et revenus que ceux-ci tiraient

du contrôle des affaires municipales, en particulier les avantages fiscaux.

● Dans la *révolution anglaise* de 1640-1660 le programme des niveleurs, quoique surtout politique et légal, et malgré leur grand souci de respecter la propriété privée, contenait néanmoins des revendications dont le coût économique pour les riches était non négligeable : outre les revendications agraires, celle plus générale de l'abolition de la dîme, qui souvent était appropriée par des laïques, le refus des impôts indirects et la proposition d'un impôt sur le revenu. Enfin leur revendication de l'éligibilité de toutes les autorités publiques mettait en danger bien des avantages acquis; et la perspective du suffrage universel était pour les riches celle du risque dans le futur de vote par la majorité des pauvres de lois dirigées contre eux, à commencer sur le plan fiscal.

● Dans la *révolution française*, la dictature jacobine robespierriste de juin 1793 à juillet 1794 a été le premier gouvernement dans l'histoire des révolutions bourgeoises à entreprendre de tenter de satisfaire les revendications économiques des plébéiens par une politique gouvernementale de contrôle du marché : le blocage des prix (mais aussi des salaires!) et la stricte réglementation des approvisionnements. C'est la politique incarnée par la loi du "maximum général" du 29 septembre 1793. D'abord réussie, les prix baissèrent et surtout l'Assignat se stabilisa, cette politique échoua car dans une société de petits artisans et commerçants, elle finissait par heurter violemment les intérêts non seulement des bourgeois mais aussi de tous les petits-bourgeois, même très petits, tandis que le blocage des salaires lui faisait perdre même le soutien des plus pauvres sans-culottes, les salariés. Ce fut la "Terreur économique".

● Dans la *révolution allemande* de 1848-1849, les revendications économiques des plébéiens furent d'emblée qualitativement plus dangereuse pour les possédants puisque les ouvriers constituaient maintenant une proportion massive des plébéiens et s'organisaient en "sociétés ouvrières". La crainte de la bourgeoisie pour sa propriété fut d'autant plus violente et s'étendit avec force jusque dans les rangs de la petite-bourgeoisie.

Dans toutes les révolutions bourgeoises, une aile gauche des plébéiens, une minorité extrême, remit en cause le principe même de la propriété privée et développa une perspective communiste plus ou moins explicite. Les conditions de leur temps ne pouvaient donner aucun espoir réaliste de réalisation de leur projet et les condamnaient à rester une petite minorité faisant de la propagande pour leurs idées, tout en agissant au sein du mouvement plébéien dans les limites de ses revendications générales. Mais dans le contexte de leur époque, ils furent les précurseurs du mouvement communiste qui se développa vraiment seulement à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle, les révolutions de 1848 faisant charnière.

● *Pays-Bas, XVIe siècle :* les anabaptistes

● *Angleterre, 1649 :* Gérard Winstanley et les creuseurs

● *France, 1792-1793 :* Jacques Roux et les "Enragés" puis en *1795-1796 :* Gracchus Babeuf et la "Conjuration des Egaux"

● *Allemagne 1848-1849 :* les divers groupes anarchistes et socialistes, et la Ligue des Communistes, à laquelle appartenaient Karl Marx et Friedrich Engels.

7. Vers la mise en question de l'oppression des femmes

Dans toutes ces révolutions bourgeoises, la mobilisation plébéienne a signifié également une participation importante des femmes dans les foules révolutionnaires. Les événements ont mis en mouvement et politisé les femmes aussi. Et dès la révolution anglaise du XVIIe siècle, l'émancipation légale de la femme est débattue au sein du vaste débat d'idées auquel chacune de ces révolutions a donné lieu. Les esprits les plus conséquents ont prévu que la logique tant de la libre conscience religieuse individuelle du protestantisme, que celle des Droits de l'Homme et du suffrage universel, amènerait inévitablement à poser tôt ou tard la question de leur entière application aux femmes, de leur égalité avec les hommes, et donc de leur émancipation.

Mais en fin de compte, les révolutions bourgeoises n'apportèrent guère d'amélioration de la condition des femmes. Plus exactement elles virent les embryons d'efforts pour l'émancipation des femmes, souvent issus de la réflexion d'auteurs, hommes et femmes, appartenant à des milieux intellectuels souvent issus des classes supérieures, parfois plébéiens, se heurter brutalement au patriarchalisme déterminé des bourgeois, et, une fois passée la période des grandes mobilisations, des plébéiens révoltés. Dans la révolution anglaise et plus tard dans la révolution française, l'idée du suffrage universel est d'abord apparue non seulement comme l'idée du suffrage universel mâle mais plus précisément comme l'idée du suffrage de tous les chefs de famille...! La longue marche des femmes pour leur émancipation civile, morale et politique (pour ne pas parler de l'émancipation économique qui est encore une autre histoire!) ne commence sérieusement que dans la deuxième moitié du XIXe siècle.

● *Pays-Bas 1583-1584 :* les femmes bourgeoises et plébéiennes jouent un rôle important dans la mobilisation populaire pour la défense des communes radicales dans les grandes villes de Flandre assiégées par l'armée royale.

● *Angleterre 1640-1660 :* le puritanisme valorise la liberté de conscience religieuse de la femme aussi; les femmes jouent un rôle important dans les communautés de puritains dissidents radicaux où elles acquièrent un statut égal à celui des hommes; de nombreuses femmes signent les pétitions démocratiques, en particulier celles de niveleurs, et participent aux manifestations de rue; dans l'abondante littérature contestataire qui paraît, il y a des publications féministes, et plusieurs femmes écrivent; les sectes des familistes et des quakers pratiquent le mariage et le divorce par déclaration mutuelle devant la communauté; John Milton écrit *La Doctrine et la discipline du divorce* en 1643 pour proposer un droit au divorce par consentement mutuel, au grand scandale des conservateurs; comme d'autres

puritains radicaux, il valorise la dignité du libre choix des époux et de l'amour physique dans l'inclination mutuelle; les divagateurs expérimentent l'amour libre; Lucy Hutchinson fut un personnage politique important parmi les Indépendants; des femmes étaient prédicatrices dans les sectes plébéiennes; Margaret Fell fut une des organisatrices des quakers; elle organisa une "Pétition des femmes" en 1659 et publia en 1667 *Women's Speaking Justified (Justification de la prise de parole des femmes);* c'est chez les quakers qu'une certaine idée de l'émancipation de la femme (assemblées régulières des femmes de la communauté, etc) resta vivante après la Restauration de 1660.

● *France 1790-1795 :* Condorcet (1743-1794), encyclopédiste et républicain, propose en 1790 le droit de vote des femmes dans *Sur l'admission des femmes au droit de cité;* en 1791, Olympe de Gouges (1748-1793) publie son manifeste *Les Droits de la Femme;* en 1793 la Convention institue le divorce par consentement mutuel; les jacobins montagnards permettent la création en juin dans les milieux sans-culottes, de la Société des femmes républicaines révolutionnaires (illustrée par Claire Lacombe et Pauline Léon), puis la dissolvent en octobre par décision de la Convention, dans le cadre des mesures contre les manifestations de consommateurs/trices contre le prix des denrées.

Après la chute de Robespierre, le régime de restauration bourgeoise des thermidoriens et du Directoire abolit le divorce par consentement mutuel; les femmes payèrent un prix important à la répression des derniers soulèvements sans-culottes de 1795; en 1804 le Code civil de Napoléon refermait le couvercle du patriarcat sur les femmes.

Parmi les animateurs du mouvement démocratique radical anglais de la fin du XVIIIe siècle, mouvement de soutien à la révolution française, il y a une importante théoricienne de l'émancipation de la femme : Mary Wollstonecraft (1759-1797), auteur de *A Vindication of the Rights of Woman (Une défense des Droits de la femme)* (1792).

● *Allemagne, 1848-1849 :* comme dans la révolution française de 1789, et comme dans la révolution française de 1848, des clubs féministes se multiplient. Comme dans les deux révolutions françaises, ces clubs sont rapidement interdits en même temps que les démocrates radicaux, qui ne les soutenaient pas forcément d'ailleurs, sont refoulés par les conservateurs. La grande personnalité féministe de la révolution allemande de 1848-1849 est la saxonne Louise Otto (1819-1895). Dès le début des années 1840 elle publiait divers ouvrages défendant un point de vue féministe et démocrate-radical. Elle édita longtemps *Die Frauenzeitung (Le Journal des femmes)* et fonda en 1865 à Leipzig l'Union générale des femmes allemandes (Allgemeine Deutsche Frauenverein). Les femmes allemandes acquirent le droit de vote avec la révolution allemande de 1918.

8. Les classes possédantes veulent arrêter la révolution et répriment le mouvement populaire

A la place du pouvoir royal paralysé ou retranché dans une partie du royaume, c'est les Etats généraux, en séance permanente , qui se retrouvent à la tête de l'Etat. Les divisions de la noblesse, ou son désarroi et son exil, la force sociale et la richesse de la bourgeoisie assurent à cette dernière une majorité écrasante dans l'assemblée. Les sommets les plus conservateurs de la bourgeoisie y sont majoritaires. Les Etats généraux, plus ou moins désireux de prendre le pouvoir, décident un minimum de réformes destinées à limiter durablement le pouvoir royal tout en recherchant un compromis. Ce compromis est basé sur le projet d'une monarchie au pouvoir limité par une assemblée représentative réservée aux riches. Mais le compromis est introuvable alors que d'un côté le parti royaliste mène une guerre féroce et que de l'autre côté les mobilisations populaires poussent vers des mesures plus radicales et démocratiques.

Face à la menace du radicalisme populaire, la bourgeoisie dans sa grande majorité prend peur, réprime, défend avec acharnement le suffrage censitaire, cherche l'accommodement avec le roi.

● *Pays-Bas 1576-1583 :* les Etats généraux réunis dès 1576 commencent par négocier pendant plusieurs mois avec le représentant du roi. Après la reprise des hostilités en juillet 1577, ils confient leur armée aux grands seigneurs wallons qui ne se battent pas sérieusement contre l'armée royale, se font battre et préfèrent se retourner contre la commune radicale plébéienne de Gand, que les Etats généraux et le prince d'Orange ne défendent pas et essaient de leur côté aussi de réprimer. En octobre 1578 la noblesse wallone et les Etats d'Artois, Hainault et Flandre wallone, c'est-à-dire la bourgeoisie de Lille et Arras, écrasent l'insurrection plébéienne d'Arras et en mai 1579 signent leur soumission au gouverneur du roi.

● *Angleterre 1644-1645 :* La majorité presbytérienne du Parlement craint la mobilisation plébéienne et négocie avec le roi, pressée de mettre fin à la guerre civile. En 1647 le roi vaincu, elle veut trouver un arrangement avec lui et congédier l'armée.

1653-1658 : les parlements successifs dominés par les classes riches cherchent, en vain, à contraindre le gouvernement de Cromwell à abolir la tolérance religieuse, à réprimer les sectes populaires, à imposer un calvinisme conservateur et autoritaire et à congédier l'armée trop proche des plébéiens.

En Angleterre après la mort de Cromwell, la résurgence du radicalisme républicain et démocratique dans l'armée est étouffée par le général Monck et le roi Charles II réinstallé en 1660.

● *France 1789-1791 :* l'Assemblée constituante vote une Constitution étroitement censitaire. Le 17 juillet 1791 l'Assemblée constituante, la municipalité de Paris, La Fayette qui commande la Garde nationale, font tirer au Champ de Mars contre les manifestants qui réclament la déchéance du roi.

Les girondins qui dominent le gouvernement de mars 1792 à juin 1793 considèrent la révolution achevée, s'opposent à la déchéance puis à la condamnation du roi. Ils s'opposent aux revendications économiques des sans-culottes et veulent mettre fin à leur pression.

Robespierre a défini parfaitement le mécanisme du débordement de la bourgeoisie qui la repousse à droite. Lui était en train de participer à l'organisation du débordement.

"C'est ainsi que parmi vous ce sont les parlements, les nobles, le clergé, les riches qui ont donné le branle à la révolution; ensuite le peuple a paru. Ils s'en sont repentis, ou du moins ils ont voulu arrêter la Révolution, lorsqu'ils ont vu que le peuple pouvait recouvrer sa souveraineté". (Discours au Club des Jacobins, le 2 janvier 1792)

En France, les sans-culottes et leurs organisations (les sections parisiennes), déjà réprimés et découragés par les robespierristes, furent défaits entre l'été 1794 et l'hiver 1795 par les "thermidoriens". Les dernières insurrections des sans-culottes, acculés à une défensive désespérée, en avril et mai 1795 (journées de Germinal et de Prairial), furent écrasées par l'armée.

● *Allemagne-Autriche 1848-1849 :* en mai 1848 à Vienne le gouvernement libéral dissout la légion académique et s'appuie lui-même sur l'armée contre la garde nationale bourgeoise. En août la garde nationale réprime et massacre le mouvement des ouvriers de Vienne. Les insurrections démocratiques de Francfort, Baden et Cologne de septembre 1848 sont réprimées par l'Assemblée nationale et l'exécutif de Francfort eux-mêmes.

Octobre-novembre 1848 : dans la Vienne révolutionnaire assiégée par l'armée impériale, renforcée par des troupes croates, tchèques et l'armée russe, le gouvernement libéral-démocratique réprime les ouvriers et refuse d'appeler à l'aide l'armée du mouvement national hongrois. Le 1er novembre Vienne est prise par l'armée impériale.

En mai 1849, l'Assemblée nationale de Francfort ne soutient pas les insurrections de Saxe, Bade et du Palatinat, ne renverse pas l'exécutif qui complote avec les princes. Finalement l'Assemblée est désertée par sa droite, et son aile gauche, devant l'avance de l'armée prussienne, doit se réfugier auprès de l'insurrection démocratique rhénane, définitivement écrasée par l'armée prussienne en juillet.

9. La solution moyenne imposée par le parti prêt à utiliser la radicalisation populaire

Les épisodes d'avancées les plus efficaces et fructueuses qu'ont connus les révolutions bourgeoises ont été le fait de partis qui ont été prêts à utiliser la radicalisation plébéienne; qui au lieu de se retourner frontalement contre les plébéiens insurgés, en ont pris la tête, ont canalisé leur force pour prendre des mesures énergiques contre la contre-révolution royaliste et entreprendre une réforme profonde des institutions. Ce type de parti n'est pas issu des plébéiens mais se constitue à partir de groupes très minoritaires d'intellectuels radicaux et de leaders militaires et politiques issus de la noblesse, de la petite noblesse, de la bourgeoisie, voire de l'Eglise, mais qui n'en sont pas du tout représentatifs. Ce type de parti arrive à regrouper derrière lui un bloc, une alliance, réunissant les plébéiens et quelques secteurs minoritaires mais consistants de la bourgeoisie et de la noblesse, surtout de la petite noblesse. Il vise à un compromis entre la bourgeoisie et les plébéiens dont il utilise la force de mobilisation tout en cherchant à brider cette mobilisation, à la limiter, souvent la réprimant partiellement afin de préserver les intérêts des riches et d'éviter qu'ils ne basculent entièrement dans le camp royal.

● Dans la *révolution des Pays-Bas* de 1566-1609, c'est le prince d'Orange et le parti orangiste qui ont joué ce rôle et qui ont assuré à la révolution la permanence d'une direction capable de manœuvrer, malgré tous les aspects conservateurs de sa politique. A sa gauche, la direction alternative qu'ont représenté les leaders de l'insurrection plébéienne de Gand de 1577, avec à leur tête le tandem réunissant le patricien dissident Hembyze et le noble orangiste "de gauche" Ryhove, représente également une direction de cette nature.

● Dans la *révolution anglaise*, ce sont les indépendants, Cromwell et ses amis politiques. A leur gauche, les républicains, et plus à gauche encore les niveleurs. Les républicains furent associés au pouvoir de 1647 à 1653, puis à nouveau en 1659-1660, mais n'eurent jamais le pouvoir pour réaliser leur programme. Les niveleurs eux n'eurent jamais aucune chance d'accéder au pouvoir et furent défaits. Mais les républicains comme le groupe dirigeant des niveleurs étaient des bourgeois et petits-nobles aisés.

● Dans la *révolution française*, enfin, les jacobins de toutes tendances; puisque la révolution française entre 1789 et 1794 est l'exemple classique de l'accession au pouvoir (et de la lutte mortelle) d'équipes successives, chacune prête à aller plus loin dans l'utilisation du soulèvement sans-culottes et à lui faire plus de concessions, sans que les véritables représentants des sans-culottes n'accèdent eux-mêmes jamais au pouvoir.

Les profondes différences entre ces équipes de ces trois révolutions expriment la profonde transformation graduelle, matérielle et culturelle, de l'Europe occidentale du XVIe au XVIIIe siècles. Dans cette série qui va du grand féodal Orange au petit noble campagnard mais embourgeoisé Cromwell, puis au petit avocat urbain Robespierre, se révèle la lente émergence de la société européenne de l'univers féodal qui imprègne encore profondément les plus anciennes des révolutions bourgeoises.

Tous ces partis se sont trouvés dans le même équilibre instable, faisant des concessions à gauche et réprimant à droite, puis des concessions à droite et réprimant à gauche. Tous ont causé la chute finale de leur propre régime, ou failli la causer, parce qu'en réprimant la mobilisation plébéienne, ils ont affaibli ou découragé la seule force sociale susceptible de les soutenir contre les classes dominantes.

Orange en bridant les calvinistes radicaux de Gand en 1579, tout en faisant concession sur concession à la grande noblesse wallone et au duc d'Anjou, a dégoûté les plébéiens, les a démobilisés, ce qui a facilité la chute des villes de Flandre en 1584 et failli entraîner la reconquête de tout le pays par l'armée royale.

Cromwell en brisant les espoirs des plébéiens entre 1649 et 1653, et en les excluant du droit de vote, a privé son propre régime de la seule base sociale susceptible de le préserver contre la réaction.

Les robespierristes avaient eux-mêmes tellement bridé, déçu, réprimé les sans-culottes qu'il n'y eut plus de soulèvement sans-culottes pour venir à leur secours quand ils furent renversés par la Convention le 10 thermidor-28 juillet 1794.

Dans plusieurs révolutions qui furent très vite écrasées, c'est ce type de parti intermédiaire énergique qui a manqué, laissant face à face les plébéiens isolés et la contre-révolution. C'est le cas des révolutions allemandes de 1525 et de 1848-1849, mais aussi d'autres révolutions bourgeoises défaites des XVIe et XVIIe siècles.

Par contraste avec l'énergie et la détermination de Cromwell et des jacobins, et même du prince d'Orange, les leaders démocrates allemands de 1848-1849 ont démontré de pitoyables hésitations et beaucoup de pusillanimité. Marx et Engels ont fait une critique cinglante de ces gens dont ils avaient espéré qu'ils seraient les jacobins de la révolution allemande (Voir *Revolution et contre-révolution en Allemagne* de Friedrich Engels.)

10. Le dilemme des libéraux : entre réaction et débordement populaire

Ainsi donc le déroulement de toutes les révolutions bourgeoises fut conditionné par une lutte de classes qui divisa le "camp anti-absolutiste" lui-même, entre bourgeoisie et plébéiens. La bourgeoisie souhaite bien une réforme antiféodale de la société, mais elle craint par dessus tout la mobilisation et les initiatives du peuple qui mettent en danger son contrôle politique (la question du suffrage) et tendent à mettre en cause aussi ses biens (la question de la propriété). La bourgeoisie n'accepte la solution, certes idéale pour elle en théorie, de l'instauration d'une république bourgeoise que si la mobilisation populaire peut être contenue ou réprimée. Sinon elle a préféré dans toutes les occasions renoncer à ses revendications de réforme et se raccommoder avec roi et noblesse qui se chargeaient d'écraser les soulèvements plébéiens.

Ainsi, pendant deux à trois siècles, c'est la peur du radicalisme social qu'avait la bourgeoisie qui a retardé le renversement de l'Ancien Régime. Cela apparaît particulièrement dans les défaites des révolutions du milieu du XVIIe siècle : la catalane de 1640-1652, celles de Naples et Palerme de 1647, la française de la Fronde de 1648-1653.

Ce qu'on appelle une révolution bourgeoise victorieuse serait donc une révolution dans laquelle le remplacement de l'absolutisme par une monarchie constitutionnelle ou une république bourgeoise peut se réaliser, et surtout se maintenir, en conservant l'adhésion de la bourgeoisie, parce que le soulèvement plébéien qui va trop loin pour elle, peut être contenu ou écrasé sans nécessité pour cela de se rallier aux forces de la réaction nobiliaire et royaliste : une solution idéale et théorique qui ne s'est jamais concrétisée telle quelle!

C'est ici que réside le dilemme historique des libéraux en tant que parti déterminé à la fois à abattre l'absolutisme et l'Ancien Régime d'un côté, et de l'autre côté à réprimer le débordement plébéien. C'est le parti de la monarchie constitutionnelle si possible, à défaut d'une république conservatrice, et surtout du suffrage censitaire. Dans la révolution anglaise de 1640-1660 il faut le chercher parmi les presbytériens, dans la révolution française parmi les partisans de la monarchie constitutionnelle et parmi les thermidoriens. En Angleterre comme en France, c'est le parti qui après la restauration de la monarchie, impose progressivement une monarchie constitutionnelle modérée, à la façon de Ashley-Cooper sous Charles II en Angleterre dans les années 1670, de La Fayette et Benjamin Constant sous Louis XVIII en France dans les années 1820. Socialement et politiquement modérés, incarnant le libéralisme économique, les libéraux avaient tout pour être par vocation le parti de la bourgeoisie par excellence. Et pourtant combien de fois la majorité de la bourgeoisie les a abandonnés et laissés isolés, pour se rallier à la réaction franchement passéiste et contre-révolutionnaire par peur du débordement plébéien, puis au XIXe siècle par peur du prolétariat.

Cet inconfortable dilemme des libéraux apparaît aujourd'hui encore dans la désapprobation rétrospective tenace de l'ensemble de l'opinion publique bourgeoise pour ces révolutions qui les ont pourtant mis au pouvoir.

Toutes les révolutions bourgeoises se sont conclues chacune à sa manière sur un compromis entre bourgeoisie et noblesse laissant à cette dernière une place désormais subordonnée mais tout à fait dorée. Un régime très conservateur était stabilisé, garantissant la sécurité aux possédants, mais différent de "l'Ancien Régime" féodal : la République des Provinces-Unies dès 1581-1587, la Restauration anglaise de 1660-1688, la France du Directoire dès 1795, puis de l'Empire, l'Allemagne bismarckienne unifiée et réorganisée par les réformes du chancelier Bismarck entre 1862 et 1871. Après la défaite de la révolution allemande 1848-1849, ces réformes sont d'une part une adaptation de l'Allemagne retardée à l'Europe capitaliste et bourgeoise par le moyen particulier d'une révolution par le haut, une modernisation effectuée par des représentants de l'absolutisme eux-mêmes; mais elles sont aussi, à la suite d'une grande révolution, même défaite, un compromis que la noblesse prussienne et Bismarck passent avec la bourgeoisie libérale, compromis institutionnalisé par la Constitution impériale de 1871.

Toutes les révolutions bourgeoises furent des défaites pour les plébéiens. Débordées par le radicalisme plébéien, les classes possédantes durent le réprimer à grande peine pour arriver à une solution conservatrice qui marquait néanmoins le déclin de l'absolutisme et de la noblesse et l'ascension de la bourgeoisie.

Mais pour arriver à cette solution bourgeoise conservatrice, il avait fallu renverser "l'Ancien Régime" féodal. C'est le soulèvement populaire qui a fourni la force sociale pour cela, qui a servi de bélier pour enfoncer l'ancienne forteresse.

11. Au XIXe siècle, l'entrée en scène du prolétariat

Dans les révolutions bourgeoises du XIXe siècle qui en closent l'époque en Europe, la bourgeoisie se met précipitamment dans les bras de la noblesse et de l'Etat royal. L'exemple classique en est la révolution allemande de 1848-1849. Jusqu'alors le prolétariat, les ouvriers salariés, avaient toujours été en minorité dans le camp plébéien. Le développement industriel leur y a donné la majorité. Le débordement de la bourgeoisie par les plébéiens devient son débordement par la classe ouvrière. Voilà un nouveau "partenaire du jeu" autrement plus formidable que les petits artisans des XVIe et XVIIe siècles, ou que les sans-culottes : par son nombre, par ses moyens d'action qui lui permettent de bloquer la production et les transports par la grève, par ses revendications qui remettent en cause le droit même à la propriété privée des moyens de production et d'échange. La bourgeoisie terrifiée n'a plus qu'un souci : empêcher et réprimer. En même temps, l'industrialisation a définitivement brisé le vieux rêve plébéien d'une république démocratique de petits propriétaires, paysans, artisans, commerçants. Prise entre les deux géants, la petite-bourgeoisie hésite et oscille, rêvant à d'impossibles voies moyennes. S'ouvre une époque de révolutions prolétariennes.

IV. La révolution permanente

Dans toutes les révolutions bourgeoises on voit donc à des degrés divers, la bourgeoisie être débordée par les classes sociales les plus opprimées et les plus pauvres, chercher à conclure un compromis avec l'ancienne classe dominante pour se retourner contre le peuple insurgé. Les conquêtes mêmes de la révolution bourgeoise n'ont été assurées que par un mouvement révolutionnaire qui tendait à dépasser le cadre bourgeois de la révolution.

C'est là le point de départ de la théorie de la révolution permanente élaborée par Marx au XIXe siècle, reprise par Trotsky au XXe siècle. Tous les deux tirent de ce phénomène les conséquences pour l'action consciente du parti de la classe ouvrière.

Pour Marx, dans les révolutions de son temps, la tâche de la révolution bourgeoise, instaurer une république démocratique, ne peut être réalisée que par le prolétariat prenant la tête de la nation; prenant la tête de la petite-bourgeoisie et de la paysannerie. Et dans le courant même de la révolution, le prolétariat se heurte à la bourgeoisie. La révolution est permanente parce qu'elle connaît une transcroissance en révolution prolétarienne.

"Tandis que les petits-bourgeois démocrates veulent terminer la révolution au plus vite, et après avoir tout au plus obtenu la réalisation des revendications ci-dessus, il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été chassées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir public..."

(Marx, *Adresse du Conseil central à la Ligue des communistes*, 1850)

Trotsky reprend l'idée dans le contexte différent de l'impérialisme qui se soumet dans un marché capitaliste mondial unifié diverses sociétés précapitalistes.

Il applique d'abord l'idée à la Russie tsariste en 1905. C'est une révolution bourgeoise qui est imminente et doit renverser le vieil absolutisme. Mais c'est le prolétariat "anormalement" nombreux et moderne, qui la réalisera et passera directement à la réalisation d'une révolution socialiste.

"Notre bourgeoisie libérale agit d'une manière contre-révolutionnaire avant même qu'on en soit au point culminant de la révolution...

Entrant au gouvernement non pas en qualité d'otages impuissants mais bien comme force directrice, les représentants du prolétariat suppriment, par ce fait même, toute frontière entre le programme minimum et le programme maximum, autrement dit, ils mettent le collectivisme à l'ordre du jour..."

(Article de *1905* et *Bilan et Perspectives de 1904-1906* que Trotsky cite dans son livre de 1929 *La révolution permanente*)

En 1929 Trotsky généralise la conception de la révolution permanente aux pays coloniaux. Dans ces pays, comme dans la Russie tsariste, la domination impérialiste combine à l'intérieur d'une même formation sociale l'industrie moderne et des structures précapitalistes, unit dans une communauté d'intérêt capital impérialiste, bourgeoisie indigène et vieilles classes dominantes "féodales". C'est bien parce que dans ces pays se téléscopent des "siècles différents" que la situation sociale y est si explosive. Les transformations démocratiques réalisées en Europe par les révolutions des XVIIe, XVIIIe et XIXe siècles restent à faire dans ces pays mais la bourgeoisie, confrontée à un prolétariat "anormalement" nombreux, ne le fera pas.

"Pour les pays à développement bourgeois retardataire et, en particulier pour les pays coloniaux et semi-coloniaux , la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de libération nationale ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes.

La dictature du prolétariat qui a pris le pouvoir comme force dirigeante de la révolution démocratique est inévitablement et très rapidement placée devant des tâches qui la forcent à faire des incursions profondes dans le droit de propriété bourgeois. La révolution démocratique, au cours de son développement, se transforme directement en révolution socialiste et devient ainsi une révolution permanente".

(Thèses 2 et 8 de Trotsky, *La révolution permanente*, 1929)

Ce n'est pas là un exposé de la théorie de la révolution permanente. Juste une indication. Mais il fallait indiquer le rapport direct entre les révolutions bourgeoises des siècles passés et les problèmes de la révolution dans le "Tiers Monde".

II. La révolution des Pays-Bas 1566-1609

I. Les Pays-Bas au XVIe siècle

Au XVIe siècle, les Pays-Bas constituent un ensemble de 17 provinces gouvernées depuis Bruxelles. Leur territoire englobe le territoire actuel de la Belgique, du Luxembourg, des Pays-Bas, du département français du Nord et d'une partie de celui du Pas-de-Calais. Depuis 1556, le souverain des Pays-Bas est Philippe II d'Espagne (1527-1598), chef de la branche aînée des Habsbourgs, maître d'un empire mondial et à la tête de l'absolutisme le plus puissant d'Europe. Le père de Philippe II, l'empereur Charles Quint (1500-1558) (Charles Ier d'Espagne) a hérité les Pays-Bas des ducs de Bourgogne qui en ont réuni les provinces entre 1384 et 1473 par des mariages, des achats et des conquêtes, et qui ont doté l'ensemble d'institutions centrales. Charles Quint a conquis et ajouté à l'ensemble, entre 1523 et 1543, les cinq provinces au nord-est du Zuiderzee. Aux Pays-Bas s'ajoute la Franche-Comté de Bourgogne, également gouvernée depuis Bruxelles. Bien que le duché de Bourgogne proprement dit ait été repris en 1477 par le roi de France, le terme "Bourgogne" est au XVIe siècle quasiment équivalent à "Pays-Bas" et leurs habitants appellent leur souverain le Duc de Bourgogne. Formellement, les Pays-Bas font partie du Saint-Empire romain-germanique. L'empereur Maximilien II, chef de la branche cadette des Habsbourgs, est donc en principe le suzerain de son cousin Philippe II pour les Pays-Bas.

Malgré l'appellation de "Pays-Bas espagnols", il n'y a pas en fait de véritable domination espagnole sur les Pays-Bas. Les Habsbourgs étaient souverains des Pays-Bas avant d'hériter du trône d'Espagne. Charles Quint a été élevé dans les Pays-Bas avant de monter à l'âge adulte sur le trône d'Espagne. Des "Bourguignons" siègent jusqu'au sommet du gouvernement de Madrid et le dirigent à plusieurs époques. Les fastes de l'absolutisme espagnol se sont enrichis de ceux plus raffinés et plus anciens de la cour de Bourgogne.

Un pays de villes en avance sur l'Europe

Au XVIe siècle, les Pays-Bas sont le pays le plus riche d'Europe, le plus peuplé au kilomètre carré, le plus urbanisé : 200 villes, dont 19 de plus de 10.000 habitants, alors qu'il n'y en a que 4 en Angleterre. Au total, un peu plus de deux millions d'habitants. Dans les provinces de Flandre, Brabant, Hollande et Zélande, les plus développées, plus de la moitié de la population vit dans les villes, proportion tout à fait extraordinaire qui ne sera atteinte ailleurs en Europe qu'au XIXe siècle. La plus grande ville, Anvers, 80.000 habitants, est la métropole commerciale et bancaire de l'Europe du Nord. Les Pays-Bas possèdent la plus grande flotte de commerce d'Europe. Leurs marchands dominent tout le commerce extra-méditerranéen, de la Baltique à Lisbonne. Les trois quarts des bateaux qui passent les détroits danois sont des Pays-Bas. Ils importent la laine de Castille et d'Angleterre, le bois de Scandinavie, le blé de Pologne, et sont le principal exportateur européen de tissus et de bateaux. Ils exportent dans l'Europe entière le hareng salé, produit de leurs flottes de pêche.

Avec l'Italie, les Pays-Bas sont la seule région d'Europe à avoir une vraie classe ouvrière manufacturière réunissant des milliers de personnes dans les plus grandes villes. Mais ils ont également plus de chômeurs et de pauvres urbains que partout ailleurs. L'industrie drapière est principalement située dans les villes de Flandre et de Hollande. Dans les villes elle est rigidement contrôlée par les corporations et leurs règlementations qui bloquent l'accumulation du capital en visant à préserver la petite entreprise familiale du maître artisan et de ses quelques compagnons. Une industrie drapière s'est massivement développée dans les bourgs et villages de Flandre où n'existent pas de corporations et où les règlements municipaux sont moins restrictifs. Là plus qu'en ville, des grands marchands-drapiers sont patrons de nombreux artisans travaillant à domicile. C'est la draperie "rurale" ou les "nouvelles draperies". Le centre le plus prospère en est Hondschoote.

En ville, la population est presqu'entièrement alphabétisée. C'est à Anvers que se trouve Plantin, le plus grand éditeur et imprimeur d'Europe.

Les Pays-Bas ont également l'agriculture la plus moderne d'Europe, orientée vers le marché et dirigée par des intérêts urbains. On y pratique déjà la culture commerciale des fleurs et les Pays-Bas exportent de la viande et du fromage.

La noblesse est particulièrement peu nombreuse, environ 1% de la population contre 8% en Espagne et 5% en Allemagne ou en France. Une dizaine de grands féodaux possèdent presque des provinces entières tandis que des centaines de petits nobles démunis s'intègrent à cette civilisation urbaine en se faisant commerçants ou avocats.

Les villes des Pays-Bas ont depuis le XIVe siècle une longue tradition de révoltes anti-seigneuriales pour défendre les libertés communales. La dernière en date, l'insurrection de Gand, la deuxième ville du pays, en 1539-1540, dirigée par un comité d'artisans au chômage, a été écrasée dans le sang par Charles Quint. Toutes les libertés acquises par la ville depuis le Moyen-Age furent supprimées.

Le protestantisme en progrès

Dès les années vingt du siècle, le protestantisme a connu beaucoup de succès dans les villes des Pays-Bas : le luthérianisme chez une minorité de grands bourgeois cosmopolites, l'anabaptisme, simple et égalitariste, chez les ouvriers et les petits artisans. La répression est féroce et constante. Elle contraint les anabaptistes à une

clandestinité rigoureuse.

Dans les années cinquante, c'est le calvinisme, rigide, élitaire et théoricien, qui se développe massivement parmi la petite bourgeoisie aisée et cultivée, et parmi de nombreux intellectuels de la petite noblesse. Dans les années cinquante et soixante, la répression force des milliers de calvinistes à l'exil et des communautés calvinistes des Pays-Bas s'organisent en Allemagne et en Angleterre. Dans les plus grandes villes, les protestants trouvent suffisamment de refuges, ainsi que sur les terres de quelques nobles non-conformistes. Des calvinistes français trouvent même à se réfugier dans les Pays-Bas.

Le retard de l'absolutisme

La structure politique des Pays-Bas est extrêmement décentralisée et les institutions représentatives que sont les Etats provinciaux et les Etats généraux ont beaucoup de pouvoirs. Le souverain nomme à la tête de chaque province un gouverneur, le "stadhouder". Mais chaque province a ses institutions administratives et judiciaires particulières, ses lois, ses règles de procédures, ses douanes et ses impôts, et ses Etats provinciaux avec lesquels le souverain, ou le stadhouder, doit négocier les impôts, les lois, les nominations de magistrats. Les Etats provinciaux envoient aux réunions des Etats généraux de Bruxelles, des délégations tenues par de rigoureux mandats impératifs. Les sessions sont par conséquent ralenties par d'interminables retours pour consulter les mandants. Les Pays-Bas partagent avec deux ou trois royaumes européens, la Catalogne, en partie l'Angleterre, le privilège d'Etats généraux souvent réunis et dotés de comités permanents associés au pouvoir exécutif. En 1557, les Etats généraux n'ont accepté de voter 800.000 florins par an pendant neuf ans qu'en échange du contrôle par une commission des Etats de la levée et de la dépense de cet impôt.

Le gouvernement de Bruxelles ne dispose guère de troupes permanentes tandis que les milices urbaines et féodales sont compliquées à mobiliser. Voilà pourquoi la présence de troupes espagnoles sera si décisive.

L'absolutisme aux Pays-Bas reste à construire. On est à des mondes de distance de l'absolutisme espagnol, le plus moderne d'Europe. Celui-ci repose sur la subordination des villes et des Etats généraux de Castille, et sur l'intégration réussie de la noblesse à une immense machine bureaucratique et militaire qui fonctionne de Palerme à Lima, et également sur l'immensité des moyens financiers que lui donnent les mines d'argent de Potosi. L'incompatibilité entre l'Etat médiéval et contractuel de la Bourgogne et l'absolutisme espagnol exige un dénouement : d'un côté Madrid engloutit ses moyens financiers dans ses engagements planétaires alors que l'économie castillane décline, de l'autre côté elle n'arrive même pas à tirer de la région la plus riche d'Europe de quoi financer simplement la totalité des dépenses du gouvernement de Bruxelles.

Une périphérie non-féodale

Les Pays-Bas réunissent des formations sociales régionales extrêmement différentes dont trois sont tout à fait exceptionnelles dans le contexte européen de l'époque :

- La civilisation urbaine des grandes villes de Flandre : Anvers, Gand, Bruges, Ypres, Lille.

- La Hollande (et cela vaut pour la Zélande voisine) est une terre de colonisation récente récupérée sur la mer, plus exactement sur des marais salants et des tourbières inondées, entre le XIe et le XIVe siècles. Cette colonisation fut organisée systématiquement par les comtes qui vendaient de grandes parcelles rectangulaires à des particuliers qui s'engageaient à les drainer et qui les ont mises en culture et en ont extrait la tourbe, principal combustible des Pays-Bas. C'est donc un pays de paysans propriétaires, organisés en outre très tôt en institutions électives chargées d'administrer les digues et les canaux. Une grande partie des terres a été accumulée par des entrepreneurs capitalistes des très nombreuses petites villes de Hollande. En Hollande, la noblesse est quasi inexistante : douze familles qui possèdent moins de 10% des terres. Dans les Etats de Hollande, l'ordre de la noblesse est représenté par le prince d'Orange tout seul.

- La Frise, autre terre agricole de colonisation, a une forte tradition de particularisme et d'insubordination puisque le tribalisme n'y a été aboli qu'à la fin du XIe siècle. Les tribus frisonnes, irréductibles pendant des siècles, se sont enfin transformées en paysans propriétaires dont les plus riches sont plus ou moins reconnus nobles, mais cultivent eux-mêmes leurs terres.

Ainsi, l'ensemble Zélande-Hollande-Frise, au nord des Pays-Bas, de part et d'autre du Zuiderzee, n'a tout simplement jamais connu le féodalisme. Par contre dans les campagnes de Flandre et de Brabant, malgré leur agriculture prospère et moderne, la noblesse est puissante. Elle l'est encore plus dans les provinces plus classiquement féodales, dans la moyenne de l'Europe de l'Ouest d'alors, au sud l'Artois et le Hainaut, au nord-est la Gueldre. Enfin sur la bordure nord-est et sud-est des Pays-Bas on trouve des provinces très peu urbanisées, très pauvres, très féodales, l'Overijssel et la Drenthe, et forestier et particulièrement retardé, le Luxembourg.

II. Des résistances à l'absolutisme au soulèvement de 1566-1567

Durant les années soixante les efforts du gouvernement pour renforcer l'absolutisme ont suscité un mécontentement croissant des classes dominantes, noblesse et patriciats municipaux, qui sont associées au pouvoir dans les institutions provinciales et centrales traditionnelles et se voient mis de côté par les bureaucrates absolutistes qui montent. En outre, l'augmentation continue des arrestations et des condamnations pour hérésie depuis les années cinquante a créé un climat de tension de plus en plus aiguë. Cette persécution est de plus en plus impopulaire même parmi une population qui va rester majoritairement catholique pendant la plus grande partie du processus révolutionnaire.

Dès 1562, des exécutions publiques de protestants suscitent des émeutes dans les villes. Des prisonniers sont libérés par la foule. Dès 1564 on ne trouve plus de dénonciateurs ou de témoins à charge pour poursuivre les protestants.

Les autorités municipales sont violemment opposées à la répression des protestants et de ce fait l'Inquisition frappe plus dans les campagnes qu'en ville. Car les villes avaient obtenu au Moyen-Age l'essentiel de la juridiction criminelle. Or maintenant les poursuites pour hérésie dépassent en nombre de loin toutes les autres poursuites criminelles. Or les poursuites pour hérésie relèvent de l'Inquisition et des tribunaux royaux. Les tribunaux municipaux se retrouvent réduits à l'insignifiance et les villes privées des biens confisqués aux condamnés.

Inversement, la répression des protestants a l'avantage de permettre au gouvernement royal d'instituer pour la première fois dans tout le pays une juridiction centralisée.

La bourgeoisie défend face à l'absolutisme en progrès les compétences des municipalités et des Etats provinciaux. Même si les calvinistes vont être à l'avant-garde de la révolution, les leaders de la lutte de libération nieront toujours se battre pour une religion contre une autre. Ils affirmeront se battre uniquement pour maintenir "les droits et les libertés" des villes et des provinces.

Dans ce climat, et se sentant probablement sur un volcan prêt à exploser, la noblesse des Pays-Bas va s'entremettre pour obtenir du roi des concessions permettant un apaisement.

Au Conseil d'Etat réuni à Bruxelles autour de la régente Marguerite de Parme, demi-sœur du roi, la noblessse est représentée par le prince d'Orange, le comte d'Egmont, le comte Hornes. Ce sont les trois plus grands féodaux des Pays-Bas et ils se partagent les gouvernorats de la plupart des provinces. En menaçant de démissionner ils obtiennent du roi en décembre 1564 le départ de l'homme fort du Conseil d'Etat, le cardinal Granvelle. Puis ils envoient à Madrid Egmont avec une demande officielle de modérer les poursuites contre les protestants et de confier de plus grands pouvoirs au Conseil.

L'hiver 1564-65 est terriblement froid. Des icebergs arrivent jusqu'aux côtes du pays. La récolte de 65 est mauvaise. La guerre entre le Danemark et la Suède ferme les détroits, créant aux Pays-Bas un grand chômage. La réponse négative et totalement intransigeante du roi arrive à la fin 65 en pleine crise économique.

En décembre 65, quatre cent petits nobles signent un pétition demandant l'abolition de l'Inquisition et la modération des poursuites contre les protestants. C'est le "Compromis de la noblesse". Orange, Egmont et Hornes refusent de la signer mais ils ont obtenu que le texte en soit modéré. Le 24 janvier 1566 Orange démissionne de toutes ses fonctions. Le 5 avril, trois cent nobles armés traversent Bruxelles en cortège pour aller déposer leur pétition devant la régente. C'est là qu'un de ses conseillers les traitera de "gueux"; parole malheureuse puisque les protestataires reprennent aussitôt l'expression par défi, et défilent dans les rues déguisés en mendiants. Avec une telle étiquette, les circonstances ne peuvent que les mettre à la tête d'une mobilisation populaire encouragée par leur exemple.

L'explosion de 1566

La régente cède sur tout. Elle fait cesser toutes les poursuites contre les protestants. Le pouvoir est paralysé. Les exilés reviennent au pays. Durant le printemps et l'été 1566 règne une ambiance de liberté et d'insolence. Des dizaines de milliers de citadins se réunissent hors des murailles en de grandes assemblées où l'on écoute des prédicateurs. Beaucoup de ces plébéiens sont armés, à la barbe du pouvoir désemparé.

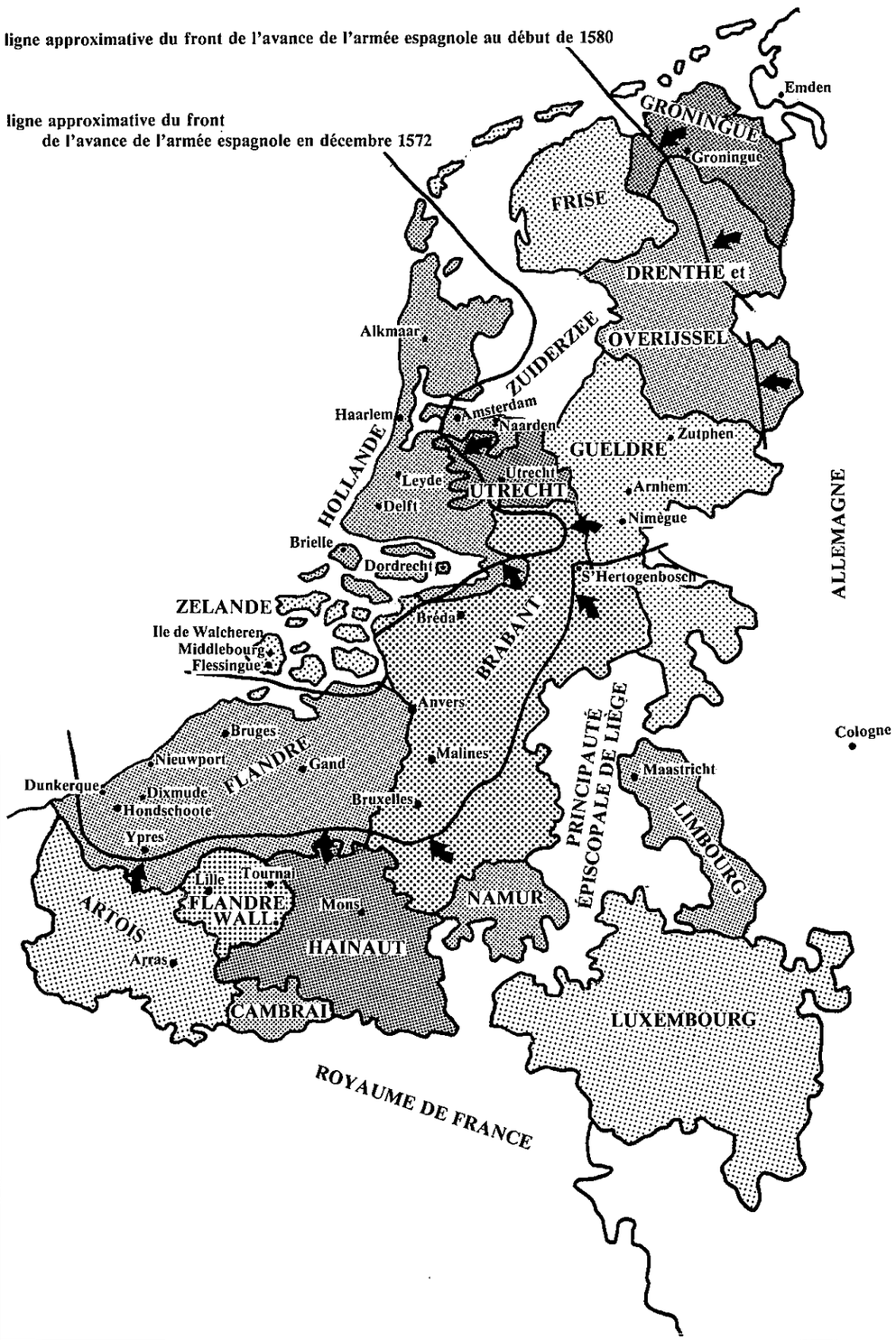
Mais le roi refuse de céder à la revendication grandissante de réunion des Etats généraux.

En août-septembre, c'est l'explosion : des bandes de calvinistes radicaux, plébéiens, des artisans, maîtres, compagnons, ouvriers, des instituteurs, envahissent les églises dans la plupart des villes et abattent les ornements somptuaires et les statues, aux applaudissements de la foule. Le mouvement témoigne de la haine des plébéiens pour l'opulence de l'Eglise et exprime le rejet de toute "idolâtrie" par le protestantisme. Le mouvement a une stricte auto-discipline et rien n'est volé. Les milices urbaines, formées de bourgeois (assez riches pour se payer leur équipement), laissent faire. Le phénomène est particulièrement fort dans les régions de draperie "rurale" de Flandre.

Débordés, une majorité de la noblesse et les patriciens des villes s'entendent avec la Régente pour réprimer. Dans une série d'opérations de police et de sièges de villes, le mouvement est totalement réprimé. Egmont, Hornes et Orange ont participé à la répression tout en continuant à essayer de chevaucher le mouvement et à négocier d'impossibles compromis avec tout le monde. Pour finir, au printemps 67, débordés par des lieutenants de la Régente plus déterminés à réprimer qu'eux, ils s'enfuient à l'étranger. Ils y rejoignent des milliers qu'ils ont aidés à écraser.

Au Conseil d'Etat à Madrid, un débat a opposé pendant plusieurs mois un parti de l'apaisement dirigé par le prince d'Eboli et un parti de la dureté dirigé par le duc d'Albe. En septembre 1566, le roi a tranché en faveur de la dureté. Le duc d'Albe est chargé de mener une armée de 10.000 hommes aux Pays-Bas. La marche de cette armée d'Italie aux Pays-Bas par le Mont-Cenis, et en passant sous les murs de Genève, terrorisa tous les protestants d'Europe. L'armée entre à Bruxelles le 22 août 1567. Aussitôt Egmont et Hornes rentrent faire leur soumission. A leur grande surprise, ils sont arrêtés. Ils seront décapités en place publique le 5 juin 1568. La Régente a démissionné en protestation contre leur condamnation à mort et s'est retirée à Parme. Le duc d'Albe lui succède. Il institue des tribunaux spéciaux qui procèdent à une répression systématique : 12.000 procès, 9000 condamnations, plus de 1000 exécutions publiques, 60.000 exilés, des milliers de livres brûlés. Beaucoup de municipalités sont purgées.

La révolution des Pays-Bas 1566-1609



III. De la guérilla des gueux aux trois provinces libérées, 1567-1576

Des insurgés cachés dans les campagnes ou réfugiés de l'autre côté de la frontière organisent des actions de guérilla. Ce sont les "gueux des bois". Ils n'ont pas de succès. Plus efficaces seront les "gueux des mers". Des exilés, dont quelques patrons de bateaux marchands et pêcheurs, dirigés par des nobles, organisent dans des ports anglais, allemands et français une petite flottille de guérilla marine qui va harceler les côtes des Pays-Bas... et vivre de piraterie pure et simple. Le prince d'Orange leur a accordé des "lettres de marque" qui leur confèrent un statut de belligérants susceptible d'être reconnu par les puissances étrangères, surtout si elles ont envie de nuire à l'Espagne. En effet, le prince d'Orange est non seulement le plus grand féodal des Pays-Bas et de la Franche-Comté, mais aussi le seigneur de la principauté indépendante d'Orange, près d'Avignon. Pour cette principauté, il n'est vassal d'aucun roi ou empereur. En droit international de l'époque, il n'est donc pas seulement un rebelle à son roi mais également un prince souverain qui a le droit de faire la guerre à son ennemi le duc d'Albe, qui lui a confisqué toutes ses terres et emprisonné son fils aîné. C'est un atout diplomatique pour les rebelles et c'est la raison pour laquelle ils combattent sous les couleurs d'Orange.

En outre, Orange a des liens familiaux avec des princes protestants d'Allemagne du Nord et il noue des contacts étroits avec les nobles huguenots français. En 1568 encore, il organise une invasion des Pays-Bas par quatre armées, venant de quatre directions opposées, formées d'exilés, de troupes de ses parents allemands, de huguenots, de mercenaires divers. Elles sont écrasées l'une après l'autre. Le prince d'Orange est ruiné, profondément endetté. Il ne lui reste que les "gueux des mers".

Le duc d'Albe victorieux a fait dresser à Anvers une grandiose statue de lui-même, coulée avec les canons orangistes capturés. Il peut déclarer une amnistie partielle en 1570 et se consacrer à rationaliser avec succès l'administration et la législation. L'Etat absolutiste progresse à la pointe de l'épée et les Etats généraux lui accordent de généreux impôts. Mais ils refusent de voter des impôts permanents qui seraient collectés par des fonctionnaires royaux et non les commissions des Etats. Ce serait voter leur disparition pure et simple.

En juillet 1571, le duc d'Albe passe outre et commence à collecter ces impôts de force. Dès l'automne 1571, il se heurte à une grève générale : toutes les boutiques et les manufactures ferment, le commerce s'arrête, plus aucun impôt d'aucune sorte n'est versé. Le chômage excite le mécontentement populaire.

L'insurrection de 1572

Les orangistes ont senti le vent et redoublent d'activité. Mais voilà qu'en mars 1572, le gouvernement anglais, assailli par la diplomatie espagnole et par tous les marchands de la mer du Nord qui souffrent de la piraterie des "gueux de la mer", les expulse des ports anglais. Après avoir erré, les "gueux des mers", privés de base, se rabattent sur le petit port de La Brielle, sur une île du sud de la Hollande. Par un bref coup de main, ils s'en emparent le 1er avril.

Le 6 avril, dans le grand port zélandais voisin de Flessingue, une émeute massacre des officiers espagnols. Le 22 avril, la ville s'ouvre aux gueux. D'avril à septembre, une vague d'insurrections populaires soulève tout le pays, et la plupart des villes à l'exception de quelques unes des plus grandes. Des municipalités patriciennes qui refusent d'ouvrir les portes aux gueux sont renversées; d'autres les ouvrent sous la pression populaire. Les milices bourgeoises laissent faire. En Hollande et en Zélande, les patriciens de la plupart des villes leur ouvrent les portes sans faire trop de difficultés.

Le 27 août, le prince d'Orange, venant d'Allemagne, envahit le Brabant à la tête d'une grande armée. Sa marche d'abord triomphale se transforme en errance puis en débandade parce qu'il ne peut pas payer ses troupes et que le duc d'Albe refuse le combat. En octobre, battu et poursuivi par l'armée espagnole, Orange se réfugie en Hollande et en Zélande. Ces deux provinces sont encerclées et voient l'armée royale avancer de jour en jour et mettre le siège à une ville après l'autre.

En juillet 1572, les Etats provinciaux de Hollande ont siégé à Dordrecht en présence de l'envoyé du prince d'Orange, son lieutenant, et rédacteur de ses discours, Philippe Marnix, seigneur de Sainte Aldegonde en Brabant (1538-1598). Pour la première fois sont prises des décisions révolutionnaires :

- Guillaume d'Orange est reconnu gouverneur de la province (stadhouder) et commandant en chef de l'armée et de la flotte.
- Des impôts sont votés pour payer ses troupes et en lever de nouvelles.
- Un exécutif est élu, formé d'un conseil permanent, d'un conseil financier, d'une amirauté.
- Toutes les nominations d'officiers et de fonctionnaires sont signées conjointement par les Etats et par Orange.
- La liberté religieuse est accordée dans la province.
- Les douanes intérieures sont abolies.

Les Etats de Zélande et d'Utrecht se rallient à ces décisions en 1573 et 1574. Un acte formel d'union entre les trois provinces est signé le 4 juin 1575.

Même si on continue de proclamer formellement la souveraineté de Philippe II, un Etat séparé est né, formé de ces deux provinces maritimes assez particulières, et particularistes, que sont la Hollande et la Zélande. Un Etat très petit puisqu'elles totalisent à peine un peu plus de 300 000 habitants. Un Etat de style républicain car les Etats ont élu un exécutif. Quand le long siège de Leyde par les troupes gouvernementales est enfin levé, on y fonde une université (8 février 1575). C'est la deuxième université calviniste d'Europe, après Genève, mais à la différence de celle-ci, il y a quand même des étudiants et des professeurs catholiques.

Le rôle individuel du prince d'Orange

Le rôle individuel du prince d'Orange est si important dans la révolution des Pays-Bas qu'il est nécessaire de l'examiner en détail :

Guillaume de Nassau (1533-1584), frère du comte allemand de Nassau-Dillenburg, avait hérité des terres des princes d'Orange et seigneurs de Chalon, les plus grands féodaux des possessions bourguignonnes. Il est entre autres marquis de Flessingue en Zélande et baron de Breda et Herstal en Brabant. Il était le plus grand personnage du Conseil d'Etat et de la cour de Bruxelles où il avait été élevé.

Comme tout grand féodal, il cherche à contrôler le gouvernement royal, source d'influence et de revenus. S'il a manœuvré avec les autres seigneurs contre la Régente de 1561 à 1567, c'est certainement afin d'éviter une explosion qu'il sentait imminente, pour obtenir le pouvoir en se présentant comme le sauveur qui a une meilleure politique, et pour éclipser les bureaucrates absolutistes dont l'ascension l'éliminait progressivement du pouvoir. Sa collaboration à la répression de 1566-67 montre bien sa détermination par ailleurs à imposer, contre tout débordement populaire, une solution réformiste minimaliste.

Jusqu'en 1572, rien de sa politique ne le distingue de tant d'autres grands féodaux insubordonnés qu'ont vu des siècles de féodalisme, en particulier de tous ceux qui se sont alliés aux Etats et aux municipalités contre le roi : depuis Charles le Mauvais en 1357 jusqu'au Grand Condé durant la Fronde de 1648-1653, en passant par les ducs de Guise et de Mayenne en 1588-1594, pour ne citer que des exemples tirés de l'histoire de France; ni le complot, ni l'attaque à la tête d'armées levées à l'étranger, ni même le soutien au radicalisme plébéien contre les notables bourgeois dont le prince d'Orange va se faire une spécialité en devenant l'idole des foules. Tout cela fait partie du rapport contradictoire des grands féodaux au pouvoir royal : il faut bien canaliser les soulèvements de masse et ils peuvent offrir une base sociale utile non seulement contre le pouvoir royal mais aussi contre les notables bourgeois qui dominent les Etats et les municipalités et contrôlent la richesse du pays. Mais tous ces "frondeurs" se sont toujours réconciliés avec le pouvoir royal sur le dos des masses et des Etats.

Ce qui est exceptionnel chez Guillaume d'Orange c'est qu'il se soit définitivement lié à un groupe de villes insurgées et qu'il les ait dirigées de manière constructive vers la constitution en fin de compte d'une république nouvelle.

Il a certainement modifié ses motivations au fur et à mesure des événements. L'exécution d'Egmont et Hornes a dû être un tournant décisif pour lui, en lui coupant toute retraite. Terrible erreur tactique du gouvernement royal.

Entraîné par l'ampleur du dynamisme de la société urbaine des Pays-Bas, le prince d'Orange a dû comprendre que l'ordre royal avait vraiment très peu de chances de se rétablir mais que par contre il était possible de réaliser une solution moyenne en détachant les Pays-Bas du roi, mais une solution moyenne qui soit socialement conservatrice, qui permette à Orange et à ses partisans nobles de retrouver leurs terres et leur statut. La possibilité de cette solution moyenne a dû le convaincre en 1572, quand il a vu que la rébellion en Hollande et en Zélande était à la fois solide et socialement conservatrice. Car à la différence des grandes villes de Flandre, la rébellion en Hollande et en Zélande s'appuie moins sur un mouvement de masse urbain qui renverse les oligarchies bourgeoises en place, mais plutôt sur le particularisme des hiérarchies en place et qui jouissent dans leurs petites villes d'un relatif consensus.

Pour les insurgés bourgeois ou plébéiens, le prince d'Orange est l'homme providentiel. Lui seul par son nom peut leur fournir le peu de respectabilité dont ils peuvent espérer jouir aux yeux de la noblesse européenne, à une époque où se révolter contre son roi est un scandale impardonnable. Lui seul peut leur fournir des relations diplomatiques qui leur évitent l'isolement international et leur procurent des experts militaires et des mercenaires.

Face aux égoïsmes locaux chaotiques des provinces et des villes, il est la centralisation dans sa propre personne. Il est le recours des plébéiens tout en rassurant le conservatisme des riches. Il est le chef illustre à une époque où rien ne paraît possible sans direction noble. De catholique, il s'est fait luthérien puis calviniste et passe pour un opportuniste complet en matière de religion, mais il défend la tolérance à l'égard des catholiques contre le sectarisme des calvinistes. Politicien brillant, il mélange l'homme de principes et le tacticien dont la ruse est proverbiale (de là son surnom de "Taciturne"). Il manœuvre entre les uns et les autres. Il est l'unificateur indispensable.

L'offensive de l'armée royale s'épuise

Le resserrement de l'encerclement, à partir d'octobre 1572, de la "zone libérée" de Hollande, Zélande et Utrecht par les troupes royales est freiné par les innombrables bras de mer, bras de fleuves et lacs qui couvraient alors une surface beaucoup plus grande qu'aujourd'hui. Les deux parties brisent des digues au gré de leurs besoins pour inonder des régions. C'est de cette façon que les orangistes peuvent secourir par bateau des villes de l'intérieur assiégées. Orange s'est promis, en cas de défaite complète, de briser toutes les digues et de s'enfuir, avec tous ses partisans, en un grand exode par mer. Le Conseil d'Etat de Madrid a refusé à l'armée espagnole l'autorisation de rompre les digues pour inonder tout le pays, jugeant que ce serait là une mesure de génocide.

La reconquête de l'armée royale est jalonnée de villes cruellement mises à sac : Malines, Zutphen, Naarden. Haarlem, assiégée depuis décembre 1572, se rend le 12 juillet 1573, contre la promesse qu'aucun défenseur ne sera exécuté. La promesse est aussitôt violée : il y a environ deux mille exécutions, quasiment l'entièreté de la garnison et plusieurs magistrats de la ville! C'est une erreur politique qui met un terme à la reconquête. Un vent d'indignation parcourt l'entièreté du pays. La mesure est formellement désapprouvée jusqu'aux sommets du gouvernement de Madrid, car

dorénavant plus aucune ville assiégée ne se rendra.

La politique royale commence à manifester des signes de désagrégation. La "zone libérée" résiste avec succès. Le manque d'argent provoque une multiplication des mutineries dans l'armée espagnole. En septembre 1573, une véritable grève de soldats royaux oblige à lever le siège d'Alkmaar. En octobre, la flotte royale est battue par les gueux des mers dans le Zuiderzee, et son amiral, le comte Bossu, un grand seigneur indigène, est fait prisonnier.

En une espèce de répétition des années soixante, les leaders de la noblesse restée fidèle au roi, le duc d'Aerschot et le baron de Champagney, font pression sur le gouvernement en faveur d'une politique de clémence et de l'ouverture de négociations.

Le duc d'Albe, vieux et malade, demandait depuis longtemps à être remplacé. Son remplacement, décidé en septembre 1571, avait été suspendu par l'insurrection de 1572. Son successeur arrive enfin en novembre 1573. Le roi a choisi un grand seigneur catalan, Don Luis de Requesens (1528-1576), précédemment gouverneur du duché de Milan. Il doit être l'homme d'une politique plus souple.

La position royale ne cesse de se détériorer. Les insurgés conquièrent Middlebourg (18/2/1574) et brisent le siège de Leyde (3/10/1574). La pénurie financière du gouvernement royal s'accroît dans cette guerre qui engloutit des sommes astronomiques. Toutes les garnisons espagnoles encore dans la province de Hollande se mutinent et désertent la province. En septembre 1574, les Turcs reprennent Tunis aux Espagnols et leur flotte entame de menaçantes incursions en Méditerranée occidentale. Il devient absolument urgent pour Philippe II de pouvoir reporter son effort contre les Turcs. Il envoie à Bruxelles des consignes de négociations.

Les négociations s'ouvrent le 3 mars 1575, à Breda. Orange et les Etats des trois provinces libérées offrent de faire leur soumission au roi à trois conditions :

1° le départ des troupes espagnoles des Pays-Bas,

2° une entière amnistie et des garanties constitutionnelles empêchant toutes représailles futures,

3° la liberté de conscience dans les trois provinces de Hollande, Zélande et Utrecht.

Requesens accepte les deux premières conditions, mais il refuse la troisième. Il propose à la place une période de grâce de 6 mois, afin de permettre aux protestants de réaliser leurs biens et de quitter le pays.

Les orangistes ne veulent pas céder, d'autant moins que la banqueroute financière du roi ne saurait tarder. Les négociations sont rompues le 13 juillet 1575. Immédiatement, Requesens lance une vigoureuse offensive militaire visant à couper la Hollande de la Zélande. L'offensive réussit. Mais la flotte qui amène à Séville l'argent d'Amérique n'arrive pas cette année-là. C'est l'étranglement financier du roi. Le 1er septembre 1575, Philippe II suspend tout paiement d' intérêts de sa gigantesque dette. Il se déclare en faillite. Le 5 mars 1576, le gouverneur Luis de Requesens, malade, meurt, et l'armée espagnole, dont certaines unités n'ont pas été payées depuis deux ans, se mutine en masse et commence à errer à travers le pays à la recherche d'occasions de pillage, terrorisant la population.

IV. La crise révolutionnaire de 1576-1578

Le pouvoir royal dans les Pays-Bas s'effondre. Le Conseil d'Etat de Bruxelles, sans armée et sans gouverneur, est suspendu dans le vide. Une situation radicalement nouvelle est créée. Les Etats provinciaux, réunis d'urgence, exigent la permission de lever des troupes pour mater les troupes mutinées, ainsi que la réouverture immédiate des négociations avec Orange et les trois provinces insurgées. Quand les troupes mutinées mettent à sac la ville d'Aalst près de Bruxelles, la population de la capitale se répand dans les rues, criant "Mort aux Espagnols!" et attaque les domiciles des conseillers d'Etat. Elle est encouragée par un comité de bourgeois "patriotes" animé par le juriste Liesvelt qui avait été l'avocat d'Egmont. Le Conseil d'Etat, désemparé, autorise les levées de troupes et déclare hors-la-loi les troupes espagnoles.

Mais les troupes des Etats de Brabant seront battues par les mutins et n'arriveront qu'à les pousser de ci et de là à travers le pays.

Le 4 septembre, le commandant en second des troupes levées par les Etats de Brabant , de Hèze, fait irruption à la tête d'un détachement de la milice bourgeoise de Bruxelles dans la salle du Conseil d'Etat et met les conseillers en état d'arrestation. Le surlendemain, en violation de l'interdiction formelle par le roi de tous contacts entre Etats de provinces différentes, des délégués des Etats de Brabant et de Hainaut se réunissent à Bruxelles, et décident la convocation des Etats généraux. Ils s'arrogent donc là une compétence qui est réservée au roi ou à son représentant. Les Etats généraux se réunissent au fur et à mesure de l'arrivée des délégations. Certains de leurs leaders sont depuis plusieurs semaines en correspondance avec Orange qui les invite à l'aider à ramener la paix et l'unité.

Les Etats provinciaux et généraux ont pris le pouvoir. En droit, c'est un pouvoir insurrectionnel, puisqu'ils se sont réunis sans convocation du roi et, qui plus est, par un coup d'Etat militaire dirigé contre le Conseil d'Etat et l'armée royale, sous la pression quotidienne de manifestations populaires. Mais en fait, sous la forme des Etats généraux, ce sont les classes dominantes traditionnelles du pays, clergé, noblesse et municipalités, qui ont pris en main le gouvernement, non pour l'avoir voulu, mais parce que le gouvernement royal s'est effondré. Leur but c'est d'abord de chevaucher et de canaliser l'explosion populaire, ensuite d'arriver le plus vite possible à un compromis sauvegardant l'ordre traditionnel, c'est-à-dire un compromis avec le roi avant tout, et idéalement aussi avec Orange et les Etats de Hollande, Zélande et Utrecht.

Mais dès avant que les députés des provinces aient tous rejoint l'assemblée à Bruxelles, une minorité orangiste s'est constituée dans les Etats généraux. Elle est formée de députés exilés en 1567, d'individualités calvinistes ou non-conformistes, mais surtout des représentants des municipalités moins exclusivement patriciennes. Si en Hollande et en Zélande, Orange est associé aux élites bourgeoises traditionnelles de villes

petites, l'orangisme dans les grandes villes de Flandre, Brabant et Artois devient l'expression politique des municipalités démocratisées par la mise à l'écart du patriciat traditionnel par la majorité de la bourgeoisie appuyée sur les plébéiens.

Les Etats généraux se sont arrogés la légitimité du pouvoir d'Etat. Alors qu'en droit les Etats généraux ne peuvent être convoqués que par le roi, ou son représentant, et que leurs décisions n'ont force légale que contresignées par lui, ils décident de la fréquence de leurs sessions, lèvent des impôts, organisent une armée, traitent avec l'étranger. Ils nomment à la tête de leurs armées le duc d'Aershot, général, secondé par le comte de Lalaing, lieutenant-général.

Le 22 septembre, les Etats généraux proclament à nouveau hors-la-loi les troupes espagnoles mutinées, mais en y incluant cette fois celles qui sont restées loyales. Le 7 octobre, les négociations s'ouvrent à Gand entre une délégation des Etats généraux et les envoyés du prince d'Orange. Un accord est signé le 8 novembre 1576, "la Pacification de Gand" :

- La paix est rétablie. Tout le monde s'unit pour chasser les troupes espagnoles.
- La solution des problèmes politiques et religieux est renvoyée après la guerre, à une session des Etats généraux qui décidera de l'organisation religieuse et politique de tout le pays.

La Pacification de Gand a été conclue précipitamment sous le choc de la catastrophe survenue entre temps : le 3 novembre, les troupes espagnoles en maraude se sont réunies autour d'Anvers. Le lendemain, elles prennent la ville d'assaut. Elles vont la mettre à sac pendant des jours et des jours. C'est la "furie espagnole" : 100 000 maisons brûlées, 8000 personnes massacrées. Tandis que les habitants ont fui, les troupes espagnoles sont enfermées dans la ville par l'arrivée des troupes des Etats généraux.

La haine générale des Espagnols est à son paroxysme. Le nouveau gouverneur nommé par le roi, son demi-frère Don Juan d'Autriche, vainqueur de la bataille de Lépante contre les Turcs, vient d'arriver à Luxembourg, où il est totalement isolé.

Don Juan joue son va-tout : il négocie, conclut un cessez-le-feu le 15 décembre 1576, assure l'évacuation d'Anvers par les troupes espagnoles, leur retraite en Italie, et accepte même de signer la Pacification de Gand le 12 février 1577.

Voici la paix revenue, la paix dite "du duc d'Aershot". Les Etats généraux, contre l'avis du Tiers-Etat qui voulait d'abord consulter le prince d'Orange, acceptent d'accueillir Don Juan à Bruxelles. Il y arrive dans la liesse populaire le 1er mai 1577 pour y être officiellement assermenté comme gouverneur.

Les Pays-Bas réunifiés

Les députés des trois provinces, mis devant le fait accompli, ont quitté la ville. Mais si les orangistes n'ont pas été assez forts pour empêcher la majorité des Etats généraux de s'accorder avec Don Juan, ils sont assez forts pour que cette même majorité oblige Don Juan à chercher un compromis avec Orange. Mais les pourparlers échouent là où ils avaient échoué avec Requesens en 1575 : Orange et les trois provinces refusent d'abandonner le protestantisme. Devant l'impasse, Don Juan s'enfuit le 24 juillet de Bruxelles pour Namur et rappelle les troupes espagnoles. Dans un premier temps, le roi le désavoue, ne se résignant pas à l'échec du compromis. Les députés des trois provinces reprennent leurs sièges et les Etats généraux appellent Orange à l'aide. Le 23 septembre 1577, Guillaume d'Orange rentre enfin à Bruxelles, en triomphateur, dix ans après en avoir fui.

Il retrouve en face de lui les dirigeants de la noblesse wallonne, le milieu dans lequel il a lui-même été élevé; les grands seigneurs francophones qui dominaient la cour des Pays-Bas bourguignons : le duc d'Aershot qui est stadhouder de Flandre, le comte de Lalaing qui est stadhouder de Hainaut, son frère le baron de Montigny, le comte Bossu qui est stadhouder de Gueldre, le baron de Champagney qui est le frère du cardinal Granvelle.

Le 1er octobre 1577, les patriotes de Bruxelles publient un manifeste qu'ils déposent devant les Etats généraux. Ils revendiquent :

- l'armement du peuple, la levée en masse;
- l'épuration du gouvernement, de l'administration et des Etats provinciaux et généraux;
- le renouvellement de toutes les municipalités dans les 17 provinces;
- l'élection par les Etats généraux de deux nobles et deux roturiers de chaque province; ces 68 personnes étant ensuite réparties pour constituer un Conseil d'Etat, un Conseil des finances et un Conseil secret;
- la conclusion d'une alliance entre les villes, et puisque tous les princes sont des tyrans, la création d'une république sur le modèle de la Confédération suisse.

Le duc d'Aershot et les grands seigneurs wallons répliquent le 9 octobre en proposant un "nouveau roi" : l'archiduc Matthias de Habsbourg (1557-1619), cousin de Philippe II et frère de l'empereur Rodolphe II. Matthias accepte d'être gouverneur des Pays-Bas. C'est le premier prince (ce ne sera pas le dernier) qu'on va chercher chez une grande puissance voisine dont on espère qu'elle fera contrepoids à l'Espagne. Après Matthias qu'on va chercher à Vienne, on ira chercher le duc d'Anjou, frère du roi de France, puis on s'adressera à la reine d'Angleterre, Elizabeth Ière.

En attendant, les sceptiques ne peuvent se permettre de refuser le frère de l'empereur, qui est tout de même formellement le suzerain des Pays-Bas, et dont on sait qu'il souhaite faire le médiateur entre ses vassaux et son si puissant cousin de Madrid.

L'heure des radicaux

Ce coup habile d'Aershot et de ses amis oblige Orange à s'appuyer sur la mobilisation démocratique urbaine qui est en plein développement. Les patriotes de Bruxelles constituent un Comité des Dix-huit formé surtout de représentants des corporations, chargé de surveiller la municipalité et qui prend en fait le pouvoir dans la ville. Le Comité des Dix-huit propose aux

Etats provinciaux de Brabant de nommer Orange "ruwaert" de Brabant. Le *ruwaert*, littéralement gardien de la paix, était un protecteur que les Etats de Brabant avaient le droit d'élire en cas de conflit avec le duc de Brabant, selon la constitution du duché de 1356, la "Joyeuse Entrée", que tout nouveau duc devait jurer à son entrée à Bruxelles. Ce privilège exorbitant avait été aboli par le duc de Bourgogne Philippe le Bon en 1458.

Les Etats de Brabant refusent de nommer un ruwaert. La foule bruxelloise envahit alors la salle et impose sa nomination par le Tiers-Etat, contre les protestations du clergé et de la noblesse (22 octobre 1577).

Aershot, stadhouder de Flandre, croit alors habile de susciter un vote des Etats provinciaux de sa province, protestant contre pareille nomination d'un hérétique. Orange contre-attaque en persuadant les Etats généraux de rétablir les franchises municipales de Gand, la plus grande ville de Flandre. Ces franchises lui avaient été supprimées par Charles Quint en 1540, après l'insurrection de la ville. Le 18 octobre, une manifestation du parti plébéien de la ville avait eu lieu réclamant leur rétablissement. Du coup, Orange devient l'idole de la ville de Gand.

Aershot refusant d'appliquer la décision, le 28 octobre le parti orangiste radical prend le pouvoir à Gand. Le soir, aux roulements des tambours, les conjurés, avec des complicités de la milice bourgeoise et à la tête de la foule des plébéiens, occupent l'Hôtel de ville et mettent en état d'arrestation Aershot, les évêques de Bruges et Ypres, la bailli de Gand, et plusieurs autres messieurs. Aershot sera très vite libéré à l'insistance des Etats généraux et d'Orange, mais les autres resteront en prison. Les insurgés désignent un Comité des Dix-huit le 1er novembre et font renouveler la municipalité le 4 novembre. Le patriciat est écarté du pouvoir.

La plupart sont des hommes nouveaux, issus des corporations. Mais au moins trois ont été échevins de la ville dans les années précédentes et plusieurs autres sont issus de familles d'échevins. Ceux qui vont devenir la direction calviniste radicale de Gand sont en fait l'opposition bourgeoise-plébéienne traditionnelle de la ville. Leurs trois principaux dirigeants sont Jan van Hembyze, Peter Dathenus, François de la Kethulle, seigneur de Ryhove. Ces hommes vont être la direction du débordement plébéien de la révolution des Pays-Bas, la direction alternative potentielle à la gauche du prince d'Orange.

Jan van Hembyze (1517-1584) est un patricien qui a reçu une éducation humaniste, parle plusieurs langues et a beaucoup voyagé. Fils de premier échevin de la ville, il a été échevin lui-même plusieurs années, comme son frère François. Son fils est mort en 1572 en combattant les Espagnols.

Peter Dathenus (1531-1588) est un prédicateur calviniste qui vient de rentrer d'exil. Ancien curé, il a épousé une ancienne religieuse comme beaucoup de réformateurs. Il est le traducteur en néerlandais des *Psaumes* et du *Catéchisme de Heidelberg*.

Ryhove est le militaire de l'équipe. Il est le frère d'un premier échevin de Gand.

Ryhove nomme de nouveaux capitaines de la milice urbaine de Gand. Au scandale des défenseurs des hiérarchies traditionnelles, ce sont le serrurier Mieghem, le relieur Gérard Netezone, les bonnetiers Jean Bliecq et Noël Hauwel, le fourreur Cornil Vlieghe, le tailleur Gérard van der Meeren.

Le 29 décembre les nouveaux maîtres de Gand reçoivent en grande pompe le prince d'Orange.

Quand Matthias est enfin solennellement assermenté gouverneur des Pays-Bas, le 20 janvier 1578, c'est après qu'il eût accepté de ne gouverner qu'en exécutant les décisions des Etats généraux, selon les conseils d'un Conseil d'Etat élu par l'assemblée, et du lieutenant-général qu'elle lui a adjoint sous la pression populaire : Guillaume d'Orange. Comme de plus Matthias a une personnalité totalement inconsistante, il est par avance réduit à rien et sera déjà oublié, et rentré à Vienne depuis longtemps, quand les Etats généraux le démettront formellement en 1581. (Cela ne l'empêchera pas trente ans plus tard de devenir empereur à la mort de son frère en 1612).

La noblesse wallonne contre la révolution

L'élection du Conseil d'Etat par les Etats généraux a été compliquée (il faut que soient représentés les diverses provinces et les trois Etats) et contestée entre les partis. Le 20 décembre 1577 sur proposition de Champagney, les quatre candidats orangistes, Marnix pour la Hollande, Liesvelt pour le Brabant, d'Estembecques pour l'Artois et l'abbé de Maroilles pour le Hainaut ne sont pas élus, au profit de chevaux de retour de la bureaucratie royale. Après des pétitions des patriotes de Bruxelles le 22, et de nouveau le 24 décembre, un compromis permet leur entrée au Conseil d'Etat le 29 décembre 1577.

Mais voilà que le 31 janvier 1578 l'armée royale bat l'armée des Etats généraux à Gembloux et prend Louvain. Orange, Matthias et les Etats généraux doivent fuir Bruxelles, trop menacée, et se réfugier à Anvers.

Après la défaite, les Etats généraux découvrent que le commandant-en-chef Lalaing, le commandant de la cavalerie, Robert de Melun, le commandant de l'artillerie Valentin de Pardieu, et d'autres officiers, étaient absents de la bataille, car ils étaient à un mariage à Bruxelles! Hembyze et les Gantois n'ont cessé de dénoncer le scandale d'un haut commandement entièrement confié à la grande noblesse wallonne. Dans l'indignation générale Lalaing est démis de son commandement mais remplacé ... par un autre grand seigneur wallon, le comte Bossu.

A l'urgence de la situation les patriotes réagissent par des mesures plus raides et entreprenantes. Les Dix-huit de Gand organisent la conscription et dès février ils recourent à la confiscation des biens d'Eglise, et à des emprunts forcés imposés aux prêtres et aux riches, pour payer les dépenses militaires. L'Eglise catholique est à la fois visée pour sa richesse et soupçonnée de souhaiter la victoire espagnole.

Des détachements armés sont dépêchés dans les villes et villages environnants pour mettre au pouvoir

dans chacun une municipalité patriote.

Les Dix-huit de Gand et les Dix-huit de Bruxelles proposent que soit renouvelée la vieille alliance entre leurs deux villes de 1339. Ce sera fait solennellement le 18 avril 1578.

En face, à la séance des Etats provinciaux d'Artois du 7 février, la noblesse et le clergé, emmenés par l'abbé Jean Sarrazin, proposent la dissolution des Etats généraux. Début mars les Etats d'Artois, de Hainaut et de Flandre wallonne (Lille) proposent la même chose et décident de refuser de payer plus longtemps des impôts à Bruxelles qui servent, selon eux, à miner l'Eglise catholique et à entreprendre des expériences démocratiques.

Les patriotes d'Arras, dirigés par un groupe d'avocats orangistes, dont Me Crugeol et surtout Me Nicolas Gosson, ripostent en créant un Comité des Quinze qui, le 7 mars 1578, mobilise les bourgeois et met en état d'arrestation plusieurs dignitaires de l'Eglise; mais l'évêque d'Arras leur échappe et se réfugie derrière les lignes espagnoles. Les Quinze d'Arras concluent avec les patriotes de St Omer et d'autres villes "l'Union estroicte des villes d'Artois". Encouragés par Gand et aidés par les véritables expéditions militaires qu'elle envoie à travers la Flandre, les patriotes prennent le pouvoir à Bruges (20 mars) et Ypres (20 juillet). Une insurrection démocratique et calviniste s'empare également de la municipalité d'Amsterdam, restée jusque là la plus conservatrice des villes de Hollande.

Le 18 mai, les Dix-huit de Gand laissent faire des émeutes iconoclastes contre diverses églises et monastères et le culte calviniste apparaît au grand jour à Gand, en violation des termes de la Pacification. Hembyze, qui contrôle désormais presque toute la Flandre, fonde à Gand une Chambre des comptes de Flandre, distincte de la Chambre des comptes des Pays-Bas qui est à Lille, ville royaliste s'il en est, et le 1er juillet 1578, une université protestante financée sur les revenus des terres des églises et monastères confisqués.

Nous voici au sommet de la vague de mobilisations démocratiques dans la révolution des Pays-Bas. Elle touche surtout les plus grandes villes. Elles sont au sud du pays, principalement en Flandre.

V. Contre-révolution et survie de la révolution 1578-1590

Nous sommes au point de rupture de la révolution des Pays-Bas.

La noblesse wallone, entre le radicalisme plébéien et le roi, va choisir le roi. Elle a avec elle non seulement le clergé mais les patriciats de nombreuses villes, en particulier celui de la plus grande ville au sud de la Flandre, Lille, où jamais aucun mouvement plébéien ou patriote n'arrive à prendre pied. Lille a la particularité d'être une grande ville drapière, mais d'une organisation corporative traditionnelle et rigide qui a réussi à interdire toute draperie dans la campagne environnante; en même temps Lille est le siège de la Cour des comptes des Pays-bas, c'est-à-dire le siège d'une nombreuse bureaucratie royale qui se confond avec le patriciat municipal. Dès juillet 1578 les Etats provinciaux d'Artois, de Hainaut et de Flandre wallone déclarent leur refus du protestantisme et font appel au frère cadet du roi de France, François, duc d'Anjou qui, à la tête d'une petite armée française, entre le 12 juillet à Mons, en Hainaut.

Orange cherche un compromis. En juin, lui et ses amis proposent aux Etats généraux un projet de "Paix de religion" : dans toutes les provinces, sauf la Hollande et la Zélande qui ont depuis longtemps interdit le culte catholique public, le culte respectivement minoritaire, ici catholique, là protestant, aura droit en chaque endroit au culte public dans une église qui lui sera mise à disposition si cent familles en font la demande. Tous les biens d'Eglise confisqués seront rendus. Le texte final est voté par les Etats généraux le 12 juillet 1578. L'article 27 prévoit la dissolution de tous les comités des Dix-huit, et autres Quinze, qui surveillent les municipalités. Mais la Paix de religion est refusée par tous les Etats provinciaux sauf un. Par ceux de Hollande, de Zélande et de Flandre, qui ont interdit le catholicisme d'ores et déjà. Par ceux des autres provinces au nom de la défense du catholicisme, par la noblesse et le clergé partout, parfois par le Tiers-Etat aussi. Orange insiste, et pour faire une concession aux nobles wallons leur reprend l'idée de la candidature du duc d'Anjou au poste de "Protecteur et défenseur de la liberté belgicque contre la tirannie espaignolle".

Orange assiège les Gantois de lettres, et leur envoie son fidèle Marnix pour les convaincre de se modérer, d'accepter la Paix de religion et Anjou.

Les Etats d'Artois, de Hainaut et de Flandre se rallient au roi 1578-1579

C'est encourager les nobles wallons à agir eux-mêmes contre Gand. Le 1er octobre 1578, Montigny, à la tête des régiments que lui ont confié les Etats généraux, entreprend sans avoir reçu d'ordres, de marcher sur Gand. Il occupe Menin, coupant la route qui relie Arras et Gand et adresse un ultimatum aux Etats généraux : il se retirera si les Gantois sont ramenés à l'obéissance. Les troupes du duc d'Anjou l'y rejoignent et se mettent à piller les campagnes flamandes. Un groupe de prélats, nobles et patriciens de Flandre lui écrit pour lui demander *"d'être un vrai Gédéon qui les rétablisse dans leurs biens et libertés"*. C'est le mouvement des Malcontents qui exploite le mécontentement des troupes impayées. Le 17 octobre, les Quinze d'Arras prennent le pouvoir; mais le 21 déjà, les troupes des Malcontents écrasent le commune d'Arras et pendent Crugeol, Gosson et leurs amis. L'Artois, le Hainaut et la Flandre wallone rompent avec les Etats généraux.

Don Juan, malade, est mort le 29 septembre 1578. Sur son lit de mort, il a lui-même nommé pour successeur son lieutenant et neveu, Alexandre Farnèse, le fils de Marguerite de Parme et du duc de Parme, et bientôt duc de Parme lui-même. Philippe II accepte ce choix. Alexandre Farnèse (1543-1592) va savoir saisir

l'occasion et récupérer habilement la réaction catholique et nobiliaire du sud qui est en train de se détacher des Etats généraux. Combinant habilement concessions politiques et effort militaire, il va reconquérir lentement pour le roi les Pays-Bas; jusqu'à sa mort quatorze ans plus tard.

Le 6 janvier 1579 les Etats d'Artois, de Hainaut et de Flandre wallonne concluent "l'Union d'Arras" et entrent en négociations avec Farnèse. Le Traité d'Arras du 17 mai 1579 scèle leur ralliement au roi.

Les classes dominantes du sud ralliées, le radicalisme calviniste et orangiste écrasé dans le sang, Farnèse tire les leçons des événements et respectera minutieusement les libertés traditionnelles des provinces, évitant d'y stationner des troupes étrangères sinon sur les lignes de front et d'approvisionnement. Il permet aux protestants de réaliser leurs biens pour s'exiler, ou tolère même leur discret culte privé. Aux batailles rangées il préfère des étranglements savants à distance des voies d'échanges économiques, pour forcer à se rendre des villes qu'il traite ensuite plutôt doucement.

Dès le 29 juin 1579, il a capturé Maastricht. Pour se protéger, les Gantois font entrer dans leur ville Jean Casimir, comte palatin du Rhin, prince calviniste d'Allemagne qu'à la demande des Etats généraux, la reine d'Angleterre a accepté de financer, lui et son armée. Jean Casimir s'empresse de conseiller la modération aux Gantois et l'acceptation de la Paix de religion.

Orange contre les radicaux

Orange est décidé à réprimer les Gantois et à rétablir l'unité des classes dominantes, et donc maintenir l'unité du pays selon lui, en lui donnant un nouveau roi, qu'il pense bien pouvoir manipuler, le duc d'Anjou.

Déjà le 15 novembre 1578, lors d'une séance houleuse de la municipalité de Gand, Ryhove, qui agit à l'instigation d'Orange, tente en s'appuyant sur le patriciat, de faire décréter l'arrestation d'Hembyze. Une manifestation populaire fait échouer la manœuvre et exige que Ryhove et Hembyze se réconcilient. Le 2 décembre 1578 Orange vient en personne à Gand. Pesant de toute son autorité, il fait voter par la municipalité , le 8 décembre, l'acceptation de la Paix de religion et le paiement des impôts dûs aux Etats généraux, contre l'avis de Hembyze et des Dix-huit. En application de quoi la première messe catholique est dite à nouveau le 1er janvier 1579 à Gand et le 6 mars 1579 à Ypres. De manière analogue l'acceptation de la Paix de religion est imposée à Anvers, puis à Bruxelles. Le 18 juin 1579 les Dix-huit de Gand sont soumis à la réelection pour la première fois ... par la municipalité; qui élit des modérés au lieu des amis de Hembyze. Quatre jours après, la milice urbaine se présente à l'Hôtel de ville pour déclarer qu'elle refuse d'obéir aux nouveaux Dix-huit; la milice chasse plusieurs échevins modérés de la ville et rétablit la composition des Dix-huit en faveur d'Hembyze.

Les 4-5 juin 1579 voient se dérouler à Bruxelles une tentative de coup d'Etat par des nobles dirigés par nul autre que Philippe d'Egmont, le fils du martyr, qui est en correspondance avec Farnèse. Le coup est mis en échec par une mobilisation armée des bourgeois; et la foule bruxelloise de rappeler au jeune Egmont le souvenir de son père. L'indignation plébéienne s'exprime aussitôt par une vague d'émeutes iconoclastes. Le 29 juin Maastricht tombe. Les Gantois n'avaient cessé de dénoncer l'absence de secours des Etats généraux à Maastricht assiégée. Hembyze réagit en purgeant la municipalité des orangistes, en augmentant les impôts et en dénonçant publiquement la politique du prince d'Orange. Le 2 juillet il envoie des troupes à Bruges réprimer une tentative de coup d'Etat patricien et catholique. Les bourgeois riches commencent à fuir la ville de Gand.

Orange veut frapper. Le 27 juillet il annonce sa venue à Gand dans une lettre à la municipalité. A la réception de la lettre, Hembyze, s'appuyant sur la milice et la foule, fait démettre la municipalité et désigner une nouvelle qui refuse la venue d'Orange. Le prince d'Orange refuse de reconnaître cette nouvelle municipalité. C'est l'épreuve de force. Un moyen parti dirigé par Ryhove se renforce dans la ville, acceptant la Paix de religion mais refusant la restitution à l'Eglise et au clergé des biens confisqués. Orange arrivé à Gand le 18 août, s'appuie sur ce moyen parti et organise de nouvelles élections à la municipalité. Le 26 il s'adresse à la foule hostile des plébéiens : il leur dénie le droit de vote et leur ordonne de rentrer chez eux. Ce qu'ils font. Hembyze et Dathénus sont exilés et se réfugient dans le Palatinat, chez Jean Casimir. Guillaume d'Orange s'est chargé de mater le radicalisme plébéien flamand. Les Etats de Flandre l'élisent stadhouder de la province.

L'Union d'Utrecht

Un projet nouveau, indépendant du prince d'Orange, prend naissance dès juillet 1578 en provenance d'autres secteurs : le projet d'une "Union plus étroite" des provinces, proposé par le comte Jean de Nassau, frère cadet d'Orange et stadhouder de Gueldre. Jean de Nassau, à la différence de son frère, est un calviniste convaincu. Il est violemment hostile à la candidature du duc d'Anjou et ne croit pas à une réconciliation avec la noblesse wallonne. Le projet de "l'Union plus étroite" qui est discuté pendant tout l'automne 1578, marie plusieurs préoccupations : dépasser la désunion, les querelles entre provinces, la non-coordination de leurs efforts, la vulnérabilité et la paralysie qu'elles causent; organiser un compromis entre la noblesse et le patriciat de Gueldre d'une part, farouchement catholiques mais hostiles à la noblesse wallonne car tournés vers l'Allemagne, et d'autre part la bourgeoisie de Hollande et Zélande où le calvinisme est institutionnalisé; amarrer à ce bloc les calvinistes de Flandre, donc canaliser le radicalisme gantois. Le texte de l'Union plus étroite prévoit par conséquent les principaux points suivants :

- chaque province reste libre de son organisation religieuse, mais la liberté de conscience est accordée à chaque individu;
- les provinces s'engagent à se défendre mutuellement contre leurs ennemis, en particulier les soi-disant "représentants du roi";

- un impôt indirect général est levé sous forme d'une taxe sur toutes les marchandises;
- aucune province n'a le droit de conclure un armistice ou traité séparé avec une puissance étrangère;
- les décisions sont prises par les délégués des provinces à la majorité des provinces (et non à l'unanimité comme auparavant).

Le "Traité de l'Union, alliance éternelle et confédération" est signé à Utrecht le 29 janvier 1579.

Contrairement à certaines légendes qui ont la vie dure, l'Union d'Utrecht ne fut pas un pacte révolutionnaire, mais pas non plus une entreprise séparatiste des provinces du nord. Ce fut une solution moyenne conçue dans un esprit de consolidation. Gand y adhéra dès le 4 février 1579. Hembyze et ses partisans y collaborèrent activement et poussèrent à adhérer Bruges et Ypres. La ville de Bruxelles et la chambre du Tiers-Etat des Etats provinciaux de Brabant y adhéraient en juin. L'Union d'Utrecht ne fut pas non plus exclusivement néerlandophone puisque Tournai en fut un fidèle membre jusqu'à sa chute.

Par contre, le prince d'Orange refusa pendant quatre mois d'y adhérer, car il ne voulait pas couper les ponts avec la noblesse wallonne. Il n'y adhère que le 3 mai 1579 et qu'à la condition que l'Union d'Utrecht accepte le duc d'Anjou.

En septembre 1579 le collège de l'Union d'Utrecht établit une répartition du financement destiné à la création d'une armée de 100 000 hommes. Cette répartition donne une idée de l'évaluation de la richesse de chaque province alors :

Brabant	80 000	livres
Gueldre	33 000	"
Flandre	150 000	"
Hollande-Zélande	106 000	"
Utrecht	12 000	"
Frise	24 000	"
Groningue	18 000	"
Overijssel	16 000	"
Drenthe	5 000	"

De mai à novembre 1579 s'est tenue une conférence "internationale" à Cologne, où l'empereur Rodolphe II a convoqué les parties en conflit aux Pays-Bas pour rechercher une paix de compromis. Elle échoue malgré les quelques concessions que Philippe II offrait.

Recul et encerclement

Alexandre Farnèse, qui dispose de moyens gigantesques et dès 1582 de troupes espagnoles nombreuses, progresse lentement dans sa reconquête, son grignotage inquiétant de la Flandre et du Brabant. Dès le printemps 1580 le territoire contrôlé par les Etats généraux s'est restreint à celui de l'Union d'Utrecht et les deux institutions fusionnent de facto.

Philippe II a réagi à l'échec de la conférence de Cologne en proclamant la tête de Guillaume d'Orange mise à prix (15 juin 1580). Orange répond en diffusant dans toute l'Europe son *Apologie* du 15 décembre 1580, texte politique retentissant qui est un réquisitoire contre la politique espagnole non seulement aux Pays-Bas mais dans le monde entier (persécution des maures et des juifs en Espagne, massacre des Indiens d'Amérique...)

Durant l'hiver 1579-1580 a lieu un des épisodes les plus sombres de la révolution des Pays-bas : les paysans de Gueldre, Frise, Overijssel, Groningue et Drenthe, restés catholiques, excédés par les ravages des mercenaires allemands des Etats généraux, se soulèvent. Cette insurrection paysanne s'est elle-même appelée le mouvement des "Désespérés". Elle est réprimée avec peine par des troupes fraîches que les Etats généraux y dépêchent, d'abord sous le commandement de Jean de Nassau, puis de Guillaume d'Orange qui accourt en personne.

Le 2 mars 1580 survient un coup sombre qui ne surprit que les naïfs : le stadhouder de Groningue, un grand seigneur wallon comme par hasard, Georges de Lalaing, comte de Rennenburg, cousin du comte de Lalaing, livre la ville et la province à Farnèse auquel il se rallie comme ses cousins. L'avance des armées espagnoles se fait désormais en tenaille, depuis le sud-est et depuis le nord.

La trahison de Rennenburg, qui avait signé et juré l'Union d'Utrecht, et apparaissait comme un ami du prince d'Orange, déclenche une vague d'émeutes iconoclastes plébéiennes en Frise, Drenthe, Overijssel, à Utrecht et aussi à Bruxelles.

Le 22 juillet 1581, les Etats généraux, réunis à Anvers, votent enfin la déchéance de Philippe II, déclaré tyran par l'Acte d'abjuration. Malgré tous les aspects conservateurs de la politique des Etats généraux des Pays-Bas, c'est un acte révolutionnaire inouï dans l'Europe d'alors. Et la reine Elizabeth d'Angleterre, toute protestante qu'elle soit, et alliée des Etats généraux, de condamner catégoriquement une telle mise en cause de la souveraineté de son ennemi Philippe II!

François duc d'Anjou est proclamé "souverain des Pays-Bas". Le nouveau souverain, les Etats généraux l'ont enserré de règlements et de comités. Il déclare bientôt qu'on a fait de lui un Matthias. Tous les princes catholiques d'Europe, à commencer par son frère le roi de France, le pressent d'abandonner ce pays rebelle. Le 15 janvier 1583, il tente un coup d'Etat au moyen de ses troupes françaises. Il s'empare de plusieurs villes, mais échoue à rallier les citadins catholiques qui s'unissent aux protestants contre lui. Malgré deux jours de terribles combats, il ne réussit pas à obtenir la maîtrise d'Anvers où siègent les Etats généraux. C'est la "furie française". Le coup d'Anjou ne lui réussit que dans quelques petites villes de Flandre dont il arrive à s'emparer, dont Dixmude, Dunkerque et Nieuwport.

Anjou est définitivement discrédité dans tous les Pays-Bas, et ses Français universellement haïs. Les Etats généraux semblent se rallier à l'idée de se passer de souverain et de proclamer une république "à la suisse".

Orange lui, à la surprise générale, conclut que les Etats généraux n'ont pas d'autre choix que de se réconcilier avec le duc d'Anjou, car on ne saurait se passer de l'appui d'une grande puissance étrangère anti-espagnole. Orange fait tant et si bien pour vaincre le dégoût général qu'il obtiendra enfin le 5 avril 1584 que les Etats généraux, contre les voix de Gand et d'Utrecht, acceptent malgré tout de reconnaître à nouveau Anjou

comme leur souverain. Cela bien qu'Anjou personnellement ait quitté les Pays-Bas depuis le 28 juin 1583 en quittant Dunkerque et que derrière lui la garnison française ait livré la ville, et Nieuwport aussi, à Farnèse!

Guillaume d'Orange s'aveugle d'une façon suicidaire. Déjà suspect aux yeux des radicaux flamands et brabançons depuis sa mise au pas de Gand, il va désormais être englobé dans la haine qu'ils vouent à Anjou et aux Français. Cela revient à pousser les plébéiens flamands dans les bras d'Alexandre Farnèse! Et dans l'immédiat à les rapprocher de leurs concitoyens catholiques qui détestent en Anjou l'usurpateur.

A cela s'ajoute un conflit de plus en plus violent entre les Flamands et les Hollandais au sujet du fructueux commerce que les marchands hollandais poursuivent non seulement avec la lointaine Espagne, mais aussi avec l'Union d'Arras... et Farnèse. La Hollande vend les approvisionnements à l'armée espagnole et les emprunts de Philippe II auprès des banquiers gênois pour payer l'armée de Farnèse, transitent par des banquiers d'Amsterdam. Les Flamands exigent que ce commerce soit interdit. Les Etats de Hollande répliquent que leur importante contribution financière à l'effort de guerre doit bien être gagnée quelque part et que l'argent est décisif pour la survie de tous. L'argument est fort. Le problème c'est que les Flamands vont bientôt répondre que si les Hollandais s'enrichissent en commerçant avec Farnèse, eux-mêmes qui sont en train de crever de la faim et de la peste dans les murs de leurs villes assiégées, ont bien le droit de négocier avec Farnèse pour arrêter l'hécatombe.

La propagande de Farnèse et de la noblesse wallonne a vite fait d'exploiter le fossé ainsi creusé entre Orange et les villes flamandes. Celles-ci se voient inondées de tracts et brochures royalistes insidieuses qui vont jusqu'à plaindre Hembyze et Dathénus exilés par Orange.

Chute de Gand, Bruxelles et Anvers

Les Etats de Flandre démettent Orange du stadhoudérat de leur province et pour le remplacer se laissent jeter de la poudre aux yeux par le prince de Chimay, le fils du duc d'Aershot. Ce jeune ambitieux qui a épousé une princesse protestante pose au pieux calviniste. Dans cette ambiance délétère, les calvinistes radicaux de Gand croient retrouver le droit fil en élisant premier échevin Hembyze le 14 août 1583, le rappelant ainsi de son exil.

Mais la situation militaire est de plus en plus désespérée. Il n'y a toujours pas d'armée de 100 000 hommes. Farnèse met le siège devant Ypres en octobre 1583. Dix mois de siège. On mange chevaux, chiens et chats; 14 000 morts de la peste. Après s'être défendue héroïquement, Ypres capitule le 7 avril 1584. Deux semaines avant, le beau prince de Chimay a livré Bruges et il se fait catholique. Une belle carrière l'attend au service du roi d'Espagne.

Hembyze perd la tête. Le 8 janvier 1584 Orange malgré tout infatigable à organiser la résistance, lui a écrit une lettre courtoise où il l'invite à collaborer avec Ryhove pour la défense de Gand maintenant assiégée à son tour. En février Hembyze démet curieusement plusieurs échevins calvinistes et les remplace par des catholiques. Le 23 mars, la municipalité et la population apprennent que leur premier échevin est en tractations avec Farnèse depuis le mois de janvier et qu'il lui a promis de l'aider à s'emparer de la ville voisine de Termonde que commande Ryhove. La population de Gand se soulève contre Hembyze qui est jeté en prison.

Le 18 mars 1582 le prince d'Orange avait déjà été grièvement blessé par une tentative d'assassinat. Le 10 juillet 1584 il est assassiné dans sa maison à Delft par Balthazar Gérard, un franc-comtois préparé par des jésuites, et qui a obtenu audience sur un prétexte. Des messes solennelles sont dites dans toute l'Europe catholique pour célébrer la mort du diable hérétique.

Les Etats généraux des Pays-Bas proclament Guillaume d'Orange "père de la patrie" et lui font des funérailles grandioses. A Bruxelles les gens pleurent dans les rues.

Hembyze est décapité en place publique à Gand le 4 août 1584, mais la ville doit quand même se rendre le 17 septembre. Farnèse lui a concédé des conditions très généreuses : la ville doit restituer à l'Eglise tous ses biens et payer 200 000 florins d'indemnités, mais elle reçoit une amnistie et les troupes peuvent rejoindre avec leurs armes les lignes des Etats généraux et les habitants protestants obtiennent deux ans de délai pour quitter la ville.

Bruxelles capitule le 10 mars 1585 et Anvers le 17 août de la même année. Leurs gouverneurs, vieux et fidèles lieutenants d'Orange se sont rendus, prématurément selon les Etats généraux : à Bruxelles le colonel van den Tympel, à Anvers Marnix lui-même. Farnèse avait bloqué le port d'Anvers en construisant un pont à travers l'Escaut. Nimègue en Gueldre tombe la même année, livrée par ses bourgeois catholiques. L'armée espagnole approche d'Utrecht. Orange est mort. Les Etats généraux siègent depuis deux ans réfugiés dans l'île de Walcheren. La reconquête par les armées royales a réduit le territoire qu'ils contrôlent encore, à peu près à la zone "libérée" de 1572. Est-ce donc la fin?

L'Angleterre entraînée dans la guerre 1585-1588

Après la mort du duc d'Anjou le 10 juin 1584, Orange avait fait proclamer le roi de France Henri III souverain et donc les Pays-Bas incorporés au royaume de France. Mais Henri III a refusé finalement, au printemps 1585.

Mais l'élan même de la reconquête espagnole des Pays-Bas, qui s'ajoute à l'escalade de tous les conflits par ailleurs entre l'Espagne et l'Angleterre, accule cette dernière à entrer en guerre. L'économie anglaise est traditionnellement liée à celle des Pays-Bas. Les marchands anglais empiètent de plus en plus sur le monopole commercial espagnol de l'Amérique du Sud et piratent les Caraïbes. L'absolutisme espagnol tire des ressources financières nouvelles des mines d'argent d'Amérique. Il conquiert les Philippines, annexe le Portugal et son empire colonial. L'Espagne est la première puissance européenne et le gendarme reconquérant de la Contre-Réforme. Elle parraine la

papauté et l'empire germanique, intervient dans la guerre civile française aux côtés de la Sainte Ligue contre les Huguenots, aide les révoltés irlandais ainsi que les comploteurs catholiques anglais qui cherchent à assassiner la reine Elisabeth. A la chute d'Anvers, elle paraît en vue de la domination totale sur l'Europe.

La reine Elisabeth refuse la souveraineté des Pays-Bas que lui proposent les Etats généraux, mais accepte le 20 août 1585 d'envoyer un corps expéditionnaire, en échange du gage pour trente ans des deux ports de La Brielle et Flessingue! Le commandant du corps expéditionnaire anglais est le comte de Leicester que les Etats généraux élisent le 10 janvier 1586 gouverneur et capitaine-général des Pays-Bas. Leicester cherche à organiser un exécutif fort en s'appuyant sur les exilés flamands et brabançons. Il interdit le commerce avec l'ennemi. C'est l'épreuve de force avec les patriciens de Hollande. Ceux-ci dirigés par Jan van Oldenbarnevelt (1547-1619), pensionnaire, c'est-à-dire secrétaire général des Etats de Hollande, a le dessus. Après une tentative de coup d'Etat en septembre 1587, Leicester démissionne le 1er avril 1588. Le parti des régents hollandais est dorénavant le maître dans la Confédération.

La Royal Navy lance une série de raids sur les ports espagnols et caraïbes. Madrid répond par la préparation à Lisbonne et dans les ports atlantiques de l'Espagne, de la grande Armada. Celle-ci est chargée de rien moins que pénétrer dans la Manche, opérer sa jonction avec l'armée d'Alexandre Farnèse, et la faire débarquer dans le Kent.

Mais au moment décisif (août 1588), les corsaires hollandais empêchent les barges de Farnèse de sortir de Dunkerque et Nieuwport, et le harcèlement de la Royal Navy, et la tempête, vont disperser la grande Armada dans sa fameuse fuite autour de l'Ecosse et de l'Irlande.

C'est un nouveau tournant. Avec Alexandre Farnèse enlisé dans la guerre civile française, les Pays-Bas rebellés peuvent desserrer l'étau. Maurice (1567-1625), fils de Guillaume d'Orange, jeune officier brillament éduqué, est élu capitaine-général et stadhouder en 1588. Réformateur militaire méthodique, il sera le stratège le plus fameux de son temps. L'armée des Etats généraux reconquiert vers le sud Breda, en Brabant, en 1590, vers l'Est Nimègue, en Gueldre, en 1591, vers le nord Groningue en 1594.

En 1590, les Etats généraux des Pays-Bas renonçant définitivement à la recherche d'un souverain, proclament enfin la "République des Provinces-Unies des Pays-Bas".

La guerre continue jusqu'en 1609, épuisant financièrement les deux protagonistes et ravageant le pays. En 1596, Philippe II a dû, encore une fois, se déclarer en faillite. A sa mort en 1598, il doit se contenter d'avoir stabilisé le sud reconquis en une principauté partiellement autonome de Madrid qu'il a confiée à sa fille Isabelle (1566-1633) et à son mari l'archiduc Albert de Habsbourg (1559-1621). Le couple des "archiducs", gérant avec modération le compromis avec les classes dominantes du sud ralliées en 1579, sont les fondateurs de ce qui deviendra l'actuelle "Belgique". Un essor économique somme toute non négligeable durant le XVIIe siècle consolidera cette moitié de pays improvisée.

VI. La République des Provinces-Unies 1590-1648

L'expansion du capitalisme néerlandais

Mais d'un autre format est la moitié "libérée" des Pays-Bas, pourtant deux fois moins peuplée (1,5 million d'habitants en 1600). La République des Provinces-Unies n'est pas simplement une nouvelle république en Europe, s'ajoutant à Venise, Gênes et la Suisse. Alors qu'elle n'est encore qu'une création révolutionnaire incertaine de sa survie, elle est déjà une grande puissance économique et militaire, maritime et coloniale.

Les petites villes de Hollande et de Zélande ont été gonflées par l'afflux des réfugiés du sud, plus de cent mille, chassés de Flandre, de Brabant, d'Artois (ces réfugiés sont en partie francophones et le français reste, à côté du néerlandais, langue officielle de la nouvelle république pendant un temps). Ces réfugiés sont majoritairement issus d'une certaine élite du sud : artisans et manufacturiers de Flandre, marchands et financiers d'Anvers, des centaines d'imprimeurs, d'enseignants, de pasteurs. De nombreux drapiers et marchands-drapiers de Flandre se sont réfugiés à Utrecht et Leyde. En particulier ceux de Hondschoote, rasée, qui transplantent leurs "nouvelles draperies" à Leyde dont ils assureront la prospérité. L'afflux d'artisans réfugiés désagrège le système corporatif de Hollande, facilitant les concentrations de capital réalisées par des entrepreneurs. Tandis qu'Anvers reconquise est ruinée, sa population réduite de moitié, son débouché sur la mer barré par la ligne du front qui traverse l'estuaire de l'Escaut en aval, Amsterdam, où se sont réfugiées les grandes firmes anversoises, la remplace comme métropole commerciale et financière du Nord de l'Europe. De 1590 à 1639, 80.000 hectares de terres agricoles de plus sont récupérés sur la mer. La flotte de commerce néerlandaise est la plus grande d'Europe, et bientôt la première de Méditerranée. La Compagnie des Indes orientales est fondée à Amsterdam en 1602, la Banque d'Amsterdam en 1609, deux grandes sociétés par actions. Java est conquise en 1596, Ceylan en 1609, Formose en 1624, le Cap en 1652. Batavia, l'actuelle Djakarta, est fondée en 1619 sur les ruines de l'ancienne Jakatra. En 1617, la République se paye le luxe de débarquer un corps expéditionnaire à Venise pour la protéger de l'Empereur et de l'Espagne.

En 1609, une trêve de douze ans sans conditions est conclue avec le roi d'Espagne. Aussitôt la nouvelle République est reconnue diplomatiquement par la France, l'Angleterre et Venise.

Quand la trêve de douze ans échoit, on est en pleine guerre de Trente Ans (1619-1648). La guerre de Trente Ans opposa les Habsbourgs, les deux branches de la famille, celle de Madrid armant celle de Vienne, à leurs nombreux ennemis de toutes sortes (peuple tchèque, princes protestants d'Allemagne, République des Provinces-Unies, République de Venise, absolutismes danois, suédois et français). Sans cesse à nouveau les Habsbourgs parurent victorieux. Et les Provinces-Unies de subventionner tous leurs ennemis. On discuta dans les

Provinces-Unies d'envoyer une flotte au Pérou pour soulever les Incas contre leurs maîtres espagnols. On préféra conquérir le Brésil et ses plantations de canne à sucre.

Finalement, l'Espagne, en profond déclin économique, et secouée en 1640-1647 par les révolutions du Portugal, de Catalogne, de Naples et de Sicile, ne put plus soutenir l'ampleur de ses engagements militaires planétaires et demanda la paix. L'absolutisme français, nouveau leader de la coalition anti-Habsbourg, émergeait comme le candidat à l'hégémonie européenne. Paradoxalement, la menace française contraignait maintenant l'Espagne à rechercher l'alliance des Provinces-Unies pour protéger les Pays-Bas espagnols, l'actuelle Belgique, de la conquête française qui menace. Et dans les décennies suivantes la France lui enlèvera l'Artois (Arras) et des parties des Flandres (Lille, Dunkerque) et du Luxembourg. Durant la guerre de Trente ans, les armées des Provinces-Unies avaient reconquis Bois-le-Duc ('S Hertogenbosh) en Brabant et Maastricht en Limbourg. Et à ce jour, la frontière entre les Pays-Bas et la Belgique n'est pour l'essentiel rien d'autre que la ligne du front de 1648.

De 1643 à 1648 se tiennent à Osnabrück et Münster les conférences internationales qui organisent l'Europe en fonction des nouveaux rapports de force issus de la défaite espagnole, dans ce qu'on a appelé les traités de Westphalie. Par le traité de Münster du 30 janvier 1648, l'Espagne reconnaît enfin l'indépendance de la République des Provinces-Unies. Il a fallu 80 ans de révolution et de guerre.

L'âge d'or de la République

Jusqu'à la révolution française de 1789, la République des Provinces-Unies fera l'admiration des penseurs progressistes européens; au XVIIIe siècle, les philosophes des Lumières : une république (certes oligarchique et non démocratique, mais qui est démocrate chez les Lumières?), une république très prospère, sur le plan religieux d'une diversité et d'une tolérance insolite, même à l'égard des catholiques qui restent un tiers de la population et la majorité dans les campagnes (la géographie religieuse est très différente selon les régions), un refuge pour les juifs, en particulier espagnols et portugais, une liberté de presse et d'édition inouïes.

Le XVIIe siècle est le siècle d'or des Provinces-Unies qui sont à l'avant-garde de la culture et de la science européennes. Un siècle d'or marqué par des noms tels que ceux de Simon Stevin (1548-1620), ingénieur et mathématicien, et précepteur de Maurice d'Orange, de Hugo Grotius (1583-1645), juriste et fondateur du droit international, du physicien Christian Huyghens (1629-1695) (pendule appliqué à l'horloge, les anneaux de Saturne, la distance des étoiles, la réfraction de la lumière...), Leeuwenhoek (1632-1723), l'inventeur du microscope et microbiologiste, le grand philosophe Baruch Spinoza, juif espagnol (1632-1677), l'anatomiste et naturaliste Jan Swamerdam (1637-1680). C'est l'opticien Zaccharie Jansz de Middlebourg qui met au point la lunette qui permet à Galilée (1564-1642) de découvrir les satellites de Jupiter.

L'université de Leyde est le centre de cette floraison intellectuelle. On y vient de toute l'Europe.

Les Provinces-Unies donnent asile aux penseurs que les censeurs et les policiers des royaumes absolutistes forcent à l'exil : les français René Descartes (1596-1650) et Pierre Bayle (1647-1706) ou le tchèque Jan Comenius (Jan Komensky, 1592-1671). Jusqu'à la révolution française de 1789, les imprimeries des Provinces-Unies imprimeront la littérature interdite, grande et petite, de tous les pays d'Europe.

VII. La lutte des partis dans la République des Provinces-Unies 1590-1747

A Maurice d'Orange a succédé comme stadhouder en 1625 son frère Frédéric-Henri (1584-1647). Investis de l'aura du père fondateur, les princes d'Orange vont se succéder de père en fils en une véritable dynastie, qui occupe à ce jour le trône des Pays-Bas. Le prince d'Orange, stadhouder, régnait-il donc sur la République des Provinces-Unies?

La réalité était complexe. Le prince d'Orange n'est un magistrat de la République tout entière, élu par les Etats généraux, qu'en tant que capitaine-général des armées. Par ailleurs, il est stadhouder de certaines provinces individuelles, la Hollande, la Zélande, Utrecht, la Gueldre et l'Overijssel, formellement comme à l'époque où le stadhouder, comme son nom l'indique, représentait le roi. Mais il est dorénavant élu par les Etats de la province. Selon les époques, un de ses cousins est stadhouder de Frise et de Groningue. En droit, il n'est donc qu'un magistrat exécutif élu, soumis aux Etats provinciaux et généraux. En fait, il jouit par moments d'un pouvoir plus ou moins dictatorial : par son contrôle de la force armée, par ses pouvoirs de nomination, de patronage, d'influence, par la richesse de sa famille et ses connexions internationales, et parce qu'il est chef de parti. Pendant près de deux siècles, la vie politique de la République sera structurée par la lutte permanente de deux partis :

- Le parti des patriciats municipaux, de Hollande principalement, la province de loin la plus riche. C'est le parti des "régents" : républicain, décentralisateur, jaloux des prérogatives et particularismes des municipalités, des Etats provinciaux, des Etats généraux, orienté vers les intérêts commerciaux et bancaires.

- Le parti orangiste, le parti de la noblesse, mais aussi des plébéiens, des réfugiés du Sud, centralisateur, orienté vers la reconquête de la Belgique, mais également populiste et réformateur des municipalités, proposant plus de justice fiscale et soutenant les corporations de bourgeois contre les patriciats.

En matière religieuse, le parti des régents est pour un calvinisme ouvert et tolérant, les orangistes pour un calvinisme puriste et autoritaire.

Le stadhoudérat est certainement une institution tout à fait différente des monarchies européennes, une sorte de présidence de la république improvisée à partir d'une institution préexistante à la révolution. Mais, héréditaire

dans une famille princière, le stadhoudérat va exprimer également, sous la forme d'une tendance à une restauration monarchique, l'adaptation d'une république bourgeoise isolée, à l'environnement européen absolutiste d'alors.

Mais pendant deux siècles il ne suffira pas à chaque prince d'Orange d'hériter son rôle comme les rois; il doit être élu à ses fonctions et il y réussit comme chef démagogique d'un parti populaire. Par deux fois le parti des régents réussira à abolir le stadhoudérat et à refouler la famille d'Orange dans une vie de particuliers fastueux : de 1651 à 1672 et de 1702 à 1747. Par deux fois le stadhoudérat sera restauré en période de danger d'invasion étrangère, française en l'occurrence.

Mais lors de sa prise de pouvoir en 1747, Guillaume IV d'Orange s'empresse de ne pas appliquer le programme de réformes démocratiques sur lequel le mouvement plébéien a imposé son élection. Au lieu de démocratiser les municipalités, il se contente de purger les régents les plus corrompus. Il ne rétablit pas les corporations d'artisans, et au lieu de remplacer les impôts indirects par un impôt personnel sur la richesse, il se contente de supprimer l'affermage des impôts. Orangistes et régents sont enfin réconciliés dans la solidarité des opulents.

VIII. L'évolution de la démocratie bourgeoise aux Pays-Bas après 1776

Deux siècles ont passé, l'Europe occidentale est transformée par une expansion sans précédent de l'économie capitaliste, par les nouvelles techniques agricoles et par la révolution industrielle qui commence. Le temps est bien loin où le réformisme politique et culturel se formulait en termes religieux. Il se formule maintenant dans le langage strictement laïque et rationaliste des philosophes des Lumières. La vieille République des Provinces-Unies est en déclin économique relatif. A sa naissance son audace novatrice avait fait scandale. En cette fin de XVIIIe siècle, se distingue-t-elle vraiment encore de l'ordre établi européen des privilèges et de l'absolutisme que va bouleverser la révolution française?

Le parti plébéien démocratique hollandais ne sera plus jamais orangiste. Dans la dernière moitié du XVIIIe siècle, va se former un troisième parti formé d'intellectuels éclairés, bourgeois ou nobles, qui sont issus du parti des régents et rompent avec lui sous l'influence des Lumières; un parti qui se bat à la fois pour l'élargissement du suffrage dans les municipalités et les Etats et pour l'abolition du stadhoudérat. C'est le parti dit des "patriotes'. Quand les Provinces-Unies aident la révolution américaine de 1776, les "patriotes" en profitent pour mener une campagne de presse et d'assemblées publiques, organisent même des corps francs, s'emparent de nombreuses municipalités et proposent en 1785 une constitution inspirée de celle des Etats-Unis. Le prince d'Orange (Guillaume V, 1748-1806) doit fuir, mais en 1787, l'armée de son beau-frère, le roi de Prusse, occupe le pays pour le réinstaller au pouvoir.

Les "patriotes" doivent s'exiler. Ils reviendront en 1795 avec les armées de la révolution française et ils seront les Jacobins de la République batave. Mais on est déjà après Thermidor et quand la gauche des patriotes est sur le point de faire passer le suffrage universel dans la constitution de la République batave (1798), le Directoire de la République française s'empresse d'y mettre le hola.

A la chute de Napoléon en 1814, les Alliés victorieux font du prince d'Orange le roi des Pays-Bas (Guillaume 1er, 1772-1843). Ce ne sont plus exactement les mêmes Pays-Bas. Le droit foncier a été purgé de ses survivances féodales, l'école et l'administration réformées à l'inspiration française. Il y a la conscription et le Code civil napoléonien. La transformation classique des pays vraiment touchés par la révolution française : Savoie-Piémont, Suisse, Belgique, Pays-Bas, Pays rhénans. Guillaume Ier inaugure une monarchie constitutionnelle autoritaire au suffrage étroitement censitaire dont l'évolution jusqu'à nos jours sera pour l'essentiel conforme au type général de l'Europe occidentale. Le congrès de Vienne de 1815 avait réunifié les Pays-Bas par la fusion avec la Belgique. Mais deux siècles de séparation avaient cristallisé trop d'intérêts différents. La Belgique se soulève en 1830 pour se séparer. Au moment où l'Europe est secouée par les révolutions de 1848, les libéraux hollandais peuvent accéder tranquillement au gouvernement et instituer une constitution plus généreuse. Mais le suffrage universel ne sera obtenu, comme ailleurs, que sous la pression du mouvement ouvrier. En 1887, un premier élargissement du suffrage fait passer les électeurs de 100.000 à 350.000. Le suffrage universel mâle est obtenu en 1918, le droit de vote des femmes en 1922. Cela posait d'ailleurs des problèmes religieux qui renvoyaient le lointain écho de la révolution du XVIe siècle : l'industrialisation et l'exode rural avaient fait du paysan traditionnellement catholique un ouvrier. Concéder le droit de vote aux ouvriers voulait dire le concéder à un nombre accru de catholiques. D'où le raidissement d'un conservatisme calviniste de plusieurs variantes et cette multiplicité, jusqu'à ce jour, de partis bourgeois confessionnels aux Pays-Bas.

Le parlement néerlandais s'appelle aujourd'hui encore les Etats généraux. Et les Pays-Bas actuels célèbrent très officiellement la révolution de 1568-1648 comme l'épopée fondatrice de leur nation.

☞ *Nouveau : un recueil de textes sur la révolution française*

L'Autre révolution

par Etienne Balibar, Denis Berger, François Dosse, Florence Gauthier, Georges Labica, Michael Löwy et d'autres, à paraître chez La Brèche, Paris, en mai 1989. "Son projet est de contrer le consensus mou qui se fait aujourd'hui sur la Révolution, autour de la vision défendue par Furet, à l'occasion du bicentenaire" (Jean Naudin).

III. La révolution anglaise 1640-1660

I. L'Angleterre au début du XVIIe siècle

A la veille de la révolution, l'Angleterre est un royaume plutôt petit d'environ 6,5 millions d'habitants, dont la très grande majorité sont paysans. Le XVIe siècle a été en Europe une période d'intense expansion économique stimulée par l'arrivée massive de l'argent extrait dans l'Amérique espagnole et par le perfectionnement des techniques, dans l'esprit scientifique de la Renaissance, principalement les arts des ingénieurs civils, navals et miniers. L'Angleterre appartient à ce nouveau pôle de développement économique d'Europe du Nord, centré sur les Pays-Bas, qui supplante l'Italie. Principaux exportateurs européens de draps et d'équipements navals, les marchands hollandais et anglais enlèvent aux Espagnols une part croissante du commerce avec l'Amérique espagnole.

Depuis le Moyen-Age, le principal produit d'exportation anglais est le drap de laine, principalement mais non exclusivement vers les Pays-Bas. Cette industrie d'exportation étend dans les campagnes l'élevage des moutons. Filage et tissage sont des industries qui s'accroissent, avec le développement, au-delà de l'artisanat traditionnel des villes, du travail à domicile à la campagne (ouvriers-paysans) et des manufactures. Parallèlement, d'autres exploitations agricoles se spécialisent dans la production commerciale de céréales, de produits laitiers ou de viande pour approvisionner la partie de la population désormais vouée à la production et à la transformation de la laine. Une première division du travail s'établit, entraînant l'apparition d'un marché intérieur assez important.

Les années 1620 voient le développement des "nouvelles draperies" *(new draperies)*, tissus plus légers qui connaissent, malgré la récession européenne des années 1620-1630, un succès à l'exportation en Méditerranée. L'expansion de l'industrie drapière est la plus forte dans des régions de campagne qui échappent aux strictes régulations corporatives des villes. Ainsi, l'Est (East Anglia) et le Nord (Lancashire et Yorkshire). Mais cela se fait sous le contrôle des grands marchands drapiers de Londres qui prêtent les capitaux et fixent les prix par leur quasi monopole d'achat. Le même phénomène se produit avec l'expansion de la métallurgie autour de Birmingham, ville où les corporations sont sans force. Londres, principal port du royaume, est une gigantesque capitale d'un petit pays, 450.000 habitants environ vers 1640, soit un douzième de la population du royaume, alors qu'aucune autre ville anglaise n'a plus de 25.000 habitants. Londres traite les 7/8 du commerce anglais. Le principal combustible dès la fin du XVIe siècle y est déjà le charbon transporté par bateau depuis Newcastle, où son extraction, qui de surface devient souterraine, exige de grands capitaux. Et le charbon alimente des industries elles aussi très onéreuses : briqueteries, brasseries, verreries, tanneries, savonneries.

En rompant avec Rome, le roi Henri VIII (1509-1547) a confisqué, puis vendu, les immenses terres de l'Eglise et des couvents. Alors que la noblesse féodale anglaise avait été décimée par la guerre civile dite "des deux Roses" (1455-1485), elle est bouleversée ainsi par un influx massif de nouveaux propriétaires fonciers d'origine bourgeoise dont une large proportion est généreusement anoblie par les rois, contre finances. Avec l'industrie de la laine et l'approvisionnement en denrées de l'énorme capitale, toutes ces raisons réunies ont entraîné, au moins dans tout le sud-est du pays, une profonde commercialisation de l'agriculture anglaise.

Comparé au schéma féodal dominant sur le continent européen, et dans le Nord et l'Ouest de l'Angleterre, la structure sociale du village anglais est en train de se transformer. A côté des paysans libres, c'est-à-dire propriétaires de leur terre *(freeholders)*, la majorité des paysans étaient les descendants des serfs affranchis au Moyen-Age. On les appelle sur le continent paysans "censiers" parce qu'ils paient un "cens" annuel à leur seigneur ou "emphytéotes" parce que leur droit à leur terre est éternel et héréditaire mais relatif, chargé de "servitudes" ou de "droits féodaux" que sont les paiements au seigneur du "cens" et des droits de mariage, d'héritage, etc... En Angleterre on les appelle *copyholders* parce qu'ils sont censés détenir une copie du contrat originel qui liait leur ancêtre et ses descendants à leur seigneur.

En Angleterre, dans une mesure plus grande que sur le continent, des nobles gèrent eux-mêmes leurs terres dans un esprit commercial et cherchent à remplacer leurs paysans censiers par des fermiers avec un bail à ferme court de 6 ou 9 ans, en expulsant leurs censiers.

L'absolutisme déficient

Au Moyen-Age, l'Etat royal anglais avait été le plus centralisé d'Europe. Au XVIe et XVIIe siècles, quand les royaumes européens, France et Espagne en tête, constituèrent leurs appareils d'Etat absolutistes, la monarchie anglaise ne put produire qu'un absolutisme incomplet. Au XIIIe siècle, quand furent institués dans tous les royaumes les Etats généraux, la noblesse anglaise put obtenir pour le Parlement des compétences particulièrement étendues, à la différence de la plupart des autres royaumes : non seulement le droit de voter les impôts, mais aussi celui de voter les lois et celui de démettre et juger les fonctionnaires royaux. La centralisation précoce de l'Etat dans un petit pays avait engendré un constitutionnalisme particulièrement actif chez une noblesse qui n'avait pas la possibilité, comme sur le continent, d'exprimer son insubordination par le

séparatisme dans ses principautés.

Dès la fin du XVe siècle, et jusqu'à la révolution, il y eut un vrai absolutisme anglais dont l'apogée furent les règnes de Henri VIII (1509-1547) et surtout de sa fille Elizabeth Ière (1558-1603). Comme ailleurs, cet absolutisme reposa sur une mise à l'écart des Etats généraux (soumission par une politique royale de corruption et d'intimidation, espacement des réunions, absence de réunions pendant des décennies). Mais dans les trois instruments étatiques qui définissent l'absolutisme, la bureaucratie, les impôts permanents et l'armée permanente, l'absolutisme anglais présenta de sérieuses déficiences :

- la bureaucratie est très peu nombreuse; depuis le Moyen-Age les fonctions locales de justice et de gouvernement sont assumées par les nobles locaux, en "amateurs";
- à la différence des autres monarchies d'Europe, les rois d'Angleterre n'ont jamais obtenu du Parlement la création d'impôts non soumis à des votes de renouvellement par le Parlement, quoique Elizabeth Ière ait exercé de facto le droit de prélever les droits de douane sans vote du Parlement. Au début du XVIIe siècle, la charge fiscale anglaise était inférieure à la moitié de la charge fiscale française, ce qui a stimulé d'autant plus l'accumulation du capital;
- les impôts étaient faibles, non seulement parce que le Parlement était fort, mais également parce que l'absence de menace militaire terrestre sérieuse dans une île n'avait jamais imposé la création d'une armée permanente. La force militaire de l'Angleterre depuis Henri VIII était dans sa marine. Mais une marine ne remplace pas une armée permanente. Elle ne peut pas servir de force de répression et elle est largement soumise à l'influence des intérêts commerciaux, des armateurs et marchands des ports.

Une Eglise d'Etat instable

Le constructeur de l'absolutisme anglais, Henri VIII avait en 1534 détaché l'Eglise anglicane de Rome tout en voulant conserver le dogme ainsi que les institutions catholiques. Ce n'était pas là une décision exceptionnelle. Tous les absolutismes se sont assuré le contrôle de l'Eglise. Mais si les absolutismes espagnols et français ont pu se soumettre directement l'Eglise catholique, l'Espagne, dans une certaine mesure, s'étant, au XVIe siècle, soumis la papauté elle-même, les absolutismes les plus faibles et tardifs, d'Angleterre, du Danemark, de Suède, de Saxe et de Brandebourg (la future Prusse) n'ont pu concrétiser la même soumission qu'en profitant de la Réforme protestante pour rompre avec Rome et compenser leur terrible manque d'argent en expropriant l'Eglise. Malgré tout son conservatisme religieux, Henri VIII avait été logiquement entraîné à réaliser le programme catholique réformiste dont plusieurs souverains européens avaient en vain rêvé : messe et Bible en langue vernaculaire, communion sous les deux espèces, abolition des couvents. Dans un pays où subsistaient vivaces dans la clandestinité ces précurseurs du protestantisme, les Lollards apparus au XIVe siècle, et à une époque où les intellectuels se tournaient en masse vers la Réforme, le schisme anglais ne pouvait qu'ouvrir la porte au luthéranisme et, surtout, au calvinisme, le plus populaire dans les couches cultivées européennes. Face à cette popularité, l'Eglise anglicane se révélait une construction hybride et fragile, sans cesse exposée de toutes parts au reproche d'inconséquence. Elizabeth Ière avait réussi à stabiliser l'Eglise anglicane, protestante dans le dogme, catholique dans certaines formes. Mais aux deux extrêmes de la société, elle se heurtait à des dissidences irréductibles : les tribus et les seigneurs irlandais restaient ouvertement catholiques, une minorité non-négligeable de seigneur féodaux anglais "à l'ancienne", avec leurs paysans, le restaient plus ou moins en cachette, surtout dans le Nord et l'Ouest du royaume; dans les villes, une forte minorité des couches cultivées, bourgeoises, petites-bourgeoises, de petite noblesse, quelques grands seigneurs intellectuels, étaient calvinistes, les "puritains". Tous ces dissidents, catholiques ou puritains, étaient officiellement persécutés mais trouvaient par moments des appuis jusqu'aux sommets de la hiérarchie anglicane, qui ne put jamais être homogène autour de principes définitifs.

La périphérie tribale indocile

A la mort d'Elizabeth Ière en 1603, sans héritiers directs, son lointain cousin le roi d'Ecosse Jacques Stuart devient roi d'Angleterre sous le nom de Jacques Ier. Ainsi étaient unis par la même personne deux royaumes très différents. L'Ecosse était très pauvre, très peu peuplée (moins d'un million d'habitants), mais possédait quelques villes non-négligeables. Sa vie politique était dominée par de grands magnats, à la fois chefs tribaux et seigneurs féodaux, qui gouvernaient, à la tête d'armées privées considérables, d'immenses principautés quasi indépendantes. C'était là une sorte de nobles éteinte en Angleterre depuis un siècle et demi au moins. En 1560, le calvinisme ou presbytérianisme, était devenu la religion officielle de l'Ecosse, par décision du Parlement écossais, révolté contre la mère de Jacques, Marie Stuart.

Depuis des siècles, les rois d'Angleterre se prétendaient rois d'Irlande, terre de tribalisme encore plus arriérée que l'Ecosse. Mais surtout l'Irlande était une terre de colonisation anglaise. Au Moyen-Age, les colons féodaux anglais s'étaient mêlés à la chefferie irlandaise pour former une noblesse particulariste qui restait farouchement catholique. Dès le XVIe siècle, les colons furent des entrepreneurs puritains anglais de rang modeste, dont l'implantation est favorisée par Londres de façon accrue après chaque révolte des Irlandais.

La petite noblesse anglaise dite "gentry"

Plusieurs particularités de l'Angleterre se résumaient dans une classe sociale typique : la petite noblesse, dite *gentry* par opposition à la haute noblesse dite *nobility*. Juridiquement, c'était simplement une petite noblesse comme ailleurs en Europe, vivant sur ses terres, n'était le fait que ses représentants au Parlement, au lieu de siéger avec la haute noblesse dans une chambre du 2ème Etat, siégeaient avec les représentants des villes,

le 3ème Etat (Tiers-Etat) dans la Chambre des Communes. (La Chambre des Lords se compose de 26 évêques et d'une centaine de grands seigneurs, les "pairs"; la Chambre des Communes de 90 députés des comtés, 400 des villes et 4 des universités). Dans les faits, l'anoblissement souvent récent de familles d'origine bourgeoisie, le caractère commercial de ses activités sur ses terres, l'absence d'emplois dans l'armée et la bureaucratie, avaient embourgeoisé dans une certaine mesure la petite noblesse anglaise. Elle défend ses privilèges juridiques, mais envoie ses fils cadets en apprentissage chez des marchands, et un grand nombre de ses membres (pas uniquement les cadets de familles) sont avocats, prêtres, médecins, professeurs, toutes choses inhabituelles, voire franchement impensables sur le continent. La *gentry* anglaise était devenue par certains aspects et dans certaines de ses couches, une espèce de bourgeoisie terrienne. Dans la révolution anglaise, il sera quasiment impossible de distinguer son rôle de celui de la bourgeoisie proprement dite, à laquelle elle est d'ailleurs liée par mille liens, tant d'affaires que de famille. Son poids dans l'Etat est considérable. Les plus entreprenants de ses membres ont été enrichis par la hausse des prix agricoles dès le XVIe siècle (de 1540 à 1640, le prix du blé en Angleterre a sextuplé). Comme les villes ont pris l'habitude de choisir parmi eux leurs députés à la Chambre des Communes, à cause de leur poids économique et de leurs relations d'influence politique, des membres de la *gentry* ne représentent pas seulement les comtés, mais également les villes. Bien qu'il y ait à la Chambre des Communes plus de sièges attribués aux villes qu'aux comtés, des membres de la *gentry* constituent donc la quasi-totalité des députés à la Chambre, à côté de quelques bourgeois, avocats et riches marchands. Mais plus de la moitié des députés aux Communes sont actionnaires de sociétés commerciales.

II. La tentative de durcissement de l'absolutisme (1603-1640)

Jacques 1er (1603-1625), puis son fils Charles Ier, s'appliquèrent méthodiquement à renforcer l'absolutisme. Malgré des chocs constants avec la majorité puritaine de la Chambre des Communes, ils parurent y réussir. Les Parlements ne leur votant pas d'impôts, ils lèvent de l'argent par des moyens para-légaux :

- en exploitant des vieux droits de la Couronne, comme le droit de gérer les terres d'un héritier noble pas encore majeur (Cour des tutelles), en obligeant des nobles à acheter des titres de noblesse, ou encore en vendant des titres de noblesse à des bourgeois, pour citer trois exemples de pratiques haïes par la *gentry;*
- en vendant à des groupes de marchands divers droits de monopoles économiques, pour citer un exemple de pratiques haïes par la masse de la bourgeoisie;
- en vendant à des gros entrepreneurs agricoles, nobles ou bourgeois, le droit de drainer des marais royaux pour les clôturer et les mettre en culture, pour citer un exemple de pratique haïe par les paysans.

Et tandis qu'ils renforcent les pouvoirs disciplinaires des évêques, chassent les curés calvinistes, et interdisent les écrits puritains, ils refusent d'engager l'Angleterre dans la guerre de Trente Ans (1618-1648) aux côtés des protestants allemands contre l'Espagne. Au contraire, ils flirtent avec la monarchie espagnole. Qui plus est, par désintérêt fondamental et manque d'argent, Jacques Ier et Charles Ier ne soutiennent pas la colonisation de l'Amérique du Nord, ni la Compagnie des Indes orientales dont les profits déclinent dans les années 1630, et refusent d'envoyer la flotte de guerre en Méditerranée pour protéger les marchands anglais qui y sont de plus en plus nombreux. Charles Ier conseille aux milieux marchands de se retirer de la Méditerranée.

La contestation de l'alliance espagnole dès les débuts du règne d'Elizabeth Ière au siècle passé, avait marqué l'irruption des intérêts commerciaux dans la définition de la politique étrangère anglaise. Par réaction, et vu que l'absolutisme espagnol était à la fois modèle, gendarme européen et potentiel pourvoyeur de fonds de l'absolutisme, toute politique absolutiste anglaise inclinait vers l'alliance espagnole.

Jacques Ier se disputa durant tout son règne avec ses Parlements. Il avait dû dissoudre celui de 1622 sans aucun impôt voté, car les Communes exigeaient une déclaration de guerre à l'Espagne.

L'absolutisme semble triompher 1628-1640

Le premier Parlement de Charles Ier en 1626 est dissout par le roi sans avoir voté les droits de douane. Charles les collecte quand même avec succès, et prélève un emprunt forcé. L'année suivante, il emprisonne cinq membres de la *gentry* qui ont refusé de payer l'emprunt forcé, et réussit à les faire condamner par les tribunaux, marquant ainsi la soumission au gouvernement royal non seulement des tribunaux de prérogative royale, la Cour de la Chambre étoilée (Court of Star Chamber) et la Cour de Haute Commission (Court of High Commission, spécialisée dans les affaires religieuses), mais également des tribunaux ordinaires, de "droit commun" (Common Law), King's Bench et Court of Common Pleas, censés aux yeux du Parlement appliquer non la volonté du roi mais les lois du royaume, selon lesquelles un emprunt forcé n'est qu'un impôt déguisé, illégal si le Parlement ne l'a pas voté. Les tribunaux de droit commun avaient résisté au roi dans les années 1620. Des purges successives de juges les ont soumis dans les années 1630.

Le deuxième Parlement contre-attaque en 1628. La Chambre des Communes présente au roi la "Pétition des droits" qui condamne les arrestations arbitraires et les taxes non votées par le Parlement. Le roi accepte la pétition et négocie un compromis qui lui assurerait un vote d'impôts. Le compromis échoue. La Chambre des Communes critique également les innovations religieuses favorisées par le pouvoir. Le roi dissout ce Parlement à son tour. A l'annonce de la dissolution, les leaders de l'opposition des Communes, les députés Sir John Eliot, Denzil Holles et John Valentine maintiennent de force le Speaker (président de la Chambre) sur

sa chaise afin de faire voter par la Chambre une protestation (2 mars 1629). Ils seront arrêtés. Sir John Eliot mourra à la Tour de Londres en 1632 et Valentine ne sera libéré que par le Parlement victorieux de 1640.

Charles Ier ne convoquera plus de Parlement pendant onze ans. Onze années pendant lesquelles l'absolutisme de Charles Ier paraît triomphant. Partisans du roi et opposants puritains, comme les observateurs étrangers, sont convaincus que le Parlement anglais ne sera plus jamais réuni, qu'il va tomber en totale désuétude, à l'image des Etats généraux du Royaume de France, réunis pour la dernière fois en 1614 (la comparaison est faite couramment à l'époque, et les Etats généraux français ne seront plus jamais réunis jusqu'en 1789!) En 1634, Charles Ier crée l'impôt "Ship Money", prélevé sur les villes côtières, prétendument pour financer la flotte. En 1635, il l'étend sur les villes de l'intérieur. Le "Ship Money" est collecté année après année avec succès, dans la soumission générale. En 1628, Charles Ier s'est assuré les services d'un des leaders du centre des Communes de 1626, Sir Thomas Wentworth, d'abord comme président du Conseil du Nord à York , puis "Lord Deputy", c'est-à-dire Vice-roi, d'Irlande, où il écrase une enième révolte. Fait comte de Strafford, il est vu par ses contemporains comme un possible Richelieu de l'absolutisme anglais.

En 1633, à la mort de l'archevêque Abbot, calviniste notoire, Charles Ier nomme William Laud (1573-1645) archevêque de Canterbury et primat d'Angleterre. D'origine sociale petite-bourgeoise, Laud est le maître à penser d'un groupe de jeunes théologiens anti-calvinistes qui inclinent vers certains aspects du catholicisme, en particulier un nouveau cérémonialisme. L'archevêque Laud accentue la purge des curés calvinistes et renforce la censure des écrits, fait enseigner en chaire le droit divin des rois, réintroduit calices, chandeliers d'or et vêtements somptueux dans l'office religieux et fait séparer l'autel des fidèles par une barrière. Dans le gouvernement de Charles Ier, Strafford et Laud constituent le parti du *thorough* (à fond, jusqu'au bout); l'expression est de Strafford.

L'opposition puritaine

Les critiques sont durement frappés. En 1637, l'avocat William Prynne, le révérend Henry Burton et le Dr. John Bastwick qui ont publié des dénonciations de la politique religieuse laudienne sont jugés par la Cour de la Chambre étoilée, mutilés (nez et oreilles) et emprisonnés à vie.

En février 1638, la Chambre étoilée condamne un jeune intellectuel de 24 ans, **John Lilburne** (1614-1657). Fils cadet d'un gentilhomme de Durham, il est drapier de profession. Il sera plus tard le principal leader des niveleurs. Arrêté à son retour des Pays-Bas, il est accusé d'avoir organisé l'importation de littérature subversive imprimée en Hollande, dont les ouvrages du Dr. Bastwick. Il est fouetté en public, mis au pilori à Westminster, et, puisqu'il a harangué la foule depuis le pilori, il est mis aux chaînes dans un cul de basse fosse.

Par contre, les nobles catholiques reçoivent des faveurs de Charles Ier dont l'épouse Henriette-Marie est catholique, puisqu'elle est la sœur du roi de France. A tel point qu'en 1640, un membre sur cinq de la Chambre des Lords est catholique.

Succédant à l'intense expansion économique du XVIe siècle et du début du XVIIe siècle, les années 1620-1630 sont en Europe une période de dépression économique, aggravée par les ravages de la guerre de Trente Ans, tandis que le climat se refroidit dans ce qui va être le "Petit Age glaciaire", multipliant les mauvaises récoltes.

Découragés, de nombreux puritains émigrent. En Irlande, et surtout en Hollande et en Nouvelle-Angleterre. On est au début de la colonisation anglaise de l'Amérique du Nord : la colonie de Virginie est fondée en 1624, et celle du Massachussetts en 1629. Plusieurs leaders puritains s'y réfugient. Loin de Londres, les puritains font du Massachussetts une espèce de petite république conforme à leurs idéaux. C'est d'ailleurs une compagnie réunissant des marchands et entrepreneurs puritains de Londres pour la colonisation de l'Amérique, la Providence Island Company, qui organise secrètement une résistance en Angleterre. C'est la Providence Island Company, dont le trésorier est John Pym (1583-1643) qui avait été membre du Parlement de 1625, qui organise le refus d'un de ses riches membres, John Hampden, de payer le "Ship Money". Au terme d'un procès retentissant, Hampden est condamné en 1637, au grand scandale de tous les possédants. La Providence Island Company par ailleurs est la plus active et généreuse parmi ces sociétés commerciales de Londres principalement, qui créent des fondations pour payer des prédicateurs calvinistes (souvent des curés purgés par la hiérarchie) qu'elles installent à côté du curé laudien dans leurs paroisses ou dans des paroisses lointaines. Envers et contre les interdictions et les poursuites de l'archevêque Laud, c'est un réseau qui est ainsi créé. Ainsi, la corporation des merciers de Londres finance un prédicateur pour Huntingdon, petite ville à 20 miles de Cambridge, où un certain Olivier Cromwell est en train de lutter contre la nouvelle charte royale de la ville, plus oligarchique et soutient les paysans du voisinage contre le drainage des marais, où ils font paître leurs bêtes, par des entrepreneurs qui en ont acheté le privilège au roi.

Olivier Cromwell, né en 1599, avait été membre de la Chambre des Communes du Parlement de 1628. Calviniste pieux, de petite noblesse, mais allié à des grandes familles aristocratiques, avec une formation universitaire inachevée, il a vécu assez pauvre d'une exploitation agricole jusqu'à un héritage en 1636. Il est lié à John Pym et plusieurs de ses parents sont sociétaires de la Providence Island Company. Il a lui aussi fait des préparatifs pour rejoindre la Nouvelle Angleterre.

III. L'absolutisme s'écroule 1640-1642

Charles Ier va trébucher sur l'Ecosse. Il a tenté d'y introduire une réforme religieuse qui renforce les faibles pouvoirs des évêques écossais, et surtout une nouvelle liturgie inspirée de la liturgie anglicane. Le royaume d'Ecosse se soulève. En février 1638, nobles et bourgeois réunis prêtent serment par une déclaration solennelle, le "Convenant national", d'exiger un rétablissement intégral du presbytérianisme dans sa forme originelle en abolissant l'épiscopat. Le mouvement est entièrement dominé par les grands féodaux écossais.

Charles Ier lève une armée pour aller réprimer l'Ecosse. Cette armée se fait battre et le roi doit signer le traité de Berwick (juin 1639). Mais les négociations sont rapidement rompues et la guerre à la frontière reprend. Pressé par le manque d'argent pour faire face à des dépenses de guerre, Charles Ier convoque le Parlement anglais, en avril 1640. Le Parlement n'accepte aucune exigence royale, entreprend d'enquêter sur la légalité des actes du roi durant les onze années précédentes et négocie secrètement avec les Ecossais. Il est dissout après trois semaines et les leaders de l'opposition parlementaire sont mis en prison, dont John Pym. L'armée écossaise occupe Newcastle et Durham et semble pouvoir avancer plus profondément en Angleterre. L'armée royale, mal payée, menace de se mutiner. La ville de Londres refuse un prêt au roi. Seule l'Eglise lui offre un subside. Des pétitions affluent de tout le pays demandant une nouvelle convocation du Parlement. Parmi elles, il en est une qui fait sensation, elle est signée par douze pairs (28 août 1640). Charles Ier tente de biaiser en convoquant la Chambre des Lords seulement, sous le nom de "Grand Conseil du Royaume", et loin de Londres, à York. Mais les Lords lui conseillent de réunir le Parlement dans les formes. Le roi est à bout d'expédients. Il cède et signe un nouvel accord avec les Ecossais qui l'obligent à payer leur armée d'occupation dans le Nord. Le Parlement se réunira le 7 novembre 1640.

L'ouverture de la crise révolutionnaire

Les élections à la Chambre des Communes se déroulèrent cette fois-là dans les conditions inhabituelles d'une extraordinaire effervescence populaire. Seule une minorité avait le droit de vote, mais cette minorité s'était considérablement accrue. Des décennies d'expansion économique et d'inflation avaient sérieusement démocratisé le seuil légal des 40 shillings en vigueur dans les comtés; dans plusieurs villes tous les membres des corporations avaient le droit de vote, voire tous les habitants mâles adultes. En outre, en plusieurs endroits, des foules sans droit de vote firent irruption dans les assemblées électorales ou firent pression de l'extérieur. Pour la première fois, l'élection fut contestée, c'est-à-dire qu'il y avait plus qu'un candidat par siège, dans 70 des 259 circonscriptions. Partout où le peuple était actif, c'est-à-dire tout autour de Londres, des candidats oppositionnels furent élus aux dépens des candidats de la Cour.

Dès que le Parlement fut en session, l'opposition parlementaire emmenée à la Chambre des Communes par John Pym, John Hampden, Denzil Holles (1598-1680) et Edward Hyde (1609-1674), et à la Chambre des Lords par les comtes de Manchester, Essex et Warwick, prit sa revanche sur onze années de gouvernement personnel. On entreprit de démanteler l'édifice de l'absolutisme : Prynne, Valentine, Burton, Bastwick et Lilburne furent remis en liberté, le comte de Strafford et l'archevêque Laud mis en accusation et arrêtés. Strafford était particulièrement craint. On savait qu'il conseillait au roi une politique de force et on redoutait l'armée qu'il avait constituée en Irlande. Des projets de loi sont déposés, prévoyant la convocation du Parlement tous les trois ans (voté le 15 février 1641 à la quasi-unanimité), interdisant sa dissolution sans son accord (voté le 10 mai 1641), abolissant les cours de Chambre étoilée et de Haute Commission (voté le 5 juillet 1641), déclarant illégal le "Ship Money" (voté le 7 août 1641). Tous les monopoles économiques sont abolis, sauf celui des plus importantes compagnies commerciales comme les Merchant Adventurers (drapiers exportateurs) et la Compagnie des Indes; est abolie aussi la ferme des impôts universellement détestée; les monopolistes et fermiers d'impôts sont expulsés du Parlement (douze sur les vingt-deux plus riches marchands et financiers qui sont les députés de Londres). Ces décisions sont votées à de très grandes majorités et le roi est contraint de signer ces lois.

Mais le Parlement délibère sous la pression de la rue. Dès novembre 1640, une pétition circule parmi les bourgeois de Londres, réclamant la suppression "racines et branches" (Root and Branch Petition) de l'épiscopat et de toutes les innovations religieuses laudiennes, qualifiées de "papistes". Elle recueille 15.000 signatures. Mille cinq cent personnes (surtout de respectables bourgeois) viennent en cortège la déposer à la Chambre des Communes, conduits par l'échevin Isaac Pennington (1587-1661), député de Londres et riche marchand-drapier puritain. Le 23 décembre, une pétition au contenu analogue, mais formulée en termes plus virulents, est déposée, accompagnée d'un cortège de plusieurs milliers d'artisans et apprentis. Elle a recueilli 30.000 signatures et a été lancée par des milieux plus plébéiens que la précédente. La Chambre des Lords, le roi et le Municipalité ont essayé d'en empêcher la récolte et le dépôt. Le 21 avril 1641, ce sont 20.000 à 30.000 signatures exigeant la mise en jugement de Strafford, "Black Tom Tyrant" (Thomas le Noir Tyran). Les Communes exigent sa condamnation à mort, mais ce sont les Lords qui ont la compétence de le juger. La Chambre des Lords refuse d'abord énergiquement. Jour après jour, les Lords font leur entrée entre une haie de milliers de manifestants criant "Justice contre Strafford et tous les traîtres". Les Lords finissent par céder et ils votent la mort le 10 mai. Les conseillers du roi lui conseillent alors de signer ce jugement dans l'espoir par là de tout apaiser. Le roi finit par signer et Strafford est décapité sur la prairie derrière la Tour de Londres, devant une assistance de dizaines de milliers de spectateurs.

Les Communes réclament l'exclusion des évêques de la Chambre des Lords, ce que la Chambre des Lords refuse le 8 juin, et elles entreprennent de discuter en juillet 1641 une loi sur la réforme de l'Eglise et en septembre une résolution sur les "innovation ecclésiastiques". Durant l'été 1641, il y a la peste à Londres. Les riches quittent la ville et les pauvres meurent. La tension sociale s'accroît. L'automne voit à Londres et dans plusieurs villes une vague d'émeutes iconoclastes : des bandes de plébéiens radicalisés détruisent les ornements dans les églises, chandeliers, vitraux, cassent les barrières séparant le chœur de l'assistance, et arrachent aux prêtres leurs scapulaires et surplis "papistes", tandis que des prédicateurs haranguent les paroissiens.

La scission du Parlement

Un Edward Hyde et bien d'autres députés sont de plus en plus scandalisés que la majorité des Communes n'entreprenne rien pour réprimer les mouvements populaires, et au contraire les utilise comme levier. Alors que toutes les mesures anti-absolutistes du début de l'année 1641 ont été votées à de très grandes majorités de la Chambre des Communes, les débats sur les questions ecclésiastiques de l'automne voient la formation d'un parti de l'ordre formé de près de la moitié des Communes et de la majorité des Lords. Le roi, jusque-là presque totalement isolé, acquiert enfin un parti. Edward Hyde, qui change de côté en même temps que bien d'autres, en devient le leader le plus habile.

Alors que 59 députés aux Communes seulement ont voté contre la condamnation de Strafford, 149 vont voter contre la "Grande Remontrance" le 1er décembre 1641, et 236 finalement auront rejoint le roi quand la guerre civile aura éclaté l'année suivante.

En novembre arrive la nouvelle de la révolte de l'Ulster en Irlande, et de massacres de colons protestants par les Irlandais. La nouvelle suscite une grande panique dans les milieux puritains anglais. Car on craint que l'armée royale en Irlande, officiellement dissoute mais en réalité toujours existante, plutôt que de réprimer les révoltés de l'Ulster, s'allie à eux et se transporte en Angleterre pour permettre au roi de reprendre le dessus.

On discute de l'armée que le roi est censé lever pour aller rétablir l'ordre en Irlande. Le Parlement exige alors que les nominations civiles et militaires lui soient soumises. C'est évidemment inacceptable pour le roi qu'on cherche à lui enlever même ses compétences exécutives. Fort maintenant d'un parti, il durcit sa position. Les événements vont se précipiter. Le 22 novembre, les Communes votent "la Grande Remontrance" par 159 contre 148, manifeste qui explique en 204 articles les griefs contre quinze ans de "tyrannie." Pire, le 15 décembre, elles votent l'impression de ce texte. Edward Hyde dénonce cet "appel au peuple'". Le 21 décembre, les élections au "Common Council" de Londres, donnent une majorité à l'opposition puritaine. La Municipalité patricienne est renversée et un nouveau Lord-maire est élu, Isaac Pennington. Le roi refuse de confirmer son élection. Le 23 décembre, le roi nomme un nouveau commandant militaire de la Tour de Londres, le colonel Thomas Lunsford. La personnalité de ce militaire professionnel fait de cette nomination une véritable provocation. Les Lords ratifient la nomination, les Communes soutenues par pétitions et manifestations la refusent. Le roi accepte de le remplacer par un officier moins odieux et offre à Pym de devenir Chancelier de l'Echiquier, c'est-à-dire ministre des finances. Pym refuse.

Le 27, une manifestation de masse devant le Parlement exige l'expulsion des évêques et des Lords catholiques de la Chambre des Lords. Le colonel Lunsford, pourtant congédié, et ses officiers attaquent les manifestants l'épée à la main. Une centaine riposte avec des cailloux sous la conduite de John Lilburne. Les officiers ont de belles boucles frisées alors que les plébéiens ont les cheveux courts. On s'insulte. Les plébéiens se font traiter de "têtes rondes" et traitent les officiers de "cavaliers", qualificatif péjoratif qui évoque le jeune noble aventurier arrogant et brutal. Les deux partis en présence ont un nom. Le 28 et le 29 décembre, de nouvelles manifestations sous la conduite de John Lilburne empêchent physiquement les évêques de prendre leurs places dans la Chambre des Lords.

Le 4 janvier 1642, le roi tente un coup d'Etat. A la tête d'un détachement militaire, il vient personnellement à la Chambre des Communes pour arrêter cinq "meneurs" qu'il accuse de haute trahison : John Pym, John Hampden, Denzil Holles, William Strode, Sir Arthur Haselrig; de même à la Chambre des Lords le comte de Manchester.

Les députés visés se sont cachés et la Chambre des Communes décide de se transporter de Westminster à l'Hôtel de Ville de Londres (Guildhall). Le coup d'Etat royal est déjoué par la mobilisation des Londoniens et l'intervention de la milice bourgeoise. Le roi quitte Londres pour se réfugier à Windsor. La majorité des Lords et la minorité des Communes commencent à déserter progressivement le Parlement et à quitter Londres aussi.

Dès la fin de l'hiver, Charles Ier entreprend un voyage vers le Nord pour rallier ses partisans. Privé de ressources financières, ses dépenses sont prises en charge par les richissimes comtes de Newcastle, Southampton et Worcester, ce dernier le plus puissant des Lords catholiques. Le 5 février la Chambre des Lords finit par accepter l'exclusion des évêques. Le 13 février, le roi accepte même de signer la loi (Clerical Disabilities Act) qui exclut tout ecclésiastique de toute fonction temporelle, membre du Parlement, membre du gouvernement, juge de paix, etc. Ce sera la dernière décision du Parlement qu'il acceptera. Il refuse absolument la loi sur la milice qui confère au Parlement tout pouvoir sur l'organisation et les nominations militaires. Le Parlement est ainsi acculé à un acte révolutionnaire, malgré de vaines recherches d'un précédent dans les archives. Le 5 mars il donne force exécutive à sa loi, malgré l'absence de la signature du roi, en l'édictant comme "ordonnance" (The Militia Ordinance).

Le 1er juin, le Parlement adresse encore au roi dix-neuf propositions : en substance le Parlement promet de voter au roi d'abondants impôts aux conditions suivantes :

- tous les ministres du roi, tous les officiers civils et militaires, tous les juges sont nommés par le Parlement, ainsi que les précepteurs de ses enfants;
- les nominations de pairs doivent être ratifiées par le Parlement.

Le roi d'Angleterre serait ainsi réduit à une fonction symbolique, soumis à une suprématie parlementaire totale.

IV. La guerre civile 1642-1645

Le 12 juin 1642 le roi signe à York des ordres de mobilisation (Commissions of Array) qu'il adresse dans tout le royaume. Le 12 juillet le Parlement vote la levée d'une armée et nomme le comte d'Essex général et le comte de Warwick amiral de la flotte. Le 22 août le roi Charles Ier lève son étendard à Nottingham. La guerre civile anglaise a commencé.

Le pays divisé

De quoi sont faits les deux camps en présence à l'éclatement de la guerre civile?

Géographiquement les parlementaires tiennent Londres, le bassin londonien, l'Est (East Anglia), soit les régions économiquement les plus "modernes". Les royalistes la Cornouailles, le Pays de Galles et la Haute-Vallée de la Tamise (Oxford), le Nord, les régions dans l'ensemble les plus traditionnelles. Socialement et politiquement le roi a avec lui la majorité des Lords et à travers le pays indubitablement la majorité de la *gentry*. Mais beaucoup de nobles se retirent dans la neutralité sur leurs terres. Par contre, plusieurs Lords du Nord et de l'Ouest arrivent encore à amener à l'armée royale leurs paysans mobilisés, comme au Moyen-Age ou en Ecosse. On trouve aussi aux côtés du roi les grands financiers monopolistes et anciens fermiers d'impôts, les deux universités d'Oxford et de Cambridge, les patriciats des villes, et dans des villes petites et moyennes très traditionnelles, la hiérarchie des corporations, et parfois dans des régions manufacturières les ouvriers de patrons parlementaires. Le Parlement, lui, est soutenu par la bourgeoisie et les plébéiens de Londres et de sa région; les paysans libres et censiers de tout le Sud-Est; les drapiers de l'Est et du Nord, marchands-patrons, artisans-dépendants, et salariés, généralement tous réunis; les patrons, artisans et ouvriers charbonniers de Newcastle. Tout cela il faut le tempérer par la constatation que la majorité de la population anglaise, toutes classes sociales confondues, est probablement restée au fond neutre et a subi la guerre civile sans y participer. Militairement le roi a au départ peu de troupes, mais il a les seules unités constituées, issues de l'ancienne armée royale, et la *gentry* lui amène beaucoup de cavaliers et d'officiers. Il est rejoint par la large majorité des officiers professionnels anglais, qui viennent d'Irlande ou du continent où ils ont servi dans la guerre de Trente Ans comme mercenaires. Le Parlement a avec lui la flotte mais pas grand chose en fait d'armée. La milice urbaine de Londres, certes, mais peu de cavaliers, peu d'officiers expérimentés, par contre beaucoup d'argent pour acheter des canons.

Les historiens modernes, férus de statistique, ont cherché en vain des différences sociales entre les deux fractions du Parlement définitivement séparées à l'été 1642. Toutes les deux constituent un même échantillon des classes dominantes anglaise, lords, beaucoup de *gentry*, quelques bourgeois. Mais de façon fort intéressante la moyenne d'âge des royalistes est nettement plus jeune que celle des parlementaires.

Ce que le parti parlementaire a et que le parti royaliste n'a pas, c'est le support, certes bien inconfortable, d'une mobilisation populaire.

L'explosion populaire

L'été 1642 voit se propager à travers le pays une "grande peur" populaire. On a peur de "complots papistes", de débarquements d'Irlandais, qui s'apprêteraient à massacrer des puritains. En de nombreux endroits des foules de paysans et de plébéiens attaquent les maisons de membres de la *gentry* pour les empêcher de rejoindre l'armée royale, chassent des villes et villages les commissaires royaux qui amènent l'ordre de mobilisation du roi. De véritables insurrections populaires éclatent dès août 1642, par exemple à Colchester.

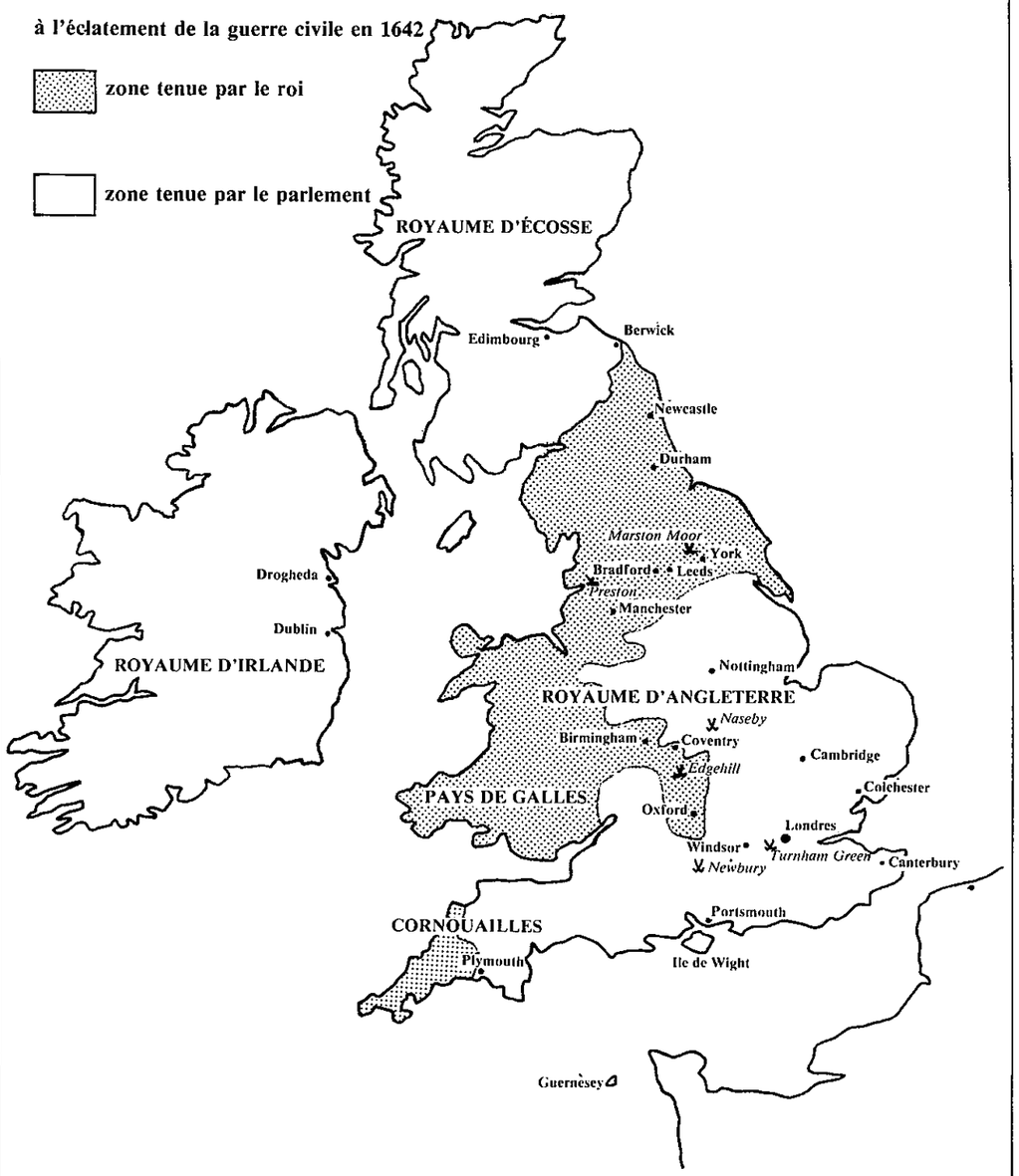
Huit mille apprentis de Londres s'enrôlent volontaires dans l'armée parlementaire. Les tisserands de Manchester obligent en septembre 1642, le comte de Derby de lever le siège de la ville. Coventry et Birmingham se soulèvent contre leurs Municipalités craintives pour empêcher l'entrée des royalistes. Birmingham était une ville sans statut de bourg, juridiquement un village, pas de députés au Parlement et pas de fortifications. C'était la capitale de la métallurgie la plus moderne, car sans corporations pour la réglementer. Un comité réunissant des couteliers, des forgerons, des verriers, des menuisiers, improvise une milice, des fortifications de fortune, une garde. On se bat héroïquement contre la cavalerie du prince Rupert du Palatinat, le neveu du roi et enfant chéri de l'armée royale.

L'insurrection est la plus massive dans les régions drapières du Nord (West Riding of Yorkshire). Des unités improvisées de paysans attaquent l'armée du comte de Newcastle. Quasiment seul parmi la *gentry* de la région, le riche Sir Thomas Fairfax (1612-1671) accepte, après de longues hésitations, de se mettre à la tête du mouvement. Il organise une armée, obtient des subsides des Municipalités, force en janvier 1643 le comte de Newcastle à lever le siège de Bradford et libère progressivement tout le Nord. "Faire comme à Bradford" va devenir le slogan des parlementaires radicaux, comme le proclame une brochure parue à Londres le 12 janvier 1643, *Plain English* (En simple anglais), qui eut beaucoup de retentissement et qui demande l'armement du peuple.

Quelle guerre?

A Londres le Parlement tente d'organiser l'effort de guerre. Des comités sont élus pour servir d'exécutif. L'âme et l'homme à tout faire en est John Pym, mais il mourra en décembre 1643. On essaie d'établir la coordination avec les comités de comtés qui, en province,

La révolution anglaise 1640-1660



réunissant des "notables" parlementaires, mais s'associant de plus en plus des hommes nouveaux, de moins haut rang, tentent de maîtriser "l'anarchie populaire" et de mobiliser de "vraies troupes". Une armée est créée mais la guerre coûte très cher. Des impôts directs sont levés, que les comités des comtés sont chargés de collecter. On introduit un impôt indirect, une taxe sur toutes les ventes, sur le modèle des Provinces-Unies. Au total une lourde fiscalité que gèrent sur mandat du Parlement, des comités de marchands et financiers londoniens qui avancent des fonds au Parlement.

Le roi est basé tout près de Londres, à Oxford, avec le gros de l'armée royale qui essaie à plusieurs reprises de marcher sur la capitale. Après une première bataille confuse à Edgehill (23 octobre 1642), Londres est sauvée en novembre 1642 par la milice urbaine sous le commandement de Philip Skippon, officier sorti du rang, à Turnham Green et de nouveau à Newbury en 1643. Mais on refuse l'armement du peuple. En mai 1643, tandis que dans un effort de fourmis, la population de Londres fortifie la ville en creusant des tranchées et construisant vingt-huit forts de terre et charpente, la Municipalité propose la levée en masse de la ville. Le 19 juillet dans un grand meeting à l'Hôtel des Marchands-Tailleurs, un comité pour un soulèvement général est constitué. Mais le Parlement refuse et renvoie chez eux en novembre des milliers de campagnards venus pour s'enrôler.

Le général, le comte d'Essex, grand seigneur puritain, homme sombre et méditatif, conduit l'armée de façon molle et fataliste. D'ailleurs il ne cache pas qu'il n'a nulle intention de vaincre le roi, mais seulement de le forcer à des concessions. En réalité cette optique est partagée non seulement par les Lords mais par la majorité des Communes.

Les désertions d'officiers issus de la *gentry*, rejoignant le roi, se multiplient. C'est l'armée royale qui a l'initiative. Un Denzil Holles est partisan de faire la paix avec le roi.

Comment gagner sans armer le peuple, telle était la question qui tourmentait le Parlement. Une solution intermédiaire serait de constituer une armée de "saints", c'est-à-dire des bourgeois puritains bon teint. Une pétition à cet effet circule à Londres dès juin 1643.

Une autre solution intermédiaire plus prudente s'imposa : rechercher l'alliance des Ecossais.

Le 23 septembre 1643, les Parlements d'Angleterre et d'Ecosse concluent "La Ligue et Convenant Solennels" (Solemn League and Covenant). On fait ainsi d'une pierre plusieurs coups : on reçoit le renfort de l'armée écossaise, forte de 20.000 hommes; on concède aux Ecossais l'imposition en Angleterre du presbytérianisme à leur exemple; on utilise ce changement radical d'organisation religieuse pour interdire et pourchasser les congrégations populaires, discipliner les plébéiens; et en même temps on place l'effort de guerre parlementaire sous un drapeau religieux qu'il n'avait pas jusque-là, pour fanatiser des masses étroitement contrôlées. Et la majorité "presbytérienne" expulse pour un temps du Parlement Henry Marten, qui s'est trop signalé à l'extrême-gauche des Communes comme partisan d'une guerre à outrance contre le roi.

Après la mort de Pym, on constitue en janvier 1644 un "Comité des Deux Royaumes" pour diriger l'effort de guerre. Le comité est dominé par les Lords anglais et écossais, et des modérés des Communes, mais il voit l'entrée au gouvernement d'Olivier Cromwell et de deux autres "durs" qui seront bientôt parmi les très rares républicains de principe du Parlement, Sir Henry Vane (1613-1662) et Sir Arthur Haselrig (1610-1661).

Cromwell, député de Cambridge maintenant colonel, a débuté la guerre comme capitaine de cavalerie. Après la semi-défaite de Edgehill, il est rentré chez lui à Cambridge et de concert avec le Comte de Manchester il a levé dans l'East-Anglia une armée, la "Eastern Association", dans laquelle il a plus particulièrement constitué un régiment de cavaliers volontaires issus de la paysannerie, des paysans libres ou censiers modestes, mais suffisamment aisés pour payer leur cheval et leur harnachement. Il les a soigneusement entraînés. Ce sont les fameuses Côtes de Fer (Ironsides). Il choque tout le monde, en particulier le comte de Manchester, en nommant officiers des non-nobles.

Faisant leur jonction, l'armée écossaise, l'armée de Fairfax et la Eastern Association battent l'armée royale à Marston Moor en juillet 1644.

Mais la victoire est loin d'être décisive et le comte d'Essex en septembre abandonne lamentablement par bateau son armée encerclée par les royalistes sur la côte de Cornouailles. Pym n'est plus là pour tenir ensemble les fractions du Parlement. On n'arrive pas à se décider à instituer le presbytérianisme totalement impopulaire. Essex et Manchester dénoncent les nominations de Cromwell qui dénonce leur incompétence. La majorité du Parlement emmenée par Essex, Manchester et Denzil Holles, qui est le leader de la majorité "presbytérienne" aux Communes, veulent négocier avec le roi. Le Parlement écossais aussi. Les négociations ont lieu à Uxbridge en décembre 1644-janvier 1645. Le roi ne fait aucune concession. C'est l'impasse. Le Parlement n'a pas d'autre issue que de poursuivre la guerre. L'heure est venue de ceux parmi les parlementaires qui ne veulent pas seulement poursuivre la guerre, mais la gagner.

L'Armée Nouveau Modèle victorieuse

Ceux-là sont un groupe de parlementaires très minoritaires qu'on appelle les indépendants parce que refusant le monolithisme religieux du presbytérianisme, ils défendent l'indépendance des congrégations, et une certaine latitude doctrinale. Les indépendants sont une tendance hétérogène aux contours imprécis, qui grossit ou rétrécit selon les votes. Sur le plan religieux, ils vont de stricts calvinistes à des "chercheurs" hétérodoxes en passant par des baptistes modérés comme Cromwell, et sur le plan politique, de conservateurs décidés simplement à gagner cette guerre, à des républicains de principe. Leur point de vue religieux forme un tout avec leur point de vue militaire : ils défendent la tolérance religieuse non seulement à cause, comme ils disent, de l'impossibilité de connaître avec certitude la volonté divine, mais parce

qu'ils refusent d'exclure les anabaptistes et autres hérétiques plébéiens de l'armée. En fait, ils veulent favoriser des officiers motivés, issus de ce milieu mal vu, aux dépens des inefficaces officiers bien nés. Le 3 avril 1645 ils réussissent à réunir une majorité fragile du Parlement pour voter une ordonnance habile (Self-Denying Ordinance) qui interdit à tout membre de la Chambre des Lords ou de la Chambre des Communes d'occuper un poste de commandement dans l'armée. C'est se débarrasser en douce des Manchester et autres Essex. Le Parlement discutait depuis longtemps d'une "Armée Nouveau Modèle", uniformisée et rationalisée dans sa structure, ses fonctions, ses grades, ses armements. Ce fut la première armée moderne. Elle sera commandée par des hommes neufs, révélés par la guerre civile. Sir Thomas Fairfax est nommé commandant en chef. Indice de son autorité ascendante, Olivier Cromwell non seulement n'est pas contraint de remettre son commandement, mais il est nommé Lieutenant-général. La Chambre des Lords, hostile, n'accepte sa nomination que pour trois mois.

Cela suffira, car l'Armée Nouveau Modèle fait merveille. L'armée royale est écrasée à Naseby le 14 juin 1645. Charles Ier acculé, choisit de se rendre aux Ecossais. L'année 1646 se passe en négociations qui n'apportent aucun élément nouveau. Le 30 janvier 1647 les Ecossais livrent leur prisonnier au Parlement anglais contre paiement d'un demi-million de livres. Le pays était fatigué de la guerre : en 1645 s'était constitué dans plusieurs régions un mouvement armé de paysans excédés par les ravages des deux armées en lutte et exigeant la fin de la guerre et une paix de compromis (mouvement des *clubmen).*

V. Le radicalisme religieux

Le calvinisme

Au plus tard dès la fondation en 1559 de l'Académie de Genève par le grand réformateur Jean Calvin (1509-1564), le calvinisme fut non seulement le courant le plus dynamique de la Réforme protestante, mais il fut le système de pensée le plus prestigieux aux yeux de tous les intellectuels humanistes critiques de l'Europe dans la deuxième moitié du XVIe siècle et le début du XVIIe. Aux éléments généraux de la Réforme protestante (le salut par la foi et non par les œuvres; le rejet de la transsubstantiation du vin en sang et du pain en chair du Christ, et donc de la messe; le rejet du prêtre et de l'Eglise comme médiateurs entre le croyant et Dieu au profit de la prêtrise de tous les croyants et donc du face à face individualiste de chacun avec Dieu; l'autorité absolue de la Bible et donc la valorisation de l'alphabétisation pour que chacun la lise; le rejet de toutes les "superstitions et idolâtries" "papistes" : la croyance au purgatoire, le culte de la vierge et des saints, les images et les ornements; le rejet de l'autorité temporelle de l'Eglise et de sa hiérarchie, le rejet de la vie monastique; le mariage des pasteurs) le calvinisme rajoutait essentiellement trois éléments :

1 - une rationalisation doctrinale rigoureuse;

2 - une insistance particulière sur le dogme de la prédestination des âmes sauvées et des âmes damnées; c'est-à-dire que c'était douter de la toute-puissance divine que d'imaginer que le croyant, par son mérite et donc sa volonté et ses efforts, puisse assurer son salut; que le nombre et l'identité de ceux qui allaient au paradis ou en enfer étaient fixés par Dieu par avance. Le calvinisme est donc très élitiste puisqu'il envisage une élite de "saints" qui seront sauvés tandis que la masse sera damnée.

3 - une organisation ecclésiastique qui soumet la paroisse à l'autorité combinée du pasteur et d'un conseil des "anciens", coopté, "le presbytère"; donc un groupe de notables laïques issus de la paroisse et non imposés d'en haut par une hiérarchie d'Eglise ou d'Etat (presbytérianisme).

Le calvinisme fut dans l'Europe des XVIe et XVIIe siècles un protestantisme de gens économiquement plutôt aisés, bien scolarisés et cultivés, voire intellectuels, de rang social intermédiaire, petite noblesse, bourgeois, artisans. Chez les plébéiens, il se heurta à la concurrence (tout en s'y mélangeant) de l'anabaptisme, plus ancien, égalitariste voire communisant, qui insiste sur le baptême, donc la conversion, à l'âge adulte et met en doute tout Au-delà et toute organisation ecclésiastique.

Dans le contexte du mouvement puritain anglais, le calvinisme et l'anabaptisme connurent une évolution qui engendra les radicalismes religieux et intellectuels les plus novateurs et audacieux du protestantisme. Le dogme calviniste de la prédestination était très pessimiste. La menace pour chacun, aussi bien qu'il fasse, d'être en réalité damné d'avance aurait dû susciter angoisse, découragement et passivité. Or il suscita un type d'individu très angoissé mais extrêmement dynamique. Car le protestantisme valorisait l'activité pratique et non la contemplation, la fidélité à la voix de sa propre conscience et la prise de responsabilités et non le conformisme et l'obéissance. Et les calvinistes, peu nombreux au départ, étaient convaincus que leur dynamisme et leur courage était le signe qu'ils étaient bel et bien les "saints" prédestinés, sûrs de leur salut, malgré leurs faiblesses.

Le dogme de la prédestination avait une connotation sociale : les "saints" prédestinés étaient les gens d'une certaine élite, propriétaires, cultivés. La masse pauvre, grossière, envieuse, inculte, était les damnés d'avance.

L'Eglise catholique rejetait le dogme de la prédestination et affirmait la possibilité pour chacun d'assurer son salut. On appelait "arminianisme", du nom d'un théologien calviniste néerlandais, le courant de doctrine au sein du protestantisme qui rejeta la prédestination au profit de la promesse du salut pour tous. Il y eut un "arminianisme" de droite, celui des anglicans laudiens, inclinant vers le catholicisme. Mais il y eut un "arminianisme" de gauche qui affirmait la possibilité pour les pauvres aussi d'aller au paradis. Dans ce sens, les anabaptistes, et leur variante anglaise, les familistes, avaient toujours été "arminiens".

Les humanismes puritains

La nouveauté fut un "arminianisme" de gauche d'un niveau supérieur, élaboré par des grands humanistes puritains issus des classes dominantes et des meilleures universités. C'est un aspect de ce qu'on a appelé la "révolution culturelle baconienne". Le chancelier Francis Bacon (1561-1626), le grand philosophe humaniste puritain, que les philosophes des Lumières considérèrent comme leur précurseur, rejetait le pessimisme calviniste sur le destin humain. Il envisagea avec optimisme que les progrès des sciences et des techniques, et l'effort collectif, permettraient un jour de recréer l'abondance d'un Eden sur terre grâce au travail.

De ce courant, le plus prestigieux intellectuel participant à la révolution anglaise fut **John Milton** (1608-1674). Riche bourgeois de Londres, son père était écrivain public et prêteur, sa mère fille de marchand tailleur, il étudia à Cambridge et s'était déjà fait un nom comme poète avant 1640. En 1638-1639 il fit, tout à fait dans l'esprit humaniste, un voyage en France et en Italie. Il rencontre Grotius et Galilée, correspond avec Gassendi, les plus grands philosophes critiques du temps. En 1644, il acquiert la célébrité par son pamphlet contre la censure, *Aeropagitica,* dirigé contre les presbytériens et dès 1645 il est lié à Olivier Cromwell.

Milton va non seulement prendre la défense des hérétiques plébéiens, anabaptistes et familistes, mais incorporer dans ses écrits nombre de leurs éléments de doctrine : Milton était non seulement anticlérical et arminien; mais aussi antitrinitaire, c'est-à-dire convaincu de la primauté du Père sur le Fils; mortaliste, c'est-à-dire rejetant l'Au-delà et l'immortalité de l'âme, considérant que paradis et enfer ne sont pas des réalités extérieures, mais des états intérieurs de l'âme humaine; antinominien, c'est-à-dire rejetant l'obsession du péché et du respect strict de règles de comportement au profit de la liberté de celui qui a la foi; et millénariste : comme beaucoup d'autres, Milton pensa que les grands bouleversements de la révolution étaient les préludes du retour du Christ pour instaurer son royaume sur terre.

On est bien loin du calvinisme. La disparition de la censure dès 1640, et l'activité politique des plébéiens a mis en branle un bouillonnement d'idées sans précédent, une floraison d'écrits, de doctrines et de polémiques religieuses, philosophiques, artistiques, politiques. En 1645 il paraissait en Angleterre 722 journaux périodiques!

Si pour Milton Dieu désignait l'ordre cosmique, la providence divine quelque chose comme les lois de l'histoire, et le livre de l'Apocalypse permettait d'interpréter les événements de la révolution, pour l'aumônier militaire William Erbery, autre "chercheur" comme Milton, comme plus tard pour les Quakers, c'est le texte de la Bible qui était mis en doute comme parole de Dieu et la fidélité des Apôtres aux intentions du Christ; et pour le théoricien communiste Gérard Winstanley (1609-1676) le royaume du Christ désignait une république démocratique et la Bible était interprétée de façon strictement allégorique comme décrivant les processus de libération intérieure de l'esprit humain et de formation de la conscience.

La venue au pouvoir dans l'Eglise de l'archevêque Laud avait poussé les calvinistes à se regrouper dans leurs propres communautés (congrégations d'où congrégationalisme) en élisant leurs propres pasteurs, c'est-à-dire à se séparer de l'Eglise. C'était de la part de gens appartenant plutôt aux classes dominantes en venir à faire ouvertement ce que les sectes plébéiennes faisaient depuis longtemps dans la clandestinité. A l'effondrement des organes de répression en 1640 tout cela se fit au grand jour et s'accéléra. Les problèmes qui étaient ainsi posés n'étaient pas seulement ceux de l'organisation ecclésiastique et de la liberté religieuse, mais celui de la liberté de réunion et d'organisation. Si les "sectes" religieuses plébéiennes faisaient si peur aux possédants, calvinistes compris, c'est que dans les réunions religieuses on ne parle pas que de religion. On parle de ses problèmes dans la vie et on se forme un point de vue et une volonté commune. Du radicalisme religieux au radicalisme politique il n'y avait pas même un pas. Dans l'Angleterre du XVIIe siècle, tolérer la liberté religieuse revenait à tolérer l'auto-organisation des masses plébéiennes, contre tous les ordres établis.

VI. La question agraire

Une des composantes des insurrections populaires anti-royalistes de l'été 1642 était un mécontentement paysan dont l'origine était bien plus ancienne. Les progrès de la commercialisation de l'agriculture avaient accentué la différenciation sociale parmi les paysans et mettait en danger la sécurité de la masse des *copyholders,* et bientôt également des paysans propriétaires. Cette évolution avait été accélérée aux XVIe siècle par l'expansion économique européenne et la hausse des prix, et par les acheteurs des terres d'Eglise, soucieux de rendement pour pouvoir amortir leur mise souvent empruntée. Pour accroître leurs revenus, la dureté minutieuse dans l'exigence des cens et autres charges féodales était la solution la plus immédiate pour les nouveaux gentilhommes comme pour les anciens féodaux pressés par la hausse des prix des produits de consommation. La sévérité pour les paysans en fut relativement atténuée par l'inflation, entre autres parce que les cens dûs étaient par coutume souvent fixes en valeur nominale, à la différence de la dîme, d'autant plus détestée. La dîme d'ailleurs, qui est dûe souvent non plus à l'Eglise mais au propriétaire foncier qui en a acheté les droits en échange de l'obligation de payer – chichement – le curé; qu'il a le droit en outre de choisir et qu'il contrôle donc.

L"'amélioration" agricole

Une solution plus complexe pour accroître les revenus est l'introduction de nouvelles techniques agricoles qui commencent dans l'esprit rationaliste de la Renaissance à être exposées à un plus large public dans des

livres d'un genre littéraire avant-gardiste : des manuels de conseils agronomiques. L'idée est de remplacer le régénération du sol au moyen de la traditionnelle friche triennale, par l'engraissement par les excréments animaux. Au lieu de tuer les rares vaches et chevaux en hiver pour les manger faute de fourrage, cultiver à la place de la friche triennale des nouvelles plantes de culture, trèfle, luzerne, laitue .... qui à la fois régénèrent le sol et fournissent un fourrage accru pour un bétail plus nombreux et permanent. Plus de bétail égale plus de fumier et plus de force de traction, donc possibilité d'employer des machines, des charrues plus lourdes creusant plus profond, les premiers semoirs, des transports par char de plus grand tonnage et à plus grande distance.

C'est l'embryon de ce qui sera la grande révolution technologique de l'agriculture européenne des XVIIIe et XIXe siècles. Mais c'est une modernisation qui se heurte à l'organisation communautaire traditionnelle de l'assolement triennal du village et qui exige un niveau de formation et surtout de gros capitaux dont de très rares propriétaires sont pourvus. Le début du XVIIe siècle anglais voit ainsi apparaître dans les campagnes une silhouette nouvelle, celle du propriétaire foncier "améliorateur" *(improving landlord)*, l'ancêtre du *gentleman-farmer*.

Dans l'assolement triennal traditionnel, le tiers des champs laissés en friche durant l'année en cours, est ouvert à tous les villageois qui peuvent y laisser paître leurs bêtes librement. Les champs ne sont donc pas clôturés. Ce sont les "communs" du village, auxquels s'ajoutent les terres incultes parce que marécageuses, les forêts du seigneur ou du roi, et dans plusieurs régions les vastes étendues de tourbières *(fens)*, toutes surfaces auxquelles les villageois ont certains droits d'accès communs pour y glaner fruits et champignons, et y faire paître bétail ou cochons. D'un côté la croissance démographique rend l'accès aux communs encore plus indispensable à la majorité la plus pauvre des paysans; de l'autre côté, les progrès de la commercialisation de l'agriculture et de l'achat et vente des terres augmente le nombre des propriétaires fonciers, nobles, de la *gentry*, ecclésiastiques, bourgeois, voire certains riches villageois qui cherchent à clôturer leurs terres pour les "améliorer" et à remplacer la tenure emphytéotique de leurs paysans-censiers par des contrats d'affermage courts de neuf, six, parfois trois ans. Un processus d'expulsion du paysan le plus pauvre, qui ne peut payer ses cens, ou son loyer, se met en branle lentement. Le statut du *copyholder* anglais menace de s'éroder. Certains deviennent fermiers, parfois de riches fermiers, beaucoup risquent de grossir les rangs des paysans sans terre, journaliers ou vagabonds.

Les luttes anti-clôtures

La dépression agricole des années 1620-1630, succédant à une hausse constante des charges féodales depuis 1570 accroît la tension. Par des démarches en justice, et à l'occasion par des manifestations plus directes, des villageois cherchent à obtenir des garanties de leur tenure emphytéotique et à empêcher les enclôtures.

Pressé par le besoin d'argent, le gouvernement de Charles Ier vend en gros et au détail des autorisations d'enclôtures, bien que la loi les interdise. Mais seul dans le gouvernement, l'archevêque Laud défend leur répression et utilise à cet effet les tribunaux ecclésiastiques.

Il comprend que c'est indispensable pour ne pas ajouter les paysans à la liste des ennemis de l'absolutisme. (Ce sera la pratique assez constante de l'absolutisme français jusqu'à la deuxième moitié du XVIIIe siècle de réprimer les enclôtures).

De 1636 à 1638 en Angleterre, six cent "encloseurs" sont mis à l'amende, surtout de rang modeste, c'est-à-dire de la *gentry*, des bourgeois, des riches villageois. Mais à des oiseaux de plus haut vol, Charles Ier accorde généreusement des exceptions, en particulier à de grands entrepreneurs qui clôturent des tourbières pour les drainer à grands frais : des grands financiers bien en cour, des grands seigneurs "améliorateurs" ou simplement spéculateurs, et même la reine. La fin des années 1630 voit se multiplier les révoltes villageoises qui arrachent les clôtures, et se battent pour cela contre les gens d'armes. Ce mouvement dirigé contre le parti de la Cour culmine dans les insurrections de l'été 1642 et apporte le soutien de larges secteurs de la paysannerie au Parlement qui, pendant une quinzaine d'années, va édicter des mesures qui freineront les enclôtures.

Mais ce mouvement contre les "améliorateurs" liés à la Cour masque pour un temps le conflit d'intérêts entre les paysans et les parlementaires, eux aussi "encloseurs", pour qui la politique anti-clôtures de Laud a été en réalité un de leurs motifs d'hostilité à l'absolutisme.

La vente des "Biens nationaux"

A l'éclatement de la guerre civile, et souvent sous la pression populaire, les terres des royalistes et des évêques sont mises sous séquestre et leurs revenus confisqués par le Parlement pour ses dépenses de guerre. Le séquestre est officialisé par un Acte du Parlement du 27 mars 1643, qui confie la gestion de ces terres et la perception des cens, fermages, et autres charges féodales aux comités locaux, qui doivent empêcher que les paysans profitent de la proscription de leurs maîtres pour ne plus payer leurs cens et charges. Les revenus sont rassemblés par le trésorier de guerre du Parlement à Londres à l'Hôtel de ville (Guildhall). Dès 1643, on offre la possibilité aux propriétaires royalistes d'obtenir un arrangement à la condition de payer une amende équivalant à de la moitié aux deux tiers du prix de leur terres, après avoir remboursé d'abord tous leurs créanciers. Ils sont donc contraints ou de s'endetter massivement ou de vendre massivement à ceux qui possèdent du capital. Ces amendes d'arrangement *(composition fines)* sont gérées par un comité de bourgeois qui siège à l'Hôtel des Orfèvres. La Chambre des Lords s'est opposée à ces amendes d'arrangement. Avec l'appui de la majorité presbytérienne des Communes, elle réussit à bloquer la vente aux enchères des terres séquestrées que réclament l'armée et les radicaux. Mais

dès 1646 les nécessités financières de l'effort de guerre et l'ascendant des radicaux se conjuguent pour pousser à la vente. Le 9 octobre 1646, le Parlement vote la vente des terres des évêques, le plus facile car ce sont ceux qui ont le moins d'amis; en avril 1649 ce sera le tour des terres des chapitres des cathédrales; en 1651-1652 finalement celui de tous les royalistes non-amnistiés. La vente aux enchères a été précédée par la mise en gage auprès des banquiers principalement londoniens qui prêtent à l'Etat. Ils seront finalement les acheteurs. Les paysans ont certes obtenu du Parlement un droit de préemption des terres de leur maître, pendant 30 jours au prix de 8 ans de revenus de la terre, mais comme on ne leur a accordé ni facilités de crédit ni délais de paiement, ils n'ont aucune chance. En 1647, à la victoire, les soldats qui réclament leur paye reçoivent des titres de parcelles gagés sur les terres séquestrées promises à la vente. L'intention des chefs de l'armée, certains au moins, est de consolider la classe de petits propriétaires paysans aisés, qui est la colonne vertébrale de la nouvelle armée et de la victoire. Mais l'obstruction de la majorité possédante du Parlement donne à la tentative exactement le résultat inverse. Les soldats n'ont pas de liquidités qui leur permettraient d'attendre la vente de ces terres. Ils sont contraints pour vivre, de vendre pour une bouchée de pain leurs titres à des hommes d'affaires, de la *gentry* et surtout des bourgeois, mais aussi des officiers supérieurs, à qui le Parlement octroie d'immenses domaines pour services rendus.

La défaite des paysans anglais

La défaite du mouvement populaire entre 1648 et 1653 voit la défaite du mouvement pour la garantie du statut emphytéotique et pour l'abolition de la dîme. La fin de l'interdiction des enclôtures, déjà violée en pratique de partout, ne saurait plus tarder. Le 19 juin 1657, le Parlement de Cromwell vote une loi qui les autorise en les réglementant. Les terres sont clôturées par partage entre les villageois eux-mêmes. C'est en apparence un compromis. En réalité, c'est favoriser les villageois aisés, les mettre du côté des grands entrepreneurs agricoles, et les lois du marché aidant, qui finissent toujours par obliger le petit paysan endetté à vendre ses droits à la terre, ouvrir la voie à la destruction de l'organisation communautaire du village anglais, et à l'expulsion des petits paysans.

A la Restauration de la monarchie en 1660, les royalistes, exilés ou proscrits, se voient formellement restituer leurs terres. Mais pas celles qu'ils ont vendu. Or ils ont dû vendre en masse, et beaucoup d'entre eux rentrant sans le sou et endettés, vont continuer de vendre en masse. De plus, malgré leurs droits, ils ont peu de chances devant les tribunaux chargés de trancher les infinies contestations face aux nouveaux propriétaires disposant de plus grandes liquidités. Dans les campagnes, le bilan net de la révolution anglaise, malgré son apparent défaite, est donc un nouveau transfert massif de terres de la noblesse et de la *gentry* traditionnelles à de nouveaux riches, qui ont opéré en capitalistes, qu'ils soient à l'origine des bourgeois londoniens, des officiers de l'armée, des membres de la *gentry* parlementaire.

Qui plus est, tant le nouveau propriétaire capitaliste que le noble royaliste de retour vont entreprendre "d'améliorer" à fond l'exploitation de leurs terres, celui-ci parce qu'il rentre fauché et qu'il a compris qu'il a failli disparaître de la terre; celui-là parce qu'il fonctionne en termes de rendement et de profit. La voie est ouverte pour l'expulsion massive des *copyholders* et des petits propriétaires des campagnes anglaises, et le développement de la grande exploitation agricole capitaliste qui vont caractériser le XVIIIe siècle anglais.

VII. Débordement niveleur et contre-révolution partielle 1647-1649

Les niveleurs

L'enthousiasme de la victoire et la fin des opérations militaires ont libéré à la gauche des indépendants, une explosion du mouvement radical démocratique : le "Parti des niveleurs" comme l'appellent ses ennemis. Les niveleurs ne sont pas représentés au Parlement. Leurs activistes sont issues d'une aile gauche des corporations d'artisans et du Common Council de Londres. Ils sont animés par un groupe de brillants intellectuels, publicistes et tribuns autour de John Lilburne : le marchand de soie William Walwyn, l'imprimeur Richard Overton, l'avocat John Wildman. Le "Parti niveleur" va rassembler et formuler, en un programme politique élaboré, les revendications des mouvements plébéiens des villes et des campagnes qu'il rallie derrière lui. Et la radicalisation plébéienne est avivée par la crise économique : les années 1640 sont économiquement les pires du siècle, 1648 la pire; les récoltes sont mauvaises, la guerre a fait de gros dégâts, les prix montent tandis que le chômage fait baisser les salaires.

En 1645-1646, on s'est battu pour une démocratisation des corporations et de la Municipalité de Londres, en mai 1646 des délégués des paysans du Buckinghamshire et du Hertfordshire sont venus à Londres revendiquer la suppression de la dîme. En 1644 après la bataille de Marston Moor, où il s'est battu comme lieutenant-colonel des dragons, Lilburne a quitté l'armée parce qu'il refuse de jurer le Convenant. Pour ses écrits jugés subversifs, les presbytériens et les Lords l'emprisonnent de juillet à octobre 1645, et à nouveau en avril 1646. En 1646 il publie deux pamphlets retentissants : *La découverte des Libertés de Londres enchaînées (London's Liberty in Chains Discovered)* et *Défense de la liberté de l'homme libre (The Free-Man's Freedom Vindicated)*, dans lequel il écrit que Dieu a créé les hommes "par nature tous égaux et semblables en pouvoir, dignité, autorité et majesté..." Une effervescence de publications "niveleuses" dénonce l'exploitation du pauvre par le riche, la misère du pauvre, l'insensibilité, l'arrogance, et l'hypocrisie religieuse des riches parlementaires.

En réalité, de tout le camp parlementaire dans la révolution anglaise, le "parti des niveleurs" fut le seul

groupement d'opinion à présenter un programme politique systématisé d'une révolution de la société et de l'Etat :

- suffrage universel mâle;
- assemblée unique, donc dissolution de la Chambre des Lords;
- dissolution du Parlement et nouvelles élections après élargissement du suffrage et attribution à toutes les circonscriptions d'un nombre de députés proportionnel à leur population;
- élection des juges, des magistrats de ville et de comté, des curés de paroisse;
- abolition de la dîme;
- liberté religieuse pour tous, même les catholiques romains;
- abolition des impôts indirects; retour au subside territorial d'avant-guerre ou mieux, à un impôt sur le revenu;
- suppression des enclôtures;
- garantie de tenure pour les *copyholders* et conversion de leur tenure en libre propriété du sol par rachat au prix de vingt années de charges dûes; donc abolition des charges féodales par rachat;
- abolition du monopole des compagnies commerciales;
- abolition du droit d'aînesse, donc héritage par partage égal entre tous les enfants;
- abolition de la prison pour dettes;
- adoucissement et codification, en langue compréhensible, des lois pénales.

La composition et la force de l'Armée Nouveau Modèle en fait le véhicule redoutable du radicalisme plébéien.

L'armée plébéienne contre le Parlement

Le 18 février 1647, la majorité presbytérienne du Parlement qui continue à négocier avec le roi prisonnier, dissout l'armée sans paiement, sans indemnités ni pensions pour les veuves et orphelins de soldats, sans immunité judiciaire pour des actes commis en guerre. Après dissolution, les soldats ont la possibilité de se rengager individuellement pour aller combattre la rébellion en Irlande sous le commandement de Fairfax, à condition que les officiers jurent le Convenant.

C'est une véritable provocation. Les troupes sont indignées. En mars, les régiments de cavalerie, où le soldat a plus d'assurance et de politisation, élisent des délégués de soldats appelés "agitateurs" et dont beaucoup sont niveleurs de conviction. En avril, c'est le tour des régiments d'infanterie. Après avoir condamné les initiatives de la troupe, et beaucoup hésité, Fairfax, Cromwell et les généraux se solidarisent avec le mouvement et refusent la dissolution. Généraux et chefs indépendants comprennent qu'effrayée par le débordement niveleur, la majorité presbytérienne va s'empresser de concéder une restauration du roi à bas prix, ce qui entraînerait inévitablement un basculement du balancier au profit des royalistes; que dissoudre l'armée, c'est supprimer le seul contrepoids ou courir le risque d'une insurrection populaire sauvage.

Le 25 mai, le Parlement vote un ultimatum et fixe à chaque régiment un lieu distinct de démobilisation. Au lieu de cela, tous les régiments se réunissent le 2 juin à Newmarket. Là, les troupes résolvent les 4 et 5 juin de refuser leur dissolution tant que leurs exigences ne sont pas satisfaites et de revendiquer la liberté religieuse et la vente des terres royalistes.

Le 3 juin, le cornette Joyce, à la tête de 500 hommes, sans commission d'aucune autorité ni officier supérieur, s'empare de la personne du roi. Il semble bien qu'il en a conféré au préalable avec Cromwell. Le 15 juin, le conseil de l'armée nouvellement créé, formé des généraux et colonels et de deux officiers par régiment, est forcé d'accepter en son sein deux "agitateurs"-soldats par régiment. Le Conseil de l'armée accuse onze leaders presbytériens des Communes, dont Denzil Holles, de trahison et complot.

Décidant qu'il faudra dissoudre ce Parlement, on entreprend de marcher sur Londres. Le 17 juillet, le Conseil de l'armée adresse au Parlement un catalogue de propositions constitutionnelles, les Articles de Propositions *(Heads of Proposals)*. Devant l'approche de l'armée, les onze députés presbytériens menacés prennent la fuite, la plupart à l'étranger. La milice urbaine refuse de défendre la ville contre l'armée, mais une manifestation d'apprentis presbytériens envahit brièvement les Communes et les force à voter le retour du roi à Londres. Cinquante sept députés indépendants accompagnés de neuf Lords se réfugient auprès de l'armée qui accélère sa marche et occupe Londres sans coup férir, le 6 août. Le Parlement s'empresse de voter un mois de paye aux soldats et sous-officiers.

Cromwell face aux niveleurs

Entre l'été 1647 et le printemps 1649 se joue le drame de la révolution anglaise. Les niveleurs semblent avoir le vent en poupe. Si l'armée suit leurs propositions, si elle fait sa jonction avec un soulèvement plébéien, si les niveleurs obtiennent l'alliance des parlementaires radicaux, la dissolution du Parlement et l'élection d'une nouvelle assemblée ouvriront la voie à la liquidation de l'ordre féodal et à la construction cohérente d'une république démocratique de petits propriétaires. Dans la situation de double pouvoir confuse, en réalité de pouvoirs multiples en équilibre instable, Cromwell et ses amis vont louvoyer entre les niveleurs et le Parlement, entre les plébéiens et les classes dominantes traditionnelles. Cromwell est un improvisateur qui avoue ignorer ce qu'il veut, mais bien savoir ce qu'il ne veut pas. Il va réussir à chevaucher le débordement et le ramener dans un cadre plus limité en jouant sur la discipline militaire.

Les Articles de Propositions rédigés par deux de ses proches, le colonel Ireton, son beau-fils, et le général Lambert, contiennent les exigences principales suivantes :

- dissolution du Parlement dans le délai d'une année;
- nouvelles élections après une nouvelle répartition des sièges à toutes les circonscriptions en proportion de leur contribution fiscale;
- paiement et maintien de l'armée jusqu'à la session de ce nouveau Parlement;
- suprématie parlementaire sur le roi et retrait au roi de toute autorité sur les forces armées durant dix ans comme dans les dernières propositions du Parlement;
- liberté religieuse totale sauf pour les catholiques romains;
- exemption des produits de première nécessité de l'impôt indirect;
- abolition des monopoles des compagnies commerciales;
- ré-examen de l'opportunité de la dîme.

On perçoit les concessions aux niveleurs; en même temps ces propositions sont inacceptables et pour eux et pour la majorité presbytérienne du Parlement.

En octobre, les niveleurs publient un projet de constitution , **L'Accord du peuple,** et le soumettent au Conseil de l'armée. Celui-ci en discute lors du mémorable débat tenu dans l'église de Putney, dans la banlieue de Londres, les 28-29 octobre et 1er novembre 1647. Le point de vue niveleur est défendu par Wildman, qui est major dans l'armée, "l'agitateur" Sexby, et surtout le colonel Rainsborough.

La question du suffrage universel

La discussion porte essentiellement sur le suffrage universel. Ireton et Cromwell refusent absolument d'envisager l'octroi du droit de vote à des hommes ne possédant pas une propriété minimale. Les "niveleurs" étaient appelés ainsi par calomnie pour les traiter de communistes. Ireton et Cromwell leur accordent qu'ils veulent certes respecter la propriété privée, mais demandent ce qui empêchera un parlement élu par la majorité des pauvres de voter des expropriations, le partage des terres, et qui sait, l'abolition de la propriété privée. En outre, l'élection de toutes les autorités locales met en danger la centralisation de l'Etat : pour Cromwell, les niveleurs sont des "anarchistes à la suisse".

Les niveleurs sont eux-mêmes hésitants au sujet du droit de vote des pauvres, et divisés. Eux aussi craignent l'insurrection des masses misérables, qui risquent bien de piller et de s'emparer de terres, qui sont préoccupées de revendications économiques sectorielles et pas politisées, et dont tout le monde s'accorde à penser que si elles avaient le droit de vote, une majorité voterait royaliste par naïveté et habitude de soumission à leurs maîtres.

Pour tenter de résoudre le problème, les niveleurs vont inventer la "Constitution", au sens moderne d'une loi fondamentale dont la modification n'est pas de la compétence du Parlement comme une loi normale. Ils vont complexifier l'Accord du Peuple, en multipliant les articles, en particulier pour y inscrire des sauvegardes pour la propriété privée. Alors que la première version n'exclut du droit de vote que les mendiants, et les serviteurs et apprentis qui vivent sous le toit de leur maître, c'est-à-dire une toute petite minorité de la population considérée incapable d'une opinion indépendante (on n'avait pas encore inventé le vote secret!), une deuxième version du 15 janvier 1648, dans l'espoir d'être acceptée par les généraux, exclut du droit de vote tous les salariés, compagnons artisans et journaliers agricoles. Dans la troisième et dernière version, de mai 1649, quand ils auront réalisé qu'ils n'ont aucune chance de gagner l'appui des généraux, mais qu'ils sont en train de perdre celui des pauvres, ils reviennent à leur première définition.

Cromwell contre les niveleurs

Le 4 novembre 1647, le Conseil de l'armée adopte l'Accord du Peuple, et une résolution demandant l'arrêt de toute négociation avec le roi, contre les voix de Cromwell et Ireton, et décide un rendez-vous général de l'armée pour le 15 à Cockbush Field où doivent la rejoindre les tisserands de Spitalfield.

Cromwell obtient un ordre de Fairfax expulsant les agitateurs du Conseil de l'armée. Le 11 novembre, donc quatre jours avant le rendez-vous de l'armée, coup de théâtre : le roi s'enfuit (avec quelles complicités?) et se réfugie sur l'île de Wight, dont le gouverneur est un ami de Cromwell.

Prétextant l'urgence de la situation, l'Etat-major annule le rendez-vous, ou plutôt convoque différent régiments en trois endroits différents. C'est un test d'obéissance militaire; les régiments obéissent, sauf le régiment de cavalerie du colonel Robert Lilburne, le frère de John, et celui d'infanterie du colonel Thomas Harrison. Mutinés, échappant au contrôle de leurs officiers, ils marchent sur Cockbush Field, arborant des drapeaux verts, la couleur des niveleurs, et, fixé à leur chapeau, leur exemplaire de l'Accord du peuple sous le slogan "La liberté de l'Angleterre - Le droit du soldat". John Lilburne et Rainsborough s'adressent à eux. Arrivent Fairfax et Cromwell qui les exhortent à l'obéissance au nom de l'unité de l'armée. Le régiment Harrison applaudit. Le régiment de Lilburne conspue et empêche de parler le commandant en chef et son second. Cromwell leur ordonne de retirer ces papiers de leurs chapeaux. Les soldats refusant, il tire l'épée, engage son cheval dans les rangs et arrache les papiers pour les jeter à terre. Subjuguée, la troupe fait silence. Une cour martiale est improvisée sur le champ. Trois meneurs sont condamnés à mort. Tirage au sort. Le soldat Richard Arnold est fusillé, les deux autres libérés et chassés de l'armée. Les niveleurs ont perdu la première manche.

Charles Ier , lui continue de négocier avec tout le monde, avec le Parlement comme avec les généraux. Le 17 novembre, il adresse au Parlement une offre calculée pour semer la discorde entre les presbytériens et les militaires, et jeter la confusion. Il offre d'abandonner le contrôle des forces armées pour tout le restant de ses jours à condition qu'il revienne à son successeur, il accepte l'instauration du presbytérianisme pour trois ans jusqu'à un concile national qui tranchera, mais il défend la liberté religieuse; enfin il prend la défense des exigences de paye de l'armée et déclare préférer le nouveau mode d'élection du Parlement défini par les Articles de Propositions de l'armée. Il aurait même fait contacter les niveleurs pour leur proposer une monarchie populaire avec suffrage universel.

Cherles Ier perd sa tête

En réalité, il s'est accordé par derrière avec les Ecossais. L'accord est signé le 26 décembre 1647. Il est tout entier motivé par le spectre du débordement niveleur et "anabaptiste". Charles Ier signe le Convenant à condition qu'une armée écossaise marche sur Londres pour le rétablir dans toutes ses prérogatives. C'est la deuxième guerre civile.

Des révoltes royalistes éclatent dans le Pays de Galles et le Kent. Aux "anciens" royalistes se joignent des presbytériens qui se battent pour un "traité avec le roi", et beaucoup de mécontents qui protestent contre la lourde taxation du Parlement.

Le Conseil de l'armée jure de mettre le roi en jugement et le 17 janvier 1648, les Communes votent par 142 à 92 une résolution présentée par Henry Marten mettant fin à toute négociation avec le roi. Cromwell, les généraux, et les parlementaires indépendants se rapprochent des niveleurs. Tandis que Fairfax, Cromwell et Lambert se partagent les opérations de guerre à travers le pays, scellées le 17 août 1648 par la victoire de Cromwell sur l'armée écossaise à Preston, l'année 1648 voit à Londres les négociations entre indépendants et niveleurs sur la deuxième version de l'Accord du Peuple. De mi-1648 à l'automne 1649, les niveleurs éditent un hebdomadaire influent, *The Moderate*.

Mais, au Parlement débarassé des plus énergiques des indépendants en guerre à travers le pays, les presbytériens, toujours majoritaires, reprennent le dessus. Denzil Holles est de retour et le 24 août, il fait voter une reprise des négociations avec le roi.

C'en est trop pour l'armée victorieuse de retour. Le 20 novembre 1648, le Conseil de l'armée adresse au Parlement une "Humble Remontrance" demandant l'arrêt des négociations et la mise en jugement du roi. Le Parlement refuse d'entrer en matière. Le 6 décembre, le régiment du colonel Pride occupe la Chambre des Communes – sur ordre de Cromwell, mais à l'insu de Fairfax. Il a une liste d'une centaine de députés à expulser. De la Chambre des Communes, il ne reste plus que le "Croupion" où les indépendants ont enfin la majorité.

Mais ce coup d'Etat est en même temps une défaite des niveleurs qui ne voulaient pas une purge du Parlement, mais sa dissolution et de' nouvelles élections. Cromwell, les généraux et les députés indépendants en jugeant le roi et en proclamant la république, réalisent les signes extérieurs du programme des niveleurs et en retirent les gains de popularité auprès d'une partie de leur base. Mais les négociations sur l'Accord du Peuple font long feu et les niveleurs réalisant qu'on ne fait que gagner du temps en reportant sans cesse la promesse d'appliquer l'Accord du Peuple, rompent les pourparlers en janvier 1649. John Lilburne refuse l'offre de sièges dans la Haute Cour de Justice qui juge Charles Ier. Le 20 janvier, les Communes ajournent *sine die* l'examen de l'Accord du Peuple.

Le 6 janvier 1649, la Chambre des Communes, se passant de l'accord des Lords, élit la Haute Cour. Le 29 janvier, Charles Ier est condamné à mort et exécuté le lendemain. Le 13 février, un Conseil d'Etat d'une dizaine de personnes est élu pour gouverner le pays. Olivier Cromwell en est le Président; parmi les membres : Skippon, Pennington, Vane, Haselrig, Marten, Ludlow. Le 17 mars, la royauté est proclamée abolie, le 19 mars est abolie la Chambre des Lords, le 19 mai 1649, c'est la proclamation de la République.

Juger et exécuter le roi publiquement était un acte sans précédent dans l'histoire. L'événement eut un retentissement immense en Europe. John Milton justifie le régicide dans son célèbre ouvrage de 1649, *The Tenure of Kings and Magistrates (La Tenure des rois et des magistrats)*.

Mais Charles Ier, en politique habile, avait joué à son procès un rôle élaboré de martyr royal et s'était posé en victime de l'arbitraire. Cela tombait très opportunément pour rehausser le prestige de la monarchie auprès des possédants effrayés par le débordement populaire, mais aussi auprès de secteurs populaires à ce moment justement choqués par la politique antipopulaire des juges du roi. Le parti royaliste utilisera dans les années suivantes tous ces atouts avec un succès qui croîtra en proportion de la déception populaire causée par la politique de Cromwell et du Parlement.

Cromwell défait les niveleurs

Car la nouvelle République est en réalité une dictature des généraux. Pris entre la réaction presbytérienne et le radicalisme niveleur, et face aux intrigues du roi, Cromwell et les généraux ont improvisé une voie moyenne en frappant à gauche et à droite.

Les niveleurs dénoncent bruyamment la trahison de leurs espoirs. Le 26 février 1649, Lilburne dépose devant le Parlement une pétition signée par plusieurs milliers de personnes dénonçant la sévérité accrue de la discipline militaire. Elle est intitulée "La découverte des nouvelles chaînes de l'Angleterre" *(England's New Chains Discovered)*.

Le gouvernement anglais a enfin les mains libres pour réprimer la révolte irlandaise. Le 15 mars 1649, Cromwell est nommé commandant du corps expéditionnaire qui va partir en Irlande. Les niveleurs dénoncent la priorité donnée à cette expédition militaire et protestent contre l'oppression des Irlandais. L'application de l'Accord du Peuple, ici, et d'abord! En réalité l'expédition d'Irlande est une opération visant à isoler socialement les niveleurs en jouant sur les ambitions colonialistes de secteurs petits-bourgeois. Troublé par les protestations des niveleurs, le Conseil de l'Armée vote le 25 mars que l'armée ne doit pas exproprier les Irlandais. Le 26 mars, Lilburne, Walwyn et Overton sont arrêtés. Le 25 avril, un régiment en attente de partir pour l'Irlande se mutine, refuse de partir, revendique l'application de l'Accord du Peuple. La mutinerie est réprimée. Quinze "meneurs" passent en cour martiale. Cinq sont condamnés à mort. Quatre sont graciés par Cromwell, Robert Lockyer est fusillé. Son enterrement à Londres le 29 fut la plus grande manifestation populaire de la révolution anglaise. Le 10 mai, quatre régiments stationnés près de Salisbury refusent de partir en Irlande et se mutinent au nom de

l'Accord du Peuple. Un de ces régiments mutinés, fait mouvement le 12 mai pour rejoindre les autres. Avec deux mille hommes sûrs, Cromwell les poursuit, les poussant de ci et de là tout en négociant avec eux, et les surprend finalement à minuit au bivouac, et les défait. C'est la bataille de Burford, qui marque la défaite des niveleurs. Quatre prisonniers sont condamnés à mort et fusillés. Au retour, Cromwell et Fairfax sont faits docteurs *honoris causa* par l'Université d'Oxford et le 7 juin, fêtés par un banquet de la Municipalité de Londres. Ils ont sauvé les riches de la "bête niveleuse". Certes Lilburne se fait brillamment acquitter par le tribunal le 26 octobre 1649 sous les applaudissements de la foule et le Conseil d'Etat doit relâcher les leaders niveleurs le 8 novembre. En décembre, Lilburne est même élu au Common Council de la ville de Londres, mais le Parlement annule son élection. La réalité est que le mouvement niveleur est à bout, réprimé, dispersé, découragé.

La division des républicains

Leur défaite de 1649 marque un tournant de la révolution anglaise. La mobilisation populaire qui les portait, quoique importante, est restée trop partielle et isolée. Et surtout elle s'est heurtée à l'armée issue de la même mobilisation populaire et qui a continué de jouir de la confiance d'une partie des plébéiens radicalisés pour qui Cromwell est souvent l'idole, ou en tous cas, un moindre mal, une garantie contre le retour à l'Ancien Régime.

L'officier supérieur niveleur le plus élevé en grade et jouissant de la plus grande autorité, le seul qui eût pu faire jouer la discipline militaire en faveur des objectifs niveleurs, le colonel Rainsborough, a été mystérieusement assassiné durant la deuxième guerre civile, en octobre 1648.

Parmi les intellectuels indépendants proches de Cromwell, pas des pragmatiques comme lui, mais des hommes de principe, des théoriciens républicains, les plus radicaux se sont rapprochés très près des niveleurs pendant un moment : Edmond Ludlow, John Milton, l'avocat John Cooke, théoricien d'un droit plus social, avocat de Lilburne et procureur dans le procès du roi, Henry Marten qui a aidé à rédiger la première version de l'Accord du Peuple. Socialement issu du même milieu aisé que les chefs niveleurs, ils n'ont osé, eux, ni couper les ponts avec le milieu des parlementaires, ni s'opposer à Cromwell.

Les leaders radicaux se sont divisés, d'un côté les niveleurs, de l'autre, ceux qui font confiance à Cromwell et placent leurs espoirs dans la nouvelle république dont ils vont être les administrateurs.

L'expédition d'Irlande de l'été 1649 broie littéralement la révolte irlandaise qui traînait depuis 1641. Cromwell massacre tous les habitants de la ville de Drogheda (11 septembre 1649).

Les Irlandais seront massivement expropriés et refoulés dans les provinces du nord-ouest, tandis qu'on installera massivement des colons protestants.

Gérard Winstanley et les creuseurs

Au sommet de la vague du radicalisme démocratique appartient un épisode plus marginal mais riche en signification. En avril 1649, Gérard Winstanley (1609-1676), drapier de son état, crée avec ses camarades une colonie de mise en culture en commun des terres communales incultes de St George's Hill, dans le Surrey. L'action s'inscrivait dans la vague des mouvements paysans contre les enclôtures que les niveleurs vont animer un peu partout dans les bassin de Londres entre 1646 et 1651. Ce qui en fait l'originalité, c'est que Gérard Winstanley est un théoricien de l'abolition de la propriété privée qui veut fonder une expérience modèle de communisme agraire. Et Winstanley et ses camarades veulent fonder leur expérience sur le dernier cri de la technique agricole : les nouvelles cultures : carottes, haricots, laitues, trèfle, qui vont permettre la révolution fourragère. Leur projet est donc rien moins que de proposer une autre voie, communiste, à la révolution agricole naissante, que la voie capitaliste des grands propriétaires "améliorateurs". En une année environ dix colonies se rattachent au mouvement dit des "creuseurs" (*diggers*)ou "vrais niveleurs". Ils revendiquent que les terres confisquées soient mises dans un fonds de la République pour les paysans pauvres.

Les colonies de creuseurs ne dureront que tant que l'Armée les protégera contre les propriétaires du voisinage qui sont furieux. Et en avril 1650, l'armée les disperse elle -même, assez gentiment d'ailleurs. En 1652 Winstanley publie son remarquable ouvrage (dédié à Cromwell!) qui fait de lui le plus subtil philosophe radical de la révolution anglaise *La Loi de la liberté ou la vraie magistrature restaurée (Law of Freedom or True Magistracy Restored)*.

VIII. L'impossible république des généraux 1649-1660

L'histoire de la période suivante qui va jusqu'à la restauration du roi en 1660 est l'histoire de l'impossible stabilisation d'une république à leur convenance, c'est-à-dire socialement modérée, par les Indépendants dirigés par Cromwell. Ils eurent beau restreindre pièce après pièce leurs projets de réforme, et faire des concessions croissantes au conservatisme social, ils se heurtèrent toujours à l'obstruction des classes possédantes. Ils voulaient une république socialement conservatrice, mais avec un minimum de concessions aux plébéiens pour avoir leur adhésion au régime. Mais si les classes possédantes étaient prêtes à s'accommoder de la république, elles ne voulaient pas les généraux à sa tête, et encore moins des concessions aux plébéiens. Les cromwelliens ayant cassé le mouvement populaire et refusé d'étendre le droit de vote aux plébéiens, se retrouvaient donc sans base sociale susceptible de faire pression en leur faveur. Leur pouvoir reposa de plus en plus sur la

seule force militaire et policière. Mais loin d'aspirer à la dictature militaire, ils cherchèrent sans relâche à trouver un parlement légitime sur lequel s'appuierait leur politique et qui voterait une constitution et des impôts légaux. Mais chaque tentative finit par se heurter à la même majorité parlementaire des possédants "presbytérienne" qui exigeait la suppression de la tolérance religieuse et la dissolution de l'armée. L'armée était trop coûteuse et trop démocratique au goût des possédants. Cromwell et les généraux n'acceptèrent jamais ces deux exigences, ne serait-ce que parce que la dissolution de l'armée aurait entraîné leur propre disparition. Ils durent se résigner à dissoudre chaque parlement sans attendre la fin de ses délibérations. En brisant le mouvement populaire, Cromwell et les généraux avaient mis en branle le mécanisme de leur propre chute.

Heure de vérité et défaite des républicains

En août 1652 le Conseil des officiers choque beaucoup le Parlement croupion en lui présentant une pétition revendiquant le vote de crédits suffisants pour l'armée, l'abolition de la dîme, la réforme du Droit, et la fixation d'une date de dissolution de ce Parlement afin qu'un nouveau puisse être élu selon la nouvelle loi électorale qui avait été débattue. Celle-ci, fixant le cens électoral à deux cent livres de capital personnel, rétrécit plutôt l'électorat, mais le redécoupage plus juste des circonscriptions accorde des sièges à bien des régions qui n'en avaient pas. Globalement l'électorat est élargi.

Le Parlement croupion ne faisant mine de satisfaire aucune revendication, la colère monte dans l'armée. Le 20 avril 1653 Cromwell et le major-général Harrison dissolvent le Croupion. Thomas Harrison, ancien clerc de notaire, fils d'un boucher maire de sa commune, représente un secteur radical dans l'armée. En même temps les républicains Vane, Haselrig, Ludlow, Marten, trop attachés à la suprématie parlementaire, et opposés à la dictature militaire, sont écartés du Conseil d'Etat.

Cromwell et les généraux convoquent alors un Parlement dit "désigné", formé de personnes qu'ils nomment ("Barebones Parliament") (juillet-décembre 1653). Ce sera le Parlement le plus progressiste de la révolution. Le Parlement désigné institue le mariage civil, vote une loi soulageant les débiteurs et les prisonniers pauvres, veut restreindre la condamnation à mort des voleurs aux récidivistes, et met en chantier un Code pénal, que Cromwell souhaite, et discute l'abolition de la dîme, qu'il ne souhaite pas.

Le 12 décembre 1653 la droite de la Chambre, emmenée par deux jeunes nobles, Sir Charles Wolseley et Sir Anthony Ashley-Cooper (1621-1683), au moyen d'une manœuvre, s'arrange pour voter la dissolution en l'absence de la majorité. Cromwell ratifie la dissolution et le général Lambert se charge de renvoyer chez eux les députés qui s'obstinent à vouloir siéger.

Le Protectorat, nouvelle monarchie

Harrison est écarté du Conseil d'Etat, tandis qu'y font leur entrée le général Desborough, Wolseley, Ashley-Cooper et un autre aristocrate, le colonel Edouard Montagu, neveu du comte de Manchester! Lambert rédige une constitution qui entre en vigueur le 16 décembre 1653 déjà, *L'Instrument de gouvernement :* le Commonwealth (en anglais, république se dit alors *commonwealth)* d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande est gouverné par un "Lord-Protecteur", élu à vie, et un Parlement trisannuel de 460 députés élus selon la nouvelle loi électorale des deux cent livres décrite plus haut.

En acceptant le titre de "Lord Protecteur", qui était le titre traditionnel anglais pour un régent du royaume, Olivier Cromwell ne s'assurait pas seulement la commodité d'un pouvoir dictatorial qui lui faciliterait son rôle d'équilibriste entre les classes dominantes d'une part, l'armée et les plébéiens d'autre part; mais il acceptait d'instituer dans sa propre personne la restauration monarchique qu'appelaient de leurs vœux les possédants. On restaure les solennités d'une monarchie, on flatte les royalistes ralliés, les républicains se retirent chez eux ou font des séjours en prison; commence le règne à la tête de la police de John Thurloe, ex-secrétaire personnel de Cromwell, avec son réseau tentaculaire d'informateurs; la censure est rétablie en août 1655 tandis que le fidèle John Milton, secrétaire aux langues étrangères, quitte le service du gouvernement.

Le premier Parlement du Protectorat siège de septembre 1654 à janvier 1655, après des élections ouvertes et contestées qui donnent une majorité conservatrice, c'est-à-dire presbytérienne. Le niveleur Wildman est élu avec quelques amis, mais le Conseil d'Etat lui interdit de siéger. Le Parlement entreprend de réviser *L'Instrument de gouvernement* pour diminuer le pouvoir du Lord-Protecteur, augmenter celui du Parlement, et pour diminuer la tolérance religieuse; Ashley-Cooper propose que Cromwell devienne roi; mais le Parlement refuse les crédits que demande le gouvernement pour payer l'armée. Devant l'impasse il est dissout.

Le pays est alors divisé en onze régions, gouvernée chacune par un Major-Général. Ce fut la seule fois dans son histoire que l'Angleterre connut un système aussi centralisé avec de véritables préfets. Les possédants enragèrent : on leur enlève la gestion des comtés, pour la confier à des parvenus zélés qui flattent les plébéiens et se mettent à combattre les enclôtures...

Un deuxième Parlement siège de l'automne 1656 à février 1658. La majorité des députés démontre sa rage contre les radicaux en condamnant, pour "blasphème", le dirigeant quaker James Nayler (1617-1660), ancien quartier-maître de Lambert, à être fouetté et à avoir la langue percée. Cromwell laisse faire, mais adresse ensuite une solennelle remontrance au Parlement en défense de la liberté religieuse.

Reprenant la question constitutionnelle, le Parlement négocie un compromis avec Cromwell. Par le texte de "l'Humble Pétition et Conseil", voté dans sa forme finale le 25 mai 1657, les pouvoirs du Parlement sont accrus et la tolérance religieuse restreinte, mais Cromwell peut nommer son successeur et désigner une Chambre Haute qui va rassembler les notabilités du régime, surtout des généraux. Au dernier moment les généraux forcent Cromwell à refuser le titre de roi que lui propose le Parlement. Mais le général Lambert refuse la nouvelle monarchie et démissionne de toutes

ses charges.

Quand le Parlement refuse de voter des crédits militaires et prétend refuser des nominations à "l'Autre Chambre", il est dissout à son tour.

Olivier Cromwell, découragé et malade, meurt en septembre 1658 dans une ambiance générale d'impasse du régime

IX. L'évolution du radicalisme démocratique

La défaite des niveleurs en 1649 a entraîné le désarroi et surtout la fragmentation des radicaux, mais non leur disparition. Un milieu, minoritaire mais large et influent d'activistes plébéiens existe, qui continue d'agiter la plupart des idées "niveleuses". Dans ce milieu on distingue plusieurs courants politico-religieux différents, souvent rivaux :

- Quelques-uns des principaux leaders niveleurs, Wildman, Sexby, Overton, se fixent après 1653 l'objectif d'assassiner Cromwell. Et pour cela entrent en contact avec les royalistes pour obtenir de l'argent et le soutien de leurs réseaux clandestins. Plusieurs tentatives eurent lieu sans succès; le plus souvent Thurloe, bien informé, arrêta des conjurés qui n'en étaient qu'aux préparatifs. Le plus déterminé, Sexby, est l'auteur probable du livre à succès de 1657 *Killing No Murder (Tuer n'est pas assassiner)* qui justifie la nécessité de tuer Cromwell. Impliqué dans une tentative d'assassinat en janvier 1658, il est arrêté en juillet et meurt en prison six mois plus tard, fou (torturé?).

- les "divagateurs" *(Ranters),* forment un milieu identifiable entre 1649 et 1651 à Londres, et dans quelques grandes villes. Ce sont des intellectuels plébéiens qui se réunissent dans des tavernes pour fumer du tabac (une nouveauté à l'époque), une herbe réputée créer des états de conscience supérieurs, discuter des idées les plus audacieuses les unes que les autres, et expérimenter des nouveaux modes de vie : des communautés d'habitation, le nudisme, l'amour libre et l'insolence provocatrice à l'égard de toutes les autorités. Les "divagateurs" poussent à l'extrême l'antinominianisme : il n'y a pas de péché et pour les purs toutes choses sont pures. Il n'y a pas d'Au-delà et Dieu est une Force qui existe au sein de tous les hommes et dans toute la nature. C'est contre eux que le Parlement vote la Loi contre le blasphème du 9 août 1650 : sera puni quiconque se prétend Dieu ou l'égal de Dieu, et nie l'existence du péché. A force de menaces, on les contraint à se rétracter et s'excuser en 1651.

- les Cinquième Monarchistes furent un courant de plus de poids, puisque Cromwell parut s'allier à eux de 1650 à 1653. Le major-général Harrison fut leur membre le plus éminent. Ce sont des millénaristes : le retour du Christ est imminent qui renverse toutes les monarchies terrestres pour instituer son royaume sur terre, la Cinquième des Monarchies annoncées dans l'Apocalypse biblique.

Il faut préparer cette arrivée en établissant la dictature des saints, l'avant-garde consciente, c'est-à-dire l'Armée Nouveau Modèle, pour réaliser l'égalité et abolir toutes les noblesses. La base des Cinquième Monarchistes est parmi les artisans drapiers et dans l'armée. Leurs dirigeants sont un groupe de prédicateurs influents. Leur origine se trouve dans une déclaration millénariste publiée à Musselburgh le 1er août 1650 par un groupe de sous-officiers et soldats, dont Cromwell dit quelque bien, et dans les "Propagateurs de l'Evangile" que le Parlement envoya au Pays de Galles à la même période pour évangéliser cette province arriérée. Ils revendiquent surtout l'abolition de la dîme, la démocratisation des corporations et municipalités, la réforme du Droit en faveur des pauvres et des débiteurs, l'élection des juges, l'abolition des impôts indirects. La création du Protectorat est pour eux une trahison, "l'Apostasie", mais ils refusent de comploter contre le régime et restent le courant républicain radical dans l'armée. Plusieurs de leurs dirigeants sont emprisonnés sous le Protectorat. En prison, ils se lient à Henry Vane.

En 1657 un petit groupe d'entre eux, surtout des artisans, organise une révolte armée en plein Londres. Ils sont dirigés par Thomas Venner, artisan tonnelier, qui publie le manifeste *Un étendard dressé (A Standard Set Up).*

Les quakers

- Si les Cinquième Monarchistes sont un mouvement essentiellement londonien, c'est de la province que vient le principal mouvement radical des années 1650, plus exactement des régions drapières du nord : la Société des Amis, dite les quakers, c'est-à-dire les trembleurs. Tandis que les congrégationalistes, les "baptistes généraux" (issus des anabaptistes), s'embourgeoisent et se distancient de tout radicalisme après 1649, les quakers héritent de la tradition anabaptiste et familiste. Les quakers ne croient pas en un Au-delà, rejettent tout sacrement et toute prêtrise, mettent en doute la fidélité des Ecritures à l'esprit du Christ, refusent de prêter serment, d'enlever leur chapeau devant un supérieur et tutoient tout le monde. Le christianisme des quakers insiste sur "la Lumière intérieure" de chaque croyant. A la place d'un culte, une communauté de quakers s'assemble et attend en silence que Dieu inspire l'un ou l'autre d'entre eux qui prêchera en transes, avec des tremblements.

La fondation des quakers date de 1651, par deux anciens militaires devenus prédicateurs itinérants : James Nayler (1617-1660) et George Fox (1624-1691). Ils regroupent beaucoup d'anciens soldats exclus de l'armée pour radicalisme et devenus artisans itinérants, beaucoup de divagateurs repentis, et beaucoup d'anciens niveleurs. En fait les classes dominantes les considèrent comme la continuation du mouvement niveleur, purement et simplement. Avec quelque raison : durant les années 1650 les quakers reprennent dans leurs brochures la plupart des points du programme niveleur, et qui plus est, les mettent en avant dans des lettres ouvertes à Cromwell et des pétitions au parlement. Ils participent activement aux élections au Parlement de 1656, et en 1659 plusieurs personnalités quakers proposent l'application de formules constitutionnelles proches de l'Accord du Peuple. John Lillburne qui, bien que de

nouveau acquitté par le tribunal en 1653, a été maintenu en prison, y rallie les quakers en 1655. Ceux-ci lui font d'émouvantes funérailles à sa mort en prison en 1657. Gérard Winstanley également mourra quaker.

X. Un régime éclairé et efficace

Le régime cromwellien a de grandes réalisations à son actif. En particulier parce qu'il est richement doté en argent, grâce à la confiscation et la vente des terres confisquées aux royalistes et à l'Eglise, et grâce aux impôts indirects rationnellement organisés.

- Sur le plan intérieur, son administration, faite d'hommes neufs, d'origine sociale inférieure à leurs prédécesseurs royaux, mais formés à la stricte école des principes puritains, fut la plus rationnelle, la plus honnête et la plus efficace que l'Angleterre ait jamais connue jusqu'alors et longtemps après également. La plupart des fonctionnaires de l'Etat reçoivent dorénavant des salaires précisément réglés, au lieu des commissions qui étaient une source de corruption.

Thurloe ne fut pas que le chef de la police mais également l'organisateur de la poste des lettres, assumée par l'Etat sur tout le territoire. Les services réguliers de diligences sont généralisés.

Les juifs sont réadmis en 1655 en Angleterre dont ils avaient été chassés au Moyen-Age.

En Ecosse occupée, la paysannerie fut libérée des droits féodaux.

La République imposa sur le paysage anglais une marque, encore visible aujourd'hui, en rasant tous les châteaux forts. L'Université d'Oxford est purgée des théoriciens du droit divin des rois et autres conservateurs scolastiques, pour y installer une pléiade de savants baconiens d'avant-garde : John Wallis (1616-1703) le grand mathématicien et cryptographe de la République, Jonathan Goddard, son médecin des armées, Sir William Petty (1623-1687) l'arpenteur, statisticien et économiste.

Démentant la réputation de rabats-joie des puritains, c'est sous Cromwell que l'Angleterre voit les premières représentations d'opéra et les premières actrices de théâtre sur scène.

De l'internationalisme à l'impérialisme

- Sur le plan extérieur, si l'Angleterre absolutiste n'avait été qu'une puissance européenne de second ordre, l'Angleterre de la République et du Protectorat fut une grande puissance, qui se dote de la plus puissante marine d'Europe.

Le 9 octobre 1651 le Parlement a voté l'Acte de Navigation, loi protectionniste visant à favoriser les armateurs anglais : les marchandises ne peuvent entrer et sortir des ports anglais que sur des bateaux anglais, ou du pays producteur ou destinataire, si c'est un pays d'Europe; tous intermédiaires étant par là exclus. C'est contester la suprématie des marchands hollandais. Il en résulte la guerre de 1652 avec les Pays-Bas que l'Angleterre gagne. L'Angleterre succède ainsi aux Pays-Bas comme première puissance économique d'Europe.

Les protestants de tout le continent sont pris sous la protection de l'Angleterre. La politique étrangère évolua comme la politique intérieure ; celle de la République fut révolutionnaire : l'amiral Blake (1599-1657) débarqué à Cadix en 1651 y déclare sur la place publique, en faisant allusion à la vague de crises révolutionnaires en Europe (Catalogne 1640-1652; Sicile 1647; Naples 1647; France 1648-1653), que le monde en avait assez des rois et que tous les pays allaient devenir des républiques. L'ex-agitateur Sexby est de 1651 à 1653 un agent du gouvernement anglais à Bordeaux où il fait reprendre par les révolutionnaires plébéiens girondins de l'Ormée le texte de l'Accord du Peuple.

Sous le Protectorat la politique étrangère perd toute dimension internationaliste pour n'être plus qu'impérialiste. Dès 1654 la flotte anglaise a la maîtrise de la Méditerranée. Les pirates barbaresques y sont liquidés et des bases navales anglaises imposées aux beys de Tunis et Alger. En 1654 un traité commercial est conclu avec le Portugal qui vient de se séparer de l'Espagne et se met sous la protection de la flotte anglaise. En alliance avec l'absolutisme français, on fait la guerre à l'Espagne. La Jamaïque est conquise en 1655, la flotte de l'argent espagnole est interceptée et détruite en 1655 et à nouveau en 1657. Cette année là, l'Angleterre de Cromwell fait sensation en entretenant trois flottes simultanément au loin : Blake en Méditerranée, Penn aux Caraïbes, Goodson dans la Baltique!

XI. L'effondrement du régime 1658-1660

La constitution semi-monarchique du Protectorat prévoyait qu'à la mort d'Olivier Cromwell, son fils, Richard, lui succéderait. Richard Cromwell (1626-1712) était un homme plus compétent qu'on l'a dit, mais il fut rapidement dépassé par les événements. Olivier Cromwell était irremplaçable dans le rôle personnel qu'il jouait pour assurer l'équilibre du régime. Lui seul avait joui d'autant d'autorité, réunissant le prestige du chef militaire et celui du leader parlementaire, lui seul avait su se rapprocher à la fois des possédants et des dissidents religieux populaires, et mener une politique d'équilibre. Dans le vide laissé par sa disparition, les ambiguïtés de son régime reprennent la forme d'un face-à-face non résolu de partis conflictuels. Les sommets du régime apparaissent divisés en deux partis : d'une part celui des civils "restaurationnistes", dont l'ascension a marqué les dernières années du régime personnel de Cromwell, ceux qui lui ont proposé la couronne et auxquels Richard Cromwell est clairement lié; d'autre part celui des généraux, emmené par les plus politiques d'entre eux, Fleetwood, Desborough et Lambert, qui gardent quelque attache avec la tradition de républicanisme plébéien de l'armée. Ceux-ci entendent prendre leur revanche sur ceux-là et à la faveur de la division des sommets, et du relâchement de la censure, on va voir ressurgir le radicalisme démocratique, dans l'armée d'abord, puis en dehors.

Résurgence républicaine

Dès octobre 1658, une pétition circule dans l'armée demandant que Fleetwood soit nommé commandant-en-chef, fonction que Olivier Cromwell cumulait avec celle de Protecteur; une autre, moins bien vue des généraux, demande qu'aucun officier ne puisse être limogé sans cour martiale. En novembre est convoqué un Parlement "comme il est d'usage au début d'un règne". Elu dans les circonscriptions et selon les règles électorales en usage sous la royauté, il ne peut que refléter encore une fois les notabilités traditionnelles du pays, avec qui plus est un déplacement à droite supplémentaire.

Dans les nouvelles circonstances les différentes tendances de républicains vont réussir à resserrer leurs rangs dans une certaine mesure. Mais la passivité résignée des masses, et l'engagement dans les sectes religieuses des milieux plébéiens les plus actifs, vont totalement priver le républicanisme de base, de force de pression sociale. Ou est-ce cette absence qui a justement permis le resserrement des rangs républicains? La seule base sociale du républicanisme reste l'armée, or la place de l'armée reste le principal élément de discorde des républicains.

Immédiatement à droite de la place qu'avaient occupée les niveleurs, un nouveau regroupement de républicains apparaît donc, constituant la gauche des républicains parlementaires. Ce nouveau regroupement est réuni autour d'une personnalité nouvelle dont l'autorité est celle d'un théoricien :

James Harrington (1611-1677) sera le plus pénétrant théoricien républicain produit par la révolution anglaise, celui qui par son explication économique des causes des révolutions politiques est le précurseur des Lumières. De bonne et riche noblesse, il a un frère qui est un grand marchand spécialisé dans le commerce du Levant. Lui-même est un intellectuel universitaire qui n'a pas participé à la guerre civile. C'est un érudit de l'Antiquité grecque et romaine, mais aussi des républiques italiennes, un admirateur de Venise et de Machiavel; son mode de raisonnement est basé sur l'histoire comparative.

Il a acquis la notoriété en publiant en 1656 *La République d'Oceana* qui raconte l'histoire et la révolution du pays imaginaire d'Oceana, en lequel chacun reconnaît l'Angleterre, et décrit sous forme d'utopie l'application en Oceana des propositions constitutionnelles de l'auteur. Oceana est une polémique contre le *Léviathan* (1651) de Thomas Hobbes (1588-1679), le théoricien de l'absolutisme, mal vu des royalistes car matérialiste et athée, mais théoricien de l'absolutisme quand même, et précepteur du jeune Charles II.

Harrington explique le conflit entre la Chambre des Communes et la Royauté par le déclin économique de la noblesse féodale et l'enrichissement d'une classe nouvelle, plus nombreuse, de propriétaires représentée par les Communes. Privée de sa base sociale nécessaire, la noblesse, la royauté s'est trouvée en porte à faux par rapport à "la nouvelle balance de la propriété". A chaque balance de la propriété différente correspond une forme de gouvernement : la monarchie à la balance "gothique", la république et la démocratie à la nouvelle balance dans laquelle le "peuple" est bien plus riche que les restes de la noblesse.

James Harrington est souvent considéré comme le théoricien du suffrage censitaire. Or il était favorable au suffrage universel mâle. Plus exactement il est le théoricien d'une combinaison du suffrage universel et du suffrage censitaire dans des institutions de démocratie indirecte à plusieurs étages (deux chambres correspondant à deux classes d'électeurs définies par le revenu et l'âge). Pratiquement, en ces années 1659-1660, il est l'inspirateur d'une tentative de compromis entre le radicalisme démocratique plébéien et un républicanisme des possédants. C'est pourquoi il inspirera dans la révolution française les hommes du Directoire (1795-1799), qui l'éditeront en français, et dans la révolution des Etats-Unis Thomas Jefferson (1743-1826). Confronté au problème de la contradiction entre la revendication du suffrage universel et la préservation de l'inégalité économique dans le capitalisme, il est un précurseur de l'analyse des conditions d'équilibre de la "démocratie bourgeoise".

Harrington réunit autour de lui un club de discussion qui sera le foyer des efforts désespérés des républicains pour transformer la dictature militaire en une république institutionnalisée, afin d'empêcher la restauration du roi qu'annoncent l'impopularité générale du régime, le reflux du mouvement populaire et la détermination des possédants à mettre fin à toutes les formes du radicalisme plébéien.

Ce club qui deviendra célèbre sous le nom de Rota Club réunit la fine fleur de l'intelligentsia républicaine dont le député Henry Neville proche ami politique de Marten, les anciens leaders des niveleurs John Wildman (1621-1693) et Maximilian Petty, et le jeune Samuel Pepys (1633-1703). Milton et Vane s'en tiennent à l'écart mais ils y sont représentés par de très proches amis; pour Milton, Andrew Marvell et Cyriack Skinner, pour Vane, Henry Stubbe (1632-1676). Par ailleurs, les amis de Milton se retrouvent chez son ami le général Fleetwood, avec Ludlow, lui aussi ami politique de Harrington.

Le Parlement de Richard Cromwell se réunit le 27 janvier 1659. Les républicains n'y sont qu'une petite minorité.

La République rétablie

Bien évidemment cette chambre des Communes refuse à son tour de payer l'armée. En outre, elle refuse pendant des mois de reconnaître "l'Autre Chambre", par une conjonction des refus : à gauche du Protectorat celui des républicains pour qui c'est une chambre de "créatures" du gouvernement; à droite du Protectorat celui de la majorité presbytérienne et semi-royaliste pour qui elle usurpe la place de la vraie chambre des

vrais Lords par une chambre de parvenus révolutionnaires. Le débat se clôt par une victoire de la droite qui reconnaît finalement "l'Autre Chambre", en précisant qu'elle ne voudrait pas en exclure les anciens Lords (28 mars 1659). Le 18 avril, les Communes, contre tous les républicains pour une fois unis, votent une résolution contre l'armée, interdisant toute réunion du conseil des officiers et exigeant de ceux-ci un serment de ne jamais interrompre les débats du Parlement. C'en est trop. C'est que depuis mars des officiers se réunissent pour discuter politique, depuis avril des "agitateurs" se réunissent à nouveau à la taverne de Nag's Head; le 2 avril, le Conseil de l'armée s'est réuni (ce qu'on n'avait plus vu depuis longtemps) et Fleetwood reçoit une pétition signée par 680 officiers et sous-officiers. Le 16 février déjà avait reparu une brochure exposant le point de vue niveleur, intitulée *The Leveller*, à laquelle Harrington a aussitôt répondu par son *Art de la législation (Art of Lawgiving)*. Quand le Lord-protecteur finit par ordonner la dissolution du Conseil de l'armée, Fleetwood et Desborough mis sous pression par leur base, par le coup d'Etat militaire du 21 avril 1659, le contraignent à dissoudre le Parlement.

Mais les généraux, et surtout Lambert qui revient sur le devant de la scène, se méfient des républicains et se refusent à toute "aventure démocratique". A bout d'expédients, ils reconvoquent le Parlement Croupion, préférable aux utopies harringtoniennes et qui offre l'avantage d'apparaître comme le retour à la belle époque d'avant 1653, d'unité et de pouvoir des partisans de la "Cause", et par là une certaine concession quand même aux républicains. Le 8 mai, les quarante premiers vétérans du Croupion réunis, dominés par les républicains, votent leur intention de rétablir la République sans Protecteur et sans Chambre des Lords et élisent un Comité de Salut Public. Les administrateurs du Protectorat sont démis et Vane, Ludlow et Haselrig reviennent au pouvoir. Le 25 mai Richard Cromwell donne sa démission et se retire sur ses terres où l'attend une longue vie paisible.

La République restaurée va se désagréger en quelques mois dans les querelles de ses artisans, tandis que les classes dominantes, alarmées par la résurgence du radicalisme républicain, glissent au royalisme avoué et que les classes populaires, après tant de désillusions et de confusion, en viennent à souhaiter le retour du roi qui signifie pour elles le retour à des formes légales, par dégoût de l'arbitraire des généraux.

Comment fonder une république durable?

Les généraux intriguent les uns contre les autres, tandis que les républicains polémiquent entre eux dans les brochures par lesquelles ils cherchent désespérément à défendre la validité d'une République. La question sociale et l'armée continuent de les diviser. Les niveleurs qui connaissent un certain regain durant l'été 1659 sont violemment opposés à la dictature des généraux et se battent pour une assemblée unique élue au suffrage universel, limitée seulement par le respect de l'Accord du Peuple. Harrington et ses amis, opposés à la dictature de l'armée et soucieux de son coût fiscal, proposent que l'armée soit dissoute après avoir instauré une Chambre Basse d'un millier de députés élue au suffrage universel dans 50 circonscriptions égales, et d'une Chambre Haute, un sénat de 300 députés élu au suffrage censitaire et renouvelé à intervalles réguliers par rotation (comme le Sénat des USA!) (*Pour enclouer le canon*, de J. Harrington, 2 mai 1659; *Le devoir de l'armée, ou fidèle conseil aux soldats*, de Neville, Marten et Wildman, 2 mai 1659; *L'Humble pétition de diverses personnes bien disposées*, 6 juillet 1659). Les amis de Milton et de Vane, plus réalistes eux, se rendent compte que l'armée est le seul rempart contre la restauration de la monarchie et que toute assemblée élue risque fort d'incliner vers le roi. Aussi proposent-ils une Chambre Haute, réunissant des personnalités sûres, nommées à vie, chargée de préserver les acquis de la révolution (*Un correctif nécessaire ou contre-poids dans le gouvernement populaire, expliqué dans une lettre à M. James Harrington, à l'occasion de son récent traité* de H. Vane, mai 1659; *Un Essai en défense de la bonne vieille cause* de H. Stubbe, septembre 1659; *Une manière facile et toute prête d'établir une libre République* de J. Milton, octobre 1659). Stubbe, moins réservé à l'égard du suffrage universel que Milton, propose une Chambre des Communes élue au suffrage universel, plus un "Sénat choisi" à vie, réunissant des personnalités choisies parmi les indépendants (c'est-à-dire beaucoup de généraux), mais aussi parmi les anabaptistes, les cinquième monarchistes et même parmi les quakers. Enfin une dernière tendance animée par Haselrig défend le point de vue du farouche républicanisme oligarchique, de la suprématie absolue d'une chambre unique élue par les seuls possédants.

La désagrégation

Haselrig, brillant manœuvrier parlementaire ne cessera de jouer un jeu dangereux d'alliance avec la majorité des Communes pour attaquer l'armée au nom de la suprématie parlementaire. Le Croupion enfin réuni ne vote bien sûr pas d'argent pour l'armée. Le 19 août 1659, Lambert doit aller écraser une importante rébellion royaliste dans le Cheshire, qui regroupe des royalistes et des presbytériens sous le slogan : "Un Parlement libre, baisse des impôts". L'armée victorieuse adresse une pétition au Croupion que celui-ci ordonne le 23 septembre d'interdire. Et le 10 octobre, le Croupion déclare invalides toutes les lois édictées depuis avril 1653 et vote la mise en arrestation de Lambert parce qu'il autorise la pétition dans la troupe. La riposte des généraux ne se fait pas attendre.

Deux jours après, le 12 octobre 1659, nouveau coup d'Etat militaire, l'armée boucle le Parlement et l'empêche de se réunir. Un nouveau Comité de Salut Public est constitué, formé de généraux et de républicains modérés pro-armée.

C'est alors qu'entre en scène le général Monck, le commandant de l'armée d'occupation de l'Ecosse depuis 1650, dont l'ombre se profile de façon menaçante depuis la mort d'Olivier Cromwell. George Monck (1608-1670), ancien officier professionnel de l'armée royale, rallié en 1646, s'était toujours tenu à l'écart de

la politique londonienne et avait soigneusement étouffé toute activité politique dans ses régiments. Son armée, régulièrement payée sur les impôts prélevés en Ecosse occupée, est l'instrument idéal pour un coup d'Etat réactionnaire. Monck n'avait-il pas conseillé à Richard Cromwell de purger l'armée, rétrécir la tolérance religieuse, et inclure dans la Chambre Haute quelques personnalités bien nées... qui participeront au soulèvement royaliste de l'été 1659.

Voici qu'en octobre 1659, Monck proteste contre la suspension du Croupion et annonce qu'il va intervenir pour restaurer l'autorité civile contre le factieux Lambert.

Cherchant désespérément des appuis, le Comité de Salut Public finit par s'approcher des quakers, leur propose leur réintégration dans l'armée, des commandements, un brevet de lieutenant-colonel pour Fox. En effet, depuis la chute de Richard Cromwell, on a nommé des quakers à des postes de responsabilité, en particulier comme juges de paix dans les comtés. Mais c'est trop tard. Les quakers refusent. Ils ne font pas confiance aux généraux. Fox publie certes encore des brochures antimonarchiques, mais s'apprête à donner aux quakers une structure organisationnelle plus stricte, à restaurer la foi en un Au-delà, à proclamer en janvier 1660 le principe de non-violence, bref à faire des quakers une secte organisée capable de survivre à la Restauration.

La restauration du roi

Monck, qui a reçu des assurances des classes dominantes écossaises, marche lentement sur Londres, soulevant partout la liesse des possédants qui voient en lui l'instrument de leur revanche. Le sol glisse à toute vitesse sous les pieds des républicains de toutes les couleurs. Début décembre, Ashley-Cooper retourne la garnison de Portsmouth contre le Comité de Salut Public; Fairfax soulève la gentry du Yorkshire, se rallie à Monck et s'empare de la ville de York; les amiraux se rallient à Monck et pénètrent avec la flotte dans la Tamise. Des élections changent la majorité du Common Council de Londres et en purgent les acheteurs de terres confisquées; la nouvelle municipalité refuse tout crédit au gouvernement : la bourgeoisie de Londres lâche le régime. Les généraux perdent la tête dans une lamentable confusion. Le 24 décembre Fleetwood autorise la réunion du Croupion, démissionne de tous ses commandements et se retire chez lui.

Le Croupion exclut de ses rangs Lambert et Vane. Monck entre à Londres le 3 février 1660 sans tirer un seul coup de feu. Il met en prison généraux, républicains, niveleurs, purge l'armée, fait réadmettre aux Communes les députés purgés en 1648. Denzil Holles revient. Prudemment, sans jamais expliquer ses intentions, Monck organise la Restauration. Il fait voter aux Communes leur dissolution le 16 mars, et l'élection d'un Parlement-convention qui se réunira le 25 avril.

Depuis l'entrée de Monck à Londres, un Edward Hyde a compris qu'il suffit que Charles II de son exil propose une raisonnable amnistie, une raisonnable liberté de conscience en matière religieuse, et surtout un minimum de sécurité à tous les acquéreurs de terres expropriées, et le respect de la législation anti-absolutiste de 1641 signée par son père, pour que les classes possédantes puissent se réunifier autour de sa restauration sur le trône. C'est ce qu'il fait par sa Déclaration de Breda du 4 avril, rédigée par Hyde. Le 8 mai, le Parlement, avec Chambre des Lords comme jadis, proclame Charles Stuart roi. Charles II entre à Londres le 29 mai 1660 aux acclamations de la foule.

A part quatre régiments de Monck, l'armée est dissoute, après avoir été scrupuleusement payée cette fois (un million de livres voté pour cela!). Fleetwood a le mot de la fin pour un puritain : "Dieu nous a craché à la figure!"

XII. De la Restauration à l'Angleterre moderne

La revanche

Les royalistes rentrés au pays ou sortis de leur exil intérieur prirent leur revanche. Onze hommes d'Etat régicides et républicains, dont le major-général Harrison et Sir Henry Vane, sont décapités, après avoir fièrement justifié leurs actions et leurs idées. Quelques dizaines d'autres sont emprisonnés à vie, comme le vieil échevin Isaac Pennington qui meurt en prison en décembre 1660 ou comme le général Lambert à qui l'année 1660 a brisé l'âme et qui croupit jusqu'à sa mort en 1683 dans la forteresse de Guernesey. Plusieurs ne durent leur salut qu'à l'exil, sur le continent ou en Amérique, comme Edmond Ludlow (1617-1692) qui se réfugie en Suisse à Vevey, où il vit jusqu'en 1692, écrivant ses mémoires, fidèle à ses convictions.

Le corps de Cromwell et de quelques autres, dont l'amiral Blake, sont déterrés pour être publiquement pendus.

Edouard Hyde, fait comte de Clarendon, devient Lord Chancelier et prend la tête du gouvernement. Mais l'essentiel du personnel administratif, et une bonne partie du personnel gouvernemental, du Protectorat reste en place et les royalistes sont bien déçus de ne pas pouvoir les remplacer. Le roi était restauré au sommet d'un appareil d'Etat qui reste celui du Protectorat. George Monck est fait Duc d'Albermarle, le comte de Manchester nommé Grand Chambellan, Edouard Montagu comte de Sandwich, Anthony Ashley-Cooper baron puis comte de Shaftesbury, Denzil Holles fait baron est dorénavant Lord Holles. Sur les trente membres du Conseil privé du roi en 1661, douze ont fait la guerre civile du côté parlementaire. C'est la revanche des presbytériens.

Mais les royalistes veulent leur revanche à eux. La répression s'accentue en un deuxième temps. L'occasion se présente en 1661 après le deuxième soulèvement des cinquième monarchistes de Thomas Venner cette année-là. Pendant plusieurs jours des groupes d'artisans se battent à Londres contre les forces de l'ordre. Venner a publié un manifeste *Une Porte d'espoir (A Door of Hope)*. Le soulèvement est noyé dans le sang, Venner

exécuté cette fois.

La Restauration se durcit donc : James Harrington est arrêté le 28 décembre 1661; il reste en prison jusque vers 1665, d'abord à la Tour de Londres puis à Plymouth, puis est libéré de façon anticipée parce qu'il est mentalement dérangé. Wildman passe aussi six années en prison.

Le clergé presbytérien qui croyait pourtant avoir démontré son conservatisme, va être victime à son tour de l'acharnement restaurateur. Le nouveau Parlement est rempli de royalistes bigots qui, faute de sérieusement pouvoir récupérer leurs terres, se consacrent à restaurer l'Eglise anglicane dans toutes ses pompes laudiennes et à voter une législation draconienne contre toutes espèces de dissidents religieux. Par conséquent en 1662, 1760 curés presbytériens, que les anabaptistes et quakers considéraient comme leurs persécuteurs, sont tout surpris de se retrouver dans le rôle des persécutés et d'être chassés de leurs paroisses et donc privés de leurs revenus.

Survie et acquis

John Milton a été arrêté à la Restauration et a échappé de peu à une condamnation; ses livres sont brûlés; libéré il doit se cacher chez lui, se faire oublier, vivre de leçons particulières. Il travaille à ses trois chefs-d'œuvre, trois grands poèmes bibliques épiques : *Le Paradis perdu*, qui paraît en 1667, est une épopée de la Chute dans laquelle le poète accablé pense la malice de l'histoire en termes de malice du Dieu de l'Ancien Testament; *Le Paradis retrouvé*, l'épopée du Christ, paraît en 1671, en même temps que *Samson Agonistes* qui est l'épopée de l'espoir retrouvé et de la seconde chance du leader du peuple hébreu. Milton devait ruser avec la censure et ses lecteurs de l'époque décodaient entre les lignes les allusions qui maintenaient leur fidélité aux idéaux républicains. Milton sera le poète des Whigs.

Henry Stubbe lui va vivre comme médecin, et rédiger l'œuvre probablement la plus époustouflante de l'esprit critique puritain : son *Récit de l'ascension et du progrès de l'Islam, avec une vie de Mahomet (Account of the Rise and Progress of Mahometanism, with the Life of Mahomet)*. C'est en fait une histoire des débuts du christianisme dans l'effort de retrouver, à l'origine de l'Islam, le christianisme primitif. Le Coran a paru en traduction à Londres en 1649 et l'Islam avec sa simplicité doctrinale, et son monothéisme rigoureux, a fasciné les puritains. Le livre de Stubbe ne sera jamais publié mais circulera parmi les intellectuels.

Les savants baconiens ont été chassés à la Restauration de l'Université d'Oxford. John Ray (1627-1705) le botaniste et paléontologue, et probablement le plus brillant biologiste de son temps, préfère lui démissionner de sa chaire de Cambridge plutôt que de servir "sous le joug de l'esclavage". Mais si Oxford et Cambridge peuvent bien retourner en arrière, les savants baconiens sont trop prestigieux pour rester des proscrits.

Emmenés par Wallis et Robert Hooke (1653-1703) le grand physicien et anatomiste, ils obtiennent l'appui du roi Charles II lui-même, pour fonder une société privée, mais qui va servir de modèle aux académies des sciences de toute l'Europe : la Royal Society. Sous son égide, la science anglaise va littéralement exploser et acquérir le leadership de l'Europe savante : le physicien et chimiste Robert Boyle (1627-1691), l'astronome John Flamsteed (1646-1719) qui fonde l'observatoire de Greenwich, son successeur Edmond Halley (1656-1742) qui prédit que la comète de 1681-1682 reviendra en 1758, et surtout le grand Isaac Newton (1642-1727) qui avec sa théorie de la gravitation universelle (en plus de son calcul différentiel et de sa théorie des couleurs) met les astres sous l'empire des mathématiques et fonde la possibilité d'élucider le mécanisme de l'univers tout entier. Le Dieu horloger de Newton succède à la Providence interventionniste de Milton.

Il n'est pas facile de définir la nature de classe du régime issu de la Restauration de 1660. En surface, le roi, la cour, les lord et les évêques rétablissent toutes les solennités d'une monarchie absolutiste de l'époque. Mais en dessous, la suprématie de la Chambre des Communes, désormais fréquemment réunie, est solidement établie. La législation anti-absolutiste de 1641 ne fut pas abolie, l'Acte de Navigation fut confirmé. L'absolutisme anglais avait disparu pour toujours, comme le féodalisme. Les soldats licenciés eurent le droit de s'établir artisans sans être certifiés par les corporations de métiers. En 1689 sur deux cent villes anglaises, seul un quart d'entre elles avaient encore des corporations.

La monarchie parlementaire des whigs

En février 1660, Harrington avait prédit à son ami Aubrey que le Parlement qui venait d'être élu, dominé par les royalistes, étant un parlement de propriétaires, tournerait républicain au bout de sept ans. Il ne devait pas tourner républicain au sens strict du terme, mais bien au sens que lui donnait Harrington : en 1667 en effet, ces mêmes députés renversaient le comte de Clarendon et soumettaient les comptes de l'Etat à une commission parlementaire, comme aux beaux jours de la République, chose inouïe dans l'Europe absolutiste. De 1667 à 1673 l'homme fort du gouvernement fut le comte de Shaftesbury, c'est-à-dire Ashley-Cooper, l'ancien ministre de Cromwell! Shaftesbury (1621-1683) après sa chute en 1673, va fonder le parti *whig*, l'ancêtre du parti libéral, qui gouvernera l'Angleterre pendant une grande partie du XVIIIe siècle et du XIXe.

Le roi Charles II était un homme malin mais parfaitement désabusé. Durant son long règne (1660-1685) il va systématiquement mais prudemment renforcer son pouvoir. Son héritier, son frère cadet Jacques (duc d'York) lui, affichait sans retenue un farouche programme absolutiste. Contre lui et contre le renforcement du parti de la Cour et de l'Eglise, Shaftesbury rassemble les presbytériens avec le vieux Denzil Holles, les marchands et financiers londoniens, s'allie les dissidents protestants et fonde en 1675 le Club du Ruban vert (Green Ribbon Club). Verte avait été la bannière des niveleurs... Le nouveau parti whig mène campagne, en vain, en 1679 pour faire voter par le Parlement l'exclusion du duc d'York de la succession.

Les adversaires des whigs, les tories, ancêtres des actuels conservateurs, sont les partisans d'un pouvoir royal fort et de la persécution des dissidents religieux. Ils s'appuient sur la petite noblesse campagnarde. Ils ne se situent pas moins dans le cadre de la suprématie parlementaire définie par la législation de 1641. Et si Charles II et Jacques II se firent catholiques, et s'entouraient de ministres et d'officiers catholiques, c'est parce qu'eux seuls étaient prêts à soutenir un programme franchement absolutiste.

Quand Jacques II, après trois ans de règne, eut non seulement grignoté un trop grand rétablissement des prérogatives royales mais qu'il eut l'audace de chercher à s'allier par-dessus la tête des classes dominantes, aux dissidents religieux plébéiens, tories et whigs ensemble se dressèrent contre lui (1688). Ils firent appel à son beau-fils, le prince d'Orange, stadhouder de la très bourgeoise République des Pays-Bas. Guillaume III d'Orange débarqua à la tête d'une puissante armée et entra très pacifiquement à Londres, tandis que Jacques II repartait en exil pour le restant de ses jours.

Guillaume et sa femme Marie furent proclamés souverains par le Parlement après qu'ils eurent signé une "Déclaration des droits" *(Bill of Rights)* limitant drastiquement les prérogatives royales. Mais le vieux républicain Ludlow qui croit l'heure venue de rentrer d'exil est fermement refoulé sur le continent. Les whigs vont discuter pendant 150 ans de l'élargissement du droit de vote, mais au gouvernement pendant la plus grande partie de ce temps, ils n'en feront rien. L'ère des whigs voit la création de la Banque d'Angleterre (1694), l'invention du budget public voté, du cabinet ministériel responsable devant le Parlement et non plus devant le roi, l'instauration en 1695 de la liberté de la presse, de l'Union des royaumes d'Angleterre et d'Ecosse (1707), de la révolution industrielle, de la conquête des Indes. Un Etat bourgeois est né, sous la forme d'une monarchie parlementaire, étroitement censitaire et socialement conservatrice. Le deuxième Etat bourgeois en Europe après les Pays-Bas, et comme eux le refuge et le modèle des philosophes des Lumières. Le publiciste whig de gauche Toland édite les mémoires de Ludlow en 1698, les œuvres complètes de Harrington en 1700.

Des whigs aux Lumières

L'idéologue des whigs est John Locke (1632-1704). Le protégé de Shaftesbury, il sera le maître à penser philosophique et politique de Voltaire et des Lumières. Il glorifie le coup d'Etat distingué de 1688 qui supprime selon lui la nécessité de toute révolution future. Par son *Traité du gouvernement civil (First Treatise of Civil Government)* de 1690 il est le théoricien de la monarchie constitutionnelle. C'est par lui que les Lumières, et donc les révolutionnaires français de 1789 héritent quelque chose de la révolution anglaise : le constitutionnalisme modéré des whigs, héritiers des presbytériens de 1640-1660. Dans cette transmission, le républicanisme indépendant, Cromwell, le radicalisme démocratique, les idées des niveleurs, sont occultés et tabou. Tandis que les républicains encore vivants à la fin du XVIIe siècle vomissent le régime des whigs qui n'est pour eux que trahison des idéaux de la révolution, leur langage à eux est devenu incompréhensible aux progressistes et aux radicaux du XVIIIe siècle. Le contenu politique démocratique du programme des niveleurs et celui des démocrates de la fin du XVIIIe siècle est exactement le même, mais un fossé culturel les sépare. Les jacobins ne reconnaissent pas les niveleurs et les républicains anglais comme leurs ancêtres, car ils ne les connaissent pas. Ils dorment enfouis dans des archives obscurcies par leur complexe langage biblique. Locke lui par contre écrit dans le langage clair, rationaliste, laïque surtout, mais à vrai dire simplifié, des Lumières.

Les presbytériens anglais deviennent les "latitudinaires" : le calvinisme a perdu son tranchant et il est devenu un tolérant déisme rationaliste. L'univers mental de la révolution anglaise a définitivement disparu.

Locke et les whigs transmettent donc aux Lumières une interprétation ultra-modérée de l'héritage de la révolution anglaise. Il faut y rattacher cette institution si particulière des Lumières et du libéralisme venue d'Angleterre : la franc-maçonnerie. Cette société de pensée semi-secrète est fondée en 1717 à Londres. Elle prend pied en France en 1725. Sa première condamnation par le Vatican date de 1738. La franc-maçonnerie combine des rites ésotériques avec une idéologie de libéralisme, de tolérance, de philanthropie, de rationalisme, mais aussi de réformisme ultra-modérantiste, de méfiance du peuple et de la démocratie, si typique des Lumières. Elle va être un lieu de rencontre entre les philosophes des Lumières, des bourgeois progressistes, et des aristocrates éclairés, voire des rois réformistes. En effet, la confiance placée dans les réformes par en-haut des "despotes éclairés" fut très typique des Lumières. Mais la franc-maçonnerie fut aussi le lieu de regroupements préparatoires de nombreux révolutionnaires de la fin du XVIIIe siècle et du XIXe : de nombreux acteurs des révolutions nord-américaine, française, latino-américaines étaient franc-maçons; pour n'en citer que quelques uns : Condorcet, La Fayette, Danton, Marat, Couthon, Babeuf, ... et aussi Mozart...

Les quakers, eux, après avoir été cruellement pourchassés dans les années 1660-1670 sont finalement laissés en paix. Exclus de tous les emplois publics, et des universités, ils sont une secte plébéienne renommée pour ses principes moraux et non-violents, et pour sa généreuse bonté. Avec leurs propres écoles et leur refus de se plier aux petits rituels de la déférence sociale, ils sont une école de la dignité plébéienne. Mais ils forment également un réseau de solidarités et se spécialisant dans le commerce et les prêts durant le XVIIIe siècle de l'expansion capitaliste anglaise, ils donneront naissance à de grandes entreprises capitalistes : les Lloyds et les Barclays!

Le renouveau démocratique anglais

Le XVIIIe siècle anglais c'est la révolution industrielle, presque un siècle avant le continent : Adam Smith (1723-1790) publie *La Richesse des nations* en 1776, l'entrepreneur John Wilkinson construit le premier pont en fonte en 1779, James Watt (1736-1819)

met au point sa machine à vapeur rotative en 1784.

C'est la liquidation du paysan et de l'artisan anglais, l'exode rural, la formation de la classe ouvrière anglaise, la misère la plus noire pour le peuple mais aussi le décollage industriel, les premiers signes (précurseurs) d'une élévation du niveau de vie du salarié industriel anglais.

Le radicalisme démocratique anglais renaît autour de 1768 pour la défense d'un bouillant distilleur et éditeur de journal, député aux Communes situé à la gauche des whigs : John Wilkes (1727-1797). Wilkes dépose devant les Communes en 1776, l'année de la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis d'Amérique, la proposition du suffrage universel mâle, en vain bien sûr. Elu sous la pression du mouvement plébéien, échevin puis Lord-Maire de Londres, Wilkes et d'autres whigs de gauche soutiennent les insurgés d'Amérique. En 1776 à Philadelphie, un quaker fraîchement débarqué d'Angleterre, Thomas Paine (1737-1809), artisan corsettier de son état et lecteur passionné de Milton, publie un manifeste républicain et indépendantiste qui va devenir un *bestseller, Common Sense (Le bon sens).* Paine qui est le leader du mouvement démocratique plébéien dans la révolution américaine, va rentrer en Angleterre où il anime de 1789 à 1792, aux côtés, ou plutôt en concurrence avec des whigs de gauche, le mouvement de solidarité avec la révolution française. Autour de Paine, s'y illustrent la féministe Mary Wollstonecraft (1759-1797) et son mari l'écrivain radical William Godwin (1756-1836). Paine doit se réfugier en France en 1792 et siègera à la Convention parmi les girondins. Il incarne un internationalisme républicain démocratique des révolutions de la fin du XVIIIe siècle. Mais dans l'Angleterre de la révolution industrielle, le "jacobinisme" est un mouvement politique de la classe ouvrière et non plus seulement d'artisans! Les whigs s'en détournent comme ils se détournent de la révolution française. C'est contre le virage à droite de l'un d'eux, Edmond Burke (1729-1797), exprimé dans sa brochure de 1790, *Réflexions sur la révolution en France,* devenue le livre de chevet de la contre-révolution libérale, que Paine écrit *Les Droits de l'Homme* en 1791. Et le "jacobinisme" anglais est cruellement pourchassé.

C'est le mouvement ouvrier qui fait pression dès les campagnes de pétition massives des Chartistes de 1829 à 1839-1842, pour le suffrage universel. Par le Reform Act de 1832, les classes dominantes anglaises ne concèdent qu'un léger élargissement du suffrage censitaire et un peu plus de justice dans l'attribution des sièges au circonscriptions : c'est rétablir enfin la réforme électorale de 1654! Manchester, Leeds et Birmingham récupèrent enfin leurs sièges obtenus en 1654 et perdus à nouveau en 1658! Le nombre d'électeurs passe de 500 000 à 800 000 dans un pays de 24 millions d'habitants.

Et pourtant la révolution de 1640-1660 doit avoir définitivement renversé des obstacles décisifs puisque le régime fondé en 1660-1688 se révéla effectivement capable de se transformer par degrés, au XIXe et XXe siècles, en une démocratie parlementaire comme celle des autres pays capitalistes industrialisés, et comme les autres, capable d'intégrer même le mouvement ouvrier : élargissements successifs du droit de vote en 1867 et en 1884-85. En 1885 le nombre des électeurs passe de 900 000 à 2,5 millions. La restriction des pouvoirs de la Chambre des Lords date de 1911. Le suffrage universel mâle est enfin accordé en 1918, en même temps que le droit de vote aux femmes de 30 ans et plus; le suffrage universel des femmes en 1928.

Toutes ces réformes ne se firent que sous la pression du mouvement ouvrier, non sans chaque fois de longues et dures batailles, mais pourtant sans véritables crises gouvernementales.

La révolution reniée

La révolution de 1640-1660 n'est pas célébrée par l'officialité britannique. Bien au contraire! Aujourd'hui comme durant tout le XIXe et le XXe siècles, c'est le mouvement ouvrier qui doit paradoxalement sans cesse à nouveau défendre la mémoire de la révolution, non seulement des niveleurs, mais de Cromwell, contre les diffamations de la bourgeoisie.

En restaurant la royauté en 1660 et en acceptant que les cadavres de Cromwell et d'autres révolutionnaires soient déterrés et pendus, les leaders des classes dominantes anglaises ont accepté de jeter un voile d'infamie sur les vingt ans de révolution. La révolution de 1640-1660 est diffamée, aujourd'hui encore, au mieux comme une guerre civile de hasard, fratricide, au pire comme une odieuse rébellion de fanatiques, alors que le coup d'Etat distingué de 1688 est appelé la "Glorieuse révolution".

Le compromis de 1660, en habillant l'Etat bourgeois anglais des falbalas de la monarchie féodale, va créer le système de justification de l'Etat britannique encore en vigueur aujourd'hui (et accessoirement encombrer l'Etat d'une grande puissance impérialiste du XXe siècle de survivances moyenâgeuses).

Ce système de justification, inventé par les whigs, insiste sur les aspects de continuité entre l'avant 1640 et l'après 1660 et non sur les aspects de rupture. Il a inventé le mythe d'une monarchie parlementaire idéale à l'époque de la bonne reine Elizabeth (1558-1603), détruite par les méchants rois Stuart et rétablie par la bonne législation anti-absolutiste de 1641; l'exécution de Charles Ier ensuite étant un dérapage aberrant et regrettable.

Aux XIXe et XXe siècles, il s'agira de prêcher un gradualisme respectueux de la tradition face aux luttes de la classe ouvrière et aux dangers de révolution prolétarienne. On fera donc de l'assemblage d'institutions féodales et capitalistes, bricolé par nécessité entre 1660 et le XVIIIe siècle, une vertu, le signe d'un prétendu génie britannique pour les changements graduels paisibles. Dans la deuxième moitié du XIXe siècle, les succès de l'industrialisation et de la conquête de l'empire sanctifieront le bricolage du prestige de la réussite aux yeux de millions de travailleurs. Leur fascination par la monarchie britannique dure à ce jour.

IV. Les révolutions bourgeoises ont-elles existé?

Depuis la fin du XIXe siècle s'était imposée au sein du marxisme une conception des "révolutions bourgeoises" qui, rejoignant une tradition commémorative de mouvements démocratiques bourgeois, ou petits-bourgeois, ou encore sociaux-démocrates, s'est vulgarisée très largement, influençant dans de nombreux pays toute une culture historique dominante, tout en conférant au concept de "révolution bourgeoise" une étiquette de provenance marxiste, même d'orthodoxie marxiste.

Une certaine tradition marxiste

Dans cette conception, la bourgeoisie, s'étant renforcée et enrichie par le développement du commerce puis du capitalisme au sein même de la société féodale, se révolte contre les obstacles que celle-ci place devant le développement du capitalisme. Le développement des forces productives entre en conflit avec les rapports de production dominants. (1) La bourgeoisie prend la tête de la nation opprimée pour renverser l'absolutisme et le féodalisme. Elle abolit les privilèges de la noblesse, réalise une réforme agraire, l'égalité devant la loi, assied l'indépendance, l'unité, l'identité nationales, et édifie une république parlementaire avec l'extension du droit de vote : la démocratie "bourgeoise" justement. Et ouvre la voie à l'industrialisation. Dans la société féodale d'Ancien Régime, la bourgeoisie, qui était une classe opprimée, fut donc une classe révolutionnaire. Elle réalisa sa révolution, imposa sa dictature sur les ruines des institutions féodales et absolutistes et devint la nouvelle classe dominante de la nouvelle société capitaliste. Puis le terrain ainsi nettoyé, elle se retrouva face à face avec la classe ouvrière engendrée par l'industrialisation. Et la lutte de ce prolétariat qui est à son tour la nouvelle classe révolutionnaire, est grosse de la révolution socialiste.

On peut trouver une des sources de cette conception, – qu'on pourrait qualifier de "vulgate" marxiste, à l'image de la version latine expurgée de la Bible que diffusait jadis l'Eglise catholique – dans la brochure d'Engels de 1880, *Du Socialisme utopique au socialisme scientifique,* qui fut le manuel standard de formation marxiste du jeune mouvement ouvrier de la Deuxième Internationale. Les partis sociaux-démocrates d'avant et d'après 1914, puis les partis communistes, virent fleurir d'innombrables analyses, grandes et petites, des révolutions bourgeoises selon ce schéma classique. Dans la pratique, ce schéma classique se révéla très riche du point de vue explicatif et un fructueux programme d'investigations pour toute une génération d'études historiques marxistes.

Ce schéma explicatif fut à l'origine emprunté par Marx et Engels aux historiens français du début du siècle, Augustin Thierry et François Guizot, qui dans leurs études des révolutions française et anglaise, inventèrent le concept de "lutte des classes". (2) Eux-mêmes poursuivaient une tradition d'analyse du déclin du féodalisme causé par les progrès du commerce et de l'industrie, qui fut celle des Lumières. Celle par exemple, au XVIIIe siècle, de Voltaire, admirateur du modernisme anglais et l'un des maîtres à penser des révolutionnaires français. De Voltaire, on peut faire remonter cette analyse au XVIIe siècle à James Harrington, qui en fut le plus brillant précurseur.

Le développement de l'historiographie universitaire dès la fin du XIXe siècle a produit une masse énorme d'études sous toutes les coutures des "révolutions bourgeoises", et en général de la transition de l'Ancien Régime, depuis le Moyen Age, jusqu'à la société capitaliste et aux "démocraties modernes" qui caractérisent les pays capitalistes, ou plus précisément les pays impérialistes d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord, du Japon. Au sein de cette nouvelle historiographie universitaire l'interprétation marxiste des révolutions bourgeoises peut s'enorgueillir depuis la Deuxième Guerre mondiale de plusieurs apports scientifiques imposants, ceux de Georges Lefèbvre, Albert Soboul, George Rudé dans l'étude de la révolution française, ceux de Christopher Hill ou Brian Manning dans l'étude de la révolution anglaise (voir la bibliographie pour certains de leurs ouvrages). En même temps, ces apports restent minoritaires dans leur audience, ce qui est d'ailleurs dans l'ordre des choses, si l'on considère que les rapports de force idéologiques ne sauraient guère échapper aux rapports de force sociaux et politiques généraux.

La nouvelle polémique anti-marxiste

Cette historiographie universitaire marxiste s'est vue confrontée depuis une trentaine d'années à une polémique anti-marxiste d'un nouveau type. Ces nouveaux historiens qui polémiquent contre la conception marxiste des révolutions bourgeoises adoptent un point de vue détaché, volontairement non-partisan. Ce sont des historiens ayant à leur crédit d'imposantes analyses des événements débattus, d'opinions politiques plutôt démocratiques, libéraux ou sociaux-démocrates, ou apolitiques personnellement. Leur anti-marxisme est soucieux de nuances et d'ouverture (ce qui n'exclut pas

(1) Cette question de la transition économique du féodalisme au capitalisme est elle-même l'objet d'un riche débat; voir notamment : Maurice Dobb, *Studies in the Development of Capitalism,* Londres, 1946; Maurice Dobb, Paul Sweezy et al., *Du féodalisme au capitalisme : problèmes de la transition,* Paris : Maspéro, 1977. Le débat est repris dans Robert Brenner, "The Agrarian Roots of European Capitalism", in T.S. Aston et C. H. E. Philpin, eds., *The Brenner Debate. Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe,* Cambridge University Press, 1985. La question du rôle moteur du développement des forces productives est abordée dans Isaac Joshua, *La Face cachée du Moyen Age,* Paris : La Brèche, 1988.

(2) Voir Ernest Mandel, "La Place du marxisme dans l'histoire", *Cahiers d'Etude et de Recherche* N°1, Paris, 1986.

certains flirts avec des interprétations contre-révolutionnaires); ils payent leur tribut à Marx, grand penseur du XIXe siècle, mais concluent que le marxisme n'est qu'une religion du XXe siècle, plutôt arbitraire et le concept de "révolution bourgeoise" plutôt vide de sens.

Ainsi une polémique n'a cessé de faire rage en Angleterre à propos de la révolution anglaise et une polémique analogue en France à propos de la révolution française s'est accrue depuis un peu plus récemment. Pour beaucoup de ces historiens, les révolutions "bourgeoises" n'ont tout simplement pas existé en tant que telles.

Il est évidemment grossièrement simplificateur de résumer, en un amalgame, leurs points de vue qui ne sont bien sûr pas homogènes. Nous nous risquons à le faire sous la forme des thèses suivantes :

1°/ Le capitalisme s'est développé graduellement au sein de la société d'Ancien Régime et a progressivement éliminé le féodalisme proprement dit; mais ni la révolution anglaise de 1640-1660, ni la révolution française de 1789-1815 n'ont eu de lien de causalité direct avec cette évolution graduelle.

2°/ Les institutions de la démocratie "bourgeoise" ont été obtenues, respectivement concédées, au travers de luttes politiques, et non sociales, par pièces et morceaux, en Angleterre à partir de la réforme parlementaire de 1832 et en France à partir de la Charte du 4 juin 1814 et surtout des trois journées de la "révolution" de juillet 1830.

3°/ Les révolutions anglaise de 1640-1660 et française de 1789-1815 furent des explosions confuses provoquées par des causes fortuites, différentes dans les deux cas. Dans ces explosions tous les acteurs improvisèrent tant bien que mal, plutôt mal que bien. Les marxistes réunissent, sous le concept de "révolution bourgeoise" des événements totalement dissemblables. Ils manipulent la vérité historique pour les faire entrer dans la même camisole de force conceptuelle.

4°/ Les projets de transformations démocratiques radicaux que ces révolutions virent expérimenter, loin d'être l'expression de besoins nécessaires de couches ou classes montantes, furent l'expression de l'idéal commun, strictement politique, de partis réunissant des personnes d'origines sociales les plus diverses.

5°/ Loin d'être anti-féodale ou anti-absolutiste, et encore moins révolutionnaire, la bourgeoisie d'Ancien Régime était profondément intégrée à la société d'Ancien Régime, par l'achat de terres, qui plus est de seigneuries, l'anoblissement, les offices petits et grands dans la bureaucratie royale, le financement des emprunts royaux, la ferme des impôts. Loin d'être accoucheuses du capitalisme moderne, ces révolutions virent, tant en Angleterre qu'en France, les bourgeois les plus modernes, fort peu nombreux d'ailleurs, banquiers et grands industriels, se ranger aux côtés des royalistes contre la révolution.

6°/ Loin de prendre la tête de la nation opprimée, la bourgeoisie s'est vue confrontée violemment à des soulèvements paysans et plébéiens, souvent dirigés plus contre elle que contre la noblesse, et qu'elle réprima cruellement. Loin de vouloir réaliser une réforme agraire favorable aux paysans, elle possédait trop de terres, et en particulier de seigneuries, pour ne pas redouter les revendications anti-féodales de la paysannerie.

Les soulèvements paysans furent autonomes et non sous une direction bourgeoise; et aussi souvent dirigés contre le marchand, le banquier ou le grand entrepreneur agricole capitaliste que contre le seigneur ou le collecteur d'impôt royal.

7°/ Loin de se battre pour des innovations allant dans le sens du libre marché capitaliste, les soulèvements paysans et plébéiens ont mené des luttes défensives pour préserver des institutions du passé minées par le progrès du capitalisme : les communs de villages, les corporations de métiers, par exemple.

Les marxistes ont plus d'une fois assimilé les plébéiens urbains d'Ancien Régime, par exemple les sans-culottes, à des prolétaires au sens moderne, à une classe ouvrière, alors que c'était des petits propriétaires, artisans, boutiquiers, aux propriétés parfois loin d'être négligeables.

8°/ Loin de se faire contre la noblesse "féodale", ces révolutions ont vu des nobles nombreux participer aux soulèvements et partisans de solutions les plus révolutionnaires. Cela montre bien que ce qui est déterminant, ce ne sont pas les "intérêts de classe", mais la séduction d'idées politiques nouvelles.

9°/ Loin d'accoucher du capitalisme industriel, ces révolutions voient les partis en présence s'affronter pour la propriété de la terre, valeur féodale s'il en est.

Loin de faire progresser l'économie capitaliste, les révolutions "bourgeoises" provoquent un recul économique tel qu'il faudra de nombreuses années pour rattraper simplement les niveaux de production d'avant la révolution.

Marx et Engels étaient-ils marxistes?

Tous les grands historiens marxistes des révolutions bourgeoises produisirent leur œuvre tout en affrontant ces objections, et de fait la qualité de leur apports interprétatifs originaux fut dans une grande mesure déterminée par leur confrontation au défi combiné de ces nouvelles objections et de nouvelles élucidations empiriques. D'ailleurs, plusieurs de ces objections renvoient à des débats anciens au sein même du marxisme, entre ses différentes traditions, et même à des contradictions, ou des tensions de la pensée, que l'on trouve déjà chez Marx et Engels.

Il est grand temps de faire une nécessaire mise au point dans l'interprétation marxiste des révolutions bourgeoises, car vulgate il y a bien eu. La "bourgeoisie-classe-révolutionnaire-qui-prend-la-tête-de-la-nation-opprimée" n'est qu'un mythe. L'orthodoxie stalinienne, qui a pourtant suscité quelques études de ces révolutions, fort respectables du point de vue scientifique, y a rajouté le mythe supplémentaire de la bourgeoisie industrielle, couche la plus révolutionnaire de la bourgeoisie. Plusieurs des objections citées sous forme des thèses plus haut, renvoient à d'incontestables difficultés d'interprétation d'événements qui furent fort

complexes.

Marx et Engels, eux, n'ont jamais produit d'analyse systématique des révolutions bourgeoises "classiques" selon eux, celle des Pays-Bas de 1566-1609, l'anglaise de 1640-1660, la française de 1789-1815. Les remarques à leur sujet, dispersées dans plusieurs œuvres de Marx, en particulier dans ses grandes études d'histoire immédiate sur les luttes de classes en France de 1848 à 1871, témoignent d'une grande souplesse et prudence dans le maniement du concept de révolution bourgeoise, et surtout d'un grand respect des spécificités du temps et du lieu, d'une "analyse concrète d'une situation concrète". En particulier, Marx a empoigné à plusieurs reprises ces problèmes épineux classiques de l'historiographie des révolutions bourgeoises que sont par exemplé, l'appréciation de l'épisode de dictature jacobine de 1793 à 1794, ou l'interprétation de la différence radicale d'évolution agraire entre la France, où la révolution a morcelé la grande propriété aristocratique pour donner naissance à un océan de petits paysans propriétaires qui a subsisté jusqu'au milieu du XXe siècle, et l'Angleterre où les paysans ont été expulsés massivement après la révolution, assurant la survie jusqu'à nos jours de la grande propriété aristocratique, mais transformée par l'affermage systématique, dès la fin du XVIIe siècle, à des entrepreneurs agricoles capitalistes.

Marx n'a pas eu l'occasion de trancher ces questions. Les écrits de Marx et Engels fournissent des pistes pour l'analyse des révolutions bourgeoises mais assurément pas le socle élaboré d'un corps de doctrine scientifique en la matière, à la différence, par exemple, de l'économie politique. Ainsi Marx et Engels ont toujours hésité entre une analyse de 1793-1794 comme la dictature du parti le plus conscient et le plus révolutionnaire de la bourgeoisie, les jacobins robespierristes exploitant l'élan sans-culottes, "la révolution bourgeoise avec des méthodes plébéiennes", ou comme un débordement de la bourgeoisie par les plébéiens dirigés par des intellectuels d'origine bourgeoise ou noble, minoritaires et non représentatifs de la bourgeoisie.

Par contre, les études, elles systématiques, de Marx et Engels sur la révolution allemande de 1848-1849, ou inspirées par elle, comme *La Guerre des paysans en Allemagne* (celle de 1525) d'Engels, développent un schéma interprétatif au fond très différent du dogme "marxiste" classique de la "bourgeoisie-révolutionnaire-qui-prend-la-tête-de-la-nation-opprimée". Cette interprétation insiste sur l'interpénétration d'intérêts, partielle bien sûr, entre bourgeoisie et noblesse, sur l'autonomie des soulèvements paysans et plébéiens, sur la situation inconfortable de la bourgeoisie entre la noblesse et les plébéiens, sur sa propension à renoncer à un certain stade à ses objectifs de réformes pour se rallier à la répression royale et nobiliaire qui rétablit l'ordre, et sauve les possédants tant bien que mal réunifiés.

L'œuvre monumentale du patriarche des historiens marxistes de la révolution anglaise, Christopher Hill, développe un modèle d'interprétation tout à fait analogue, marqué au sceau d'une science marxiste subtile. C'est que les historiens anglais ont eu à lutter avec la réalité particulièrement complexe et ambiguë de cette révolution qui a apparemment échoué et qui nous apparaît obscurcie par son manteau religieux.

Dépasser le schéma standard

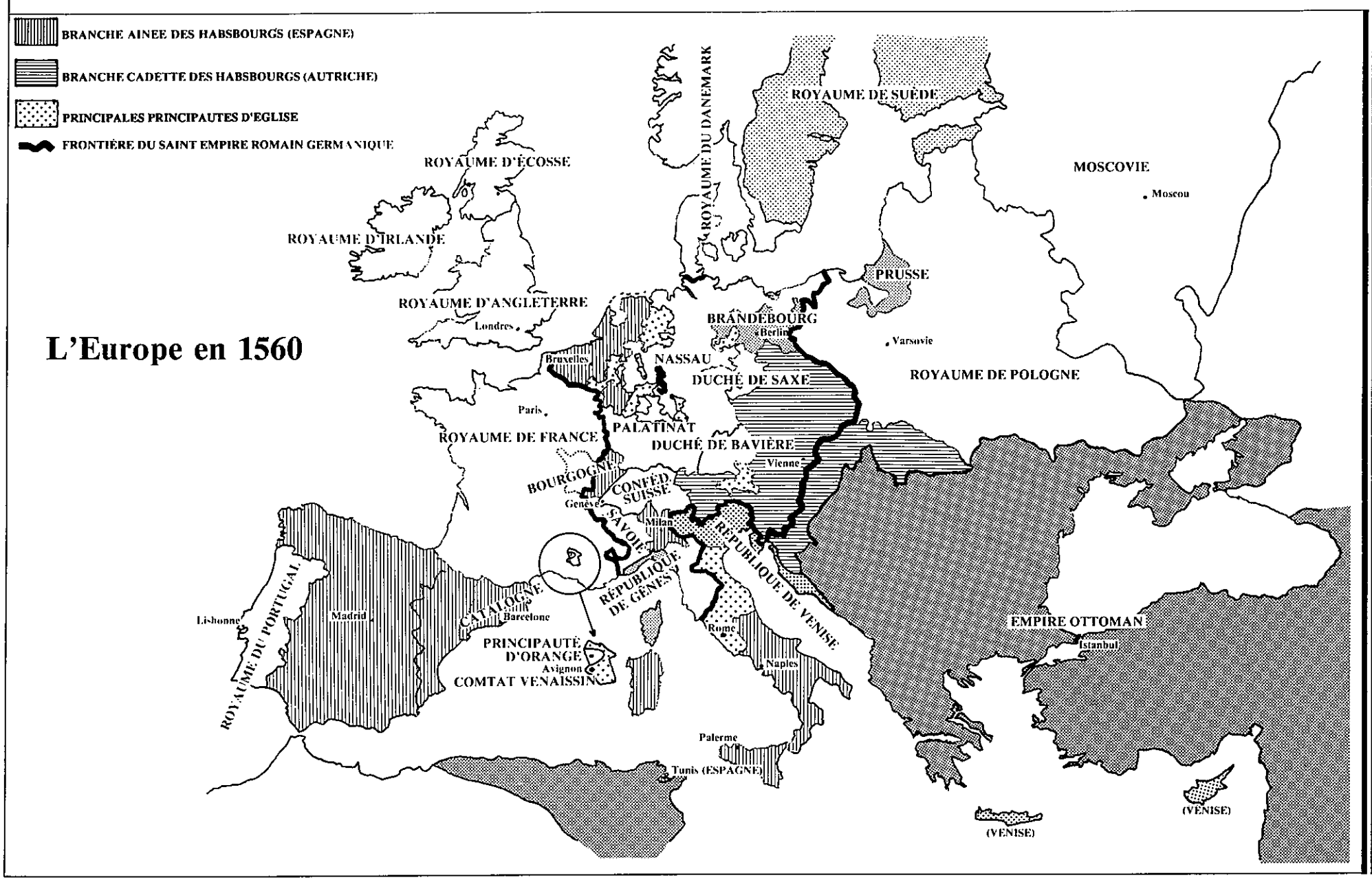
Tout s'est passé comme si, dès la IIème Internationale, s'était imposé un schéma standard de la "révolution bourgeoise" inspiré par un schéma de la révolution française (proclamé schéma "normal") : un schéma de la révolution française lui-même simplificateur et qui incorpore des éléments qui n'appartiennent qu'à elle. Ce schéma standard fut aussi imprégné de l'image immédiate de la lutte des classes prolétariat-bourgeoisie dans la société capitaliste des XIXe et XXe siècles : ainsi les sans-culottes de 1793 sont vus parfois de façon anachronique comme des prolétaires modernes. (3) Ou encore les niveleurs qu'Edouard Bernstein dans son étude de la révolution anglaise (1899), par ailleurs remarquable, assimile à des précurseurs du mouvement ouvrier en voyant en Cromwell le leader conscient de la bourgeoisie, interprétation qui ne résiste pas à la critique, mais que Trotsky reprend tout naturellement en 1925 dans son évocation stimulante de la révolution anglaise, *Où va l'Angleterre?*

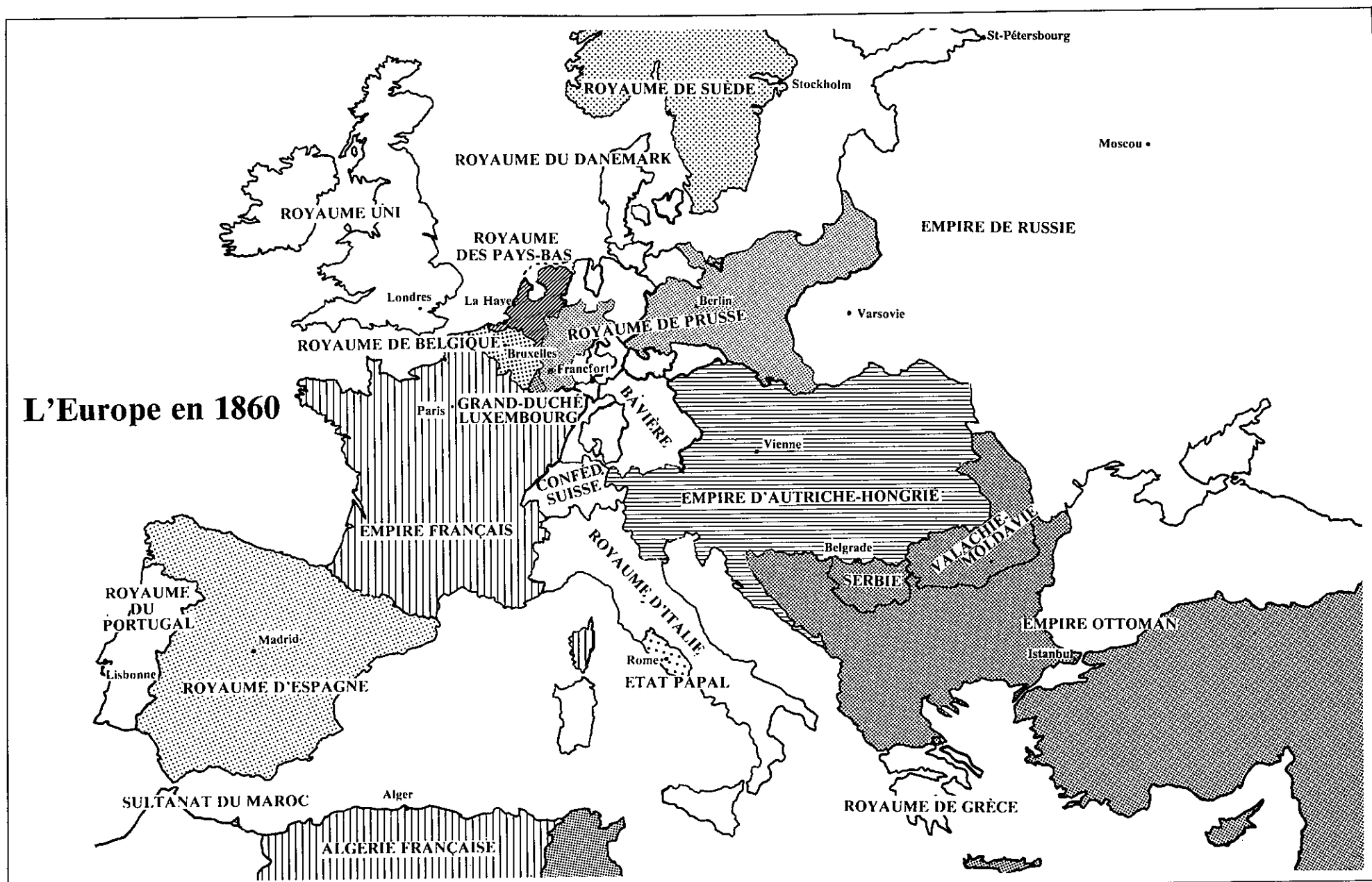
Or les études de George Rudé des foules révolutionnaires (voir bibliographie) ont démontré que si les prolétaires (ouvriers de manufactures, chômeurs, journaliers) ont bien sûr constitué une fraction lentement croissante du peuple urbain dans l'évolution qui va du XVIe siècle au XIXe siècle, leur mobilisation n'a pas acquis un caractère politique propre, se distinguant de l'ensemble plébéien auquel ils étaient jusqu'alors mêlés, avant les années 1790 pour ce qui est de l'Angleterre, et pour ce qui est du continent européen, avant les années 1830; même si leurs luttes revendicatives économiques, professionnelles (par exemple, leurs grèves) sont bien sûr plus anciennes.

La carrière du "schéma standard", quoique, il faut le reconnaître, exprimé parfois sous la forme de variantes qui ne manquent pas de richesse subtile et de solides fondations empiriques, fut décuplée par la longue hégémonie intellectuelle du Parti communiste français sur l'historiographie de la révolution française. (Il est légitime à ce point de la réflexion de poser la question de pourquoi les historiens du PCF n'ont pas profité de cette longue hégémonie pour traduire en français, dès les années 1950 et 1960, les œuvres de Christopher Hill et George Rudé, pourtant tous deux historiens communistes à l'époque, et dont à ce jour presque rien n'est accessible au lecteur français!)

Le modèle interprétatif qui a guidé la rédaction du présent cahier est basé sur celui d'Engels dans *La Guerre des paysans* et celui de Christopher Hill, relié d'une certaine façon à celui de la théorie de la révolution permanente de Léon Trotsky qui tire justement une de ses originalités de l'interprétation par Marx de la révolution

(3) Daniel Guérin n'évite pas toujours une telle assimilation des sans-culottes à des prolétaires quand il décrit les "plébéiens" dans son étude par ailleurs remarquable du conflit entre le mouvement populaire et les jacobins robespierristes (Daniel Guérin, *Les Luttes de classes sous la Première république. Bourgeois et Brasnus*. Gallimard, Paris, 1973.)


BRANCHE AINEE DES HABSBOURGS (ESPAGNE)
BRANCHE CADETTE DES HABSBOURGS (AUTRICHE)
PRINCIPALES PRINCIPAUTES D'EGLISE
FRONTIÈRE DU SAINT EMPIRE ROMAIN GERMANIQUE
L'Europe en 1560
ROYAUME D'ÉCOSSE
ROYAUME D'IRLANDE
ROYAUME D'ANGLETERRE
Londres
ROYAUME DU DANEMARK
ROYAUME DE SUÈDE
MOSCOVIE
Moscou
PRUSSE
BRANDEBOURG
Berlin
Varsovie
ROYAUME DE POLOGNE
Bruxelles
NASSAU
DUCHÉ DE SAXE
Paris
ROYAUME DE FRANCE
PALATINAT
DUCHÉ DE BAVIÈRE
Vienne
BOURGOGNE
CONFÉD. SUISSE
Genève
SAVOIE
Milan
RÉPUBLIQUE DE GÊNES
RÉPUBLIQUE DE VENISE
Lisbonne
ROYAUME DU PORTUGAL
Madrid
CATALOGNE
Barcelone
PRINCIPAUTÉ D'ORANGE
Avignon
COMTAT VENAISSIN
Rome
Naples
EMPIRE OTTOMAN
Istanbul
Palerme
Tunis (ESPAGNE)
(VENISE)
(VENISE)


L'Europe en 1860
St-Pétersbourg
ROYAUME DE SUÈDE
Stockholm
Moscou
ROYAUME DU DANEMARK
ROYAUME UNI
ROYAUME DES PAYS-BAS
EMPIRE DE RUSSIE
Londres
La Haye
Berlin
ROYAUME DE PRUSSE
Varsovie
ROYAUME DE BELGIQUE
Bruxelles
Francfort
Paris
GRAND-DUCHÉ LUXEMBOURG
BAVIÈRE
Vienne
CONFÉD. SUISSE
EMPIRE D'AUTRICHE-HONGRIE
EMPIRE FRANÇAIS
Belgrade
VALACHIE MOLDAVIE
SERBIE
ROYAUME D'ITALIE
ROYAUME DU PORTUGAL
Madrid
Lisbonne
ROYAUME D'ESPAGNE
Rome
ETAT PAPAL
EMPIRE OTTOMAN
Istanbul
SULTANAT DU MAROC
Alger
ALGÉRIE FRANÇAISE
ROYAUME DE GRÈCE

allemande de 1848-1849.

La thèse défendue ici est que ce modèle résiste mieux au défi des objections "universitaires" précitées.

L'interprétation des luttes sociales et politiques dans les pays capitalistes contemporains en termes exclusifs de la lutte de deux classes fondamentales, bourgeoisie et prolétariat, est déjà une terrible simplification, alors que la population est pourtant réellement composée d'une majorité de salariés confrontés à une minorité de capitalistes. La société d'Ancien Régime était elle encore infiniment plus complexe et les luttes sociales et politiques y étaient d'une multi-polarité qu'il est dangereux de négliger. Que de fois l'absolutisme a joué les plébéiens contre la bourgeoisie ou la noblesse, ou la bourgeoisie contre la noblesse, que de fois la noblesse a joué les plébéiens contre l'absolutisme allié à la bourgeoisie, etc, etc, et chaque fois sur la base d'intérêts matériels très concrets de chacun des acteurs de cette lutte de classes. Ainsi, toute analyse sérieuse devrait réintégrer un acteur trop oublié mais qui était pourtant familier à Marx et Engels, le mouvement constitutionnaliste nobiliaire, voire le républicanisme nobiliaire, qui ne se confond pas avec l'insubordination de la noblesse à l'égard de l'absolutisme. Ce mouvement nobiliaire a pendant plusieurs siècles de société féodale européenne joué plus d'une fois un rôle d'allié-concurrent complexe du mouvement anti-absolutiste bourgeois.

Les enjeux du concept de révolution bourgeoise

La question se pose alors enfin pourquoi les marxistes révolutionnaires devraient s'obstiner à défendre le concept même de "révolution bourgeoise". Pour quelle raison s'obstiner à voir dans toutes ces révolutions si différentes un même phénomène sous-jacent. Pourquoi ne pas se contenter d'étudier comment les opprimés ont cherché à se frayer le chemin de leur libération à travers le fouillis des constellations de forces favorables ou défavorables, en flux constant à travers le temps et l'espace?

Parce que c'est le propre de la démarche scientifique de rechercher la récurrence d'un petit nombre de facteurs simples sous les apparences infiniment variées; parce que l'enjeu scientifique est d'expliquer la transition entre la structure sociale et politique des pays européens au Moyen-Age, dont personne ne nie la relative homogénéité, et la structure sociale et politique des mêmes pays aux XIXe et XXe siècles dont personne non plus ne nie la relative homogénéité. L'étude comparative révèle justement que chacun de ces pays a vu cette transition interrompue par un événement de grand bouleversement, un événement de rupture, les révolutions dont il est question. Ces révolutions sont survenues dans les différents pays à des stades différents de leur évolution; elles ont pris des formes propres aux particularités de chaque pays et à la constellation internationale des forces du moment; la formulation des programmes sociaux, politiques et culturels en présence s'est fait dans le langage du temps, pendant des siècles dans le langage de la religion, puis au XVIIIe siècle, dans le langage laïc des Lumières... Ces révolutions très différentes ont néanmoins suffisamment de mécanismes communs, qu'il s'agit justement d'expliquer.

Et l'étude comparative révèle des exemples de pays qui n'ont jamais atteint, ou seulement par des chemins tortueux, et plus tardifs, cet état de pays capitaliste "moderne" avec démocratie "bourgeoise" : en particulier la Russie et l'Espagne. Le meilleur argument en faveur du concept de révolutions bourgeoises réside dans l'étude de celles qui ont échoué ou avorté, ou à demi-échoué, et des conséquences durables que cela a eu sur la structure économique et sociale du pays : l'Allemagne entre 1848 et 1919, l'Espagne entre 1808 et 1939, le Mezzogiorno italien de 1860 à aujourd'hui.

Ce que les marxistes ont à défendre dans le concept de "révolutions bourgeoises", c'est leur fonctionnalité comme accoucheuses de la société capitaliste moderne, donc leur fonctionnalité dans la possibilité de comprendre les mécanismes de l'histoire qui, au travers des neuf derniers siècles, a produit le type de formation sociale dans lequel nous vivons dans les pays impérialistes.

Les révolutions bourgeoises n'ont pas été voulues par une "classe révolutionnaire" ou un parti révolutionnaire. C'est le propre des révolutions d'éclater à la surprise de tous leurs acteurs. Toutes les révolutions ont des mécanismes déclencheurs contingents. Comme l'explique Trotsky dans son *Histoire de la révolution russe,* si Alexandre III n'était pas mort prématurément, si la Russie n'avait pas perdu la guerre de 1905 contre le Japon, si l'Allemagne et la France s'étaient arrangées une fois de plus en été 1914, il n'y aurait pas eu de révolution russe en 1917. Mais aucun détonateur ne fait exploser une bombe dépourvue d'explosifs. Une société entre dans une crise révolutionnaire parce que l'Ancien Régime est à bout d'élasticité et de mécanismes compensateurs pour résister au *stress* des contradictions accumulées. Et tant au milieu du XVIe siècle aux Pays-Bas, qu'au début du XVIIe siècle en Angleterre, qu'à la fin du XVIIIe siècle en France, ou dans les années 1840 en Allemagne, l'Ancien Régime était surchargé de contradictions qu'il n'arrivait plus à digérer. Et le combustible fut bel et bien l'expansion de la société bourgeoise au sein d'un ordre social, politique, juridique, culturel, religieux, féodal et absolutiste, qui s'était instauré en d'autres temps anciens, comme tentative de solution à d'autres problèmes.

La révolution fut "bourgeoise" premièrement pour cette raison.

La bourgeoisie ne fut pas certainement pas la classe qui "prend-la-tête-de-la-nation-opprimée". Sa caractérisation de révolutionnaire dans l'Ancien Régime doit être sérieusement relativisée. La désignation en son sein d'une couche plus véritablement révolutionnaire est une question tout à fait non résolue de l'interprétation marxiste. On devrait plutôt caractériser le rôle de la bourgeoisie comme réformiste. Ce qu'une majorité déterminante en son sein en était arrivé à souhaiter, c'était des aménagements limités, une certaine forme de monarchie constitutionnelle, les "carrières ouvertes aux talents" et non plus à la naissance, des libéralisations de marchés, une rationalisation des lois et de certaines

institutions étatiques, un droit de vote élargi peut-être, mais restant étroitement censitaire. Elle fut débordée par l'explosion paysanne et plébéienne qu'elle ne souhaitait ni ne dirigeait. Et dans la tourmente, elle improvisa comme tout le monde.

Mais le monstre populaire une fois maté, elle fut tout naturellement la classe dominante en fin de compte, de par sa richesse et sa place dans l'économie. Car plus rien ne pouvait plus être comme avant la tourmente. L'Etat absolutiste déjà fissuré était en ruines, et la noblesse avait énormément perdu. L'économie de marché pouvait s'étendre au travers de toutes les brèches dans le vieil ordre des choses écroulé, et la bourgeoisie était la classe qui en profitait d'évidence pour des tas de raisons économiques toutes simples qui se résument dans le pouvoir de l'argent. Certes, la noblesse put préserver de beaux restes dans sa réconciliation avec la bourgeoisie dans le front uni des possédants contre les plébéiens. Mais l'avenir des anciens nobles rescapés n'était plus comme seigneurs féodaux mais comme grands propriétaires foncier capitalistes.

C'est là la deuxième raison pour laquelle la révolution fut bourgeoise.

La troisième raison est que c'est justement ce réformisme de la bourgeoisie au départ, si timide fût-il, qui fait la différence entre une révolution bourgeoise, et une simple insurrection plébéienne, vite matée dans le sang, comme l'Ancien Régime en connut souvent. Toutes ces révolutions voient à leur déclenchement une mobilisation paysanne ou plébéienne réussir à ébranler l'Etat absolutiste par le fait qu'elle trouve un relais dans ce réformisme bourgeois (ou/et un réformisme nobiliaire!) prêt un moment, dans une certaine mesure, à jouer la carte populaire pour arracher des concessions au roi.

Enfin, le concept de révolution bourgeoise est utile pour suggérer que même si le mouvement démocratique plébéien fut à chaque fois défait, ces révolutions ne sont pas simplement, comme le racontent certains historiens anarchistes, une mélancolique succession de sursauts populaires héroïques toujours écrasés par les méchants.

Elles furent des étapes d'un progrès concret. Comme l'explique le *Manifeste communiste,* en ouvrant la voie à la transformation de la majorité de la population en salarié(e)s, elles créaient la première classe sociale dans l'histoire ayant des chances d'abolir un jour la propriété privée, donc l'inégalité sociale; en ouvrant la voie à la démocratie "bourgeoise", aux Droits de l'Homme, aux libertés individuelles, elles créaient en fin de compte de meilleures conditions pour la lutte des exploités et des opprimés contre leurs exploiteurs et oppresseurs.

Sous cette formulation révisée, le vieux schéma classique des "révolutions bourgeoises" est encore reconnaissable par certains aspects. Il aura été comme une approximation trop grossière d'une réalité plus touffue.

Les révolutions bourgeoises, comme classe de révolutions marquant un événement de rupture violente et créatrice dans l'évolution qui conduit de l'Ancien Régime féodal européen au Nouveau Régime capitaliste et parlementaire de l'Europe contemporaine, ont donc bel et bien existé. Nonobstant l'approximation trop grossière qu'aura été le schéma standard de "la bourgeoisie-classe-révolutionnaire-qui- prend-la-tête-de-la-nation-opprimée", et qu'il s'agit de réviser au profit d'un modèle interprétatif plus différencié. Mais comme toute approximation, ce schéma classique a eu une fonctionnalité explicative dans l'effort de décrire justement le caractère fonctionnel, non fortuit, récurrent d'un pays à l'autre, de ces révolutions.

Longue durée et histoire politique

Il est à la mode aujourd'hui d'utiliser les recherches des historiens de la longue durée pour démontrer la futilité des ambitions des révolutionnaires de jadis et minimiser la portée de l'action politique aujourd'hui comme hier. Pourquoi se dépenser pour la révolution, alors que celle-ci ne peut rien contre la démographie, l'écologie, la géographie, les traditions culturelles millénaires? C'est ainsi que l'on réécrit l'histoire des révolutions en effaçant les moments décisifs où l'action collective consciente a fait pencher la balance, et en y substituant la lente évolution des mentalités. L'histoire sociale de la longue durée, elle-même issue de l'histoire des faits économiques, de l'histoire de la vie quotidienne, des relations sociales de la masse des habitants, des mentalités, a corrigé à juste titre l'histoire faite de saints et de martyrs, de rois, de reines, de généraux, de présidents, d'assassinats et de grandes batailles, qu'on enseignait il n'y a pas si longtemps.

Mais jetant le bébé avec l'eau du bain, l'histoire sociale de la longue durée a paru délégitimer toute histoire politique, et en particulier toute histoire des révolutions. Quelle importance ont ces crises brèves durant cinq, dix, vingt ans, en regard des longues permanences matérielles? Or une bonne compréhension historique rend nécessaire un mariage équilibré de l'histoire sociale de la longue durée et de l'histoire politique.

C'est ici le lieu de rappeler qu'une œuvre aussi fondatrice de l'Ecole des Annales, le *Philippe II et la Franche-Comté* de Lucien Febvre, paru en 1912, n'est pas seulement une étude de la vie économique, sociale et morale de la Franche-Comté au XVIe siècle. C'est aussi une étude de l'impact de la révolution des Pays-Bas dans une province qui leur était rattachée, et la description des luttes politiques qui en quelques années y ont modernisé les institutions de l'absolutisme.

Les longues permanences ou les lentes évolutions de la vie matérielle et morale d'une société pèsent lourd et paraissent diluer dans leurs inerties les conflits d'intérêts, les luttes de classes ou de couches sociales, les polémiques de partis, qui les traversent pourtant. Mais la dilution n'est qu'apparente. Des tensions s'accumulent, lentement, dans un système qui résistant au changement s'en trouve peu modifié de prime abord; mais l'élasticité du corps social a une limite, et cette limite atteinte, le système se bloque, un point de rupture est atteint : les luttes sociales s'amplifient en un brusque paroxysme qui voit toute l'organisation même de la société débattue et remise en question dans la lutte de partis opposés : c'est une révolution. Certes elle

n'échappe pas aux grandes pesanteurs matérielles et morales, et tout n'est pas possible. Mais pendant un bref moment de quelques années se joue une lutte pour le pouvoir dont l'issue n'est pas prédéterminée. Un petit nombre d'issues différentes est possible; il y aura des gagnants et des perdants qui ne sont pas fixés d'avance. Pendant ce bref moment, l'intensité de la mobilisation des foules, leur perception plus ou moins bonne d'un objectif plus ou moins intelligemment formulé, le courage collectif ou individuel, quelques régiments de plus, de meilleurs canons, un ou deux dirigeants plus habiles, le renfort d'un allié, un subterfuge, peuvent faire toute la différence. Et l'issue de la lutte de créer ensuite de nouvelles réalités matérielles ou morales qui dureront et pèseront dans la durée à leur tour, des institutions, des mentalités qui mêleront leurs permanences et leurs pesanteurs à d'autres plus anciennes.

Dans la révolution anglaise de 1640-1660, les paysans ont été battus, dans la révolution française de 1789-1815 les paysans ont été victorieux. Les univers agraires anglais et français en ont été projetés durablement, jusqu'à nos jours, sur deux voies divergentes avec toutes leurs conséquences sur les mentalités et le développement économique du pays : d'un côté l'univers de la petite propriété paysanne française, d'une petite paysannerie propriétaire nombreuse en France jusqu'à ces dernières années. De l'autre côté, l'univers de la grande propriété foncière anglaise, à la fois aristocratique et entrepreneuriale qui marque de ses traits la campagne anglaise aujourd'hui.

Dans la révolution anglaise de 1640-1660 il a fallu, pour écraser les plébéiens insurgés, restaurer le roi, sauvegarder des formes moyen-âgeuses et renier en apparence tous les idéaux et les transformations de la révolution. Dans la révolution française la consolidation de la domination des possédants a pris la forme du régime de Napoléon avec tout ce qu'il reprenait des créations institutionnelles et de l'esprit de système des jacobins.

Les formes de ces deux Etats bourgeois, l'anglais et le français, ont été projetées durablement jusqu'à nos jours sur deux voies divergentes façonnant les institutions, les traditions et les mentalités politiques : d'un côté, en Angleterre, une monarchie parlementaire pompeuse et hypocrite, des institutions étatiques formées de pièces et morceaux improvisés à travers les siècles, mêlant le moyen-âgeux et le moderne; de l'autre côté, en France, l'Etat napoléonien, ... ou gaullien, ... ou jacobin comme on l'appelle volontiers, avec ses institutions systématiques et son impressionnante bureaucratie technocratique, auquel s'adosse une république parlementaire plutôt autoritaire.

Les mouvements ouvriers des deux pays portent également inscrits dans leurs caractères particuliers la trace durable de cette histoire divergente. En Angleterre un mouvement ouvrier basé sur un large mouvement syndical formé tôt dans le XIXe siècle et ayant hérité peu de choses du mouvement démocratique d'une révolution bourgeoise déjà très ancienne; un mouvement ouvrier combinant de larges mouvements revendicatifs économiques et une fascination docile de larges masses populaires pour la monarchie. En France un mouvement ouvrier qui lui hérita directement, trente ans après la révolution française, des formules politiques sans-culottes et robespierristes; un mouvement ouvrier où le politique a précédé et surplombe le syndical; un mouvement ouvrier qui partage avec la bourgeoisie française une certaine tradition jacobine faite d'esprit de système étatique et de la tradition de la mobilisation politique socialement hétérogène et verbalement outrancière.

Ainsi donc on découvre avec l'exemple de cette comparaison classique entre l'Angleterre et la France que dans cet équilibre à trouver entre l'histoire sociale de la longue durée et l'histoire politique des révolutions, l'étude des révolutions bourgeoises apparaît comme un moment incontournable de l'effort de compréhension du présent.

Annexes

Voltaire admirateur de l'Angleterre post-révolutionnaire

Voici une différence plus essentielle entre Rome et l'Angleterre, qui met tout l'avantage du côté de la dernière : c'est que le fruit des guerres civiles à Rome a été l'esclavage, et celui des troubles d'Angleterre, la liberté. La nation anglaise est la seule de la terre qui soit parvenue à régler le pouvoir des rois en leur résistant, et qui, d'efforts en efforts, ait enfin établi ce gouvernement où le Prince, tout-puissant pour faire du bien, a les mains liées pour faire le mal, où les seigneurs sont grands sans insolence et sans vassaux, et où le peuple partage le gouvernement sans confusion. (...)

Il en a coûté sans doute pour établir la liberté en Angleterre; c'est dans des mers de sang qu'on a noyé l'idole du pouvoir despotique; mais les Anglais ne croient point avoir acheté trop cher de bonnes lois. Les autres nations n'ont pas eu moins de troubles, n'ont pas versé moins de sang qu'eux; mais ce sang qu'elles ont répandu pour la cause de leur liberté n'a fait que cimenter leur servitude. (...)

Henri VII (1485-1509), usurpateur et grand politique, qui faisait semblant d'aimer les barons, mais qui les haïssait et les craignait, s'avisa de procurer l'aliénation de leurs terres. Par là, les vilains, qui, dans la suite, acquirent du bien par leurs travaux, achetèrent les châteaux des illustres pairs qui s'étaient ruinés par leurs folies. Peu à peu toutes les terres changèrent de maîtres.

La Chambre des Communes devint de jour en jour plus puissante. Les familles des anciens pairs s'éteignirent avec le temps; et, comme il n'y a proprement que les pairs qui soient nobles en Angleterre dans la rigueur de la Loi, il n'y aurait plus du tout de noblesse en ce pays-là, si les rois n'avaient pas créé de nouveaux barons de temps en temps, et conservé l'ordre des pairs, qu'ils avaient tant craint autrefois, pour l'opposer à celui des Communes, devenu trop

redoutable. (...)

Un homme, parce qu'il est noble ou parce qu'il est prêtre, n'est point ici exempt de payer certaines taxes; tous les impôts sont réglés par la Chambre des Communes, qui, n'étant que la seconde par son rang, est première par son crédit. (...)

Le commerce, qui a enrichi les citoyens en Angleterre, a contribué à les rendre libres, et cette liberté a étendu le commerce à son tour; de là s'est formée la grandeur de l'Etat. C'est le commerce qui a établi peu à peu les forces navales par qui les Anglais sont les maîtres des mers. (...)

Tout cela donne un juste orgueil à un marchand anglais, et fait qu'il ose se comparer, non sans quelque raison, à un citoyen romain. Aussi le cadet d'un pair du royaume ne dédaigne point le négoce. Milord Townshend, ministre d'Etat, a un frère qui se contente d'être marchand dans la Cité. Dans le temps que milord Oxford gouvernait l'Angleterre, son cadet était facteur à Alep, d'où il ne voulut pas revenir, et où il est mort. (...)

En France est marquis qui veut; et quiconque arrive à Paris du fond d'une province avec de l'argent à dépenser et un nom en Ac ou en Ille, peut dire "un homme comme moi, un homme de ma qualité," et mépriser souverainement un négociant; le négociant entend lui-même parler si souvent avec mépris de sa profession, qu'il est assez sot pour en rougir. Je ne sais pourtant lequel est le plus utile à un Etat, ou un seigneur bien poudré qui sait précisément à quelle heure le Roi se lève, à quelle heure il se couche, et qui se donne des airs de grandeur en jouant le rôle d'esclave dans l'antichambre d'un ministre, ou un négociant qui enrichit son pays, donne de son cabinet des ordres à Surate et au Caire, et contribue au bonheur du monde. (Extrait des *Lettres philosophiques,* 1734)

La fondation de la théorie de la lutte des classes : François Guizot (1787-1874), ministre du roi Louis Philippe de 1830 à 1848, sur la révolution anglaise

Les partis politiques et religieux n'étaient pas seuls aux prises. Leur lutte couvrait une question sociale, la lutte des classes diverses pour l'influence et le pouvoir. Non que ces classes fussent, en Angleterre, profondément séparées et hostiles entre elles, comme elles l'ont été ailleurs. Les grands barons avaient soutenu les libertés populaires avec leurs propres libertés, et le peuple ne l'oubliait point. Les gentilshommes de campagne et les bourgeois des villes siégeaient ensemble depuis trois siècles, au nom des communes d'Angleterre, dans le parlement. Mais, depuis un siècle, de grands changements étaient survenus dans la force relative des classes diverses au sein de la société, sans que des changements analogues se fussent opérés dans le gouvernement. L'activité commerciale et l'ardeur religieuse avaient imprimé, dans les classes moyennes, aux richesses et aux idées, un prodigieux élan. On remarquait avec surprise dans l'un des premiers parlements du règne de Charles Ier, que la chambre des communes était trois fois plus riche que la chambre des lords. La haute aristocratie ne possédait plus, et n'apportait plus à la royauté, qu'elle continuait d'entourer, la même prépondérance dans la nation. Les bourgeois, les gentilshommes de comté, les fermiers et les petits propriétaires de campagne, alors fort nombreux, n'exerçaient pas, sur les affaires publiques, une influence proportionnée à leur importance dans le pays. Ils avaient grandi plus qu'ils ne s'étaient élevés. De là, parmi eux et dans les rangs au-dessous d'eux, un fier et puissant esprit d'ambition, prêt à saisir toutes les occasions d'éclater. La guerre civile ouvrait un vaste champ à leur énergie et à leurs espérances. Elle n'offrit point à son début l'aspect d'une classification sociale exclusive et haineuse : beaucoup de gentilshommes de campagne, et parmi les grands seigneurs eux-mêmes, plusieurs des plus considérables, marchaient à la tête du parti populaire. Cependant la noblesse d'une part, la bourgeoisie et le peuple de l'autre, se rangeaient en masse, les uns autour de la couronne, les autres autour du parlement; et des symptômes certains révélaient déjà un grand mouvement social au sein d'une grande lutte politique, et l'effervescence d'une démocratie ascendante se frayant un chemin à travers les rangs d'une aristocratie affaiblie et divisée.

(François Guizot, *Pourquoi la révolution d'Angleterre a-t-elle réussi. Discours sur l'histoire de la révolution d'Angleterre,* 1850, pp. 10-11).

Friedrich Engels sur la guerre des paysans en Allemagne

Le parallèle entre la révolution allemande de 1525 et celle de 1848-49 était trop proche pour pouvoir être écarté à l'époque. Toutefois, à côté de la similitude du cours général des événements, qui fait qu'ici comme là ce fut toujours une seule et même armée de princes qui écrasa l'une après l'autre les diverses insurrections locales, à côté de la ressemblance, poussée parfois jusqu'au ridicule, dans la conduite de la bourgeoisie urbaine dans l'un et l'autre cas, il y a aussi des différences parfaitement claires et nettes....

(Préface de l'auteur de 1870 à *La Guerre des paysans en Allemagne,* édition des Editions sociales, Paris.)

Le reste de la bande marcha d'abord sur Heilbronn. Dans cette puissante ville libre, les notables avaient contre eux, comme presque partout, une opposition bourgeoise et une opposition révolutionnaire. Celle-ci secrètement d'accord avec les paysans, ouvrit dès le 17 avril, au cours d'une émeute, les portes de la ville à Georg Metzler et à Jäcklein Rohrbach. Les chefs paysans prirent avec leurs gens possession de la ville qui adhéra à la confrérie, versa une somme de 1200 florins et offrit une compagnie de volontaires. Seuls, le clergé et les possessions de l'Ordre teutonique furent rançonnés. Le 22, les paysans quittèrent la ville, où ils

laissèrent une petite garnison. Heilbronn devait devenir le centre des différentes bandes, qui y envoyèrent d'ailleurs des délégués et délibérèrent sur une action commune et des revendications communes des paysans. Mais l'opposition bourgeoise et le patriciat, qui s'était allié à elle depuis l'arrivée des paysans, avaient réussi, entre temps, à reprendre le dessus et, s'opposant à toute action énergique, attendirent l'approche de l'armée des princes pour trahir définitivement les paysans.

(Texte de *La Guerre des paysans en Allemagne* de 1850, pp. 125-126 de l'éditon des Editions sociales).

Christopher Hill sur la réconciliation des possédants dans la révolution anglaise

A la fin, les inquiétudes sociales que suscitaient les niveleurs et les sectaires radicaux devaient réunifier les classes possédantes. Dans une grande mesure, grâce à l'habileté avec laquelle Charles Ier a joué en 1649 sa dernière carte, en jouant le rôle de martyre royal, et au grand succès de propagande d'*Eikon Basilike* (livre attribué au roi et qui parut au moment de son exécution), cette réunification s'est faite autour de la monarchie. Mais elle se basait sur des liens matériels solides entre les deux parties des classes possédantes (la bourgeoisie et la noblesse) tout autant que sur la fascination de la monarchie. (p. 115)

Ce radicalisme sans précédent fut réprimé lentement et péniblement dans les années 1650, mais il laissa un souvenir cuisant. En 1660 les membres du parlement étaient si effrayés de sa renaissance, si anxieux de dissoudre la dangereuse armée le plus vite possible, de rétablir le contrôle sur les hérétiques plébéiens, qu'ils n'ont pas imposé des conditions suffisamment précises à la monarchie. (p. 122)

La crainte obsessionnelle du radicalisme qui a conduit au retour exagéré du balancier en 1660 a eu des conséquences regrettables.... La réforme du Droit, comme la réforme du droit de vote furent oubliées par les politiciens "responsables" jusqu'au XIXe siècle. (p. 123)

(Christopher Hill, "A Bourgeois Revolution?" in Pocock, ed., *Three British Revolutions 1641, 1688, 1776,* Princeton University Press, 1980.)

Quelques personnages qui méritent d'être plus connus

Babeuf, François Noël dit Gracchus (1760-1797) : l'homme politique dans la révolution française qui à la gauche du radicalisme démocratique formule un point de vue communiste; éditeur du *Tribun du peuple* (1794-1796); animateur de la Conjuration des Egaux; guillotiné.

Dathenus, Peter (1531-1588) : réformateur flamand; traducteur des *Psaumes;* dirigeant de la Commune démocratique de Gand (1577-1579) dans la révolution des Pays-Bas.

Gosson, Nicolas : avocat; dirigeant de la Commune démocratique radicale d'Arras (1578) dans la révolution des Pays-Bas.

Fell, Margaret : dirigeante des quakers dans la révolution anglaise; auteur de *Women's Speaking Justified (Justification de la prise de parole des femmes;* 1667); épouse de George Fox (1624-1691).

Harrington, James (1611-1677) : théoricien républicain anglais; analyste du déclin de la noblesse; auteur de la *République d'Oceana* (1656).

Hembyze, Jan van (1517-1584) : échevin et bourgmestre de Gand; dirigeant de la Commune démocratique radicale de Gand (1577-1579) dans la révolution des Pays-Bas.

Lacombe, Claire et Pauline Léon : animatrices en 1793 dans la révolution française de la Société des femmes républicaines révolutionnaires qui organisa les femmes du mouvement sans-culottes contre les hausses de prix des denrées.

Lilburne, John (1614-1657) : leader des niveleurs dans la révolution anglaise.

Otto, Louise (1819-1895) : féministe et démocrate-radicale allemande; fonda en 1865 l'Union générale des femmes allemandes.

Overton, Richard : dirigeant des niveleurs dans la révolution anglaise

Paine, Thomas (1737-1809) : démocrate radical anglais; leader démocrate dans la révolution américaine; défenseur et participant de la révolution française; député à la Convention; auteur de *Common Sense* (1776) et *Les Droits de l'Homme* (1791).

Roux, Jacques (1752-1794) : prêtre et révolutionnaire français; démocrate radical, dirigeant sans-culottes, chef des Enragés; arrêté en 1793; s'est suicidé après sa condamnation.

Walwyn, William (1600-1680) : dirigeant des niveleurs dans la révolution anglaise

Wildman, John (1623-1693) : dirigeant des niveleurs dans la révolution anglaise; emprisonné en 1660 au moment de la Restauration et libéré en 1666; plus tard haut fonctionnaire des postes et politicien whig.

Winstanley, Gérard (1609-1676) : théoricien communiste dans la révolution anglaise et leader des creuseurs (Diggers).

Wollstonecraft, Mary (1759-1797) : féministe et "jacobine" anglaise, une des animatrices du mouvement anglais démocratique de soutien à la révolution française; auteur d *A Vindication of the Rights of Woman (Une défense des Droits de la Femme)* (1792); épouse du philosophe William Godwin (1756-1836) et mère de Mary Shelley (1797-1851), auteur de *Frankenstein* (1818) et épouse du poète Shelley (1792-1822).

Guide de lecture et bibliographie

La littérature sur chacune des révolutions bourgeoises est énorme. Mais il n'existe pas d'ouvrage les étudiant dans leur ensemble. Le concept de "révolution bourgeoise" a été plus souvent développé par les historiens marxistes dans l'étude d'une révolution particulière qu'appliqué à l'étude comparative de plusieurs. Nous proposons ci-dessous un petit guide de lecture pour les lecteurs qui voudraient commencer à étudier les révolutions bourgeoises.

1. Pour se familiariser avec l'Ancien Régime en Europe (et au Japon), ainsi qu'avec une histoire de l'Europe depuis le Moyen-Age : **Perry Anderson, *De l'Antiquité au féodalisme* (Paris : Maspero, 1977) et *L'Etat absolutiste* (Paris : Maspero, 1978).**

C'est une remarquable fresque encyclopédique d'histoire comparative qui discute et clarifie plusieurs notions fondamentales d'historiographie marxiste. Fournit une vaste bibliographie. Son principal défaut, non négligeable dans le sujet qui nous occupe, c'est qu'il considère le développement de l'absolutisme et les révolutions bourgeoises comme deux étapes tout à fait distinctes, l'absolutisme d'abord, la révolution bourgeoise plus tard. Pour chaque pays Anderson interrompt trop logiquement son récit du développement de l'absolutisme à la veille de la révolution, pour l'Angleterre en 1640, pour la France en 1789, pour la plupart des autres pays au XIXe siècle, voire au XXe siècle. Mais le développement de l'absolutisme et les révolutions bourgeoises furent des processus combinés, plus d'une fois contemporains. Cela amène Anderson à n'accorder quasiment aucune place aux révolutions bourgeoises les plus anciennes, défaites mais essentielles; par exemple aux révolutions du XVIIe siècle autres que l'anglaise; et en général qu'une maigre place aux luttes de classes urbaines.

2. Dans plusieurs excellents chapitres généraux de son livre de 1948, ***Les Soulèvements populaires en France au XVIIe siècle* (Flammarion, Paris, 1972)**, le grand historien soviétique **Boris Porchnev** (1905-1972) explique les relations absolutisme-noblesse-bourgeoisie-plébéiens dans la France d'Ancien Régime et montre comment la révolution bourgeoise en France ne naît pas subitement en 1789 mais plonge ses racines dans les siècles précédents; en particulier comment la Fronde de 1648-1653 fut une véritable révolution bourgeoise défaite. Le livre de Porchnev fournit également une intéressante histoire marxiste de l'historiographie de la France. Porchnev a écrit plusieurs autres ouvrages sur l'Ancien Régime qui n'ont jamais été traduits. Pourquoi les éditions du PCF ne nous ont-elles jamais offert son *La France, la révolution anglaise et la politique européenne au XVIIe siècle (Frantsiia, Angliiskaia revolutsiia i evropeiskaia politika v serednie 17v, 1970)?*

3. Le petit livre de **Friedrich Engels, *La guerre des paysans en Allemagne* (Editions sociales, Paris)** écrit en 1850-1874, est une introduction obligée à la révolution allemande de 1525, au XVIe siècle et à la Réforme, et à l'analyse par les fondateurs du marxisme de l'Ancien Régime et des révolutions bourgeoises.

4. Pour découvrir la révolution des Pays-Bas du XVIe siècle : **Geoffrey Parker, *The Dutch Revolt* (Pelican Books, Londres, 1979) et Tibor Wittmann, *Les Gueux dans les "bonnes villes" de Flandre 1577-1584* (Akademiai Kiadó, Budapest, 1969).**

Le Parker est l'histoire de la révolution des Pays-Bas la plus moderne. Rassemble les résultats des recherches les plus récentes, très documenté, passionnant à lire, une vaste bibliographie commentée. Néglige de façon sidérante les mouvements démocratiques plébéiens et en général les débats politiques et constitutionnels au sein des insurgés contre le roi d'Espagne.

Le Wittman se concentre sur les mouvements démocratiques plébéiens et leurs relations conflictuelles avec le prince d'Orange. Très intéressant sur l'économie de la Flandre, ses draperies, son organisation corporative et municipale. Ecrit dans un style maladroit (traduction?) et alourdi par des considérations pseudo-théoriques typiques des livres d'histoire des pays de l'Est.

Les marxistes néerlandais recommandent **Erich Kuttner, *Het Hongerjaar 1566* (Amsterdam, 1949, réédité en 1979).** Mais il faut savoir lire le néerlandais, ce qui n'est pas notre cas. Ecrit avant la guerre par un social-démocrate allemand exilé aux Pays-Bas, ce livre a été rédigé en allemand, mais jamais publié en allemand.

5. Il n'existe malheureusement en français aucune bonne histoire de la révolution anglaise de 1640-1660. Quasiment rien n'est traduit des brillantes productions anglaises sur le sujet. (Pourquoi au fond?) De **Christopher Hill** ont paru en français un article de la revue ***L'Histoire,* n°5, octobre 1978, "Cromwell et la révolution anglaise"**, et son remarquable livre ***Le monde à l'envers : les idées radicales pendant la révolution anglaise* (Payot, Paris, 1977)**, mais qui est difficile d'accès si on n'a pas commencé par une histoire de la révolution. On peut dire la même chose de **Olivier Lutaud, *Cromwell, les Niveleurs et la République* (Aubier-Montaigne, Paris, 1978)** fort intéressant et le meilleur de la production française. Ceux qui lisent l'anglais liront ces excellentes histoires d'ensemble que sont **Christopher Hill, *The Century of Revolution 1603-1714* (Londres, 1961; rééd. Nelson, Londres, 1981) et Ivan Roots, *The Great Rebellion 1642-1660* (Batsford, Londres, 1966; rééd. 1979).**

Le classique de 1850 qu'est François Guizot, *Histoire de la révolution d'Angleterre* mériterait d'être réédité. Voilà une idée pour la collection Bouquins de Laffont qui a réédité Michelet, Gibbon et autres volumineux classiques. Car le Guizot est non seulement une des œuvres qui fondent l'invention par les historiens libéraux français du XIXe siècle du concept de "lutte des classes" comme explication historique, mais il reste à ce jour un bon livre sur le sujet, fort estimé par les historiens anglais.

6. Pour découvrir la révolution française, le meilleur ouvrage reste **Albert Soboul, *Histoire***

de la révolution française **(Gallimard, Paris).** Et on peut contrebalancer ce qui reste de robespierrisme chez Soboul, déjà fort nuancé, par l'indispensable **Daniel Guérin,** ***Les luttes de classes sous la Première République : bourgeois et bras-nus 1793-1795*** **(Gallimard, Paris).** Le Soboul s'arrête en 1799. Une bonne compréhension de la révolution exige d'aller jusqu'en 1815. L'étude de la Restauration de 1814-1815 est indispensable pour faire un bilan de la révolution au moment où les Bourbons reviennent sur le trône, mais où justement l'Ancien Régime n'est pas du tout rétabli. Pour cela lire les premiers volumes de l'excellente ***Nouvelle Histoire de la France contemporaine*** **(Seuil, Paris),** les **volumes 4 et 5 de Bergeron, Lovie et Paluel** sur la période 1799-1815, et surtout **6 et 7, de Jardin et Tudesq,** sur la période 1815-1848. En anglais l'ensemble de la période, jusqu'à un bilan de la Restauration, est couvert par le remarquable **George Rudé,** ***Revolutionary Europe 1783-1815*** **(Londres, Fontana, 1964; rééd. 1982).**

7. Sur les révolutions du XIXe siècle on commencera par **Karl Marx,** ***Les luttes de classes en France 1848-1850*** et **Friedrich Engels,** ***Révolution et contre-révolution en Allemagne***, anciennement attribué à Marx. On peut poursuivre par les deux sommes de **Eric Hobsbawm,** ***L'ère des révolutions 1789-1848*** et ***L'ère du capital 1848-1875*** **(Paris, Fayard, 1969** et **1978)** qui renvoient à une vaste bibliographie.

8. Juste avant la révolution russe, la révolution mexicaine de 1910-1920 ouvre l'ère des révolutions des pays du "Tiers Monde" du XXe siècle. Mais marquée par un rôle encore effacé du mouvement ouvrier, elle est en quelque sorte le dernier cas de révolution bourgeoise classique. A lire **Adolfo Gilly,** ***The Mexican Revolution*** **(Verso, Londres, 1983).**

9. Sur les femmes dans les révolutions bourgeoises, la meilleure introduction générale est **Sheila Rowbotham,** ***Féminisme et révolution*** **(Payot, Paris, 1972).**

10. Pour qui souhaite confronter sa réflexion à de stimulantes objections à l'interprétation marxiste des révolutions bourgeoises, on conseillera :

- sur la révolution anglaise : **C. Russel, ed.,** ***The Origins of the English Civil War*** **(Londres, 1973)** et **D. Underdown,** ***Revel, Riot and Rebellion: Popular Politics and Culture in England 1603-1660*** **(Oxford, 1985)**
- sur la révolution française : **Alfred Cobban,** ***Le sens de la révolution française*** **(Julliard, Paris, 1984)** et **François Furet,** ***Penser la révolution française*** **(Folio-Histoire, Paris, 1978,** esentiellement les pages 133 à 207).

11. Un grand débat entre historiens marxistes, devenu un classique, est rassemblé dans **Maurice Dobb, Paul Sweezy et al.,** ***Du féodalisme au capitalisme : problèmes de la transition*** **(Maspero, Paris, 1977).**

Bibliographie

Généralités :

Anderson, Perry. *De l'Antiquité au féodalisme.* Paris : Maspero, 1977.

_____. *L'Etat absolutiste.* Paris : Maspero, 1978.

Brenner, Robert. "The Agrarian Roots of European Capitalism", in T. S. Aston et C. H. E. Philpin, eds., *The Brenner Debate. Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe.* Cambridge University Press, 1985.

Dobb, Maurice. *Studies in the Development of Capitalism*, Londres, 1946.

Dobb, Maurice, Paul Sweezy et al., *Du féodalisme au capitalisme : problèmes de la transition*, Paris : Maspéro, 1977.

Joshua, Isaac. *La Face cachée du Moyen Age, les premiers pas du capital.* Paris : La Brèche, 1988.

Kriedte, Peter. *Peasants, Landlords and Merchant Capitalists, Europe and the World Economy*, Berg Publishers, 1983. Et en allemand: *Spätfeudalismus und Handelskapital, Grundlinien der europäischen Wirtschaftsgeschichte vom 16 bis zum. Ausgang des 18. Jahrhunderts.* Göttingen: Vandenhoek & Ruprecht, 1980.

Novack, George. *Democracy and Revolution.* New York: Pathfinder, 1971.

Skocpol, Theda. *States and Social Revolutions: A Comparative Analysis of France, Russia and China.* Cambridge Univ. Press, 1979.

Slicher van Bath, Bernard H. *The Agrarian History of Western Europe 500-1850.* London, 1963.

Du Moyen-Age au XVIe siècle

Blickle, Peter. *Die Revolution von 1525.* München/Wien: Oldenbourg Verlag, 1983.

Brendler, Gerhard. "Von der Hussitenbewegung bis zum Abfall der Niederlande. Zu den Vor- und Frühformen der bürgerlichen Revolution", in *Jahrbuch für Geschichte* 10, 1974.

Die frühbürgerliche Revolution in Deutschland herausgegeben von Max Steinmetz. Berlin: Akademie-Verlag, 1985.

Der deutsche Bauernkrieg 1524-1525. Geschichte, Traditionen, Lehren, herausgegeben von Gerhard Brendler und Adolf Laube. Berlin: Akademie-Verlag, 1977.

Elliott, J. H. *Europe Divided 1559-1598.* Fontana, 1968.

Engels, Friedrich. *La Guerre des paysans en Allemagne.* Paris : Editions sociales.

Hilton, Rodney. *Les mouvements paysans au Moyen Age.* Flammarion, Paris, 1979.

Leroy-Ladurie, Emmanuel. *Le Carnaval de Romans.* Paris : Gallimard, 1979.

Zimmermann, Wilhelm. *Der Grosse Deutsche Bauernkrieg.* Dietz-Verlag, 1978.

La révolution des Pays-Bas

Delfos, Leo. *Die Anfänge der Utrechter Union.* Berlin: Ebering Verlag, 1941.

Febvre, Lucien . *Philippe II et la Franche-Comté.* Champs Flammarion, Paris.

Geyl, Pieter. *The Revolt of the Netherland.* Londres, 1932.

_____. *The Netherlands in the Seventeenth Century.* Londres, 1961.

Kossmann, E. H. et A. F. Mellink. *Texts concerning the Revolt of the Netherlands.* Cambridge University Press, 1974.

Kuttner, Erich. *Het Hongerjaar 1566.* Amsterdam, 1949, rééd. 1979.

Mandel, Ernest. "De opkomende 'vierde stand' in de burgelijke omwentelingen van de Zuidelijke Nederlanden (1565-1585, 1789-1794, 1830)" in *Arbeid in Veelvoud.* Brussel, 1988. Trad. française "Le 'quatrième état' montant dans les révolutions bourgeoises des Pays-Bas du Sud (1565-1585, 1789-1794, 1830)", à paraître.

Parker, Geoffrey. *The Dutch Revolt.* Londres : Penguin Books, 1977.

Schama, Simon. *The Embarassment of Riches.* London: Collins, 1987.

de Vries, Jan. *The Dutch Rural Economy in the Golden Age 1500-1700.* New Haven : Yale, 1974.

Wilson, Charles. *The Dutch Republic.* New York: MacGraw Hill, 1968.

Wittman, Tibor. *Les Gueux dans les "bonnes villes" de Flandre 1577-1584.* Budapest: Akademiai Kiadó, 1969.

Les révolutions du XVIIe siècle

d'Ambrosio, Antonio. *Masaniello, Rivoluzione e controrivoluzione nel reame di Napoli 1647-1648.* Istituto editoriale Brera, 1962.

Aston, Trevor ed. *Crisis in Europe 1550-1660.* Londres : Routledge et Kegan Paul, 1965.

Elliott, J. H. *The Revolt of the Catalans.* Cambridge, 1963.

Hroch, Miroslav et Josef Petran. *Das 17. Jahrhundert, Krise der feudalen Gesellschaft.* Hamburg: Hoffman & Campe, 1981

Koenigsberger, Helmut G. "The Revolt of Palermo in 1647," *Cambridge Historical Journal*, 18, 1946.

Kossmann, Ernst Heinrich. *La Fronde.* Leiden, 1954.

Madelin, Louis. *La Fronde : une révolution manquée.* Paris : Plon, 1931.

Merriman, R. B. *Six Contemporaneous Revolutions.* Oxford, 1938.

Mousnier, Roland. *Fureurs paysannes : les paysans dans les révoltes du XVIIe siècle (France, Russie, Chine).* Calmann-Lévy, Paris, 1967.

Parker, Geoffrey and Lesley M. Smith, eds. *The General Crisis of the Seventeenth Century.* London, 1978.

Porchnev, Boris. *Les soulèvements populaires en France au 17e siècle.* Paris : Flammarion, 1972.

La révolution anglaise

Bernstein, Eduard. *Komunistische und demokratische-sozialistische Strömungen während der Englischen Revolution des 17 Jahrhunderts.* 1895.Réédité en 1908 et 1974 sous le titre *Sozialismus und Demokratie in der Grossen Englischen Revolution.* En anglais : *Cromwell and Communism, Socialism and Democracy in the Great English Revolution.* Spokesman Univ. Ptbk, 1980.

Gardiner, S.R. *The Constitutional Documents of the Puritan Revolution.* Oxford University Press, 1979.

Guizot, François. *Histoire de la révolution d'Angleterre.* Paris, 1850.

Harrington, James. *The Political Works of James Harrington.* J. G. A. Pocock, ed. Cambridge U. Press, 1977.

Hill, Christopher. *The Experience of Defeat.* Londres : Faber and Faber, 1984.

_____. "A Bourgeois Revolution?" in Pocock, ed. *Three British Revolutions 1641, 1688, 1776.* Princeton University Press, 1980.

_____. *Milton and the English Revolution.* Londres : Faber and Faber, 1977.

_____. *Le monde à l'envers : les idées radicales pendant la révolution anglaise.* Paris : Payot, 1977 (Ed. anglaise 1975).

_____. *God's Englishman.* Londres: Pelican Books, 1972.

_____. *The Century of Revolution 1603-1714.* Londres, 1961.

_____. *Puritanism and Revolutin.* Peregrine Books, 1986 (1ère éd. 1958).

_____. "Cromwell et la révolution anglaise", *L'Histoire*, n°5, octobre 1978.

Lutaud, Olivier. *Cromwell, les Niveleurs et la République.* Aubier-Montaigne, Paris, 1978.

_____. *Les Deux révolutions d'Angleterre.* Aubier-Montaigne, Paris, 1978.

_____. *Révolutions d'Angleterre et la révolution française.* La Haye, 1973.

Manning, Brian. *The English People and the English Revolution.* Peregrine Books, 1978.

Naville, Pierre. *De la révolution anglaise à la révolution française.* Avec Thomas Hobbes, *Behemoth.* Plon, Paris, 1989.

Richardson, R. C. *The Debate on the English Revolution.* Londres : Methuen, 1977.

Roots, Ivan. *The Great Rebellion, 1642-1660.* Batsford, 1968.

Russel, C., ed. *The Origins of the English Civil War.* London, 1973.

Underdown, D. *Revel, Riot and Rebellion: Popular Politics and Culture in England 1603-1660.* Oxford, 1985.

_____. *Pride's Purge: Politics in the Puritan Revolution.* 1971.

Walter, Gérard. Dans la série *Le Mémorial des siècles. Le XVIIe siècle : les événements. La révolution anglaise.* Paris : Albin Michel, 1963. 564 p., chronologie et documents.

La révolution américaine

America's Revolutionary Heritage. Marxist Essays. Recueil d'articles présentés par George Novack. New York: Pathfinder, 1976.

Countryman, Edward. *The American Revolution.* Penguin Books, 1985.

Douglass, Elisha P. *Rebels and Democrats: The Struggle for Equal Political Rights and Majority Rule During the American Revolution.* Chapel Hill: University of North Carolina, 1955.

Foner, Eric. *Tom Paine and the American Revolution.* 1976.

Jameson, J. Franklin. *The American Revolution Considered as as Social Movement.* Princeton University Press, 1926.

La révolution française et les révolutions de la fin du XVIIIe siècle

Balibar, Etienne, Georges Labica, Michael Löwy et al. *L'autre révolution.* Paris : La Brèche, 1989.

Benot, Yves. *La révolution française et la fin des colonies.* Paris : La Découverte, 1988.

Bensaïd, Daniel. *Moi , la révolution. Remembrances d'une bicentenaire indigne.* Paris : Gallimard, 1989.

Bergeron, Louis, Jacques Lovie et André Paluel, *L'épisode napoléonien (1799-1815).* Vols. 4 et 5 : *Nouvelle histoire de la France contemporaine.* Paris: Seuil/Coll. Points Histoire.

Cobb, Richard. *Les armées révolutionnaires.* 2 vols. Paris : Mouton, 1961-1963.

Cobban, Alfred. *Le sens de la révolution française.* Julliard, Paris, 1984.

Furet, François. *Marx et la révolution française.* Suivi de textes de Karl Marx. Flammarion, Paris, 1986.

_____. *Penser la révolution française.* Paris : Folio/Histoire, 1978.

Furet, François et Denis Richet. *La révolution française.* Nlle édition. Paris : Fayard, 1987.

Godechot, Jacques. *La Grande Nation : l'expansion révolutionnaire de la France dans le monde de 1789 à 1799.* 2 vols. Paris : Aubier-Montaigne, 1958-1983.

Goodwin, Albert. *The Friends of Liberty: The English Democratic Movement in the Age of the French Revolution.* Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 1979.

Guérin, Daniel. *Les Luttes de classes sous la Première République. Bourgeois et bras-nus. Paris : Gallimard, 1973.*

_____. *La révolution française et nous.* Paris : Maspero, 1976.

James, Cyril Lionel Robins. *Les Jacobins noirs, Toussaint Louverture et la révolution de Saint-Domingue.* (1938) Ed. caribéennes, Paris, 1984.

Jardin, André et A. J. Tudesq, *La France des notables (1815-1848).* Vols. 6 et 7 : *Nouvelle histoire de la France contemporaine.* Paris: Seuil/Coll. Points Histoire.

Kessel, Patrick. *Les gauchistes de 89.* Paris : UGE 10/18, 1969.

Lefebvre, Georges. *Quatre-vingt neuf.* Editions sociales, Paris. (1ère édition : 1939)

_____. *La Révolution française, 1789-1793.*

_____. *Questions agraires au temps de la Terreur.* Réédition. Paris : Ed. du Comité des Travaux historiques et scientifiques, 1989.

Mathiez, Albert. *La Révolution française.* Gonthier, Paris.

_____. *Etudes sur Robespierre.* Editions sociales, Paris.

Marx, Karl et Friedrich Engels. *Sur la révolution française.* Paris : Messidor/Ed. sociales, 1985.

Mazauric, Claude. *Babeuf et la Conspiration pour l'Egalité.* Paris : Ed. sociales, 1962.

_____. *Sur la révolution française., Contributions à l'histoire de la Révolution bourgeoise.* Messidor, Editions sociales, Paris, 1970.

_____. *Jacobinisme et révolution.* Paris : Ed. sociales, 1984.

Palmer, R. R. *The Age of Democratic Revolution: A Political History of Europe and America, 1760-1800.* Princeton University Press, 1959-1964.

Rudé, George. *Revolutionary Europe 1783-1815.* Londres : Fontana.

_____. *La Foule dans la révolution française.* Maspero, Paris, 1982.

Soboul, Albert. *Histoire de la révolution française.* Paris : Gallimard-Idées.

_____. *Les Sans-culottes parisiens en l'An II.* Seuil, Paris.

_____. *La révolution française.* Paris : Que sais-je n°142.

Thierry, Augustin. *Histoire de la formation et du progrès du Tiers Etat.* 1853.

Vincent, Bernard. *Thomas Paine ou la religion de la liberté.* Paris : Aubier-Montaigne, 1987.

Williams, Gwyn A. *Artisans and Sans-Culottes. Popular Movements in France and Britain During the French Revolution.* New York: Norton, 1969.

Les révolutions bourgeoises du XIXe siècle

Agulhon, Maurice. *1848 ou l'apprentissage de la République (1848-1852).* Vol. 8, *Nouvelle histoire de la France contemporaine.* Paris: Seuil/Coll. Points Histoire.

Akamatsu, P. *Meiji 1868 : révolution et contre-révolution au Japon.* Paris, 1968.

Artola, Miguel. *La Burguesía revolucionaria 1808-1874.* Madrid : Alianza Editorial, Alfaguara, 1973-1983.

Beasley, W. G. *The Meiji Restoration.* 1972.

Carr, Raymond. *Spain 1808-1939.* 1966

Dautry, Jean. *1848.* Paris: Editions sociales.

Engels, Friedrich. *Révolution et contre-révolution en Allemagne.*

_____. "Po e Reno" (1859) e "Nizza, Savoia e Reno" (1860) in Karl Marx e Friedrich Engels, *Sul Risorgimiento italiano.* A cura di Ernesto Ragioneri. Roma : Ed. Riuniti, 1979.

_____. *Le rôle de la violence dans l'histoire.* Paris : Editions sociales.

Franz, M. *The Taiping Rebellion.* 1966.

Hamerow, T. S. *Restoration, Revolution, Reaction, Economics and Politics in Germany 1815-1871.* 1958

Hennessy, C. A. M. *The federal Republic in Spain 1868-1874.* 1962.

Hobsbawm, Eric J. *L'ère des révolutions (1789-1848).* Fayard, Paris, 1969.

_____. *L'ère du capital (1848-1875).* Fayard, Paris, 1978.

_____. *The Age of Empire 1875-1914.*

Kiernan, V. G. *The Revolution of 1854 in Spanish History.* 1966.

Martinez Cuadrado, Miguel. *La Burguesía conservadora 1874-1931.* Madrid : Alianza Editorial, Alfaguara, 1973-1983.

Marx, Karl. *Travail salarié et capital.*

_____. *Les Luttes de classes en France (1848-1850).* Paris : Editions sociales.

_____. *Adresse du conseil central à la Ligue des communistes.* 1850.

_____. *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte.* Paris : Editions sociales.

_____. "La España revolucionaria" (1854) y "La revolución en España" (1856) in Carlos Marx y Frederico Engels, *Escritos sobre España.* Barcelona: Ed. Planeta, 1978.

_____. *La guerre civile aux Etats-Unis.* Paris : UGE 10/18, 1970.

_____. *La guerre civile en France.* Paris : Editions sociales.

Steams, Peter. *The 1848 Revolution.* 1974.

Takahashi, Koachiro. *"La restauration de Meiji au Japon et la révolution française"*, Recherches Internationales, n° 62, 1970.

Les femmes et les révolutions bourgeoises

Durham Johnson, Mary. "Old Wine in New Bottles: The Institutional Changes for Women of the People During the French Revolution," in *Women, War and Revolution,* recueil de textes présentés par Carol K. Berkin et Clara M. Lovett. New York: Holmes and Meier, 1980.

Flexner, Eleanor. *Mary Wollstonecraft: A Biography.* New York, 1972.

Fox-Genovese, Elizabeth. "Women and the Enlightenment" in *Becoming Visible: Women in European History,* recueil présenté par Renate Bridenthal, Claudia Koontz et Susan Stuard. Boston: Houghton-Mifflin, 1987.

Gay Levy, Darlene et Harriet Branson Applewhite. "Women and Political Revolution in Paris" in *Becoming Visible...,* op. cit.

Godineau, Dominique. *Citoyennes tricoteuses. Les femmes du peuple à Paris pendant la Révolution française.* Alinéa, Aix-en-Provence, 1988.

Monter, William. "Women in the Age of Reformation" in *Becoming Visible...,* op. cit.

Rowbotham, Sheila. *Women's liberation and Revolution. A Bibliography.* Bristol: Falling Wall Press, 1972.

_____. *Féminisme et révolution.* Payot, Paris, 1972.

Thomas, Keith. "Women and the Civil War Sects", *Past and Present* n° 13, 1958, Londres.

Wollstonecraft, Mary. *A Vindication of the Rights of Woman.* Présenté par Carol H. Poston. New York: Norton, 1975 (1ère édition: Londres, 1792)

La révolution permanente

Brossat, Alain. *Aux origines de la révolution permanente : la pensée politique du jeune Trotsky.* Maspero, Paris, 1974.

Gilly, Adolfo. *The Mexican revolution.* Londres : Verso, 1983.

Gilly, Adolfo, Arnaldo Cordova, Armando Bartra, Manuel Aguilar Mora et Enrique Semo. *Interpretaciones de la revolución mexicana.* Mexico, 1980.

Löwy, Michael. *La théorie de la révolution chez le jeune Marx.* Maspero, Paris, 1970.

_____. *Sur la révolution permanente.* Cahiers d'Etude et de Recherche n°1, Paris, 1987.

Trotsky, Léon. Léon Trotsky. *Bilan et perspectives.* Paris : Seuil

_____. *La révolution permanente.* Paris : Gallimard-Idées.

_____. *Histoire de la révolution russe.* Paris : Seuil.